

### Approche aux fins de l'établissement du capital réglementaire utilisée pour déterminer les risques liés aux activités de titrisation

En ce qui concerne les risques liés aux activités de titrisation, nous avons recours à une approche d'évaluation interne des risques liés à notre PCAA, ainsi qu'à des approches fondées sur des notations et à des approches standardisées en ce qui concerne les risques liés aux autres activités de titrisation.

Bien que les méthodes d'établissement de notations en vertu de notre approche d'évaluation interne soient basées en grande partie sur les critères publiés par les organismes externes d'évaluation du crédit (OEEC) tels que S&P et qu'elles soient en conséquence analogues aux méthodes qu'utilisent ces organismes, elles ne sont pas identiques à ces méthodes. Notre processus d'établissement des notations consiste notamment à comparer le rehaussement de crédit disponible relatif à une structure de titrisation avec le niveau des pertes prévues en période de tensions. Le degré de gravité des tensions utilisé est déterminé au moyen du profil de risque désiré relatif à la transaction. Par conséquent, nous attribuons un degré de gravité des tensions plus élevé aux flux de trésorerie liés à une transaction donnée de manière à établir une notation plus élevée. À l'inverse, des notations moins élevées sont établies dans le cas des transactions à l'égard desquelles le degré de gravité des tensions utilisé est plus faible.

La plupart des autres risques liés aux transactions de titrisation auxquels nous sommes exposés (autres que ceux liés au PCAA) sont assortis de notations externes, et nous utilisons la moins élevée de nos notations internes ou la notation externe la plus faible pour déterminer l'attribution du capital qui est appropriée pour ces positions. Nous comparons périodiquement nos notations internes avec celles des OEEC, afin de nous assurer que les notations des OEEC sont raisonnables.

La Gestion des risques du Groupe est responsable de l'évaluation de tous les risques en matière de capital liés au portefeuille d'intermédiation bancaire. La Gestion des risques du Groupe est indépendante des secteurs d'activité où surviennent les risques liés aux activités de titrisation et elle effectue parfois ses propres analyses en collaboration avec les secteurs d'activité concernés, mais elle demeure dans tous les cas indépendante de ces secteurs. La Gestion des risques du Groupe a élaboré des lignes directrices concernant les critères spécifiques relatifs aux catégories d'actifs, qui précisent les méthodes d'établissement des notations pour chaque catégorie d'actifs. Les lignes directrices font l'objet d'examen périodiques et elles sont assujetties au processus de reproduction des notations prévu par le pilier I de l'accord de Bâle.

## Information financière supplémentaire

### Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

Certaines activités et transactions que nous effectuons nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'est établie à 423 millions de dollars, représentait moins de 0,1 % du total de notre actif au 31 octobre 2015, comparativement à 396 millions, ou moins de 0,1 %, à l'exercice précédent. L'augmentation de 27 millions de dollars est principalement attribuable à l'incidence du change.

### Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur du total de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales au Canada et aux États-Unis s'élevait à 379 millions de dollars au 31 octobre 2015.

### Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Nos instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans les niveaux 1, 2 ou 3, selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Pour de plus amples renseignements sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur les transferts d'instruments entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

Le tableau ci-dessous illustre le total de la juste valeur de chaque catégorie principale d'actifs financiers et de passifs financiers évalués à la juste valeur, ainsi que le pourcentage de la juste valeur pour chaque catégorie classée dans les niveaux 1, 2 ou 3 au 31 octobre 2015.

| Actifs et passifs évalués à la juste valeur   |            | Tableau 77         |              |              |              |       |
|---|------------|--------------------|--------------|--------------|--------------|-------|
|   |            | Au 31 octobre 2015 |              |              |              |       |
| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)                                       |            | Juste valeur (1)   | Niveau 1 (1) | Niveau 2 (1) | Niveau 3 (1) | Total |
| <b>Actifs financiers</b>  |            |                    |              |              |              |       |
| Titres à la juste valeur par le biais du résultat net   | 158 703 \$ | 39 %               | 61 %         | 0 %          | 100 %        |       |
| Titres disponibles à la vente   | 48 149     | 12                 | 80           | 8            | 100          |       |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés                            | 114 692    | 0                  | 100          | 0            | 100          |       |
| Prêts   | 2 773      | 0                  | 83           | 17           | 100          |       |
| Dérivés   | 193 153    | 2                  | 97           | 1            | 100          |       |
| <b>Passifs financiers</b>   |            |                    |              |              |              |       |
| Dépôts  | 115 592 \$ | 0 %                | 100 %        | 0 %          | 100 %        |       |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert   | 47 658     | 67                 | 33           | 0            | 100          |       |
| Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | 73 362     | 0                  | 100          | 0            | 100          |       |
| Dérivés   | 195 820    | 2                  | 97           | 1            | 100          |       |

(1) Les actifs et passifs dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne reflètent pas l'incidence de la compensation.

### Mise en application des méthodes comptables critiques, des jugements, des estimations et des hypothèses

Nos principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015. Certaines de ces méthodes, ainsi que des estimations faites par la direction aux fins de l'application desdites méthodes, constituent des méthodes comptables critiques, car elles font en sorte que nous sommes tenus d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines, et parce qu'il est probable que des montants considérablement différents seront présentés dans des conditions différentes ou selon diverses hypothèses. Nos méthodes comptables critiques, nos jugements, nos estimations et nos hypothèses visent la juste valeur des instruments financiers, la provision pour pertes sur créances, le goodwill et autres immobilisations incorporelles, les avantages du personnel, la consolidation, la décomptabilisation d'actifs financiers, la dépréciation de valeurs mobilières, la mise en application de la méthode du taux d'intérêt effectif, les provisions, les sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance ainsi que l'impôt sur le résultat. Nos méthodes comptables critiques et nos estimations ont été examinés et approuvés par notre comité d'audit, en collaboration avec la direction, dans le cadre du processus d'examen et d'approbation de nos principales méthodes comptables, jugements, estimations et hypothèses.

### Juste valeur des instruments financiers et dépréciation de valeurs mobilières

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Nous déterminons la juste valeur en tenant compte de tous les facteurs que les participants du marché prendraient en considération pour établir un prix, y compris les méthodes d'évaluation généralement reconnues.

Le Conseil d'administration surveille l'évaluation des instruments financiers principalement par l'entremise du Comité d'audit et du Comité de gestion des risques. Le Comité d'audit revoit la présentation des instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur et les informations à fournir, tandis que le Comité de gestion des risques évalue le caractère adéquat des structures de gouvernance et des processus de contrôle concernant l'évaluation de ces instruments.

Nous avons mis en place des politiques, des procédures et des contrôles liés aux méthodes et aux techniques d'évaluation afin de nous assurer que la juste valeur fait l'objet d'une estimation raisonnable. Les principaux processus et contrôles d'évaluation comprennent, sans s'y limiter, la ventilation des profits et des pertes, la vérification indépendante des prix et les normes de validation des modèles. Ces processus de contrôle sont gérés soit par le groupe Finance, soit par la Gestion des risques du Groupe et ils sont indépendants des secteurs d'activité connexes et de leurs fonctions de négociation. La ventilation des profits et des pertes est un processus qui vise à expliquer les variations de la juste valeur de certaines positions et elle est effectuée quotidiennement pour les portefeuilles de négociation. Tous les instruments comptabilisés à la juste valeur sont soumis à la vérification indépendante des prix, soit un processus en vertu duquel les évaluations de la fonction de négociation sont comparées aux cours du marché externe et à d'autres données de marché pertinentes. Les sources de données de marché comprennent les cours du marché, les courtiers et les prix du vendeur. Nous accordons la priorité aux services tiers d'établissement des prix et aux prix dont l'exactitude est la plus élevée et la plus constante. Le niveau d'exactitude est déterminé au fil du temps en comparant les prix déterminés par des tiers aux prix déterminés par des courtiers ou un système, aux prix déterminés par d'autres services d'établissement des prix et, lorsqu'elles sont disponibles, aux données de négociation réelles. D'autres techniques d'évaluation sont utilisées lorsque les prix ou les cours ne sont pas disponibles. Certains processus d'évaluation ont recours à des modèles pour déterminer la juste valeur. Notre démarche en matière d'utilisation de modèles est systématique et constante. L'utilisation de modèles d'évaluation conformes à notre cadre de gestion des risques liés aux modèles est approuvée. Le cadre traite, entre autres choses, des normes d'établissement des modèles, des processus et procédures de validation et des autorités d'approbation. La validation des modèles permet de s'assurer qu'un modèle est adéquat pour l'utilisation prévue et de définir des paramètres quant à son utilisation. Tous les modèles sont régulièrement soumis au processus de validation par du personnel qualifié indépendant de la conception et de l'élaboration des modèles. Notre profil de risque lié aux modèles est présenté chaque année au Conseil d'administration.

Pour déterminer la juste valeur, on utilise une hiérarchie qui place en ordre de priorité les données utilisées dans les techniques d'évaluation. Selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, le plus haut niveau correspond aux prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1) et le niveau le plus bas correspond aux données non observables (niveau 3). La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Les données du niveau 1 correspondent aux prix cotés non ajustés sur des marchés actifs, auxquels nous avons accès à la date d'évaluation, pour des actifs ou des passifs identiques. Les données du niveau 2 comprennent les prix cotés pour des actifs ou passifs semblables sur des marchés actifs, les prix cotés pour des actifs ou passifs identiques ou semblables sur des marchés qui sont inactifs, et les données du modèle qui sont observables ou qui peuvent être corroborées par des données observables sur le marché sur pratiquement toute la durée de vie des actifs ou des passifs. Les données du niveau 3 correspondent à une ou à plusieurs données non observables aux fins du calcul de la juste valeur de l'actif ou du passif. Les données non observables sont utilisées pour évaluer la juste valeur dans la mesure où des données observables ne sont pas disponibles à la date d'évaluation. La disponibilité des données aux fins de l'évaluation peut influencer sur la sélection des techniques d'évaluation. Un instrument financier est classé aux fins de présentation en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

Lorsque des prix ou des données observables ne sont pas disponibles, la direction doit exercer son jugement pour déterminer les justes valeurs en évaluant d'autres sources pertinentes d'information, comme les données historiques et les données indirectes de transactions semblables, et en utilisant des techniques d'extrapolation et d'interpolation. Pour ce qui est des instruments plus complexes ou illiquides, un jugement important doit être exercé pour la détermination du modèle à utiliser, la sélection des données prises en compte dans le modèle et, dans certains cas, l'application d'ajustements à la valeur obtenue selon le modèle ou aux cours du marché associés aux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, car la sélection des données du modèle peut être subjective et les données peuvent ne pas être observables. Les données non observables sont de par leur nature incertaines puisqu'il y a alors peu de données de marché disponibles, voire aucune telle donnée, pour déterminer dans quelle mesure une transaction peut être conclue dans le cours normal des affaires. Dans une telle situation, on évalue les ajustements appropriés au titre de l'évaluation qui sont apportés à ces données pour tenir compte du risque de marché et de l'incertitude des paramètres, ainsi que d'autres ajustements au titre de l'évaluation pour tenir compte du risque lié au modèle.

Nous comptabilisons les ajustements au titre de l'évaluation afin de refléter adéquatement la qualité du crédit de la contrepartie relativement à notre portefeuille de dérivés, les différences entre la courbe des swaps indexés sur le taux à un jour et les taux interbancaires offerts à Londres (LIBOR) pour les dérivés garantis par des créances, les ajustements de l'évaluation liés au financement pour les dérivés hors cote non garantis et sous-garantis par des créances, les profits ou les pertes latents à la création de la transaction, les écarts acheteur-vendeur, les paramètres non observables et les limites des modèles. Ces ajustements peuvent être subjectifs étant donné qu'un jugement important doit être exercé dans la sélection des données, notamment la probabilité d'une défaillance et le taux de recouvrement, et ils visent à obtenir une juste valeur reflétant les hypothèses qui seraient prises en compte par les participants du marché dans le cadre de l'établissement du prix des instruments financiers. Le prix réalisé sur une transaction peut différer de sa valeur comptabilisée antérieurement estimée à l'aide du jugement de la direction et, par conséquent, avoir une incidence sur les profits et les pertes latents constatés aux postes Revenus tirés des activités de négociation ou Autres de la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Des ajustements au titre de l'évaluation sont comptabilisés relativement au risque de crédit lié à nos portefeuilles de dérivés afin d'établir la juste valeur de ceux-ci. Les ajustements de l'évaluation du crédit tiennent compte de la qualité du crédit de nos contreparties, de l'évaluation à la valeur de marché actuelle ou future éventuelle des transactions ainsi que de l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit, telles que les conventions-cadres de compensation et les conventions d'affectation d'actifs en garantie. Les montants des ajustements de l'évaluation liés au crédit sont établis en fonction des estimations du risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, de la probabilité d'une défaillance, des taux de recouvrement pour chaque contrepartie, ainsi que des corrélations entre les facteurs de marché et de crédit. Le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance correspond aux montants des actifs et des passifs liés aux dérivés prévus au moment de la défaillance, estimés au moyen d'un processus de modélisation qui tient compte des facteurs de risque sous-jacents. La probabilité d'une défaillance et le taux de recouvrement sont habituellement fondés sur les cours du marché pour une protection de crédit et les notations liées à la contrepartie. La corrélation est la mesure statistique de la façon dont les facteurs de crédit et de marché peuvent varier les uns en fonction des autres. La corrélation est estimée à l'aide de données historiques et de données du marché lorsque de telles données sont disponibles. Les ajustements de l'évaluation liés au crédit sont calculés quotidiennement et les variations sont comptabilisées au poste Revenus tirés des activités de négociation de la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Selon notre méthode d'évaluation de la juste valeur des dérivés hors cote garantis par des créances au moyen de la courbe des swaps indexés sur le taux à un jour, la différence entre les taux de certains swaps indexés sur le taux à un jour et le LIBOR dans l'évaluation des dérivés est considérée comme un ajustement au titre de l'évaluation.

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont également calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés hors cote non garantis et sous-garantis par des créances. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

Au besoin, lorsque la juste valeur d'un instrument financier n'est pas dérivée d'un prix coté sur le marché ou qu'elle ne s'appuie pas sur d'autres transactions observables sur le marché, selon une technique d'évaluation qui tient compte de données observables sur le marché, un ajustement au titre de l'évaluation est apporté afin de refléter le profit ou la perte latent à la création de cet instrument financier.

Un ajustement au titre de l'évaluation des cours acheteur et vendeur est nécessaire lorsqu'un instrument financier est évalué au cours moyen, plutôt qu'au cours acheteur ou vendeur de l'actif ou du passif, respectivement. L'ajustement au titre de l'évaluation tient compte de l'écart entre le cours moyen et, soit le cours acheteur, soit le cours vendeur.

Certains modèles d'évaluation nécessitent un calibrage des paramètres en fonction de facteurs comme les prix des options observés sur le marché. Le calibrage des paramètres peut varier en fonction de facteurs comme le choix des instruments ou la méthodologie d'optimisation. Un ajustement au titre de l'évaluation est également estimé afin d'atténuer les incertitudes liées au calibrage des paramètres et les limites des modèles.

Nous classons nos instruments financiers évalués à la juste valeur de façon récurrente selon trois niveaux en fonction du degré de transparence des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur des instruments. Au 31 octobre 2015, les instruments de niveau 2, dont la juste valeur est fondée sur des données observables, comprenaient des actifs financiers de 456 milliards de dollars (355 milliards au 31 octobre 2014) et des passifs financiers de 394 milliards (296 milliards au 31 octobre 2014). Ces montants représentent 85 % du total de nos actifs financiers évalués à la juste valeur (81 % au 31 octobre 2014) et 91 % du total de nos passifs financiers évalués à la juste valeur (89 % au 31 octobre 2014), respectivement. Les instruments de niveau 3, dont les évaluations comportent des données non observables importantes, comprenaient des actifs financiers de 6 milliards de dollars (6 milliards au 31 octobre 2014) et des passifs financiers de 2 milliards (2 milliards au 31 octobre 2014), ce qui représente 1 % du total de nos actifs financiers évalués à la juste valeur (1 % au 31 octobre 2014) et 1 % du total de nos passifs financiers évalués à la juste valeur (1 % au 31 octobre 2014), respectivement.

Chaque date de clôture, ou plus fréquemment lorsque les conditions l'exigent, nous évaluons nos titres disponibles à la vente afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation, telle qu'une baisse importante ou prolongée de la juste valeur du titre en deçà de son coût, ou lorsqu'une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs provenant du titre peut être estimée de façon fiable. Lorsque nous évaluons la perte de valeur des titres d'emprunt, nous étudions principalement les notations des contreparties et les facteurs propres aux titres, notamment les garanties, les notations externes, la priorité de rang et d'autres facteurs de marché. Pour évaluer les titres d'emprunt complexes, y compris les titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, les titres adossés à des actifs et d'autres produits structurés, nous utilisons également des modèles de prévision des flux de trésorerie qui tiennent compte des flux de trésorerie réels et prévus pour chaque titre et d'un certain nombre d'hypothèses et de données fondées sur des facteurs propres à chaque titre. Les données et les hypothèses utilisées, notamment les défaillances, le remboursement anticipé et les taux de recouvrement, se fondent sur les données de marché à jour. Pour ce qui est des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, les taux de recouvrement sont tributaires, dans une large mesure, des prix de l'immobilier anticipés au niveau municipal, fournis par des tiers. En outre, nous tenons compte de la structure des transactions et des rehaussements de crédit en ce qui concerne les titres structurés. Si les résultats indiquent qu'il sera impossible de recouvrer entièrement la somme du capital et des intérêts courus à l'égard d'un titre, le titre est soumis à une analyse plus approfondie afin de déterminer si une perte sera ultérieurement réalisée. Puisque les titres de participation ne sont pas assortis de flux de trésorerie contractuels, ils sont évalués différemment des titres d'emprunt. En évaluant s'il existe une indication objective que le titre ait subi une perte de valeur, nous prenons en compte les facteurs qui comprennent la durée au cours de laquelle et la mesure dans laquelle la juste valeur a été inférieure au coût, ainsi que la situation financière et les perspectives à court terme de l'émetteur. Nous prenons également en compte la valeur recouvrable estimée et la période de recouvrement. Nous analysons plus en profondeur les titres dont la juste valeur a été inférieure au coût pendant plus de douze mois. Si un titre disponible à la vente a subi une perte de valeur, la perte cumulée latente qui a antérieurement été comptabilisée dans les autres composantes des capitaux propres est comptabilisée directement en résultat, dans les revenus autres que d'intérêt. Au 31 octobre 2015, les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 304 millions de dollars (181 millions au 31 octobre 2014). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

## Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances liée aux risques figurant au bilan, tels que les prêts et les acceptations, ainsi qu'aux éléments hors bilan tels que les lettres de crédit, les garanties et les engagements non capitalisés, est maintenue à un niveau que la direction estime approprié pour couvrir les pertes sur créances à la date de clôture.

Les provisions sont calculées individuellement pour les prêts qui sont considérés comme individuellement significatifs, et elles sont calculées collectivement pour les prêts qui ne sont pas individuellement significatifs et pour les prêts qui sont significatifs, mais pour lesquels il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation, au moyen d'évaluations quantitatives et qualitatives fondées sur des informations actuelles et historiques sur les créances. Pour de plus amples renseignements sur la provision pour pertes sur créances, se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

### *Prêts soumis à un test de dépréciation individuel*

Les prêts importants pris individuellement sont soumis à un test de dépréciation individuel afin de déceler des indices objectifs de dépréciation. Un prêt est considéré comme ayant subi une dépréciation lorsque la direction détermine qu'elle ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants à recevoir aux termes des modalités initiales du contrat, ou la valeur équivalente.

L'exposition au risque de crédit des prêts individuellement importants est évaluée en fonction de facteurs comme l'ensemble de la situation financière, des ressources et de l'historique de paiement de l'emprunteur et, le cas échéant, la valeur réalisable de tout bien affecté en garantie. S'il existe une indication de dépréciation donnant lieu à une perte de valeur, le montant de la perte correspond à la différence entre la valeur comptable du prêt, y compris les intérêts courus, et le montant recouvrable estimé. Le montant recouvrable estimé correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus, déterminé au taux d'intérêt effectif original du prêt, y compris les flux de trésorerie qui résulteraient de la réalisation de la garantie, moins les coûts de la vente.

### *Prêts soumis à un test de dépréciation collectif*

Les prêts qui ne sont pas importants pris individuellement, ou qui ont été soumis à un test de dépréciation individuel et n'ont pas montré d'indice de dépréciation, sont soumis à un test de dépréciation collectif. Pour réaliser une évaluation collective de la dépréciation, les prêts sont groupés selon des caractéristiques de risque similaires qui tiennent compte du type de prêt, du secteur d'activité, de la situation géographique, du type d'instrument de garantie, du retard de paiement observé et d'autres facteurs pertinents.

La provision relative au test de dépréciation collectif est déterminée en fonction de facteurs tels que : i) les pertes antérieures, qui tiennent compte des probabilités historiques de défaillance, de la perte en cas de défaillance et de l'exposition au risque de défaillance, dans des portefeuilles comportant des caractéristiques semblables en matière de risque de crédit; ii) le jugement de la direction à l'égard de l'ampleur de la perte de valeur en fonction de la comparaison de l'historique de pertes et de la perte réelle présentée à la date de clôture, compte tenu des tendances actuelles en matière de qualité du crédit du portefeuille, de la conjoncture économique, de l'incidence des modifications des politiques et des processus, ainsi que d'autres facteurs. Les flux de trésorerie futurs d'un groupe de prêts sont soumis collectivement à un test de dépréciation sur la base des flux de trésorerie contractuels des prêts compris dans le groupe et d'un historique de pertes enregistrées sur des prêts présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires à celles du groupe. L'historique de pertes est ajusté sur la base des données observables actuelles afin de refléter les effets des circonstances actuelles qui n'auraient pas affecté la période sur laquelle est basé l'historique de pertes et de supprimer les effets des circonstances comprises dans la période historique qui n'existent pas actuellement. La méthodologie et les hypothèses utilisées pour estimer les flux de trésorerie futurs sont régulièrement revues afin de réduire les différences éventuelles entre les estimations de perte et la perte réelle.

### *Sortie de prêts*

Les prêts et la provision pour pertes sur créances connexe sont sortis du bilan, intégralement ou partiellement, lorsque la possibilité de recouvrement est à peu près inexistante. Les prêts garantis sont généralement sortis du bilan après la réception de tout produit de la réalisation d'une garantie. Lorsque la valeur nette de réalisation d'une garantie a été déterminée et qu'il n'est pas raisonnable de prévoir un recouvrement additionnel, la sortie anticipée est possible. En ce qui concerne les cartes de crédit, les soldes et la provision pour pertes sur créances connexe sont sortis du bilan lorsque le paiement est en souffrance depuis 180 jours. Les prêts aux particuliers sont généralement sortis lorsqu'ils sont en souffrance depuis 150 jours.

### *Total de la provision pour pertes sur créances*

Selon les procédures dont il est fait mention ci-dessus, la direction estime que le total de la provision pour pertes sur créances, à savoir 2 120 millions de dollars, est suffisant pour absorber les pertes sur créances estimatives subies par le portefeuille de prêts au 31 octobre 2015 (2 085 millions au 31 octobre 2014). Ce montant comprend une tranche de 91 millions de dollars (91 millions au 31 octobre 2014) liée à des éléments hors bilan et autres, classée à titre de provisions au poste Autres passifs de nos bilans consolidés.

## Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Nous affectons le goodwill aux groupes d'unités génératrices de trésorerie. Le goodwill n'est pas amorti; il est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus souvent s'il y a des indications objectives d'une dépréciation. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation dans le cadre duquel la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie est comparée à sa valeur comptable. La valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie correspond à la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de sortie et sa valeur actualisée. La valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie comprend la valeur comptable des actifs, des passifs et du goodwill attribués à l'unité génératrice de trésorerie. Lorsque la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable, la perte de valeur est d'abord portée en diminution de la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'unité génératrice de trésorerie, puis aux autres actifs de l'unité génératrice de trésorerie, proportionnellement à la valeur comptable de chaque actif. Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat dans la période au cours de laquelle elle est mise en évidence. Les reprises ultérieures de pertes de valeur du goodwill sont interdites.

Nous évaluons la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de sortie de nos unités génératrices de trésorerie au moyen principalement de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, qui intègre les prévisions internes des produits et des charges de chaque unité génératrice de trésorerie. La direction doit exercer un jugement important pour estimer les flux de trésorerie futurs prévus (incertitude liée au moment de la réalisation et au montant), les taux d'actualisation (fondés sur les risques propres aux unités génératrices de trésorerie) et les taux de croissance finaux. Les risques propres aux unités génératrices de trésorerie comprennent le risque souverain, le risque commercial/opérationnel, le risque géographique (y compris le risque politique, le risque de dévaluation et la réglementation gouvernementale), le risque de change et le risque de prix (y compris le risque lié à l'établissement des prix et l'inflation). Si les bénéfices prévus et les autres hypothèses dans les périodes futures s'écartent considérablement des montants actuels utilisés lors de nos tests de dépréciation, la valeur de notre goodwill pourrait subir une dépréciation.



Les autres immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimative, laquelle varie de 3 à 10 ans pour les logiciels et de 10 à 20 ans pour les relations-clients. Elles sont soumises à un test de dépréciation à chaque période de présentation de l'information lorsque des indices suggèrent qu'un actif pourrait avoir subi une perte de valeur. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle et sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif isolé ne peut pas être estimée, nous estimons la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. Si la valeur recouvrable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle est ramenée à sa valeur recouvrable, et une perte de valeur est comptabilisée. Une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise lorsqu'une modification est apportée aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) depuis que la dernière perte de valeur a été comptabilisée. Si une perte de valeur est subséquemment reprise, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est révisée et établie à la valeur la moins élevée entre la valeur recouvrable de l'actif et la valeur comptable qui aurait été déterminée (déduction faite de l'amortissement) s'il n'y avait pas eu de perte de valeur antérieure.

Un jugement important doit être exercé pour estimer la durée d'utilité et la valeur recouvrable de nos immobilisations incorporelles, ainsi que pour évaluer si certains événements ou certaines circonstances constituent une indication objective de dépréciation. Nous ne détenons pas d'autres immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée.

Au 31 octobre 2015, nous avons un goodwill de 9,3 milliards de dollars (8,6 milliards au 31 octobre 2014) et d'autres immobilisations incorporelles de 2,8 milliards (2,8 milliards au 31 octobre 2014). Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 10 de nos états financiers consolidés annuels de 2015.

### Avantages du personnel

Nous parrainons un certain nombre de régimes d'avantages offerts aux employés admissibles, y compris des régimes de retraite enregistrés, des régimes de retraite complémentaires et des régimes d'assurances maladie, dentaire, invalidité et vie.

Le calcul de la charge et de l'obligation au titre des prestations définies repose sur diverses hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite, ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir des cours au comptant établis en fonction d'une courbe du rendement dérivé d'obligations de sociétés ayant la notation Aa pour nos régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au Canada, et à partir des cours au comptant établis en fonction d'une courbe de rendement d'obligations de sociétés ayant la notation Aa pour nos régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi dans les autres pays. La direction formule toutes les autres hypothèses, en faisant largement appel à l'exercice du jugement, et les actuaires procèdent à leur examen. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles influera sur les montants des obligations au titre des prestations constituées et les réévaluations. Les hypothèses moyennes pondérées utilisées et la sensibilité des hypothèses clés sont présentées à la note 17 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

### Consolidation

Les filiales sont les entités, y compris les entités structurées, sur lesquelles nous exerçons un contrôle. Nous contrôlons une entité lorsque nous sommes exposés ou que nous avons droit à des rendements variables en raison de nos liens avec l'entité et que nous avons la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir que nous détenons sur l'entité émettrice. Nous détenons le pouvoir sur une entité lorsque nous avons des droits effectifs qui nous confèrent la capacité actuelle de diriger les activités qui ont l'incidence la plus importante sur les rendements de l'entité (les activités pertinentes). Le pouvoir peut être déterminé sur la base des droits de vote ou, dans le cas des entités structurées, d'autres accords contractuels.

Nous ne sommes pas considérés comme exerçant un contrôle sur une entité lorsque nous exerçons un pouvoir sur une entité à titre de mandataire. Pour déterminer si nous agissons comme mandataire, nous examinons la relation globale existant entre nous, l'entité émettrice et les autres parties à l'accord en fonction des facteurs suivants : i) l'étendue de notre pouvoir décisionnel; ii) les droits détenus par d'autres parties; iii) la rémunération à laquelle nous avons droit; iv) notre exposition à la variabilité des rendements.

La détermination du contrôle est fondée sur les faits et circonstances actuels et fait l'objet d'une évaluation sur une base continue. Dans certains cas, l'évaluation de divers facteurs et de diverses conditions peut porter à croire que le contrôle de l'entité est exercé par différentes parties, selon que ces facteurs ou ces conditions sont évalués séparément ou dans leur ensemble. Nous devons exercer un jugement important lorsque nous évaluons les conditions et les facteurs pertinents dans leur ensemble afin de déterminer si nous contrôlons une entité. Plus précisément, nous exerçons notre jugement lorsque nous évaluons si nous avons d'importants droits décisionnels sur les activités pertinentes et si nous exerçons notre pouvoir en agissant pour notre propre compte ou comme mandataire.

Nous consolidons toutes nos filiales à partir de la date à laquelle le contrôle nous a été transféré, et cessons de consolider une entité lorsqu'elle n'est plus contrôlée par nous. Nos conclusions aux fins de la consolidation ont une incidence sur le classement et le montant des actifs, des passifs, des revenus et des charges comptabilisés dans nos états financiers consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales que nous consolidons sont présentées dans nos bilans consolidés à titre de composante distincte des capitaux propres, séparément des capitaux propres attribuables aux actionnaires. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présenté séparément dans nos comptes consolidés de résultat.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan et à la note 7 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

### Décomptabilisation d'actifs financiers

Nous effectuons périodiquement des transactions dans le cadre desquelles nous transférons des actifs financiers, tels que des prêts ou des titres adossés à des créances hypothécaires structurés, à des entités structurées ou à des fiducies, lesquelles émettent des titres aux investisseurs. Nous décomptabilisons les actifs lorsque nos droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de l'actif ont pris fin, lorsque nous conservons le droit de recevoir les flux de trésorerie, mais que nous avons une obligation de payer ces flux de trésorerie à un tiers sous réserve de certaines exigences de transfert, ou lorsque nous transférons nos droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie ainsi que la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux actifs ont été transférés. Lorsque nous conservons la quasi-totalité des risques et des avantages liés au droit de propriété des actifs transférés, ceux-ci ne sont pas décomptabilisés de nos bilans consolidés et sont comptabilisés comme des transactions de financement garanti. Lorsque nous ne conservons ni ne transférons la quasi-totalité des risques et des avantages liés au droit de propriété des actifs, nous décomptabilisons les actifs si le contrôle de l'actif est abandonné. Lorsque nous conservons le contrôle sur les actifs transférés, nous continuons de comptabiliser les actifs transférés dans la mesure où nous conservons des liens. La direction doit exercer un jugement pour déterminer si nous avons transféré ou conservé la quasi-totalité des risques et des avantages liés au droit de propriété de l'actif financier transféré.

La plupart des actifs transférés en vertu de conventions de rachat et de conventions de prêt de titres et dans le cadre de nos transactions de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels canadiens ne sont pas admissibles à la décomptabilisation; en conséquence, nous continuons de comptabiliser les actifs transférés connexes dans nos bilans consolidés, et aucun profit ni aucune perte lié à ces activités de titrisation n'est comptabilisé. Autrement, un profit ou une perte lié à la transaction de titrisation est comptabilisé en comparant la valeur comptable de l'actif transféré et sa juste valeur à la date du transfert. Au 31 octobre 2015, la valeur comptable et la juste valeur des actifs transférés qui ne sont pas admissibles à la décomptabilisation s'établissaient à 119 milliards de dollars et à 119 milliards, respectivement (101 milliards et 101 milliards au 31 octobre 2014) et la valeur comptable et la juste valeur des passifs connexes totalisaient 119 milliards et 120 milliards, respectivement (101 milliards et 102 milliards au 31 octobre 2014). Pour de plus amples renseignements sur la décomptabilisation d'actifs financiers, se reporter à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

#### **Mise en application de la méthode du taux d'intérêt effectif**

Les intérêts sont comptabilisés dans le revenu d'intérêt et les frais d'intérêt, dans les comptes consolidés de résultat, en ce qui concerne tous les instruments financiers productifs d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif correspond au taux qui permet d'actualiser les flux de trésorerie futurs estimatifs sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif financier au montant de la valeur comptable nette lors de la constatation initiale. Nous devons exercer un jugement important lorsque nous évaluons le taux d'intérêt effectif, en raison de l'incertitude liée au montant des flux de trésorerie futurs et au moment de leur réalisation.

#### **Provisions**

Une provision est un passif dont l'échéance ou le montant est incertain et elle est comptabilisée lorsque nous avons une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont évaluées selon la meilleure estimation de la contrepartie requise pour régler l'obligation actuelle à la date de présentation de l'information financière. Un jugement important doit être exercé pour déterminer si une obligation actuelle existe et pour estimer la probabilité, le moment et le montant de toute sortie de ressources. Nous comptabilisons des provisions au titre des litiges et des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, ainsi qu'une provision pour éléments hors bilan et autres. Les provisions sont comptabilisées au poste Autres passifs de nos bilans consolidés.

Nous devons estimer l'issue des procédures judiciaires en cours, les charges qui devront être engagées pour la mise hors service des immobilisations, et les pertes sur créances liées aux engagements inutilisés et aux garanties. Compte tenu du caractère prospectif de ces estimations, nous devons faire largement appel à notre jugement pour prévoir le moment de la réalisation et le montant des flux de trésorerie futurs. Nous comptabilisons nos provisions en tenant compte de toute l'information disponible à la fin de la période de présentation de l'information financière et apportons des ajustements sur une base trimestrielle afin de refléter les prévisions actuelles. Si les résultats réels différaient de nos prévisions, nous pourrions devoir engager des charges supérieures aux provisions constatées.

S'il est prévu qu'une partie ou la totalité des avantages économiques nécessaires à l'extinction d'une provision sera recouvrée d'un tiers, un assureur par exemple, un actif distinct est comptabilisé si on a la quasi-certitude que le remboursement sera reçu.

#### **Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance**

Les sinistres et les obligations liées aux indemnités d'assurance représentent les sinistres actuels et les estimations au titre des indemnités d'assurance futures. Les obligations liées aux contrats d'assurance vie sont déterminées au moyen de la méthode canadienne axée sur le bilan, laquelle repose sur des hypothèses relatives à la mortalité, à la morbidité, aux polices tombées en déchéance, aux rachats, au rendement des placements, à la participation aux excédents, aux charges d'exploitation, aux frais d'administration des polices et aux provisions pour détérioration des résultats. Ces hypothèses sont revues au moins annuellement en fonction des résultats réels et des conditions du marché. Les obligations liées aux contrats d'assurance IARD représentent les provisions estimatives au titre des sinistres déclarés et non déclarés. Les obligations liées aux contrats d'assurance vie et d'assurance IARD sont constatées au poste Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance. Les modifications des sinistres et des obligations liées aux indemnités d'assurance sont reflétées dans le poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance de nos comptes consolidés de résultat au cours de la période où les estimations ont subi des variations.

#### **Impôt sur le résultat**

Nous sommes assujettis aux lois fiscales des divers territoires où nous exerçons nos activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de notre part et de celle des autorités fiscales visées. La direction exerce un jugement pour interpréter les lois fiscales pertinentes et pour estimer la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé, y compris le moment et le montant prévus de la réalisation. Un actif ou un passif d'impôt différé est déterminé pour chaque différence temporaire en fonction des taux d'imposition qui devraient être en vigueur pour la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Lorsque les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible, aucun impôt différé n'est comptabilisé.

Chaque trimestre, nous effectuons une évaluation afin de déterminer si la réalisation des avantages liés à nos actifs d'impôt différé est probable; notre évaluation tient compte des indications tant positives que négatives. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 24 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

#### **Changements de méthodes comptables et informations à fournir**

Nous avons adopté de nouvelles prises de position faisant autorité en comptabilité avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2014. Ces normes nouvelles et modifiées comprennent IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, ainsi que l'Interprétation 21, *Droits ou taxes*, de l'IFRS Interpretations Committee. Pour des détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

#### **Changements futurs de méthodes comptables et informations à fournir**

##### **IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients (IFRS 15)**

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, qui établit les principes de présentation de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie tirés des contrats d'une entité conclus avec des clients. La norme fournit un modèle unique composé de cinq étapes et fondé sur des principes pour la comptabilisation des produits. Ce modèle doit être appliqué aux contrats conclus avec des clients, sauf dans les cas où les produits sont tirés d'éléments comme les instruments financiers, les contrats d'assurance et les contrats de location. En septembre 2015, l'IASB a modifié IFRS 15 en reportant sa date d'entrée en vigueur de un an. En ce qui nous concerne, IFRS 15 entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2018.

## **IFRS 9, Instruments financiers (IFRS 9)**

En juillet 2014, l'IASB a publié la version intégrale d'IFRS 9, qui réunit les étapes de classement et d'évaluation, de dépréciation et de comptabilité de couverture qui composent le projet de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39).

En janvier 2015, le BSIF a publié un préavis relativement à l'adoption anticipée d'IFRS 9 par les banques d'importance systémique intérieure, obligeant ces dernières à adopter IFRS 9 pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2017. Par conséquent, nous devons adopter IFRS 9 le 1<sup>er</sup> novembre 2017, à l'exception des dispositions sur le risque de crédit propre prévues par IFRS 9, que nous avons adoptées au deuxième trimestre de 2014.

### **Dépréciation**

IFRS 9 établit un modèle de perte de valeur attendue pour tous les actifs financiers qui ne sont pas classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Le modèle se compose de trois étapes : 1) lors de la comptabilisation initiale et lorsqu'il n'y a pas eu d'augmentation importante du risque de crédit ou que le risque de crédit qui en découle est jugé faible, les pertes sur créances attendues sur douze mois sont comptabilisées en résultat net et une provision pour perte est établie; 2) si le risque de crédit augmente de façon importante après la comptabilisation initiale et qu'il n'est pas considéré comme faible, les pertes de crédit attendues sur toute la durée de vie sont comptabilisées; 3) lorsqu'un actif financier est considéré comme déprécié, le revenu d'intérêt est calculé selon la valeur comptable de l'actif, déduction faite de la provision pour perte, plutôt que selon sa valeur comptable brute.

L'évaluation des modifications du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et l'estimation des pertes sur créances attendues doivent tenir compte de toute l'information pertinente disponible à la date de clôture, notamment celle sur les événements passés et les conditions actuelles, ainsi que les prévisions raisonnables et pouvant être étayées en ce qui a trait à la conjoncture économique et aux événements futurs. L'estimation des pertes sur créances attendues est une estimation actualisée établie par pondération probabiliste.

La comptabilisation et l'évaluation des pertes de valeur en vertu d'IFRS 9 sont censées être davantage de nature prospective qu'en vertu d'IAS 39 et la dotation à la provision pour pertes sur créances qui en découle devrait être plus volatile. Puisque tous les actifs financiers visés par le modèle de dépréciation d'IFRS 9 seront évalués pour déterminer les pertes sur créances attendues au moins pour les 12 mois à venir, et puisque la population d'actifs financiers dont les pertes sur créances sont attendues pour toute la durée de vie est plus grande que la population de prêts douteux pour lesquels il existe des indications objectives de dépréciation selon IAS 39, la provision pour pertes sur créances devrait augmenter.

### **Classement et évaluation**

IFRS 9 établit également une approche basée sur les principes pour le classement des actifs financiers, en fonction du modèle économique d'une entité et de la nature des flux de trésorerie de l'actif. Tous les actifs financiers, y compris les contrats hybrides, sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, ce qui remplace les catégories existantes selon IAS 39, soit les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les actifs disponibles à la vente. L'application combinée du modèle économique et de l'évaluation des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels peut se traduire par des différences, par rapport à IAS 39, dans la population d'actifs financiers évalués au coût amorti ou à la juste valeur. Pour les passifs financiers, IFRS 9 comprend les exigences en matière de classement et d'évaluation auparavant incluses dans IAS 39.

### **Comptabilité de couverture**

Le nouveau modèle de comptabilité de couverture en vertu d'IFRS 9 vise à simplifier la comptabilité de couverture, à mieux harmoniser la comptabilisation des relations de couverture avec les activités de gestion des risques d'une entité et à permettre l'application de la comptabilité de couverture à un plus large éventail d'instruments de couverture et de risques admissibles à la comptabilité de couverture.

La nouvelle norme ne traite pas explicitement de la comptabilisation des activités de macrocouverture, qui fait l'objet d'un projet distinct de l'IASB. Par conséquent, IFRS 9 permet de choisir de conserver les exigences relatives à la comptabilité de couverture d'IAS 39 jusqu'à ce que la norme issue du projet de l'IASB sur la comptabilité de macrocouverture entre en vigueur. Toutefois, les nouvelles informations à fournir sur la comptabilité de couverture sont requises pour l'exercice s'ouvrant le 1<sup>er</sup> novembre 2017.

### **Transition**

Les exigences relatives à la dépréciation ainsi qu'au classement et à l'évaluation prévues par IFRS 9 seront appliquées rétrospectivement en ajustant le bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> novembre 2017. Le retraitement des données des périodes comparatives n'est pas exigé. La comptabilité de couverture, si elle est adoptée, sera appliquée prospectivement, sauf pour quelques rares exceptions. À cette étape, il n'est pas possible de quantifier l'incidence financière éventuelle de l'adoption d'IFRS 9 sur la Banque.

Afin de gérer notre transition à IFRS 9, nous avons mis en œuvre un programme complet à l'échelle de l'entreprise, dirigé conjointement par les fonctions Finances et Gestion des risques du Groupe, qui met l'accent sur les principaux secteurs touchés, notamment la présentation de l'information financière, les systèmes et processus ainsi que les communications et la formation. Nous avons effectué un diagnostic préliminaire pour toute l'organisation afin d'évaluer la portée et la complexité de l'adoption d'IFRS 9, ce qui nous a permis de repérer les éléments pour lesquels il y a des différences selon que l'on applique IFRS 9 ou IAS 39, tel qu'il a été mentionné ci-dessus. Nous continuerons de surveiller et de revoir nos conclusions préliminaires afin de cibler d'autres répercussions sur les activités, les capitaux ou les finances.

Au cours de 2015, nous avons continué de gérer le projet lié à IFRS 9 au moyen d'activités et de produits livrables à l'appui des principaux secteurs touchés susmentionnés. À ce jour, nous avons :

- effectué des évaluations préliminaires des choix de méthodes comptables en vue de l'adoption d'IFRS 9;
- lancé des projets définis selon le cadre du programme, en vertu desquels une analyse approfondie, une évaluation des répercussions économiques et financières et l'identification des exigences relatives aux systèmes et aux processus sont en cours afin d'assurer la réussite de la transition;
- élaboré un modèle de ressourcement et préparé une analyse initiale des coûts et un échéancier afin de nous assurer que des ressources suffisantes sont disponibles pour réaliser les principaux produits livrables du programme;
- fourni des mises à jour au comité d'audit et à la haute direction afin de nous assurer que les principaux risques et problèmes sont communiqués hiérarchiquement et que des décisions sont prises en temps opportun;
- tenu des séminaires de formation interne pour les principales parties prenantes des divers secteurs d'activité et fonctions dans toute la Banque.

Au cours du prochain exercice, nous prévoyons :

- continuer d'établir les spécifications pour le sourçage de données, les systèmes, les modèles, les contrôles et les processus afin d'harmoniser les systèmes et processus de gestion des risques et des finances;
- convenir d'interprétations comptables et formuler des politiques pour toute la Banque;
- continuer de présenter des séminaires et des formations aux parties prenantes internes qui sont touchées;
- élaborer de nouveaux modèles de dépréciation et les valider;
- concevoir des contrôles et des mesures de gouvernance pour les processus futurs.

Alors que nous nous préparons à la transition à IFRS 9, nous continuons de surveiller les interprétations sectorielles de la nouvelle norme et prévoyons ajuster nos plans de transition et de mise en œuvre en conséquence. Notre projet lié à IFRS 9 demeure aligné sur notre calendrier de mise en œuvre et nous sommes en voie de respecter les délais essentiels de notre transition.

## Changements futurs des informations réglementaires

### Obligations d'information révisées prévues par le troisième pilier du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire

En janvier 2015, le CBCB a publié la norme finale liée aux exigences révisées en vertu du troisième pilier, selon laquelle des modèles standards doivent être présentés pour permettre la comparabilité et l'uniformité de l'information sur les risques et le capital d'une banque à l'autre. Le CBCB exige que toutes les banques divulguent les informations révisées en vertu du troisième pilier d'ici la fin de l'exercice 2016. La mise en application du troisième pilier pour les banques canadiennes devrait avoir lieu au plus tôt au quatrième trimestre de 2017.

## Contrôles et procédures

### Contrôles et processus liés à la présentation de l'information

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières du Canada et des États-Unis est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans ces lois. En outre, ces contrôles et procédures sont conçus de manière à assurer la collecte et la communication de cette information à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de l'administration et chef des finances, afin de permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

Au 31 octobre 2015, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 octobre 2015.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu de façon à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la présentation de l'information financière, conformément aux PCGR. Toutefois, étant donné ses limites intrinsèques, le contrôle interne à l'égard de l'information financière peut ne pas prévenir ni détecter des inexactitudes en temps opportun. Se reporter au rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ainsi qu'au rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres opérations avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles accordées à des parties non liées. Nous accordons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. En outre, nous offrons des régimes d'unités d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 12 et 29 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.



| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)  | Soldes moyens |            |            | Intérêt   |           |           | Taux moyen |        |        |
|--|---------------|------------|------------|-----------|-----------|-----------|------------|--------|--------|
|  | 2015          | 2014       | 2013       | 2015      | 2014      | 2013      | 2015       | 2014   | 2013   |
| <b>Actif</b>   |               |            |            |           |           |           |            |        |        |
| <b>Dépôts à d'autres banques (3)</b>   |               |            |            |           |           |           |            |        |        |
| Canada   | 8 463 \$      | 1 692 \$   | 1 355 \$   | 70 \$     | 61 \$     | 57 \$     | 0,83 %     | 3,61 % | 4,21 % |
| États-Unis   | 5 567         | 540        | 426        | 12        | 1         | 4         | 0,22       | 0,19   | 0,94   |
| Autres pays  | 14 837        | 5 227      | 7 370      | (5)       | 14        | 13        | (0,03)     | 0,27   | 0,18   |
|  | 28 867        | 7 459      | 9 151      | 77        | 76        | 74        | 0,27 %     | 1,02 % | 0,81 % |
| <b>Valeurs mobilières</b>  |               |            |            |           |           |           |            |        |        |
| Titres détenus à des fins de transaction   | 164 509       | 149 920    | 137 064    | 3 543     | 3 322     | 3 113     | 2,15       | 2,22   | 2,27   |
| Titres disponibles à la vente  | 52 833        | 43 047     | 37 809     | 976       | 671       | 666       | 1,85       | 1,56   | 1,76   |
|  | 217 342       | 192 967    | 174 873    | 4 519     | 3 993     | 3 779     | 2,08       | 2,07   | 2,16   |
| <b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>                            |               |            |            |           |           |           |            |        |        |
| <b>Prêts (2)</b>   |               |            |            |           |           |           |            |        |        |
| Canada   |               |            |            |           |           |           |            |        |        |
| Prêts de détail  | 326 153       | 314 159    | 301 887    | 12 086    | 12 245    | 12 077    | 3,71       | 3,90   | 4,00   |
| Prêts de gros  | 58 946        | 54 681     | 50 248     | 2 715     | 2 721     | 2 486     | 4,61       | 4,98   | 4,95   |
|  | 385 099       | 368 840    | 352 135    | 14 801    | 14 966    | 14 563    | 3,84       | 4,06   | 4,14   |
| États-Unis   | 36 581        | 28 402     | 22 691     | 780       | 888       | 776       | 2,13       | 3,13   | 3,42   |
| Autres pays  | 31 261        | 25 067     | 21 129     | 1 301     | 1 125     | 1 015     | 4,16       | 4,49   | 4,80   |
|  | 452 941       | 422 309    | 395 955    | 16 882    | 16 979    | 16 354    | 3,73       | 4,02   | 4,13   |
| <b>Total de l'actif productif d'intérêts</b>   | 864 752       | 759 592    | 703 745    | 22 729    | 22 019    | 21 148    | 2,63       | 2,90   | 3,01   |
| <b>Dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques</b>   | 19 283        | 13 495     | 11 511     | –         | –         | –         | –          | –      | –      |
| <b>Engagements de clients en contrepartie d'acceptations</b>   | 12 423        | 10 725     | 9 663      | –         | –         | –         | –          | –      | –      |
| <b>Autres actifs (3)</b>   | 156 342       | 122 688    | 127 081    | –         | –         | –         | –          | –      | –      |
| <b>Total de l'actif</b>  | 1 052 800 \$  | 906 500 \$ | 852 000 \$ | 22 729 \$ | 22 019 \$ | 21 148 \$ | 2,16 %     | 2,43 % | 2,48 % |
| <b>Passif et capitaux propres</b>  |               |            |            |           |           |           |            |        |        |
| <b>Dépôts (4)</b>  |               |            |            |           |           |           |            |        |        |
| Canada (1)   | 459 679       | 418 780    | 379 080    | 5 162     | 5 416     | 5 242     | 1,12 %     | 1,29 % | 1,38 % |
| États-Unis   | 68 909        | 50 459     | 43 076     | 214       | 158       | 169       | 0,31       | 0,31   | 0,39   |
| Autres pays  | 62 029        | 54 267     | 48 953     | 347       | 299       | 283       | 0,56       | 0,55   | 0,58   |
|  | 590 617       | 523 506    | 471 109    | 5 723     | 5 873     | 5 694     | 0,97       | 1,12   | 1,21   |
| <b>Engagements afférents à des titres vendus à découvert</b>   | 56 827        | 50 548     | 48 979     | 1 645     | 1 494     | 1 579     | 2,89       | 2,96   | 3,22   |
| <b>Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés</b> | 84 380        | 68 594     | 70 881     | 337       | 278       | 279       | 0,40       | 0,41   | 0,39   |
| <b>Débitures subordonnées</b>  | 7 654         | 6 632      | 8 216      | 240       | 246       | 336       | 3,14       | 3,71   | 4,09   |
| <b>Autres passifs portant intérêt (3)</b>  | 13 585        | 251        | 484        | 13        | 12        | 11        | 0,10       | 4,78   | 2,27   |
| <b>Total du passif portant intérêt</b>   | 753 063       | 649 531    | 599 669    | 7 958     | 7 903     | 7 899     | 1,06       | 1,22   | 1,32   |
| <b>Dépôts non productifs d'intérêts (1)</b>  | 76 830        | 69 596     | 66 607     | –         | –         | –         | –          | –      | –      |
| <b>Acceptations</b>  | 12 422        | 10 725     | 9 663      | –         | –         | –         | –          | –      | –      |
| <b>Autres passifs (3)</b>  | 151 845       | 124 643    | 129 118    | –         | –         | –         | –          | –      | –      |
| <b>Total du passif</b>   | 994 160 \$    | 854 495 \$ | 805 057 \$ | 7 958 \$  | 7 903 \$  | 7 899 \$  | 0,80 %     | 0,92 % | 0,98 % |
| <b>Capitaux propres</b>  | 58 640        | 52 005     | 46 943     | s.o.      | s.o.      | s.o.      | s.o.       | s.o.   | s.o.   |
| <b>Total du passif et des capitaux propres</b>   | 1 052 800 \$  | 906 500 \$ | 852 000 \$ | 7 958 \$  | 7 903 \$  | 7 899 \$  | 0,76 %     | 0,87 % | 0,93 % |
| <b>Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt</b>   | 1 052 800 \$  | 906 500 \$ | 852 000 \$ | 14 771 \$ | 14 116 \$ | 13 249 \$ | 1,40 %     | 1,56 % | 1,56 % |
| <b>Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt (moyenne des actifs productifs)</b>                   |               |            |            |           |           |           |            |        |        |
| Canada   | 539 333 \$    | 497 436 \$ | 471 448 \$ | 11 538 \$ | 11 121 \$ | 10 956 \$ | 2,14 %     | 2,24 % | 2,32 % |
| États-Unis   | 165 083       | 135 876    | 116 016    | 1 977     | 1 896     | 1 603     | 1,20       | 1,40   | 1,38   |
| Autres pays  | 160 336       | 126 280    | 116 281    | 1 256     | 1 099     | 690       | 0,78       | 0,87   | 0,59   |
| <b>Total</b>   | 864 752 \$    | 759 592 \$ | 703 745 \$ | 14 771 \$ | 14 116 \$ | 13 249 \$ | 1,71 %     | 1,86 % | 1,88 % |

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(2) Le revenu d'intérêt comprend des commissions sur prêts de 503 millions de dollars (516 millions en 2014; 509 millions en 2013).

(3) À compter de 2015, nous avons inclus les garanties en espèces et dépôts de garantie et les garanties en espèces reçues dans les postes Dépôts à d'autres banques et Autres passifs portant intérêt, respectivement (auparavant, dans les postes Autres actifs et Autres passifs). Les actifs et les passifs du secteur Assurances sont inclus dans les postes Autres actifs et Autres passifs, respectivement.

(4) Les dépôts comprennent les dépôts d'épargne des particuliers, lesquels avaient des soldes moyens de 142 milliards de dollars (133 milliards en 2014; 124 milliards en 2013), des frais d'intérêt de 0,6 milliard (0,7 milliard en 2014; 0,7 milliard en 2013), ainsi que des taux moyens de 0,4 % (0,5 % en 2014; 0,6 % en 2013). Les dépôts comprennent également les dépôts à terme, lesquels avaient des soldes moyens de 345 milliards de dollars (302 milliards en 2014; 273 milliards en 2013), des frais d'intérêt de 4,5 milliards (4,4 milliards en 2014; 4,3 milliards en 2013), ainsi que des taux moyens de 1,30 % (1,47 % en 2014; 1,57 % en 2013).

| (en millions de dollars canadiens)   | 2015 <sup>(3)</sup> par rapport à 2014    |                              |                    | 2014 par rapport à 2013                   |                              |                    |
|--|---|------------------------------|--------------------|---|------------------------------|--------------------|
|  | Facteur d'augmentation<br>(de diminution) |                              |                    | Facteur d'augmentation<br>(de diminution) |                              |                    |
|  | Volume<br>moyen <sup>(1)</sup>            | Taux<br>moyen <sup>(1)</sup> | Variation<br>nette | Volume<br>moyen <sup>(1)</sup>            | Taux<br>moyen <sup>(1)</sup> | Variation<br>nette |
| <b>Actif</b>   |   |                              |                    |   |                              |                    |
| <b>Dépôts à d'autres banques <sup>(2)</sup></b>  |   |                              |                    |   |                              |                    |
| Canada <sup>(4)</sup>  | 244 \$                                    | (235)\$                      | 9 \$               | 14 \$                                     | (10)\$                       | 4 \$               |
| États-Unis <sup>(4)</sup>  | 9   | 2                            | 11                 | 1   | (4)                          | (3)                |
| Autres pays <sup>(4)</sup>   | 26  | (45)                         | (19)               | (4)                                       | 5                            | 1                  |
| <b>Valeurs mobilières</b>  |   |                              |                    |   |                              |                    |
| Titres détenus à des fins de transaction   | 323                                       | (102)                        | 221                | 292                                       | (83)                         | 209                |
| Titres disponibles à la vente  | 153                                       | 152                          | 305                | 92  | (87)                         | 5                  |
| <b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>                            | 204                                       | 76                           | 280                | 100                                       | (70)                         | 30                 |
| <b>Prêts</b>   |   |                              |                    |   |                              |                    |
| Canada   |   |                              |                    |   |                              |                    |
| Prêts de détail  | 467                                       | (626)                        | (159)              | 491                                       | (323)                        | 168                |
| Prêts de gros  | 212                                       | (218)                        | (6)                | 219                                       | 16                           | 235                |
| États-Unis   | 256                                       | (364)                        | (108)              | 195                                       | (83)                         | 112                |
| Autres pays  | 278                                       | (102)                        | 176                | 189                                       | (79)                         | 110                |
| <b>Total du revenu d'intérêt</b>   | <b>2 172 \$</b>                           | <b>(1 462)\$</b>             | <b>710 \$</b>      | <b>1 589 \$</b>                           | <b>(718)\$</b>               | <b>871 \$</b>      |
| <b>Passif</b>  |   |                              |                    |   |                              |                    |
| <b>Dépôts</b>  |   |                              |                    |   |                              |                    |
| Canada <sup>(5)</sup>  | 529                                       | (783)                        | (254)              | 549                                       | (375)                        | 174                |
| États-Unis   | 58  | (2)                          | 56                 | 29  | (40)                         | (11)               |
| Autres pays  | 43  | 5                            | 48                 | 31  | (15)                         | 16                 |
| <b>Engagements afférents à des titres vendus à découvert</b>   | 186                                       | (35)                         | 151                | 51  | (136)                        | (85)               |
| <b>Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés</b> | 64  | (5)                          | 59                 | (9)                                       | 8                            | (1)                |
| <b>Débitures subordonnées</b>  | 38  | (44)                         | (6)                | (65)                                      | (25)                         | (90)               |
| <b>Autres passifs portant intérêt <sup>(2)</sup></b>   | 637                                       | (636)                        | 1                  | (5)                                       | 6                            | 1                  |
| <b>Total des frais d'intérêt</b>   | <b>1 555 \$</b>                           | <b>(1 500)\$</b>             | <b>55 \$</b>       | <b>581 \$</b>                             | <b>(577)\$</b>               | <b>4 \$</b>        |
| <b>Revenu net d'intérêt</b>  | <b>617 \$</b>                             | <b>38 \$</b>                 | <b>655 \$</b>      | <b>1 008 \$</b>                           | <b>(141)\$</b>               | <b>867 \$</b>      |

(1) L'écart de volume ou de taux est attribué en fonction du pourcentage des variations de soldes et de taux par rapport au total de la variation nette du revenu net d'intérêt.

(2) À compter de 2015, nous avons inclus les garanties en espèces et dépôts de garantie et les garanties en espèces reçues dans les postes Dépôts à d'autres banques et Autres passifs portant intérêt, respectivement (auparavant, dans les postes Autres actifs et Autres passifs).

(3) Les actifs et les passifs du secteur Assurances sont inclus dans les postes Autres actifs et Autres passifs, respectivement.

(4) Le classement géographique des actifs et passifs choisis est fondé sur le point d'inscription des actifs et des passifs en question.

(5) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

## Prêts et acceptations par secteur géographique

Tableau 80

| Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)  | 2015              | 2014              | 2013              | 2012 <sup>(1)</sup> | 2011 <sup>(1)</sup> |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Canada</b>   |                   |                   |                   |                     |                     |
| Prêts hypothécaires résidentiels  | 229 987 \$        | 215 624 \$        | 206 134 \$        | 195 552 \$          | 185 620 \$          |
| Prêts aux particuliers  | 84 637            | 86 984            | 86 102            | 80 000              | 75 668              |
| Prêts sur cartes de crédit  | 15 516            | 14 650            | 13 902            | 13 422              | 12 723              |
| Prêts aux petites entreprises   | 4 003             | 4 067             | 4 026             | 2 503               | 2 481               |
| <b>Prêts de détail</b>  | <b>334 143</b>    | <b>321 325</b>    | <b>310 164</b>    | <b>291 477</b>      | <b>276 492</b>      |
| Prêts aux entreprises   | 71 246            | 64 643            | 58 920            | 51 212              | 45 186              |
| Prêts aux organismes souverains <sup>(2)</sup>  | 8 508             | 3 840             | 3 807             | 3 751               | 3 304               |
| Prêts aux banques   | 530               | 413               | 823               | 390                 | 747                 |
| <b>Prêts de gros</b>  | <b>80 284 \$</b>  | <b>68 896 \$</b>  | <b>63 550 \$</b>  | <b>55 353 \$</b>    | <b>49 237 \$</b>    |
|   | <b>414 427 \$</b> | <b>390 221 \$</b> | <b>373 714 \$</b> | <b>346 830 \$</b>   | <b>325 729 \$</b>   |
| <b>États-Unis</b>   |                   |                   |                   |                     |                     |
| Prêts de détail   | 5 484             | 4 686             | 3 734             | 3 138               | 3 101               |
| Prêts de gros   | 34 702            | 23 639            | 19 443            | 17 081              | 11 094              |
|   | <b>40 186</b>     | <b>28 325</b>     | <b>23 177</b>     | <b>20 219</b>       | <b>14 195</b>       |
| <b>Autres pays</b>  |                   |                   |                   |                     |                     |
| Prêts de détail   | 8 556             | 8 258             | 6 768             | 5 673               | 5 152               |
| Prêts de gros   | 24 536            | 21 881            | 17 103            | 16 900              | 12 110              |
|   | <b>33 092</b>     | <b>30 139</b>     | <b>23 871</b>     | <b>22 573</b>       | <b>17 262</b>       |
| <b>Total des prêts et des acceptations</b>  | <b>487 705 \$</b> | <b>448 685 \$</b> | <b>420 762 \$</b> | <b>389 622 \$</b>   | <b>357 186 \$</b>   |
| <b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>  | <b>(2 029)</b>    | <b>(1 994)</b>    | <b>(1 959)</b>    | <b>(1 996)</b>      | <b>(1 967)</b>      |
| <b>Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts</b> | <b>485 676 \$</b> | <b>446 691 \$</b> | <b>418 803 \$</b> | <b>387 626 \$</b>   | <b>355 219 \$</b>   |

(1) Sur la base des activités poursuivies.

(2) En 2015, nous avons reclassé un montant de 4 milliards de dollars des titres disponibles à la vente aux prêts.

| Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)  | 2015              | 2014              | 2013              | 2012 (1)          | 2011 (1)          |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Prêts hypothécaires résidentiels  | 233 975 \$        | 219 257 \$        | 209 238 \$        | 198 324 \$        | 188 406 \$        |
| Prêts aux particuliers  | 94 346            | 96 021            | 93 260            | 85 800            | 80 921            |
| Prêts sur cartes de crédit  | 15 859            | 14 924            | 14 142            | 13 661            | 12 937            |
| Prêts aux petites entreprises   | 4 003             | 4 067             | 4 026             | 2 503             | 2 481             |
| <b>Prêts de détail</b>  | <b>348 183 \$</b> | <b>334 269 \$</b> | <b>320 666 \$</b> | <b>300 288 \$</b> | <b>284 745 \$</b> |
| Prêts aux entreprises   |                   |                   |                   |                   |                   |
| Exploitations agricoles   | 6 057             | 5 694             | 5 441             | 5 202             | 4 880             |
| Industrie automobile  | 6 614             | 6 209             | 6 167             | 3 585             | 3 025             |
| Biens de consommation   | 7 146             | 7 172             | 6 230             | 5 432             | 5 341             |
| Énergie   |                   |                   |                   |                   |                   |
| Pétrole et gaz  | 7 691             | 5 849             | 5 046             | 4 981             | 4 119             |
| Services publics  | 5 162             | 3 766             | 3 860             | 3 821             | 2 275             |
| Services financiers autres que ceux fournis par des banques                                       | 6 428             | 5 688             | 4 903             | 3 895             | 2 007             |
| Industrie forestière  | 1 169             | 979               | 893               | 811               | 698               |
| Produits industriels  | 4 725             | 4 665             | 4 038             | 3 938             | 3 381             |
| Mines et métaux   | 1 402             | 1 320             | 1 074             | 965               | 1 122             |
| Secteur immobilier et secteurs connexes   | 33 802            | 30 387            | 24 413            | 20 650            | 15 569            |
| Technologie et médias   | 6 599             | 4 822             | 4 006             | 4 203             | 2 712             |
| Transport et environnement  | 5 907             | 5 432             | 5 593             | 5 221             | 4 927             |
| Autres (2)  | 35 133            | 26 604            | 22 716            | 21 447            | 17 011            |
| Prêts aux organismes souverains   | 9 887             | 4 628             | 4 396             | 4 193             | 4 050             |
| Prêts aux banques   | 1 800             | 1 201             | 1 320             | 990               | 1 324             |
| <b>Prêts de gros</b>  | <b>139 522 \$</b> | <b>114 416 \$</b> | <b>100 096 \$</b> | <b>89 334 \$</b>  | <b>72 441 \$</b>  |
| <b>Total des prêts et des acceptations</b>  | <b>487 705 \$</b> | <b>448 685 \$</b> | <b>420 762 \$</b> | <b>389 622 \$</b> | <b>357 186 \$</b> |
| <b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>  | <b>(2 029)</b>    | <b>(1 994)</b>    | <b>(1 959)</b>    | <b>(1 996)</b>    | <b>(1 967)</b>    |
| <b>Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts</b> | <b>485 676 \$</b> | <b>446 691 \$</b> | <b>418 803 \$</b> | <b>387 626 \$</b> | <b>355 219 \$</b> |

(1) Sur la base des activités poursuivies.

(2) Pour 2015, le poste Autres est lié aux produits de financement, 10,1 milliards de dollars, aux soins de santé, 6,0 milliards, aux sociétés de portefeuille et de placement, 6,9 milliards, aux autres services, 8,8 milliards, et à d'autres éléments, 3,3 milliards.

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

|  | 2015            | 2014            | 2013            | 2012 (1)        | 2011 (1)        |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Prêts hypothécaires résidentiels   | 646 \$          | 678 \$          | 691 \$          | 674 \$          | 719 \$          |
| Prêts aux particuliers   | 299             | 300             | 363             | 273             | 289             |
| Prêts aux petites entreprises  | 45              | 47              | 37              | 33              | 40              |
| <b>Prêts de détail</b>   | <b>990</b>      | <b>1 025</b>    | <b>1 091</b>    | <b>980</b>      | <b>1 048</b>    |
| Prêts aux entreprises  |                 |                 |                 |                 |                 |
| Exploitations agricoles  | 41 \$           | 40 \$           | 43 \$           | 52 \$           | 75 \$           |
| Industrie automobile   | 11              | 12              | 12              | 17              | 38              |
| Biens de consommation  | 130             | 108             | 101             | 83              | 91              |
| Énergie  |                 |                 |                 |                 |                 |
| Pétrole et gaz   | 156             | 6               | 14              | 2               | 33              |
| Services publics   | 57              | –               | –               | –               | –               |
| Services financiers autres que ceux fournis par des banques                          | 1               | 3               | 1               | 5               | 13              |
| Industrie forestière   | 28              | 25              | 26              | 30              | 27              |
| Produits industriels   | 45              | 48              | 54              | 88              | 38              |
| Mines et métaux  | 17              | 9               | 2               | 2               | 4               |
| Secteur immobilier et secteurs connexes  | 297             | 314             | 367             | 353             | 464             |
| Technologie et médias  | 34              | 38              | 117             | 251             | 47              |
| Transport et environnement   | 53              | 32              | 98              | 73              | 105             |
| Autres (2)   | 423             | 315             | 272             | 312             | 311             |
| Prêts aux organismes souverains  | –               | –               | –               | –               | –               |
| Prêts aux banques  | 2               | 2               | 3               | 2               | 33              |
| <b>Prêts de gros</b>   | <b>1 295</b>    | <b>952</b>      | <b>1 110</b>    | <b>1 270</b>    | <b>1 279</b>    |
| <b>Total des prêts douteux (3)</b>   | <b>2 285 \$</b> | <b>1 977 \$</b> | <b>2 201 \$</b> | <b>2 250 \$</b> | <b>2 327 \$</b> |
| <b>Canada</b>  |                 |                 |                 |                 |                 |
| Prêts hypothécaires résidentiels   | 356 \$          | 388 \$          | 464 \$          | 475 \$          | 567 \$          |
| Prêts aux particuliers   | 223             | 224             | 229             | 206             | 188             |
| Prêts aux petites entreprises  | 45              | 47              | 36              | 34              | 40              |
| <b>Prêts de détail</b>   | <b>624</b>      | <b>659</b>      | <b>729</b>      | <b>715</b>      | <b>795</b>      |
| Prêts aux entreprises  |                 |                 |                 |                 |                 |
| Exploitations agricoles  | 39              | 36              | 38              | 44              | 62              |
| Industrie automobile   | 8               | 11              | 9               | 11              | 30              |
| Biens de consommation  | 65              | 70              | 58              | 34              | 48              |
| Énergie  |                 |                 |                 |                 |                 |
| Pétrole et gaz   | 39              | 4               | 14              | –               | 25              |
| Services publics   | 20              | –               | –               | –               | –               |
| Services financiers autres que ceux fournis par des banques                          | –               | 1               | 1               | 3               | 1               |
| Industrie forestière   | 5               | 6               | 8               | 12              | 7               |
| Produits industriels   | 39              | 41              | 40              | 34              | 26              |
| Mines et métaux  | 7               | 9               | 2               | 2               | 2               |
| Secteur immobilier et secteurs connexes  | 161             | 171             | 169             | 153             | 164             |
| Technologie et médias  | 34              | 37              | 86              | 238             | 43              |
| Transport et environnement   | 29              | 11              | 21              | 22              | 12              |
| Autres   | 66              | 90              | 80              | 88              | 93              |
| Prêts aux organismes souverains  | –               | –               | –               | –               | –               |
| Prêts aux banques  | –               | –               | –               | –               | –               |
| <b>Prêts de gros</b>   | <b>512</b>      | <b>487</b>      | <b>526</b>      | <b>641</b>      | <b>513</b>      |
| <b>Total</b>   | <b>1 136 \$</b> | <b>1 146 \$</b> | <b>1 255 \$</b> | <b>1 356 \$</b> | <b>1 308 \$</b> |
| <b>États-Unis</b>  |                 |                 |                 |                 |                 |
| Prêts de détail  | 10 \$           | 13 \$           | 14 \$           | 7 \$            | 6 \$            |
| Prêts de gros  | 204             | 18              | 98              | 162             | 116             |
| <b>Total</b>   | <b>214 \$</b>   | <b>31 \$</b>    | <b>112 \$</b>   | <b>169 \$</b>   | <b>122 \$</b>   |
| <b>Autres pays</b>   |                 |                 |                 |                 |                 |
| Prêts de détail  | 356 \$          | 353 \$          | 348 \$          | 258 \$          | 247 \$          |
| Prêts de gros  | 579             | 447             | 486             | 467             | 650             |
| <b>Total</b>   | <b>935 \$</b>   | <b>800 \$</b>   | <b>834 \$</b>   | <b>725 \$</b>   | <b>897 \$</b>   |
| <b>Total des prêts douteux</b>   | <b>2 285 \$</b> | <b>1 977 \$</b> | <b>2 201 \$</b> | <b>2 250 \$</b> | <b>2 327 \$</b> |
| Provision pour prêts douteux   | (654)           | (632)           | (599)           | (636)           | (605)           |
| <b>Prêts douteux, montant net</b>  | <b>1 631 \$</b> | <b>1 345 \$</b> | <b>1 602 \$</b> | <b>1 614 \$</b> | <b>1 722 \$</b> |
| <b>Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations</b>   |                 |                 |                 |                 |                 |
| Prêts hypothécaires résidentiels   | 0,28 %          | 0,31 %          | 0,33 %          | 0,34 %          | 0,38 %          |
| Prêts aux particuliers   | 0,32 %          | 0,31 %          | 0,39 %          | 0,32 %          | 0,36 %          |
| Prêts aux petites entreprises  | 1,13 %          | 1,16 %          | 0,83 %          | 1,32 %          | 1,61 %          |
| <b>Prêts de détail</b>   | <b>0,28 %</b>   | <b>0,31 %</b>   | <b>0,34 %</b>   | <b>0,33 %</b>   | <b>0,37 %</b>   |
| <b>Prêts de gros</b>   | <b>0,93 %</b>   | <b>0,84 %</b>   | <b>1,11 %</b>   | <b>1,42 %</b>   | <b>1,77 %</b>   |
| <b>Total</b>   | <b>0,47 %</b>   | <b>0,44 %</b>   | <b>0,52 %</b>   | <b>0,58 %</b>   | <b>0,65 %</b>   |
| <b>Provision pour prêts douteux en pourcentage du montant brut des prêts douteux</b> | <b>28,64 %</b>  | <b>31,98 %</b>  | <b>27,22 %</b>  | <b>28,33 %</b>  | <b>26,00 %</b>  |

(1) Sur la base des activités poursuivies.

(2) Pour 2015, le poste Autres est lié aux produits de financement, 109 millions de dollars, aux soins de santé, 17 millions, aux sociétés de portefeuille et de placement, 185 millions, aux autres services, 69 millions, et à d'autres éléments, 43 millions.

(3) Les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours, non compris dans les prêts douteux, s'établissaient à 314 millions de dollars en 2015 (316 millions en 2014; 346 millions en 2013; 393 millions en 2012; 525 millions en 2011).



**Dotation à la provision pour pertes sur créances, par portefeuille et par secteur géographique**
**Tableau 83**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

|   | 2015            | 2014            | 2013            | 2012 (1)        | 2011 (1)        |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Prêts hypothécaires résidentiels  | 47 \$           | 94 \$           | 41 \$           | 67 \$           | 42 \$           |
| Prêts aux particuliers  | 388             | 441             | 458             | 445             | 438             |
| Prêts sur cartes de crédit  | 378             | 353             | 354             | 394             | 448             |
| Prêts aux petites entreprises   | 32              | 44              | 32              | 43              | 35              |
| <b>Prêts de détail</b>  | <b>845 \$</b>   | <b>932 \$</b>   | <b>885 \$</b>   | <b>949 \$</b>   | <b>963 \$</b>   |
| Prêts aux entreprises   |                 |                 |                 |                 |                 |
| Exploitations agricoles   | 9 \$            | 3 \$            | 4 \$            | 8 \$            | 7 \$            |
| Industrie automobile  | 3               | 2               | 3               | (2)             | (4)             |
| Biens de consommation   | 33              | 27              | 17              | 27              | 14              |
| Énergie   |                 |                 |                 |                 |                 |
| Pétrole et gaz  | 47              | (5)             | (6)             | (11)            | (20)            |
| Services publics  | 9               | 32              | –               | –               | –               |
| Services financiers autres que ceux fournis par des banques   | 7               | –               | 10              | 1               | (11)            |
| Industrie forestière  | 6               | 7               | 4               | 5               | 5               |
| Produits industriels  | 4               | 14              | 21              | 32              | 3               |
| Mines et métaux   | 8               | 2               | 1               | –               | –               |
| Secteur immobilier et secteurs connexes   | 29              | 58              | 62              | 82              | 66              |
| Technologie et médias   | 5               | 14              | 157             | 102             | (3)             |
| Transport et environnement  | 8               | 2               | 35              | 47              | 29              |
| Autres (2)  | 85              | 76              | 44              | 61              | 82              |
| Prêts aux organismes souverains   | –               | –               | –               | –               | –               |
| Prêts aux banques   | (1)             | –               | –               | –               | –               |
| <b>Prêts de gros</b>  | <b>252 \$</b>   | <b>232 \$</b>   | <b>352 \$</b>   | <b>352 \$</b>   | <b>168 \$</b>   |
| <b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts douteux</b>                                    | <b>1 097 \$</b> | <b>1 164 \$</b> | <b>1 237 \$</b> | <b>1 301 \$</b> | <b>1 131 \$</b> |
| <b>Canada</b>   |                 |                 |                 |                 |                 |
| Prêts hypothécaires résidentiels  | 27 \$           | 27 \$           | 27 \$           | 34 \$           | 25 \$           |
| Prêts aux particuliers  | 393             | 393             | 391             | 413             | 408             |
| Prêts sur cartes de crédit  | 371             | 345             | 346             | 391             | 448             |
| Prêts aux petites entreprises   | 32              | 44              | 32              | 43              | 35              |
| <b>Prêts de détail</b>  | <b>823 \$</b>   | <b>809 \$</b>   | <b>796 \$</b>   | <b>881 \$</b>   | <b>916 \$</b>   |
| Prêts aux entreprises   |                 |                 |                 |                 |                 |
| Exploitations agricoles   | 9               | 4               | 4               | 8               | 7               |
| Industrie automobile  | 3               | 3               | 3               | (2)             | (3)             |
| Biens de consommation   | 21              | 25              | 16              | 13              | 13              |
| Énergie   |                 |                 |                 |                 |                 |
| Pétrole et gaz  | 22              | (5)             | (6)             | (11)            | (9)             |
| Services publics  | 1               | –               | –               | –               | –               |
| Services financiers autres que ceux fournis par des banques   | –               | –               | –               | 1               | –               |
| Industrie forestière  | 1               | 1               | 3               | 5               | 4               |
| Produits industriels  | 7               | 14              | 14              | 12              | 3               |
| Mines et métaux   | 3               | 2               | 1               | –               | 1               |
| Secteur immobilier et secteurs connexes   | 13              | 34              | 37              | 43              | 31              |
| Technologie et médias   | 6               | 14              | 50              | 98              | 6               |
| Transport et environnement  | 7               | 3               | 2               | 10              | 5               |
| Autres  | 23              | 28              | 25              | 30              | 44              |
| Prêts aux organismes souverains   | –               | –               | –               | –               | –               |
| Prêts aux banques   | –               | –               | –               | –               | –               |
| <b>Prêts de gros</b>  | <b>116 \$</b>   | <b>123 \$</b>   | <b>149 \$</b>   | <b>207 \$</b>   | <b>102 \$</b>   |
| <b>Total</b>  | <b>939 \$</b>   | <b>932 \$</b>   | <b>945 \$</b>   | <b>1 088 \$</b> | <b>1 018 \$</b> |
| <b>États-Unis</b>   |                 |                 |                 |                 |                 |
| Prêts de détail   | 1               | 2               | 3               | 4               | 4               |
| Prêts de gros   | 40              | 40              | 32              | 29              | (19)            |
|   | 41 \$           | 42 \$           | 35 \$           | 33 \$           | (15) \$         |
| <b>Autres pays</b>  |                 |                 |                 |                 |                 |
| Prêts de détail   | 21              | 121             | 86              | 64              | 43              |
| Prêts de gros   | 96              | 69              | 171             | 116             | 85              |
|   | 117 \$          | 190 \$          | 257 \$          | 180 \$          | 128 \$          |
| <b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts douteux</b>                                    | <b>1 097 \$</b> | <b>1 164 \$</b> | <b>1 237 \$</b> | <b>1 301 \$</b> | <b>1 131 \$</b> |
| <b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts non douteux</b>                                | <b>–</b>        | <b>–</b>        | <b>–</b>        | <b>(2)</b>      | <b>2</b>        |
| <b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b>   | <b>1 097 \$</b> | <b>1 164 \$</b> | <b>1 237 \$</b> | <b>1 299 \$</b> | <b>1 133 \$</b> |
| <b>Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations</b> | <b>0,24 %</b>   | <b>0,27 %</b>   | <b>0,31 %</b>   | <b>0,35 %</b>   | <b>0,33 %</b>   |

(1) Sur la base des activités poursuivies.

(2) Pour 2015, le poste Autres est lié aux produits de financement, 39 millions de dollars, aux sociétés de portefeuille et de placement, 19 millions, aux autres services, 4 millions, et à d'autres éléments, 23 millions.

## Provision pour pertes sur créances, par portefeuille et par secteur géographique

Tableau 84

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)                                   | 2015             | 2014             | 2013             | 2012 (1), (2)    | 2011 (2)         |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>Provision au début de l'exercice</b>   | <b>2 085 \$</b>  | <b>2 050 \$</b>  | <b>2 087 \$</b>  | <b>2 056 \$</b>  | <b>2 966 \$</b>  |
| <b>Provision au début de l'exercice – activités abandonnées</b>                             | <b>–</b>         | <b>–</b>         | <b>–</b>         | <b>–</b>         | <b>(854)</b>     |
| <b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b>                                     | <b>1 097</b>     | <b>1 164</b>     | <b>1 237</b>     | <b>1 299</b>     | <b>1 133</b>     |
| <b>Radiations par portefeuille</b>  |                  |                  |                  |                  |                  |
| Prêts hypothécaires résidentiels  | (64)             | (30)             | (24)             | (32)             | (16)             |
| Prêts aux particuliers  | (494)            | (565)            | (498)            | (499)            | (515)            |
| Prêts sur cartes de crédit  | (497)            | (466)            | (466)            | (496)            | (545)            |
| Prêts aux petites entreprises   | (40)             | (47)             | (35)             | (50)             | (45)             |
| <b>Prêts de détail</b>  | <b>(1 095)\$</b> | <b>(1 108)\$</b> | <b>(1 023)</b>   | <b>(1 077)\$</b> | <b>(1 121)\$</b> |
| Prêts aux entreprises   | (243)\$          | (221)\$          | (448)\$          | (288)\$          | (226)\$          |
| Prêts aux organismes souverains   | –                | –                | –                | –                | (9)              |
| Prêts aux banques   | –                | –                | –                | (32)             | –                |
| <b>Prêts de gros</b>  | <b>(243)\$</b>   | <b>(221)\$</b>   | <b>(448)\$</b>   | <b>(320)\$</b>   | <b>(235)\$</b>   |
| <b>Total des radiations par portefeuille</b>  | <b>(1 338)\$</b> | <b>(1 329)\$</b> | <b>(1 471)\$</b> | <b>(1 397)\$</b> | <b>(1 356)\$</b> |
| <b>Recouvrements par portefeuille</b>   |                  |                  |                  |                  |                  |
| Prêts hypothécaires résidentiels  | 7 \$             | 2 \$             | 2 \$             | 1 \$             | 1 \$             |
| Prêts aux particuliers  | 105              | 106              | 96               | 83               | 79               |
| Prêts sur cartes de crédit  | 119              | 114              | 112              | 102              | 97               |
| Prêts aux petites entreprises   | 10               | 9                | 9                | 8                | 7                |
| <b>Prêts de détail</b>  | <b>241 \$</b>    | <b>231 \$</b>    | <b>219 \$</b>    | <b>194 \$</b>    | <b>184 \$</b>    |
| Prêts aux entreprises   | 33 \$            | 32 \$            | 51 \$            | 39 \$            | 60 \$            |
| Prêts aux organismes souverains   | –                | –                | –                | –                | –                |
| Prêts aux banques   | 1                | –                | –                | –                | –                |
| <b>Prêts de gros</b>  | <b>34 \$</b>     | <b>32 \$</b>     | <b>51 \$</b>     | <b>39 \$</b>     | <b>60 \$</b>     |
| <b>Total des recouvrements par portefeuille</b>   | <b>275 \$</b>    | <b>263 \$</b>    | <b>270 \$</b>    | <b>233 \$</b>    | <b>244 \$</b>    |
| <b>Radiations nettes</b>  | <b>(1 063)\$</b> | <b>(1 066)\$</b> | <b>(1 201)\$</b> | <b>(1 164)\$</b> | <b>(1 112)\$</b> |
| Ajustements (3)   | 1                | (63)             | (73)             | (104)            | (75)             |
| <b>Total de la provision pour pertes sur créances à la fin de l'exercice</b>                | <b>2 120 \$</b>  | <b>2 085 \$</b>  | <b>2 050 \$</b>  | <b>2 087 \$</b>  | <b>2 058 \$</b>  |
| <b>Provision pour prêts douteux</b>   |                  |                  |                  |                  |                  |
| <b>Canada</b>   |                  |                  |                  |                  |                  |
| Prêts hypothécaires résidentiels  | 27 \$            | 31 \$            | 36 \$            | 41 \$            | 47 \$            |
| Prêts aux particuliers  | 96               | 93               | 97               | 89               | 88               |
| Prêts aux petites entreprises   | 19               | 19               | 16               | 12               | 15               |
| <b>Prêts de détail</b>  | <b>142 \$</b>    | <b>143 \$</b>    | <b>149 \$</b>    | <b>142 \$</b>    | <b>150 \$</b>    |
| Prêts aux entreprises   |                  |                  |                  |                  |                  |
| Exploitations agricoles   | 5 \$             | 6 \$             | 6 \$             | 9 \$             | 13 \$            |
| Industrie automobile  | 4                | 4                | 4                | 7                | 15               |
| Biens de consommation   | 12               | 22               | 15               | 14               | 17               |
| Énergie   |                  |                  |                  |                  |                  |
| Pétrole et gaz  | –                | –                | 1                | 1                | 3                |
| Services publics  | 1                | –                | –                | –                | –                |
| Services financiers autres que ceux fournis par des banques                                 | –                | –                | –                | –                | –                |
| Industrie forestière  | 3                | 3                | 4                | 6                | 3                |
| Produits industriels  | 13               | 18               | 15               | 10               | 12               |
| Mines et métaux   | 1                | 1                | 1                | 1                | 1                |
| Secteur immobilier et secteurs connexes   | 28               | 48               | 42               | 45               | 47               |
| Technologie et médias   | 12               | 17               | 46               | 107              | 20               |
| Transport et environnement  | 7                | 5                | 6                | 8                | 5                |
| Autres  | 25               | 36               | 30               | 31               | 43               |
| Prêts aux organismes souverains   | –                | –                | –                | –                | –                |
| Prêts aux banques   | –                | –                | –                | –                | –                |
| <b>Prêts de gros</b>  | <b>111 \$</b>    | <b>160 \$</b>    | <b>170 \$</b>    | <b>239 \$</b>    | <b>179 \$</b>    |
|   | <b>253 \$</b>    | <b>303 \$</b>    | <b>319 \$</b>    | <b>381 \$</b>    | <b>329 \$</b>    |
| <b>États-Unis</b>   |                  |                  |                  |                  |                  |
| Prêts de détail   | 1 \$             | 1 \$             | 2 \$             | 1 \$             | 1 \$             |
| Prêts de gros   | 47               | 16               | 19               | 38               | 25               |
|   | <b>48 \$</b>     | <b>17 \$</b>     | <b>21 \$</b>     | <b>39 \$</b>     | <b>26 \$</b>     |
| <b>Autres pays</b>  |                  |                  |                  |                  |                  |
| Prêts de détail   | 169 \$           | 172 \$           | 146 \$           | 96 \$            | 80 \$            |
| Prêts de gros   | 184              | 140              | 113              | 120              | 170              |
|   | <b>353 \$</b>    | <b>312 \$</b>    | <b>259 \$</b>    | <b>216 \$</b>    | <b>250 \$</b>    |
| <b>Total de la provision pour prêts douteux</b>   | <b>654 \$</b>    | <b>632 \$</b>    | <b>599 \$</b>    | <b>636 \$</b>    | <b>605 \$</b>    |
| <b>Provision pour prêts non douteux</b>   |                  |                  |                  |                  |                  |
| Prêts hypothécaires résidentiels  | 83 \$            | 78 \$            | 48 \$            | 48 \$            | 41 \$            |
| Prêts aux particuliers  | 396              | 400              | 405              | 392              | 412              |
| Prêts sur cartes de crédit  | 386              | 385              | 385              | 403              | 415              |
| Prêts aux petites entreprises   | 45               | 45               | 45               | 60               | 60               |
| <b>Prêts de détail</b>  | <b>910 \$</b>    | <b>908 \$</b>    | <b>883 \$</b>    | <b>903 \$</b>    | <b>928 \$</b>    |
| <b>Prêts de gros</b>  | <b>465 \$</b>    | <b>454 \$</b>    | <b>477 \$</b>    | <b>457 \$</b>    | <b>434 \$</b>    |
| <b>Éléments hors bilan et autres éléments</b>   | <b>91 \$</b>     | <b>91 \$</b>     | <b>91 \$</b>     | <b>91 \$</b>     | <b>91 \$</b>     |
| <b>Total de la provision pour prêts non douteux</b>   | <b>1 466 \$</b>  | <b>1 453 \$</b>  | <b>1 451 \$</b>  | <b>1 451 \$</b>  | <b>1 453 \$</b>  |
| <b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>                                       | <b>2 120 \$</b>  | <b>2 085 \$</b>  | <b>2 050 \$</b>  | <b>2 087 \$</b>  | <b>2 058 \$</b>  |
| <b>Principaux ratios</b>  |                  |                  |                  |                  |                  |
| Provision pour pertes sur créances en pourcentage des prêts et des acceptations             | 0,43 %           | 0,46 %           | 0,49 %           | 0,54 %           | 0,57 %           |
| Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations | 0,23 %           | 0,25 %           | 0,30 %           | 0,31 %           | 0,33 %           |

(1) Sur la base des activités poursuivies.

(2) Au 1<sup>er</sup> novembre 2011, le solde d'ouverture de la provision pour pertes sur créances a été retraité en raison de l'application des modifications d'IFRS 11.

(3) En vertu des IFRS, les autres ajustements comprennent une désactualisation de 80 millions de dollars et des variations du taux de change de (81) millions [87 millions et (24) millions en 2014; 86 millions et (13) millions en 2013]. Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

(en millions de dollars canadiens)

|  | 2015              | 2014              | 2013              | 2012 (1)          | 2011 (1)          |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Prêts et acceptations</b>   |                   |                   |                   |                   |                   |
| Provinces de l'Atlantique (2)  | 23 040 \$         | 22 130 \$         | 21 263 \$         | 19 953 \$         | 18 481 \$         |
| Québec   | 51 197            | 50 748            | 48 060            | 42 920            | 38 776            |
| Ontario  | 175 315           | 159 817           | 152 258           | 141 566           | 141 230           |
| Provinces des Prairies (3)   | 94 392            | 88 538            | 84 015            | 77 187            | 68 468            |
| Colombie-Britannique et territoires (4)  | 70 483            | 68 988            | 68 118            | 65 204            | 58 774            |
| <b>Total des prêts et des acceptations au Canada</b>   | <b>414 427 \$</b> | <b>390 221 \$</b> | <b>373 714 \$</b> | <b>346 830 \$</b> | <b>325 729 \$</b> |
| <b>Montant brut des prêts douteux</b>  |                   |                   |                   |                   |                   |
| Provinces de l'Atlantique (2)  | 93 \$             | 81 \$             | 83 \$             | 67 \$             | 66 \$             |
| Québec   | 213               | 205               | 177               | 180               | 135               |
| Ontario  | 341               | 391               | 424               | 502               | 398               |
| Provinces des Prairies (3)   | 339               | 258               | 330               | 338               | 404               |
| Colombie-Britannique et territoires (4)  | 150               | 211               | 241               | 269               | 305               |
| <b>Total du montant brut des prêts douteux au Canada</b>   | <b>1 136 \$</b>   | <b>1 146 \$</b>   | <b>1 255 \$</b>   | <b>1 356 \$</b>   | <b>1 308 \$</b>   |
| <b>Dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts douteux</b>                       |                   |                   |                   |                   |                   |
| Provinces de l'Atlantique (2)  | 57 \$             | 51 \$             | 50 \$             | 62 \$             | 54 \$             |
| Québec   | 96                | 92                | 78                | 96                | 63                |
| Ontario  | 590               | 588               | 605               | 704               | 686               |
| Provinces des Prairies (3)   | 129               | 111               | 113               | 120               | 107               |
| Colombie-Britannique et territoires (4)  | 67                | 90                | 99                | 106               | 108               |
| <b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts douteux au Canada</b> | <b>939 \$</b>     | <b>932 \$</b>     | <b>945 \$</b>     | <b>1 088 \$</b>   | <b>1 018 \$</b>   |

(1) Sur la base des activités poursuivies.

(2) Comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

(3) Comprennent le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

(4) Comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

## Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, qui a été mis en place par le Conseil de stabilité financière, a publié un rapport (intitulé Enhancing the Risk Disclosures of Banks) dans lequel il présente 32 recommandations visant à présenter des renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques. En conséquence, les informations supplémentaires à fournir sont présentées dans notre rapport annuel 2015 et dans notre document d'information financière complémentaire.

L'index suivant présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

| Catégorie de risque   | Recommandation | Information à fournir  | Référence              |               |
|---|----------------|--|------------------------|---------------|
|   |                |  | Page du rapport annuel | Page de l'IFC |
| Généralités   | 1              | Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements | 131                    | 1             |
|   | 2              | Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques   | 57-64<br>231-233       | –             |
|   | 3              | Risques principaux et risques émergents  | 55-57                  | –             |
|   | 4              | Nouveaux ratios réglementaires   | 82, 105-108            | –             |
| Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires                     | 5              | Structure de gestion des risques   | 57-64                  | –             |
|   | 6              | Culture à l'égard du risque  | 57-60                  | –             |
|   | 7              | Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités   | 115                    | –             |
|   | 8              | Simulation de crise  | 60-61, 77, 78          | –             |
| Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques | 9              | Ratios de capital minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure                                      | 105-106                | –             |
|   | 10             | Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire  | –                      | 21-24         |
|   | 11             | État de l'évolution du capital réglementaire   | –                      | 25            |
|   | 12             | Planification stratégique en matière de capital  | 104-108                | –             |
|   | 13             | Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité   | –                      | 28            |
|   | 14             | Analyse des exigences de capital et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe  | 64-67                  | 26-27         |
|   | 15             | Information relative au risque de crédit lié aux actifs pondérés en fonction des risques et mesures de risque connexes   | –                      | 42-44         |
|   | 16             | Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque   | –                      | 28            |
| Liquidités  | 17             | Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle  | 61, 65                 | 42            |
|   | 18             | Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités   | 84-88                  | –             |
| Financement   | 19             | Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations   | 88, 95                 | –             |
|   | 20             | Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan                         | 91-93                  | –             |
|   | 21             | Sources de financement et stratégie de financement   | 89-90                  | –             |
| Risque de marché  | 22             | Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation               | 80-81                  | –             |
|   | 23             | Ventilation des facteurs de risque de marché   | 75-79                  | –             |
|   | 24             | Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché  | 77-78                  | –             |
|   | 25             | Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés  | 75-78                  | –             |
| Risque de crédit  | 26             | Profil de risque de crédit de la banque  | 64-75<br>173-175       | 31-44         |
|   |                | Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan  | 124-130                | 40            |
|   | 27             | Politiques de détermination des prêts douteux  | 66-67, 119,<br>147-148 | –             |
|   | 28             | Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice  | –                      | 33,37         |
|   | 29             | Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse   | 68-69                  | 46            |
| Autres  | 30             | Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit  | 66                     | 41            |
|   | 31             | Types d'autres risques   | 95-104                 | –             |
|   | 32             | Événements publics comportant des risques  | 99-101<br>215-217      | –             |



## 133 Rapports

- 133 Responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière
- 133 Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant
- 134 Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière
- 135 Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant

## 136 États financiers consolidés

- 136 Bilans consolidés
- 137 Comptes consolidés de résultat
- 138 États consolidés du résultat global
- 139 États consolidés des variations des capitaux propres
- 140 Tableaux consolidés des flux de trésorerie

## 141 Notes annexes

- 141 Note 1 Informations générales
- 141 Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, des estimations et des jugements
- 154 Note 3 Juste valeur des instruments financiers
- 169 Note 4 Valeurs mobilières
- 173 Note 5 Prêts
- 175 Note 6 Décomptabilisation d'actifs financiers
- 177 Note 7 Entités structurées
- 181 Note 8 Instruments financiers dérivés et activités de couverture
- 187 Note 9 Locaux et matériel
- 188 Note 10 Goodwill et autres immobilisations incorporelles
- 190 Note 11 Acquisitions et cessions importantes
- 190 Note 12 Coentreprises et entreprises associées
- 191 Note 13 Autres actifs
- 191 Note 14 Dépôts
- 192 Note 15 Assurances
- 195 Note 16 Fonds distincts
- 195 Note 17 Avantages du personnel – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi
- 201 Note 18 Autres passifs
- 202 Note 19 Débentures subordonnées
- 203 Note 20 Titres de fiducie de capital
- 204 Note 21 Capitaux propres
- 206 Note 22 Rémunération fondée sur des actions
- 208 Note 23 Revenus et charges découlant de certains instruments financiers
- 210 Note 24 Impôt sur le résultat
- 212 Note 25 Bénéfice par action
- 212 Note 26 Garanties, engagements, actifs donnés en garantie et éventualités
- 215 Note 27 Litiges
- 217 Note 28 Dates contractuelles de modification des taux ou des échéances
- 217 Note 29 Transactions entre parties liées
- 219 Note 30 Résultats par secteur d'exploitation
- 221 Note 31 Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers
- 222 Note 32 Gestion du capital
- 223 Note 33 Compensation des actifs financiers et des passifs financiers
- 226 Note 34 Recouvrement et règlement des actifs et des passifs présentés au bilan
- 227 Note 35 Information sur la société mère
- 228 Note 36 Événements postérieurs à la date du bilan

## Responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière

Les présents états financiers consolidés de la Banque Royale du Canada ont été préparés par la direction, qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information présentée, y compris les nombreux montants qui doivent nécessairement être fondés sur le jugement et des estimations. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux exigences de la *Loi sur les banques* (Canada) et selon les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board. L'information financière contenue dans notre rapport de gestion est présentée de manière cohérente avec ces états financiers consolidés.

Nos systèmes de contrôles internes sont conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les transactions sont dûment autorisées, que l'actif est bien protégé et que des registres adéquats sont tenus. Les contrôles en place comprennent les normes de qualité à l'égard de l'embauche et de la formation du personnel, les politiques et les manuels de procédures, le Code de déontologie et la responsabilisation des employés quant à leur rendement selon des sphères de responsabilité appropriées et bien définies.

Les systèmes de contrôles internes sont de plus renforcés par une fonction de conformité à la réglementation, qui est conçue afin d'assurer que nous et nos employés nous conformons à la législation sur les valeurs mobilières et aux règles portant sur les conflits d'intérêts, et par une équipe d'auditeurs internes qui effectue une revue périodique de toutes les facettes de nos activités.

Le Conseil d'administration voit à ce que la direction assume ses responsabilités en matière d'information financière par l'entremise de son Comité d'audit composé uniquement d'administrateurs indépendants. Ce comité revoit nos états financiers consolidés et recommande au Conseil de les approuver. Le Comité d'audit assume d'autres responsabilités importantes, étant notamment chargé de revoir nos procédures de contrôles internes actuelles ainsi que les révisions prévues de ces procédures et de conseiller les administrateurs en matière d'audit et de présentation de l'information financière. Notre responsable en chef de la conformité à la réglementation et notre auditeur interne en chef peuvent consulter librement et en tout temps le Comité d'audit.

Le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) effectue les examens et enquêtes concernant nos opérations et activités qu'il juge nécessaires pour déterminer, d'une part, si nous respectons les dispositions de la *Loi sur les banques* et, d'autre part, si nous sommes en bonne santé financière. Dans l'exécution de son mandat, le BSIF s'efforce de protéger les droits et intérêts de nos déposants et créanciers.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant nommé par nos actionnaires sur recommandation du Comité d'audit et du Conseil d'administration, a effectué un audit indépendant des états financiers consolidés et a présenté le rapport qui suit. Les auditeurs peuvent en tout temps s'entretenir avec le Comité d'audit de tous les aspects de leur mission d'audit et de tous les points soulevés dans le cadre de leur travail.

David I. McKay  
Président du Conseil et chef de la direction

Janice R. Fukakusa  
Chef de l'administration et chef des finances

Toronto, le 1<sup>er</sup> décembre 2015

## Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant

Aux actionnaires de la Banque Royale du Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Banque Royale du Canada et de ses filiales (Banque), qui comprennent les bilans consolidés au 31 octobre 2015 et au 31 octobre 2014, et les comptes consolidés de résultat, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 octobre 2015, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada et les normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle des bilans de la Banque Royale du Canada et de ses filiales au 31 octobre 2015 et au 31 octobre 2014, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 octobre 2015, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board.

## Autres points

Nous avons également audité, conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque au 31 octobre 2015 selon les critères établis en vertu de l'Internal Control – Integrated Framework (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, et notre rapport daté du 1<sup>er</sup> décembre 2015 exprimait une opinion sans réserve sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l  
Comptables professionnels agréés  
Experts-comptables autorisés  
Toronto, Canada  
Le 1<sup>er</sup> décembre 2015

## Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction de la Banque Royale du Canada d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est un processus conçu par le président et chef de la direction et par le chef de l'administration et chef des finances, ou sous leur supervision, et mis en œuvre par le Conseil d'administration, la direction et d'autres employés, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Il comprend des politiques et des procédures qui :

- concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des transactions et des cessions de nos actifs;
- fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que nos encaissements et décaissements ne sont faits qu'avec l'autorisation de notre direction et de notre Conseil d'administration;
- fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention et la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée de nos actifs qui pourrait avoir une incidence significative sur nos états financiers.

En raison des limites inhérentes au contrôle interne à l'égard de l'information financière, il se peut que celui-ci ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies en temps opportun. En outre, toute projection du résultat d'une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situations ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances, et avec leur participation, la direction a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2015, en se fondant sur les critères énoncés en vertu de l'Internal Control – Integrated Framework (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. En se fondant sur cette évaluation, la direction a conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2015 est efficace selon les critères énoncés en vertu de l'Internal Control – Integrated Framework (2013). La direction a également conclu, en se fondant sur les résultats de notre évaluation, que le contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2015 ne comportait aucune faiblesse significative.

Notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2015 a fait l'objet d'un audit par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., le cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant, qui a également procédé à l'audit de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, comme en fait mention le rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant, et il a émis une opinion sans réserve sur l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière dans son rapport.

David I. McKay  
Président et chef de la direction

Janice R. Fukakusa  
Chef de l'administration et chef des finances

Toronto, le 1<sup>er</sup> décembre 2015

Aux actionnaires de la Banque Royale du Canada

Nous avons audité le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque Royale du Canada et de ses filiales (la Banque) au 31 octobre 2015, selon les critères établis en vertu de l'Internal Control – Integrated Framework (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. La direction de la Banque est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, laquelle évaluation est comprise dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque en nous fondant sur notre audit.

Notre audit a été réalisé conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière était maintenu, dans tous ses aspects significatifs. Notre audit a comporté l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, une évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne en fonction de notre évaluation du risque, ainsi que la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous sommes d'avis que notre audit fournit un fondement raisonnable à notre opinion.

Les procédures de contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société sont conçues par les chefs de la direction et des finances ou par les personnes exerçant des fonctions analogues, ou sous leur supervision, et mises en œuvre par le Conseil d'administration, la direction et d'autres employés de la société, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société comprend des politiques et des procédures qui 1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des transactions et des cessions d'actifs de la société; 2) fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs; 3) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention et la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de la société qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

En raison des limites inhérentes au contrôle interne à l'égard de l'information financière, notamment la possibilité de collusion ou de contournement inapproprié des contrôles par la direction, il se peut que celui-ci ne permette pas de prévenir ou de détecter en temps opportun certaines anomalies significatives imputables à une erreur ou à une fraude. En outre, toute projection du résultat d'une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situations ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

À notre avis, la Banque maintenait, dans tous ses aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2015, selon les critères établis en vertu de l'Internal Control – Integrated Framework (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission.

Nous avons également audité, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis, les états financiers consolidés de la Banque au 31 octobre 2015 et pour l'exercice clos à cette date, et notre rapport daté du 1<sup>er</sup> décembre 2015 exprime une opinion sans réserve à l'égard de ces états financiers consolidés.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l  
Comptables professionnels agréés  
Experts-comptables autorisés  
Toronto, Canada  
Le 1<sup>er</sup> décembre 2015



| (en millions de dollars canadiens)  | Au                  |                    |
|---|---------------------|--------------------|
|   | 31 octobre<br>2015  | 31 octobre<br>2014 |
| <b>Actif</b>  |                     |                    |
| <b>Trésorerie et montants à recevoir de banques</b>   | 12 452 \$           | 17 421 \$          |
| <b>Dépôts productifs d'intérêts à des banques</b>   | 22 690              | 8 399              |
| <b>Valeurs mobilières</b> (note 4)  |                     |                    |
| Titres détenus à des fins de transaction  | 158 703             | 151 380            |
| Titres disponibles à la vente   | 56 805              | 47 768             |
|   | 215 508             | 199 148            |
| <b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>                     | 174 723             | 135 580            |
| <b>Prêts</b> (note 5)   |                     |                    |
| Prêts de détail   | 348 183             | 334 269            |
| Prêts de gros   | 126 069             | 102 954            |
|   | 474 252             | 437 223            |
| Provision pour pertes sur prêts (note 5)  | (2 029)             | (1 994)            |
|   | 472 223             | 435 229            |
| <b>Actif net des fonds distincts</b> (note 16)  | 830                 | 675                |
| <b>Autres</b>   |                     |                    |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations   | 13 453              | 11 462             |
| Dérivés (note 8)  | 105 626             | 87 402             |
| Locaux et matériel, montant net (note 9)  | 2 728               | 2 684              |
| Goodwill (note 10)  | 9 289               | 8 647              |
| Autres immobilisations incorporelles (note 10)  | 2 814               | 2 775              |
| Participations dans des coentreprises et des entreprises associées (note 12)                    | 360                 | 295                |
| Actifs au titre des avantages du personnel (note 17)  | 245                 | 138                |
| Autres actifs (note 13)   | 41 267              | 30 695             |
|   | 175 782             | 144 098            |
| <b>Total de l'actif</b>   | <b>1 074 208 \$</b> | <b>940 550 \$</b>  |
| <b>Passif et capitaux propres</b>   |                     |                    |
| <b>Dépôts</b> (note 14)   |                     |                    |
| Particuliers  | 220 566 \$          | 209 217 \$         |
| Entreprises et gouvernements  | 455 578             | 386 660            |
| Banques   | 21 083              | 18 223             |
|   | 697 227             | 614 100            |
| <b>Passif net au titre des fonds distincts</b> (note 16)  | 830                 | 675                |
| <b>Autres</b>   |                     |                    |
| Acceptations  | 13 453              | 11 462             |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert   | 47 658              | 50 345             |
| Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | 83 288              | 64 331             |
| Dérivés (note 8)  | 107 860             | 88 982             |
| Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance (note 15)                             | 9 110               | 8 564              |
| Passifs au titre des avantages du personnel (note 17)   | 1 969               | 2 420              |
| Autres passifs (note 18)  | 41 507              | 37 309             |
|   | 304 845             | 263 413            |
| <b>Débitures subordonnées</b> (note 19)   | 7 362               | 7 859              |
| <b>Total du passif</b>  | <b>1 010 264</b>    | <b>886 047</b>     |
| <b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b> (note 21)                                 |                     |                    |
| Actions privilégiées  | 5 100               | 4 075              |
| Actions ordinaires (émises – 1 443 423 151 et 1 442 232 886)                                    | 14 573              | 14 511             |
| Actions propres – privilégiées [détenues : (63 179) et 1 207]                                   | (2)                 | –                  |
| – ordinaires (détenues : 531 638 et 891 733)  | 38                  | 71                 |
| Bénéfices non distribués  | 37 811              | 31 615             |
| Autres composantes des capitaux propres   | 4 626               | 2 418              |
|   | 62 146              | 52 690             |
| <b>Participations ne donnant pas le contrôle</b> (note 21)                                      | 1 798               | 1 813              |
| <b>Total des capitaux propres</b>   | <b>63 944</b>       | <b>54 503</b>      |
| <b>Total du passif et des capitaux propres</b>  | <b>1 074 208 \$</b> | <b>940 550 \$</b>  |

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

David I. McKay  
Président et chef de la direction

David F. Denison  
Administrateur

**Comptes consolidés de résultat**

|  | Pour les exercices clos |                       |                       |
|--|-------------------------|-----------------------|-----------------------|
|  | le 31 octobre<br>2015   | le 31 octobre<br>2014 | le 31 octobre<br>2013 |
| (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)                           |                         |                       |                       |
| <b>Revenu d'intérêt</b>  |                         |                       |                       |
| Prêts  | 16 882 \$               | 16 979 \$             | 16 354 \$             |
| Valeurs mobilières   | 4 519                   | 3 993                 | 3 779                 |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés                       | 1 251                   | 971                   | 941                   |
| Dépôts et autres   | 77                      | 76                    | 74                    |
|  | 22 729                  | 22 019                | 21 148                |
| <b>Frais d'intérêt</b>   |                         |                       |                       |
| Dépôts et autres   | 5 723                   | 5 873                 | 5 694                 |
| Autres passifs   | 1 995                   | 1 784                 | 1 869                 |
| Débitures subordonnées   | 240                     | 246                   | 336                   |
|  | 7 958                   | 7 903                 | 7 899                 |
| <b>Revenu net d'intérêt</b>  | 14 771                  | 14 116                | 13 249                |
| <b>Revenus autres que d'intérêt</b>  |                         |                       |                       |
| Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires (note 15)                           | 4 436                   | 4 957                 | 3 911                 |
| Revenus tirés des activités de négociation   | 552                     | 742                   | 867                   |
| Commissions de gestion de placements et de services de garde                               | 3 778                   | 3 355                 | 2 870                 |
| Revenus tirés des fonds communs de placement   | 2 881                   | 2 621                 | 2 201                 |
| Commissions de courtage en valeurs mobilières  | 1 436                   | 1 379                 | 1 337                 |
| Frais bancaires  | 1 592                   | 1 494                 | 1 437                 |
| Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils                 | 1 885                   | 1 809                 | 1 569                 |
| Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation                      | 814                     | 827                   | 748                   |
| Revenus sur cartes   | 798                     | 689                   | 632                   |
| Commissions de crédit  | 1 184                   | 1 080                 | 1 092                 |
| Profits nets sur les titres disponibles à la vente (note 4)                                | 145                     | 192                   | 188                   |
| Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées (note 12)          | 149                     | 162                   | 159                   |
| Autres   | 900                     | 685                   | 422                   |
|  | 20 550                  | 19 992                | 17 433                |
| <b>Total des revenus</b>   | 35 321                  | 34 108                | 30 682                |
| <b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b> (note 5)                           | 1 097                   | 1 164                 | 1 237                 |
| <b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b> (note 15) | 2 963                   | 3 573                 | 2 784                 |
| <b>Frais autres que d'intérêt</b>  |                         |                       |                       |
| Ressources humaines (notes 17 et 22)   | 11 583                  | 11 031                | 10 248                |
| Matériel   | 1 277                   | 1 147                 | 1 081                 |
| Frais d'occupation   | 1 410                   | 1 330                 | 1 235                 |
| Communications   | 888                     | 847                   | 796                   |
| Honoraires   | 932                     | 763                   | 753                   |
| Amortissement des autres immobilisations incorporelles (note 10)                           | 712                     | 666                   | 566                   |
| Autres   | 1 836                   | 1 877                 | 1 535                 |
|  | 18 638                  | 17 661                | 16 214                |
| <b>Bénéfice avant impôt</b>  | 12 623                  | 11 710                | 10 447                |
| Impôt sur le résultat (note 24)  | 2 597                   | 2 706                 | 2 105                 |
| <b>Bénéfice net</b>  | 10 026 \$               | 9 004 \$              | 8 342 \$              |
| <b>Bénéfice net attribuable aux :</b>  |                         |                       |                       |
| Actionnaires   | 9 925 \$                | 8 910 \$              | 8 244 \$              |
| Participations ne donnant pas le contrôle  | 101                     | 94                    | 98                    |
|  | 10 026 \$               | 9 004 \$              | 8 342 \$              |
| <b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars) (note 25)                                  | 6,75 \$                 | 6,03 \$               | 5,53 \$               |
| <b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars) (note 25)                                    | 6,73                    | 6,00                  | 5,49                  |
| <b>Dividendes par action ordinaire</b> (en dollars)  | 3,08                    | 2,84                  | 2,53                  |

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

## États consolidés du résultat global

| (en millions de dollars canadiens)  | Pour les exercices clos |                       |                       |
|---|-------------------------|-----------------------|-----------------------|
|   | le 31 octobre<br>2015   | le 31 octobre<br>2014 | le 31 octobre<br>2013 |
| <b>Bénéfice net</b>   | <b>10 026 \$</b>        | <b>9 004 \$</b>       | <b>8 342 \$</b>       |
| <b>Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b> (note 24)   |                         |                       |                       |
| <b>Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :</b>  |                         |                       |                       |
| <b>Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente</b>   |                         |                       |                       |
| Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente  | (76)                    | 143                   | 15                    |
| Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente  | (41)                    | (58)                  | (87)                  |
|   | (117)                   | 85                    | (72)                  |
| <b>Écarts de change</b>   |                         |                       |                       |
| Profits (pertes) de change latents  | 5 885                   | 2 743                 | 1 402                 |
| Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture   | (3 223)                 | (1 585)               | (912)                 |
| Reclassement en résultat de pertes (profits) de change  | (224)                   | 44                    | 1                     |
| Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets   | 111                     | 3                     | (1)                   |
|   | 2 549                   | 1 205                 | 490                   |
| <b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>  |                         |                       |                       |
| Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie  | (541)                   | (108)                 | (11)                  |
| Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie  | 330                     | 28                    | (30)                  |
|   | (211)                   | (80)                  | (41)                  |
| <b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :</b>   |                         |                       |                       |
| Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 17)  | 582                     | (236)                 | 319                   |
| Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net | 350                     | (59)                  | –                     |
|   | 932                     | (295)                 | 319                   |
| <b>Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>   | <b>3 153</b>            | <b>915</b>            | <b>696</b>            |
| <b>Total du bénéfice global</b>   | <b>13 179 \$</b>        | <b>9 919 \$</b>       | <b>9 038 \$</b>       |
| <b>Total du bénéfice global attribuable aux :</b>   |                         |                       |                       |
| Actionnaires  | 13 065 \$               | 9 825 \$              | 8 940 \$              |
| Participations ne donnant pas le contrôle   | 114                     | 94                    | 98                    |
|   | 13 179 \$               | 9 919 \$              | 9 038 \$              |

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

## États consolidés des variations des capitaux propres

### Autres composantes des capitaux propres

| (en millions de dollars canadiens)                                       | Actions privilégiées | Actions ordinaires | Actions propres – privilégiées | Actions propres – ordinaires | Bénéfices non distribués | Titres disponibles à la vente | Écart de change | Couvertures de flux de trésorerie | Total des autres composantes des capitaux propres | Capitaux propres attribuables aux actionnaires | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres |
|--|----------------------|--------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------|-------------------------------|-----------------|-----------------------------------|---|--|---|----------------------------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> novembre 2012</b>                             | 4 813 \$             | 14 323 \$          | 1 \$                           | 30 \$                        | 23 162 \$                | 419 \$                        | 196 \$          | 216 \$                            | 831 \$  | 43 160 \$                                      | 1 761 \$                                  | 44 921 \$                  |
| Variations des capitaux propres  |                      |                    |                                |                              |                          |                               |                 |                                   |   |  |   |                            |
| Capital social émis  | -                    | 121                | -                              | -                            | -                        | -                             | -               | -                                 | -   | 121  | -   | 121                        |
| Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation                       | -                    | (67)               | -                              | -                            | (341)                    | -                             | -               | -                                 | -   | (408)  | -   | (408)                      |
| Actions privilégiées rachetées   | (213)                | -                  | -                              | -                            | (9)                      | -                             | -               | -                                 | -   | (222)  | -   | (222)                      |
| Actions propres – vente  | -                    | -                  | 127                            | 4 453                        | -                        | -                             | -               | -                                 | -   | 4 580  | -   | 4 580                      |
| Actions propres – achat  | -                    | -                  | (127)                          | (4 442)                      | -                        | -                             | -               | -                                 | -   | (4 569)  | -   | (4 569)                    |
| Attributions de rémunération fondée sur des actions                      | -                    | -                  | -                              | -                            | (7)                      | -                             | -               | -                                 | -   | (7)  | -   | (7)                        |
| Dividendes sur actions ordinaires  | -                    | -                  | -                              | -                            | (3 651)                  | -                             | -               | -                                 | -   | (3 651)  | -   | (3 651)                    |
| Dividendes sur actions privilégiées et autres                            | -                    | -                  | -                              | -                            | (253)                    | -                             | -               | -                                 | -   | (253)  | (94)                                      | (347)                      |
| Autres   | -                    | -                  | -                              | -                            | (26)                     | -                             | -               | -                                 | -   | (26)   | 30  | 4                          |
| Bénéfice net   | -                    | -                  | -                              | -                            | 8 244                    | -                             | -               | -                                 | -   | 8 244  | 98  | 8 342                      |
| Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt | -                    | -                  | -                              | -                            | 319                      | (72)                          | 490             | (41)                              | 377   | 696  | -   | 696                        |
| <b>Solde au 31 octobre 2013</b>  | 4 600 \$             | 14 377 \$          | 1 \$                           | 41 \$                        | 27 438 \$                | 347 \$                        | 686 \$          | 175 \$                            | 1 208 \$  | 47 665 \$                                      | 1 795 \$                                  | 49 460 \$                  |
| Variations des capitaux propres  |                      |                    |                                |                              |                          |                               |                 |                                   |   |  |   |                            |
| Capital social émis  | 1 000                | 150                | -                              | -                            | (14)                     | -                             | -               | -                                 | -   | 1 136  | -   | 1 136                      |
| Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation                       | -                    | (16)               | -                              | -                            | (97)                     | -                             | -               | -                                 | -   | (113)  | -   | (113)                      |
| Actions privilégiées rachetées   | (1 525)              | -                  | -                              | -                            | -                        | -                             | -               | -                                 | -   | (1 525)  | -   | (1 525)                    |
| Actions propres – vente  | -                    | -                  | 124                            | 5 333                        | -                        | -                             | -               | -                                 | -   | 5 457  | -   | 5 457                      |
| Actions propres – achat  | -                    | -                  | (125)                          | (5 303)                      | -                        | -                             | -               | -                                 | -   | (5 428)  | -   | (5 428)                    |
| Attributions de rémunération fondée sur des actions                      | -                    | -                  | -                              | -                            | (9)                      | -                             | -               | -                                 | -   | (9)  | -   | (9)                        |
| Dividendes sur actions ordinaires  | -                    | -                  | -                              | -                            | (4 097)                  | -                             | -               | -                                 | -   | (4 097)  | -   | (4 097)                    |
| Dividendes sur actions privilégiées et autres                            | -                    | -                  | -                              | -                            | (213)                    | -                             | -               | -                                 | -   | (213)  | (94)                                      | (307)                      |
| Autres   | -                    | -                  | -                              | -                            | (8)                      | -                             | -               | -                                 | -   | (8)  | 18  | 10                         |
| Bénéfice net   | -                    | -                  | -                              | -                            | 8 910                    | -                             | -               | -                                 | -   | 8 910  | 94  | 9 004                      |
| Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt | -                    | -                  | -                              | -                            | (295)                    | 85                            | 1 205           | (80)                              | 1 210   | 915  | -   | 915                        |
| <b>Solde au 31 octobre 2014</b>  | 4 075 \$             | 14 511 \$          | -\$                            | 71 \$                        | 31 615 \$                | 432 \$                        | 1 891 \$        | 95 \$                             | 2 418 \$  | 52 690 \$                                      | 1 813 \$                                  | 54 503 \$                  |
| Variations des capitaux propres  |                      |                    |                                |                              |                          |                               |                 |                                   |   |  |   |                            |
| Capital social émis  | 1 350                | 62                 | -                              | -                            | (21)                     | -                             | -               | -                                 | -   | 1 391  | -   | 1 391                      |
| Actions privilégiées rachetées   | (325)                | -                  | -                              | -                            | -                        | -                             | -               | -                                 | -   | (325)  | -   | (325)                      |
| Actions propres – vente  | -                    | -                  | 117                            | 6 098                        | -                        | -                             | -               | -                                 | -   | 6 215  | -   | 6 215                      |
| Actions propres – achat  | -                    | -                  | (119)                          | (6 131)                      | -                        | -                             | -               | -                                 | -   | (6 250)  | -   | (6 250)                    |
| Attributions de rémunération fondée sur des actions                      | -                    | -                  | -                              | -                            | (1)                      | -                             | -               | -                                 | -   | (1)  | -   | (1)                        |
| Dividendes sur actions ordinaires  | -                    | -                  | -                              | -                            | (4 443)                  | -                             | -               | -                                 | -   | (4 443)  | -   | (4 443)                    |
| Dividendes sur actions privilégiées et autres                            | -                    | -                  | -                              | -                            | (191)                    | -                             | -               | -                                 | -   | (191)  | (92)                                      | (283)                      |
| Autres   | -                    | -                  | -                              | -                            | (5)                      | -                             | -               | -                                 | -   | (5)  | (37)                                      | (42)                       |
| Bénéfice net   | -                    | -                  | -                              | -                            | 9 925                    | -                             | -               | -                                 | -   | 9 925  | 101                                       | 10 026                     |
| Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt | -                    | -                  | -                              | -                            | 932                      | (117)                         | 2 536           | (211)                             | 2 208   | 3 140  | 13  | 3 153                      |
| <b>Solde au 31 octobre 2015</b>  | 5 100 \$             | 14 573 \$          | (2) \$                         | 38 \$                        | 37 811 \$                | 315 \$                        | 4 427 \$        | (116) \$                          | 4 626 \$  | 62 146 \$                                      | 1 798 \$                                  | 63 944 \$                  |

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

**Tableaux consolidés des flux de trésorerie**

Pour les exercices clos

| (en millions de dollars canadiens)   | le 31 octobre<br>2015 | le 31 octobre<br>2014 | le 31 octobre<br>2013 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>  |                       |                       |                       |
| Bénéfice net   | 10 026 \$             | 9 004 \$              | 8 342 \$              |
| Ajustements liés aux éléments sans effet de trésorerie et autres                                     |                       |                       |                       |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances   | 1 097                 | 1 164                 | 1 237                 |
| Amortissement  | 527                   | 499                   | 445                   |
| Impôt différé  | 302                   | (207)                 | (72)                  |
| Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles                            | 719                   | 674                   | 576                   |
| Perte de valeur de participations dans des coentreprises et des entreprises associées                | 3                     | -                     | 20                    |
| Pertes (profits) à la vente de locaux et de matériel   | (32)                  | 14                    | (24)                  |
| Pertes (profits) sur les titres disponibles à la vente   | (220)                 | (228)                 | (217)                 |
| Pertes (profits) à la cession d'activités  | (77)                  | 95                    | (17)                  |
| Perte de valeur de titres disponibles à la vente   | 59                    | 25                    | 26                    |
| Quote-part des pertes (des bénéfices) des coentreprises et des entreprises associées                 | (149)                 | (162)                 | (159)                 |
| Profits nets à la vente de coentreprises et d'entreprises associées                                  | -                     | (62)                  | -                     |
| Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation                           |                       |                       |                       |
| Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance  | 546                   | 530                   | 113                   |
| Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer  | (279)                 | 187                   | (467)                 |
| Impôt exigible   | (905)                 | (206)                 | 354                   |
| Actifs dérivés   | (18 228)              | (12 580)              | 16 475                |
| Passifs dérivés  | 18 893                | 12 237                | (20 017)              |
| Titres détenus à des fins de transaction   | (7 401)               | (7 253)               | (23 038)              |
| Prêts, déduction faite de la titrisation   | (34 964)              | (27 096)              | (20 175)              |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés                                 | (39 143)              | (18 063)              | (5 260)               |
| Dépôts, déduction faite de la titrisation  | 86 979                | 52 339                | 41 857                |
| Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés      | 18 957                | 3 915                 | (3 616)               |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert  | (2 687)               | 3 233                 | 6 372                 |
| Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers  | 664                   | (638)                 | 536                   |
| Autres   | (10 538)              | (2 247)               | 3 794                 |
| <b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>                 | <b>24 149</b>         | <b>15 174</b>         | <b>7 085</b>          |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>  |                       |                       |                       |
| Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques   | (14 456)              | 640                   | 1 207                 |
| Produit de la vente de titres disponibles à la vente   | 10 331                | 8 795                 | 6 476                 |
| Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente                                     | 33 294                | 38 950                | 37 099                |
| Acquisitions de titres disponibles à la vente  | (51 304)              | (54 208)              | (41 057)              |
| Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance                              | 16                    | 285                   | 401                   |
| Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance   | (1 942)               | (1 625)               | (284)                 |
| Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles                 | (1 337)               | (1 227)               | (932)                 |
| Produit de cessions  | 255                   | 173                   | 17                    |
| Flux de trésorerie affectés aux acquisitions   | -                     | -                     | (2 537)               |
| <b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement</b>               | <b>(25 143)</b>       | <b>(8 217)</b>        | <b>390</b>            |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>  |                       |                       |                       |
| Rachat de titres de fiducie de capital   | -                     | (900)                 | -                     |
| Émission de débentures subordonnées  | 1 000                 | 2 000                 | 2 046                 |
| Remboursement de débentures subordonnées   | (1 700)               | (1 600)               | (2 000)               |
| Émission d'actions ordinaires  | 62                    | 150                   | 121                   |
| Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation   | -                     | (113)                 | (408)                 |
| Émission d'actions privilégiées  | 1 350                 | 1 000                 | -                     |
| Rachat d'actions privilégiées  | (325)                 | (1 525)               | (222)                 |
| Actions propres – vente  | 6 215                 | 5 457                 | 4 580                 |
| Actions propres – achat  | (6 250)               | (5 428)               | (4 569)               |
| Dividendes versés  | (4 564)               | (4 211)               | (3 810)               |
| Frais d'émission   | (21)                  | (14)                  | -                     |
| Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle          | (92)                  | (94)                  | (94)                  |
| Variation des emprunts à court terme des filiales  | (105)                 | (6)                   | (93)                  |
| <b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement</b>                 | <b>(4 430)</b>        | <b>(5 284)</b>        | <b>(4 449)</b>        |
| Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques | 455                   | 198                   | 96                    |
| <b>Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques</b>                        | <b>(4 969)</b>        | <b>1 871</b>          | <b>3 122</b>          |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période <sup>(1)</sup>                   | 17 421                | 15 550                | 12 428                |
| <b>Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période <sup>(1)</sup></b>            | <b>12 452 \$</b>      | <b>17 421 \$</b>      | <b>15 550 \$</b>      |
| <b>Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :</b>  |                       |                       |                       |
| Intérêts versés  | 7 096 \$              | 7 186 \$              | 7 223 \$              |
| Intérêts reçus   | 21 132                | 20 552                | 19 348                |
| Dividendes reçus   | 1 843                 | 1 702                 | 1 478                 |
| Impôt sur le résultat payé   | 2 046                 | 2 315                 | 1 479                 |

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,6 milliards de dollars au 31 octobre 2015 (2,0 milliards au 31 octobre 2014; 2,6 milliards au 31 octobre 2013; 2,1 milliards au 1<sup>er</sup> novembre 2012).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

## Note 1 Informations générales

La Banque Royale du Canada et ses filiales (la Banque) offrent, à l'échelle mondiale, des services financiers diversifiés, dont des produits et services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de gestion de patrimoine, d'assurance, aux investisseurs et liés aux marchés des capitaux. Se reporter à la note 30 pour en savoir davantage sur nos secteurs d'exploitation.

La société mère, la Banque Royale du Canada, est une banque de l'annexe I en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada), constituée et établie au Canada. Notre bureau central est situé au Royal Bank Plaza, 200 Bay Street, Toronto (Ontario), Canada, et notre siège social, au 1, Place Ville Marie, Montréal (Québec), Canada. Nos actions ordinaires sont inscrites à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole RY.

Ces états financiers consolidés sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). À moins d'indication contraire, les montants sont libellés en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf les montants par action et les pourcentages. Les présents états financiers consolidés sont également conformes au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS. Les méthodes comptables décrites à la note 2 ont été appliquées avec cohérence à toutes les périodes présentées.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2015, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers consolidés.

## Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, des estimations et des jugements

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers consolidés, y compris les exigences comptables prescrites par le BSIF, sont résumées ci-après. Ces méthodes comptables sont conformes, dans tous leurs aspects significatifs, aux IFRS.

### Généralités

#### Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés exige que la direction établisse des estimations subjectives et des hypothèses qui influent sur les montants présentés concernant les actifs, les passifs, le résultat net et l'information connexe. Les estimations faites par la direction se fondent sur l'expérience passée et des hypothèses qui sont considérées comme étant raisonnables. Les principales sources d'incertitude liée aux estimations comprennent : la dépréciation des valeurs mobilières, la détermination de la juste valeur des instruments financiers, la provision pour pertes sur créances, la décomptabilisation d'actifs financiers, les sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance, les prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, l'impôt sur le résultat, la valeur comptable du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, les provisions pour litiges, et les produits différés au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit. Par conséquent, les résultats réels pourraient être différents de ces estimations ainsi que de certaines autres, ce qui pourrait avoir une incidence sur nos futurs états financiers consolidés. Se reporter aux méthodes comptables pertinentes décrites dans cette note pour plus de détails sur notre utilisation d'estimations et d'hypothèses.

#### Jugements importants

Lors de la préparation des présents états financiers consolidés, la direction a dû faire des jugements importants qui ont une incidence sur la valeur comptable de certains actifs et passifs et sur les montants présentés des revenus et des charges comptabilisés au cours de la période. Les éléments suivants ont nécessité des jugements importants, comme il est décrit aux notes indiquées des états financiers consolidés :

|  |   |  |   |
|--|---|--|---|
| Consolidation d'entités structurées              | Note 2 – page 141<br>Note 7 – page 177                        | Dépréciation des valeurs mobilières                          | Note 2 – page 142<br>Note 4 – page 169                        |
| Juste valeur des instruments financiers          | Note 2 – page 144<br>Note 3 – page 154                        | Mise en application de la méthode du taux d'intérêt effectif | Note 2 – page 145   |
| Provision pour pertes sur créances               | Note 2 – page 147<br>Note 5 – page 173                        | Décomptabilisation d'actifs financiers                       | Note 2 – page 148<br>Note 6 – page 175                        |
| Avantages du personnel                           | Note 2 – page 149<br>Note 17 – page 195                       | Impôt sur le résultat  | Note 2 – page 150<br>Note 24 – page 210                       |
| Goodwill et autres immobilisations incorporelles | Note 2 – page 150<br>Note 10 – page 188<br>Note 11 – page 190 | Provisions   | Note 2 – page 152<br>Note 26 – page 212<br>Note 27 – page 215 |

#### Principes de consolidation

Nos états financiers consolidés comprennent l'actif et le passif ainsi que les résultats d'exploitation de la société mère, la Banque Royale du Canada, et de ses filiales, y compris certaines entités structurées, compte tenu de l'élimination des transactions, des soldes, des revenus et des charges intersociétés.

#### Consolidation

Les filiales sont les entités, y compris les entités structurées, sur lesquelles nous exerçons un contrôle. Nous contrôlons une entité lorsque nous sommes exposés ou que nous avons droit à des rendements variables en raison de nos liens avec l'entité et que nous avons la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir que nous détenons sur l'entité émettrice. Nous détenons le pouvoir sur une entité lorsque nous avons des droits effectifs qui nous confèrent la capacité actuelle de diriger les activités qui ont l'incidence la plus importante sur les rendements de l'entité (les activités pertinentes). Le pouvoir peut être déterminé sur la base des droits de vote ou, dans le cas des entités structurées, d'autres accords contractuels.

Nous ne sommes pas considérés comme exerçant un contrôle sur une entité lorsque nous exerçons un pouvoir sur une entité à titre de mandataire. Pour déterminer si nous agissons comme mandataire, nous examinons la relation globale existant entre nous, l'entité émettrice et les autres parties à l'accord en fonction des facteurs suivants : i) l'étendue de notre pouvoir décisionnel; ii) les droits détenus par d'autres parties; iii) la rémunération à laquelle nous avons droit; iv) notre exposition à la variabilité des rendements.



La détermination du contrôle est fondée sur les faits et circonstances actuels et fait l'objet d'une évaluation sur une base continue. Dans certains cas, l'évaluation de divers facteurs et de diverses conditions peut porter à croire que le contrôle de l'entité est exercé par différentes parties, selon que ces facteurs ou ces conditions sont évalués séparément ou dans leur ensemble. Nous devons exercer un jugement important lorsque nous évaluons les facteurs et les conditions pertinents dans leur ensemble afin de déterminer si nous contrôlons une entité. Plus précisément, nous exerçons notre jugement lorsque nous évaluons si nous avons d'importants droits décisionnels sur les activités pertinentes et si nous exerçons notre pouvoir en agissant pour notre propre compte ou comme mandataire.

Nous consolidons toutes nos filiales à partir de la date à laquelle nous obtenons le contrôle, et cessons de consolider une entité lorsqu'elle n'est plus contrôlée par nous. Nos conclusions aux fins de la consolidation ont une incidence sur le classement et le montant des actifs, des passifs, des revenus et des charges comptabilisés dans nos états financiers consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales que nous consolidons sont présentées dans nos bilans consolidés à titre de composante distincte des capitaux propres, séparément des capitaux propres attribuables aux actionnaires. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présenté séparément dans nos comptes consolidés de résultat.

#### *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*

Nos participations dans des sociétés en commandite et des sociétés liées sur lesquelles nous exerçons une influence notable sont comptabilisées au moyen de la méthode de la mise en équivalence. Nous utilisons également cette méthode pour comptabiliser nos participations dans des coentreprises sur lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint. Selon la méthode de la mise en équivalence, les participations sont initialement comptabilisées au coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser notre quote-part du résultat net de l'entité émettrice (y compris notre quote-part des autres éléments du résultat global de l'entité émettrice) après la date d'acquisition.

#### *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*

Les actifs non courants (et les groupes destinés à être cédés) sont classés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel, la direction doit s'être engagée à l'égard de la vente et il doit être hautement probable que la vente aura lieu d'ici un an. Les actifs non courants (et les groupes destinés à être cédés) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au plus faible de leur valeur comptable précédente et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, et sont présentés séparément des autres actifs dans les bilans consolidés si leur montant est important.

Un groupe destiné à être cédé est classé à titre d'activités abandonnées s'il respecte les conditions suivantes : i) il s'agit d'une composante distincte du reste de nos activités, tant du point de vue financier que de l'exploitation et ii) soit il représente une ligne d'activité principale et distincte, soit il fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte. Les groupes destinés à être cédés classés dans les activités abandonnées sont présentés séparément de nos activités poursuivies dans nos comptes consolidés de résultat.

#### **Changements de méthodes comptables**

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté les nouvelles prises de position faisant autorité en comptabilité suivantes.

#### **IAS 32, Instruments financiers : Présentation (IAS 32)**

Les modifications à IAS 32 clarifient les exigences actuelles pour la compensation des actifs financiers et des passifs financiers. La norme fournit des précisions sur le droit juridique de compenser des transactions, ainsi que sur les circonstances où les transactions réglées au moyen d'un système de règlement brut répondent aux critères de règlement simultané. Nous avons adopté les modifications de façon rétrospective le 1<sup>er</sup> novembre 2014. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur nos états financiers consolidés.

#### **Interprétation 21, Droits ou taxes (IFRIC 21) de l'International Financial Reporting Standards (IFRS) Interpretations Committee (IFRIC)**

IFRIC 21 fournit des directives sur le moment où il faut comptabiliser un passif au titre d'un droit ou d'une taxe dont la comptabilisation est requise par IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. Elle traite également de la comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe dont l'échéance ou le montant sont certains. L'interprétation précise que l'événement générateur d'obligation qui crée le passif relatif au paiement d'un droit ou d'une taxe est l'activité décrite dans la législation pertinente qui rend le droit ou la taxe exigible. Nous avons adopté la norme de façon prospective le 1<sup>er</sup> novembre 2014. Nous n'avons pas retraité nos résultats trimestriels ou annuels pour les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> novembre 2014, puisque les montants n'étaient pas importants. L'adoption de cette interprétation n'a pas eu d'incidence significative sur nos états financiers consolidés.

#### **Instruments financiers – comptabilisation et évaluation**

##### **Valeurs mobilières**

Les titres sont classés initialement, selon l'intention de la direction, comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, disponibles à la vente ou détenus jusqu'à leur échéance. Certains titres d'emprunt à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif peuvent être classés au titre des prêts et créances.

Les titres détenus à des fins de transaction comprennent les titres acquis aux fins de vente à court terme qui sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net en raison de leur nature, ainsi que les titres désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'option de la juste valeur. Les obligations découlant de la livraison des titres détenus à des fins de transaction vendus mais non encore acquis sont comptabilisées à titre de passif et inscrites à leur juste valeur. Les profits et les pertes réalisés et latents relativement à ces titres sont inclus dans le poste Revenus tirés des activités de négociation, sous la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Les dividendes et les revenus d'intérêt afférents aux titres détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans le revenu d'intérêt. Les intérêts et les dividendes sur les titres portant intérêt et les titres de participation vendus à découvert sont comptabilisés dans les frais d'intérêt.

Les titres disponibles à la vente comprennent : i) les titres qui peuvent être vendus pour répondre aux besoins de liquidités, par suite ou en prévision de variations des taux d'intérêt et du risque connexe de paiement anticipé, de variations du risque de change, de changements des sources ou des modalités de financement; et ii) les titres de substitut de prêt, qui consistent en des instruments de financement de clients, structurés comme des placements après impôt plutôt que comme des prêts ordinaires afin d'offrir aux clients un taux d'emprunt avantageux. Les titres disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur. Les profits et les pertes latents découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les autres composantes des capitaux propres. Les variations des taux de change liés aux titres de participation disponibles à la vente sont comptabilisées dans les autres composantes des capitaux propres, alors que les variations des taux de change liés aux titres

d'emprunt disponibles à la vente sont comptabilisées au poste Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, dans les revenus autres que d'intérêt. Lorsque le titre est vendu, tout profit ou perte cumulé comptabilisé dans les autres composantes des capitaux propres est inclus au poste Profits nets sur les titres disponibles à la vente, dans les revenus autres que d'intérêt. Les primes ou les escomptes à l'achat de titres d'emprunt disponibles à la vente sont amortis sur la durée de vie du titre selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont comptabilisés dans le revenu net d'intérêt.

Chaque date de clôture, ou plus fréquemment lorsque les conditions l'exigent, nous évaluons nos titres disponibles à la vente afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Une telle indication existe notamment, dans le cas des titres d'emprunt, lorsqu'une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs provenant d'un actif ou d'un groupe d'actifs peut être estimée de façon fiable et, dans le cas des titres de participation, lorsqu'il y a une baisse importante ou prolongée de la juste valeur d'un placement en deçà de son coût.

Lorsque nous évaluons la perte de valeur des titres d'emprunt, nous étudions principalement les notations des contreparties et les facteurs propres aux titres, notamment la priorité de rang, les notations externes et la valeur de toute garantie détenue, pour lesquels il peut ne pas y avoir de donnée de marché facilement accessible. La direction doit faire largement appel à son jugement pour évaluer la perte de valeur puisqu'elle doit tenir compte de tous les éléments probants disponibles pour déterminer si des indications objectives de dépréciation existent et si le capital et les intérêts sur les titres d'emprunt disponibles à la vente peuvent être entièrement recouverts. Pour évaluer les titres d'emprunt complexes, nous utilisons des modèles de prévision des flux de trésorerie qui tiennent compte des flux de trésorerie réels et prévus pour chaque titre, déterminés en fonction de facteurs propres à chaque titre et au moyen d'un certain nombre d'hypothèses et de données nécessitant le jugement de la direction, telles que les défaillances, le remboursement anticipé et les taux de recouvrement. Étant donné le caractère subjectif du choix de ces données et hypothèses, le montant réel et le moment de réalisation des flux de trésorerie futurs peuvent différer des estimations utilisées par la direction et, par conséquent, peuvent donner lieu à des conclusions différentes quant à la constatation ou à l'évaluation de la perte de valeur.

Pour déterminer s'il existe une indication objective que les titres de participation se sont dépréciés, nous tenons compte de facteurs tels que la durée au cours de laquelle et la mesure dans laquelle la juste valeur a été inférieure au coût, ainsi que de l'évaluation de la direction quant aux risques liés à la situation financière et aux activités de l'émetteur et à tout autre risque qu'il présente. La direction examine tous ces facteurs afin de déterminer la perte de valeur, mais dans la mesure où son jugement peut différer du montant réel et du moment du recouvrement de la juste valeur, l'estimation de la perte de valeur pourrait changer d'une période à l'autre selon les événements futurs qui pourraient survenir ou non et, par conséquent, les conclusions relatives à la dépréciation des titres de participation peuvent différer.

Si un titre disponible à la vente a subi une perte de valeur, la perte cumulée latente qui a antérieurement été comptabilisée dans les autres composantes des capitaux propres est sortie des capitaux propres et comptabilisée au poste Profits nets sur les titres disponibles à la vente, dans les revenus autres que d'intérêt. Le montant de la perte cumulée est égal à la différence entre le coût/coût amorti et la juste valeur actuelle du titre, diminuée de toute perte de valeur antérieurement comptabilisée. À la suite d'une perte de valeur, les diminutions additionnelles de la juste valeur sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt, sauf si la diminution est liée à des variations du taux d'intérêt sans risque, et les augmentations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres composantes des capitaux propres jusqu'à la vente. En ce qui a trait aux titres d'emprunt disponibles à la vente, le montant de la reprise des pertes de valeur antérieurement comptabilisées est inscrit dans nos comptes consolidés de résultat si la reprise peut être objectivement reliée à un événement survenant après la comptabilisation de la perte de valeur.

Les titres détenus jusqu'à leur échéance sont des titres d'emprunt que nous avons l'intention et la capacité de détenir jusqu'à la date d'échéance. Ces titres sont initialement comptabilisés à la juste valeur et par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur que nous évaluons au moyen du même modèle de dépréciation que celui utilisé pour les prêts. Les revenus d'intérêt et l'amortissement des primes et des escomptes sur les titres d'emprunt sont comptabilisés dans le revenu net d'intérêt. En ce qui a trait aux titres détenus jusqu'à leur échéance, le montant de la reprise des pertes de valeur antérieurement comptabilisées est inscrit dans nos comptes consolidés de résultat si la reprise peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la perte de valeur. Les reprises de pertes de valeurs sur des titres détenus jusqu'à leur échéance sont comptabilisées à un montant qui n'excède pas le coût amorti du placement qui aurait été obtenu si la perte de valeur n'avait pas été comptabilisée à la date à laquelle elle est reprise. Les titres détenus jusqu'à leur échéance ont été inclus dans les titres disponibles à la vente de nos bilans consolidés.

Nous comptabilisons la totalité de nos titres selon la méthode de comptabilisation à la date de règlement. Les variations de la juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont inscrites dans le résultat en ce qui a trait aux titres classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, et les variations de la juste valeur des titres disponibles à la vente entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, à l'exception des variations des taux de change sur les titres d'emprunt, lesquelles sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt.

### **Option de la juste valeur**

Un instrument financier peut être désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (option de la juste valeur) au moment de la constatation initiale, et ce, même si cet instrument n'a pas été acquis ou pris en charge principalement en vue de sa revente ou de son rachat à court terme. Un instrument qui est désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net en vertu de l'option de la juste valeur doit avoir une juste valeur mesurable de façon fiable et satisfaisante à l'un des critères suivants : i) il en résulte l'élimination ou la réduction importante d'une disparité de traitement en matière d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait autrement du fait que les actifs ou les passifs sont évalués sur une base différente, ou que les profits et les pertes sur ces éléments sont comptabilisés sur une base différente (une non-concordance comptable); ii) la gestion et l'évaluation du groupe d'actifs financiers ou de passifs financiers auquel appartient l'instrument se font en fonction de la juste valeur conformément à notre stratégie en matière de gestion des risques, et l'information est communiquée sur cette base aux principaux dirigeants, et nous pouvons démontrer que les risques financiers importants sont éliminés ou réduits de manière importante ou iii) un dérivé est incorporé au contrat hôte financier ou non financier et le dérivé n'est pas étroitement lié au contrat hôte. Ces instruments ne peuvent pas être sortis de la catégorie « à la juste valeur par le biais du résultat net » pendant qu'ils sont détenus ou une fois qu'ils ont été émis.

Les actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur et tout profit ou toute perte latent découlant des variations de la juste valeur est inscrit aux postes Revenu tiré des activités de négociation ou Revenus autres que d'intérêt – Autres. Les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur et les variations de la juste valeur attribuables aux modifications de notre risque de crédit propre sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net. Les autres variations de la juste valeur sont comptabilisées aux postes Revenus tirés des activités de négociation ou Revenus autres que d'intérêt – Autres. Lors de la comptabilisation initiale, si nous déterminons que la présentation de l'incidence des variations du risque de crédit propre dans les autres éléments du résultat global créerait ou accroîtrait une non-concordance comptable dans le résultat net, la variation de la juste valeur de notre dette désignée à la juste valeur par le biais du résultat net est entièrement constatée en résultat net.

Pour déterminer les ajustements à la juste valeur de nos titres d'emprunt désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, nous calculons la valeur actualisée de ces instruments en fonction des flux de trésorerie contractuels sur la durée du contrat, selon notre taux de financement effectif au début et à la fin de la période, et nous comptabilisons la variation de la valeur actualisée dans les Autres éléments du résultat global, les Revenus tirés des activités de négociation ou les Revenus autres que d'intérêt – Autres, selon ce qui est le plus approprié.

### Détermination de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Nous déterminons la juste valeur en tenant compte de tous les facteurs que les intervenants du marché prendraient en considération pour établir un prix, y compris les méthodes d'évaluation généralement reconnues.

Le Conseil d'administration surveille l'évaluation des instruments financiers principalement par l'entremise du Comité d'audit et du Comité de gestion des risques. Le Comité d'audit revoit la présentation des instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur et les informations à fournir, tandis que le Comité de gestion des risques évalue le caractère adéquat des structures de gouvernance et des processus de contrôle concernant l'évaluation de ces instruments.

Nous avons mis en place des politiques, des procédures et des contrôles liés aux méthodes et aux techniques d'évaluation afin de nous assurer que la juste valeur fait l'objet d'une estimation raisonnable. Les principaux processus et contrôles d'évaluation comprennent, sans s'y limiter, la ventilation des profits et des pertes, la vérification indépendante des prix et les normes de validation des modèles. Ces processus de contrôle sont gérés soit par le groupe Finance, soit par la Gestion des risques du Groupe et ils sont indépendants des secteurs d'activité connexes et de leurs fonctions de négociation. La ventilation des profits et des pertes est un processus qui vise à expliquer les variations de la juste valeur de certaines positions et elle est effectuée quotidiennement pour les portefeuilles de négociation. Tous les instruments comptabilisés à la juste valeur sont soumis à la vérification indépendante des prix, soit un processus en vertu duquel les évaluations de la fonction de négociation sont comparées aux cours du marché externe et à d'autres données de marché pertinentes. Les sources de données de marché comprennent les cours du marché, les courtiers et les prix du vendeur. Nous accordons la priorité aux services d'établissement des prix de tierce partie et aux prix dont l'exactitude est la plus élevée et la plus constante. Le niveau d'exactitude est déterminé au fil du temps en comparant les prix déterminés par des tiers aux prix déterminés par des courtiers ou un système, aux prix déterminés par d'autres services d'établissement des prix et, lorsqu'elles sont disponibles, aux données de négociation réelles. D'autres techniques d'évaluation sont utilisées lorsque les prix ou les cours ne sont pas disponibles. Certains processus d'évaluation ont recours à des modèles pour déterminer la juste valeur. Notre démarche en matière d'utilisation de modèles est systématique et constante. L'utilisation de modèles d'évaluation conformes à notre cadre de gestion des risques liés aux modèles est approuvée. Le cadre traite, entre autres choses, des normes d'établissement des modèles, des processus et procédures de validation et des autorités d'approbation. La validation des modèles permet de s'assurer qu'un modèle est adéquat pour l'utilisation prévue et définit des paramètres quant à son utilisation. Tous les modèles sont régulièrement soumis au processus de validation par des membres du personnel qualifiés qui sont indépendants des processus de conception et d'élaboration des modèles. Notre modèle de profil de risque est présenté tous les ans au Conseil d'administration.

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, permet une exception, au moyen d'un choix de méthode comptable, visant l'évaluation de la juste valeur d'un portefeuille d'instruments financiers selon l'exposition nette au risque ouverte lorsque certains critères sont respectés. Nous avons opté pour ce choix de méthode afin de déterminer la juste valeur de certains portefeuilles d'instruments financiers, principalement des dérivés, en fonction de l'exposition nette au risque de crédit ou de marché.

Nous comptabilisons les ajustements au titre de l'évaluation afin de refléter adéquatement la qualité du crédit de la contrepartie relativement à notre portefeuille de dérivés, les différences entre la courbe des swaps indexés sur le taux à un jour et les taux interbancaires offerts à Londres (LIBOR) pour les dérivés garantis par des créances, les ajustements de l'évaluation liés au financement pour les dérivés hors cote sous-garantis et non garantis par des créances, les profits ou les pertes latents à la création de la transaction, les écarts acheteur-vendeur, les paramètres non observables et les limitations du modèle. Ces ajustements peuvent être subjectifs étant donné qu'un jugement important doit être exercé dans la sélection des données, notamment la probabilité d'une défaillance et le taux de recouvrement, et ils visent à obtenir une juste valeur reflétant les hypothèses qui seraient prises en compte par les intervenants du marché dans le cadre de l'établissement du prix des instruments financiers. Le prix réalisé sur une transaction peut différer de sa valeur comptable antérieurement estimée à l'aide du jugement de la direction et, par conséquent, avoir une incidence sur les profits et les pertes latents constatés aux postes Revenus tirés des activités de négociation ou Autres de la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Des ajustements au titre de l'évaluation sont comptabilisés relativement au risque de crédit lié à nos portefeuilles de dérivés afin d'établir la juste valeur de ceux-ci. Les ajustements de l'évaluation liés au crédit tiennent compte de la qualité du crédit de nos contreparties, de l'évaluation à la valeur de marché actuelle ou future éventuelle des transactions ainsi que de l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit, telles que les conventions-cadres de compensation et les conventions d'affectation d'actifs en garantie. Les montants des ajustements de l'évaluation liés au crédit sont établis en fonction des estimations du risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, de la probabilité d'une défaillance, des taux de recouvrement pour chaque contrepartie, ainsi que des corrélations entre les facteurs de marché et de crédit. Le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance correspond aux montants des actifs et des passifs liés aux dérivés prévus au moment de la défaillance, estimés au moyen d'un processus de modélisation qui tient compte des facteurs de risque sous-jacents. La probabilité d'une défaillance et le taux de recouvrement sont habituellement fondés sur les cours du marché pour une protection de crédit et les notations liées à la contrepartie. La corrélation est la mesure statistique de la façon dont les facteurs de crédit et de marché peuvent varier les uns en fonction des autres. La corrélation est estimée à l'aide de données historiques et de données du marché lorsque de telles données sont disponibles. Les ajustements de l'évaluation liés au crédit sont calculés quotidiennement et les variations sont comptabilisées au poste Revenus tirés des activités de négociation de la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Selon notre méthode d'évaluation de la juste valeur des dérivés hors cote garantis par des créances au moyen de la courbe des swaps indexés sur le taux à un jour, la différence entre les taux de certains swaps indexés sur le taux à un jour et le LIBOR dans l'évaluation des dérivés est considérée comme un ajustement au titre de l'évaluation.

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont également calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés hors cote sous-garantis ou non garantis par des créances. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

Au besoin, lorsque la juste valeur d'un instrument financier n'est pas dérivée d'un prix coté sur le marché ou qu'elle ne s'appuie pas sur d'autres transactions observables sur le marché, selon une technique d'évaluation qui tient compte de données observables sur le marché, un ajustement au titre de l'évaluation est apporté afin de refléter le profit ou la perte latent à la création de cet instrument financier.

Un ajustement au titre de l'évaluation des cours acheteur et vendeur est nécessaire lorsqu'un instrument financier est évalué au cours moyen, plutôt qu'au cours acheteur ou vendeur de l'actif ou du passif, respectivement. L'ajustement au titre de l'évaluation tient compte de l'écart entre le cours moyen et, soit le cours acheteur, soit le cours vendeur.

Certains modèles d'évaluation nécessitent un calibrage des paramètres en fonction de facteurs comme les prix des options observés sur le marché. Le calibrage des paramètres peut varier en fonction de facteurs comme le choix des instruments ou la méthodologie d'optimisation. Un ajustement au titre de l'évaluation est également estimé afin d'atténuer les incertitudes liées au calibrage des paramètres et les limitations du modèle.

Pour déterminer la juste valeur, on utilise une hiérarchie qui place en ordre de priorité les données utilisées dans les techniques d'évaluation. Selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, le plus haut niveau correspond aux prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1) et le niveau le plus bas correspond aux données non observables (niveau 3). La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Les données du niveau 1 correspondent aux prix cotés non ajustés sur des marchés actifs, auxquels nous avons accès à la date d'évaluation, pour des actifs ou des passifs identiques. Les données du niveau 2 comprennent les prix cotés pour des actifs ou passifs semblables sur des marchés actifs, les prix cotés pour des actifs ou passifs identiques ou semblables sur des marchés qui sont inactifs, et les données du modèle qui sont observables ou qui peuvent être corroborées par des données observables sur le marché sur pratiquement toute la durée de vie des actifs ou des passifs. Les données du niveau 3 correspondent à une ou à plusieurs données non observables qui sont importantes aux fins du calcul de la juste valeur de l'actif ou du passif. Les données non observables sont utilisées pour évaluer la juste valeur dans la mesure où des données observables ne sont pas disponibles à la date d'évaluation. La disponibilité des données aux fins de l'évaluation peut influencer sur la sélection des techniques d'évaluation. Un instrument financier est classé aux fins de présentation en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

Lorsque des prix ou des données observables ne sont pas disponibles, la direction doit exercer son jugement pour déterminer les justes valeurs en évaluant d'autres sources pertinentes d'information, comme les données historiques et les données indirectes de transactions semblables, et en utilisant des techniques d'extrapolation et d'interpolation. Pour ce qui est des instruments plus complexes ou illiquides, un jugement important doit être exercé pour la détermination du modèle à utiliser, la sélection des données prises en compte dans le modèle et, dans certains cas, l'application d'ajustements à la valeur obtenue selon le modèle ou aux cours du marché associés aux instruments financiers qui ne sont pas négociés activement sur le marché, car la sélection des données du modèle peut être subjective et les données peuvent ne pas être observables. Les données non observables sont de par leur nature incertaines puisqu'il y a alors peu de données de marché disponibles, voire aucune telle donnée, pour déterminer dans quelle mesure une transaction peut être conclue dans le cours normal des affaires. Dans une telle situation, on évalue les ajustements appropriés au titre de l'évaluation qui sont apportés à ces données pour tenir compte du risque de marché et de l'incertitude des paramètres, ainsi que d'autres ajustements au titre de l'évaluation pour tenir compte du risque lié au modèle.

### **Intérêts**

Les intérêts sont comptabilisés dans le revenu d'intérêt et les frais d'intérêt, dans les comptes consolidés de résultat, en ce qui concerne tous les instruments financiers productifs d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif correspond au taux qui permet d'actualiser les flux de trésorerie futurs estimatifs sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif financier au montant de la valeur comptable nette lors de la constatation initiale. Nous devons exercer un jugement important lorsque nous évaluons le taux d'intérêt effectif, en raison de l'incertitude liée au montant des flux de trésorerie futurs et au moment de leur réalisation.

### **Coûts de transaction**

En ce qui concerne les instruments financiers classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, les coûts de transaction sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les coûts de transaction liés aux autres instruments financiers sont inscrits au bilan au moment de la comptabilisation initiale. Pour les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, les coûts de transaction inscrits au bilan sont amortis par le biais du résultat net sur la durée de vie estimée de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les actifs financiers disponibles à la vente évalués à la juste valeur qui n'ont pas de paiements déterminés ou déterminables ni d'échéance fixe, les coûts de transaction inscrits à l'actif sont comptabilisés en résultat net lorsque l'actif est décomptabilisé ou subit une dépréciation.

### **Compensation des actifs financiers et des passifs financiers**

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés au bilan lorsqu'il y a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

### **Biens achetés en vertu de conventions de revente et biens vendus en vertu de conventions de rachat**

Nous achetons des valeurs mobilières dans le cadre de conventions de revente et nous prenons possession de ces valeurs mobilières. Les conventions de revente sont traitées comme des transactions de prêts assortis de garanties, c'est-à-dire que nous suivons de près la valeur de marché des valeurs mobilières acquises et que des garanties supplémentaires sont obtenues, au besoin. Nous avons le droit de liquider les garanties en cas de défaillance de la part de la contrepartie. Nous vendons également des valeurs mobilières en vertu de conventions de rachat, lesquelles sont traitées comme des transactions d'emprunts assortis de garanties. Les titres reçus en vertu de conventions de revente et les titres livrés en vertu de conventions de rachat ne sont pas comptabilisés dans nos bilans consolidés ou décomptabilisés de ceux-ci, respectivement, à moins que les risques et avantages liés au droit de propriété aient été obtenus ou abandonnés.

Les conventions de revente et de rachat sont inscrites aux bilans consolidés aux montants d'achat ou de vente initiaux des valeurs mobilières, sauf lorsqu'elles sont désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et qu'elles sont comptabilisées à la juste valeur. Les intérêts gagnés sur les conventions de revente sont présentés à titre de revenu d'intérêt, et les intérêts engagés sur les conventions de rachat sont présentés à titre de frais d'intérêt dans nos comptes consolidés de résultat. Les variations de la juste valeur liées aux conventions de revente et de rachat désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont incluses dans le poste Revenus tirés des activités de négociation ou dans le poste Autres, sous la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

### **Dérivés**

Les dérivés sont utilisés principalement dans les activités de vente et de négociation. Les dérivés sont également utilisés pour gérer les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et les autres risques de marché. Les dérivés les plus souvent utilisés sont les swaps de taux d'intérêt, les contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt, les contrats de garantie de taux d'intérêt, les options sur taux d'intérêt, les contrats de change à terme de gré à gré, les swaps de devises, les contrats à terme standardisés sur devises, les options sur devises, les swaps sur actions et les dérivés de crédit. Tous les dérivés sont comptabilisés dans nos bilans consolidés à la juste valeur, y compris les dérivés incorporés à des contrats financiers et non financiers qui ne sont pas étroitement liés aux contrats hôtes.



Lorsque des dérivés sont incorporés dans d'autres instruments financiers ou contrats hôtes, de tels regroupements sont appelés instruments hybrides et font en sorte que certains des flux de trésorerie de l'instrument hybride varient d'une façon semblable à celle d'un dérivé autonome. Si le contrat hôte n'est pas comptabilisé à la juste valeur, et que les variations de la juste valeur ne sont pas prises en compte dans nos comptes consolidés de résultat, le dérivé incorporé doit habituellement être séparé du contrat hôte et comptabilisé de façon distincte à la juste valeur par le biais du résultat net si les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte. Tous les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes, bien qu'ils soient séparés aux fins de l'évaluation lorsque les conditions nécessaires à la séparation sont remplies.

Lorsque des dérivés sont utilisés dans le cadre des activités de vente et de négociation, les profits et les pertes réalisés et latents sur ces dérivés sont constatés au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation. Les dérivés ayant une juste valeur positive sont présentés à titre d'actifs dérivés, alors que les dérivés ayant une juste valeur négative sont présentés à titre de passifs dérivés. Conformément à notre politique pour la compensation des actifs et des passifs financiers, la juste valeur nette de certains actifs et passifs dérivés est présentée à titre d'actif ou de passif, selon le cas. Les ajustements de l'évaluation sont pris en compte dans la juste valeur des actifs dérivés et des passifs dérivés. Les primes versées et reçues sont présentées dans les actifs dérivés et les passifs dérivés, respectivement.

Lorsque les dérivés sont utilisés pour gérer nos propres risques, nous déterminons pour chaque dérivé si la comptabilité de couverture est appropriée, comme il est expliqué à la rubrique Comptabilité de couverture ci-après.

#### *Comptabilité de couverture*

Nous utilisons des dérivés et des produits non dérivés dans le cadre de nos stratégies de couverture afin de gérer notre exposition aux risques de taux d'intérêt, de change et de crédit ainsi qu'aux autres risques de marché. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée et documentée dès sa mise en place pour déterminer l'objectif précis de gestion du risque ainsi que la stratégie de couverture. La documentation précise l'actif, le passif ou les flux de trésorerie prévisionnels couverts, le risque géré par l'opération de couverture, le type d'instrument de couverture utilisé et la méthode d'évaluation de l'efficacité qui sera appliquée. Nous évaluons, aussi bien lors de la mise en place de la couverture que sur une base continue, si les instruments de couverture sont hautement efficaces pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts. Une couverture est considérée comme hautement efficace seulement si les deux conditions suivantes sont réunies : i) à la mise en place de la couverture et au cours des périodes ultérieures, on s'attend à ce que la couverture soit hautement efficace pour compenser les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert; ii) les résultats réels de l'opération de couverture se situent dans un intervalle prédéterminé. Dans le cas d'une couverture de transaction prévue, il doit être hautement probable que la transaction se concrétise et cette dernière doit présenter un risque de variation des flux de trésorerie qui pourrait au bout du compte avoir une incidence sur le profit net ou la perte nette présentée. On cesse d'appliquer la comptabilité de couverture lorsqu'il est établi que l'instrument de couverture n'est plus une couverture efficace, lorsque l'instrument de couverture est liquidé ou vendu, lorsque l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue ou lorsque la transaction prévue a cessé d'être hautement probable. Veuillez vous reporter à la note 8 pour obtenir des renseignements sur la juste valeur des instruments dérivés et non dérivés en fonction de leur relation de couverture, ainsi que sur les dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

#### *Couvertures de la juste valeur*

Dans une relation de couverture de la juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert est ajustée en fonction des variations de la juste valeur attribuables au risque couvert et est constatée dans les revenus autres que d'intérêt. Les variations de la juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure où la relation de couverture est efficace, sont compensées par les variations de la juste valeur du dérivé de couverture, lesquelles sont également constatées dans les revenus autres que d'intérêt. Lorsqu'on cesse d'appliquer la comptabilité de couverture, la valeur comptable de l'élément couvert n'est plus ajustée et les ajustements cumulatifs à la juste valeur portés à la valeur comptable de l'élément couvert sont amortis en résultat net sur la durée de vie restante de l'élément couvert.

Nous utilisons principalement des swaps de taux d'intérêt pour couvrir notre risque lié aux variations de la juste valeur des instruments à taux fixe découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

#### *Couvertures de flux de trésorerie*

Dans une relation de couverture de flux de trésorerie, la tranche efficace de la variation de la juste valeur du dérivé de couverture, déduction faite de l'impôt, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et la tranche inefficace est comptabilisée dans les revenus autres que d'intérêt. Lorsque la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée, les montants accumulés auparavant comptabilisés dans les autres composantes des capitaux propres sont reclassés dans le revenu net d'intérêt au cours des périodes où la variabilité des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur le revenu net d'intérêt. Les profits et les pertes latents sur les dérivés sont reclassés immédiatement en résultat net lorsque l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue, ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus susceptible de se réaliser.

Nous utilisons principalement des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variabilité des flux de trésorerie liés à un actif ou à un passif à taux variable.

#### *Couvertures de l'investissement net*

Dans le cas de la couverture du risque de change lié à un investissement net dans un établissement à l'étranger, la tranche efficace des profits et des pertes de change sur les instruments de couverture, déduction faite de l'impôt applicable, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, alors que la tranche inefficace est comptabilisée dans les revenus autres que d'intérêt. La totalité ou une partie des montants précédemment inclus dans les autres composantes des capitaux propres sont comptabilisés en résultat net à la cession totale ou partielle de l'établissement à l'étranger.

Nous utilisons des contrats de change et des passifs libellés en devises pour gérer le risque de change lié aux investissements nets dans des établissements à l'étranger qui ont une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien.

#### **Prêts**

Les prêts sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui ne sont pas classés comme disponibles à la vente. Les prêts sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Lorsque des prêts sont accordés au taux du marché, la juste valeur correspond au montant versé aux emprunteurs. Les prêts sont par la suite évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, duquel la perte de valeur est retranchée, à moins que nous entendions les vendre dans un avenir proche au moment de leur création ou qu'ils aient été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net; auquel cas, ils sont constatés à la juste valeur.

Nous évaluons à chaque date de clôture s'il y a une indication objective qu'un prêt (y compris les titres d'emprunt reclassés dans les prêts) est douteux. Les indications qu'un prêt est douteux comprennent les indices que l'emprunteur connaît des difficultés financières importantes, la probabilité de faillite ou d'autre réorganisation financière et une diminution mesurable des flux de trésorerie futurs estimés attestée par les changements défavorables de la solvabilité de l'emprunteur ou la conjoncture économique corrélés avec les défauts de paiement. Lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 90 jours, les prêts, à l'exception des soldes de cartes de crédit et des prêts garantis ou assurés par un gouvernement canadien (fédéral ou provincial) ou par un organisme gouvernemental canadien (collectivement, entités gouvernementales canadiennes), sont classés à titre de prêts douteux, sauf s'ils sont entièrement garantis et qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement de la dette à l'intérieur d'un délai de 180 jours après la date d'échéance du paiement. Les prêts garantis par une entité gouvernementale canadienne sont classés à titre de prêts douteux lorsqu'ils sont en souffrance depuis 365 jours. Les soldes de cartes de crédit sont sortis du bilan lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours.

Les actifs acquis pour satisfaire les engagements de prêts sont inscrits à leur juste valeur moins les coûts de la vente. La juste valeur est évaluée soit en fonction de la valeur de marché du moment si elle est disponible, soit en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Tout excédent de la valeur comptable du prêt sur la juste valeur inscrite des actifs acquis est porté au débit de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Les intérêts sur les prêts sont constatés au poste Revenu d'intérêt – Prêts au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les flux de trésorerie futurs estimatifs utilisés dans ce calcul incluent ceux qui sont prévus par les modalités contractuelles de l'actif, toutes les commissions qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, les coûts de transaction et tout autre escompte ou prime. Les commissions perçues à l'égard des nouveaux prêts et des prêts restructurés ou renégociés sont différées et comptabilisées sous la rubrique Revenu d'intérêt sur la durée estimée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif. S'il est raisonnablement probable qu'un prêt sera monté, les commissions d'engagement et de mobilisation sont également comptabilisées dans le poste Revenu d'intérêt sur la durée prévue de ce prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Sinon, les commissions sont comptabilisées au poste Autres passifs et amorties dans les revenus autres que d'intérêt sur la période d'engagement ou de confirmation du prêt. Les commissions liées au remboursement anticipé de prêts hypothécaires ne sont pas incluses dans le taux d'intérêt effectif au moment du montage, car les montants ne peuvent être évalués de manière fiable. Si les commissions liées au remboursement anticipé sont reçues dans le cadre du renouvellement d'un prêt hypothécaire, les commissions sont incluses dans le taux d'intérêt effectif et, si le prêt n'est pas renouvelé, les commissions liées au remboursement anticipé sont constatées dans le revenu d'intérêt à la date du remboursement anticipé.

### **Provision pour pertes sur créances**

Une provision pour pertes sur créances est constituée s'il y a une indication objective que nous ne serons pas en mesure de recouvrer tous les montants à recevoir sur notre portefeuille de prêts aux termes des modalités initiales du contrat, ou la valeur équivalente. Ce portefeuille comprend des risques figurant au bilan, tels que les prêts et les acceptations, ainsi que des éléments hors bilan tels que les lettres de crédit, les garanties et les engagements non capitalisés.

La provision pour pertes sur créances est augmentée par les pertes de valeur comptabilisées et réduite par les sorties du bilan, déduction faite des recouvrements. La provision pour pertes sur créances touchant les postes du bilan est portée en réduction des actifs et la provision pour pertes sur créances touchant les éléments hors bilan est comptabilisée à titre de provisions dans les autres passifs.

Nous évaluons si des indications objectives de dépréciation existent individuellement pour des prêts individuellement importants, de même que collectivement pour des prêts qui ne sont pas individuellement importants. Si nous déterminons qu'il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation pour un prêt considéré individuellement, important ou non, nous incluons ce prêt dans un groupe de prêts présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et procédons à un test de dépréciation collectif. Les prêts soumis à un test de dépréciation individuel et pour lesquels une perte de valeur est comptabilisée ne sont pas pris en compte dans un test de dépréciation collectif.

La provision pour pertes sur créances représente les meilleures estimations de la direction quant aux pertes subies au titre de notre portefeuille de prêts à la date de clôture du bilan. La direction doit faire appel à son jugement pour établir les hypothèses et les estimations qui seront utilisées dans le calcul de la provision au titre des prêts soumis à des tests de dépréciation individuel ou collectif. Les hypothèses et estimations sous-jacentes appliquées aux prêts soumis à des tests de dépréciation individuel ou collectif peuvent varier d'une période à l'autre et avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation.

#### *Prêts soumis à un test de dépréciation individuel*

Les prêts qui sont importants pris individuellement sont soumis à un test de dépréciation individuel afin de déceler des indices objectifs de dépréciation. Un prêt est considéré comme ayant subi une dépréciation lorsque la direction détermine qu'elle ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants à recevoir aux termes des modalités initiales du contrat, ou la valeur équivalente.

L'exposition au risque de crédit des prêts individuellement importants est évaluée en fonction de facteurs comme l'ensemble de la situation financière, des ressources et de l'historique de paiement de l'emprunteur et, le cas échéant, la valeur réalisable de tout bien affecté en garantie. S'il existe une indication de dépréciation donnant lieu à une perte de valeur, le montant de la perte correspond à la différence entre la valeur comptable du prêt, y compris les intérêts courus, et le montant recouvrable estimé. Le montant recouvrable estimé correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus, déterminé au taux d'intérêt effectif original du prêt, y compris les flux de trésorerie qui résulteraient de la réalisation de la garantie, moins les coûts de la vente. Les pertes de valeur résultant d'un test de dépréciation individuel entraînent une réduction de la valeur comptable du prêt par l'intermédiaire d'un compte de correction de valeur et le montant de la perte est comptabilisé au poste Dotation à la provision pour pertes sur créances dans nos comptes consolidés de résultat. Après la perte de valeur, le revenu d'intérêt est constaté à la désactualisation résultant de la constatation initiale de la perte de valeur.

Nous devons faire largement appel au jugement lorsque nous évaluons les indications de dépréciation et que nous estimons le montant et le moment de réalisation des flux de trésorerie futurs aux fins de la détermination de la perte de valeur. Afin de déterminer si des indications objectives de dépréciation existent, nous examinons principalement des facteurs spécifiques tels que la situation financière de l'emprunteur, les défauts de paiement des intérêts ou du capital par l'emprunteur, les conditions économiques locales et d'autres données observables. Pour déterminer le montant recouvrable estimatif, nous évaluons la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus au taux d'intérêt effectif, à l'aide d'un certain nombre d'hypothèses et de données. La direction doit faire appel à son jugement pour choisir les données et hypothèses qui seront utilisées, telles que le montant du prêt que l'on ne prévoit pas recouvrer et le coût lié aux délais de recouvrement du capital ou des intérêts, ainsi que pour estimer la valeur de toute garantie détenue pour laquelle il pourrait ne pas y avoir de donnée de marché facilement accessible. Les variations du montant que l'on prévoit recouvrer auraient une incidence directe sur la dotation à la provision pour pertes sur créances et pourraient entraîner une variation de la provision pour pertes sur créances.

#### *Prêts soumis à un test de dépréciation collectif*

Les prêts qui ne sont pas importants pris individuellement, ou qui ont été soumis à un test de dépréciation individuel et n'ont pas montré d'indice de dépréciation, sont soumis à un test de dépréciation collectif. Pour réaliser une évaluation collective de la dépréciation, les prêts sont



groupés selon des caractéristiques de risque similaires qui tiennent compte du type de prêt, du secteur d'activité, de la situation géographique, du type d'instrument de garantie, du retard de paiement observé et d'autres facteurs pertinents.

La provision découlant du test de dépréciation collectif est déterminée en fonction de facteurs tels que : i) les pertes antérieures, qui tiennent compte des probabilités historiques de défaillance, de la perte en cas de défaillance et de l'exposition au risque de défaillance, dans des portefeuilles comportant des caractéristiques semblables en matière de risque de crédit; ii) le jugement de la direction à l'égard de l'ampleur de la perte de valeur en fonction de la comparaison de l'historique de pertes et de la perte réelle présentée à la date de clôture, compte tenu des tendances actuelles en matière de qualité du crédit du portefeuille, de la conjoncture économique, de l'incidence des modifications des politiques et des processus, ainsi que d'autres facteurs. Les flux de trésorerie futurs d'un groupe de prêts sont soumis collectivement à un test de dépréciation sur la base des flux de trésorerie contractuels des prêts compris dans le groupe et d'un historique de pertes enregistrées sur des prêts présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires à celles du groupe. L'historique de pertes est ajusté sur la base des données observables actuelles afin de refléter les effets des circonstances actuelles qui n'auraient pas affecté la période sur laquelle est basé l'historique de pertes et de supprimer les effets des circonstances comprises dans la période historique qui n'existent pas actuellement. La méthodologie et les hypothèses utilisées pour estimer les flux de trésorerie futurs sont régulièrement revues afin de réduire les différences éventuelles entre les estimations de perte et la perte réelle. Les pertes de valeur résultant d'un test de dépréciation collectif entraînent une réduction de la valeur comptable du montant global des prêts par l'intermédiaire d'un compte de correction de valeur et le montant de la perte est comptabilisé au poste Dotation à la provision pour pertes sur créances. Après la perte de valeur, le revenu d'intérêt est constaté à la désactualisation résultant de la constatation initiale de la perte de valeur.

La méthodologie et les hypothèses utilisées pour calculer les provisions au titre des prêts soumis à un test de dépréciation collectif comportent un degré d'incertitude, notamment parce qu'il n'est pas possible de déterminer les pertes pour chacun des prêts étant donné le grand nombre de prêts non importants au sein du portefeuille. Nous devons faire largement appel au jugement pour évaluer l'historique de pertes, la période d'identification des pertes, et la relation avec les portefeuilles actuels, y compris la défaillance et les soldes des prêts, ainsi que les activités, la conjoncture économique et les conditions liées au crédit courantes, y compris le rendement sectoriel, le taux de chômage et les risques liés aux pays. Les variations de ces hypothèses auraient une incidence directe sur la dotation à la provision pour pertes sur créances et pourraient entraîner une variation de la provision pour pertes sur créances connexe.

#### *Sortie de prêts*

Les prêts et la provision pour pertes sur créances connexe sont sortis du bilan, intégralement ou partiellement, lorsque la possibilité de recouvrement est à peu près inexistante. Les prêts garantis sont généralement sortis du bilan après la réception de tout produit de la réalisation d'une garantie. Lorsque la valeur nette de réalisation d'une garantie a été déterminée et qu'il n'est pas raisonnable de prévoir un recouvrement additionnel, la sortie anticipée est possible. En ce qui concerne les cartes de crédit, les soldes et la provision pour pertes sur créances connexe sont sortis du bilan lorsque le paiement est en souffrance depuis 180 jours. Les prêts aux particuliers sont généralement sortis lorsqu'ils sont en souffrance depuis 150 jours.

#### **Décomptabilisation d'actifs financiers**

Nos diverses activités de titrisation consistent généralement en un transfert d'actifs financiers, tels que des prêts ou des titres adossés à des créances hypothécaires structurés, à des entités structurées ou des fiducies indépendantes, lesquelles émettent ensuite des titres aux investisseurs.

Les actifs financiers sont décomptabilisés de nos bilans consolidés lorsque nos droits contractuels aux flux de trésorerie des actifs expirent, lorsque nous conservons les droits de recevoir les flux de trésorerie des actifs mais avons l'obligation de verser ces flux de trésorerie à un tiers sous réserve de certaines exigences de transfert ou lorsque nous transférons nos droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie et que la quasi-totalité des risques et avantages des actifs ont été transférés. Lorsque nous conservons la quasi-totalité des risques et des avantages liés au droit de propriété des actifs transférés, ceux-ci ne sont pas décomptabilisés de nos bilans consolidés et sont comptabilisés comme des transactions de financement garanti. Lorsque nous ne conservons ni ne transférons la quasi-totalité des risques et des avantages liés au droit de propriété des actifs, nous décomptabilisons les actifs si le contrôle de l'actif est abandonné. Lorsque nous conservons le contrôle sur les actifs transférés, nous continuons de comptabiliser les actifs transférés dans la mesure où nous conservons des liens.

La direction doit faire appel à son jugement pour déterminer si les droits contractuels aux flux de trésorerie des actifs transférés sont expirés ou si nous conservons les droits de recevoir les flux de trésorerie des actifs mais avons l'obligation de verser ces flux de trésorerie. Nous décomptabilisons les actifs financiers transférés si la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs ont été transférés. Pour déterminer si nous avons transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés aux actifs transférés, la direction examine l'exposition de la Banque avant et après le transfert ainsi que la variation du montant et du moment de réalisation des flux de trésorerie nets des actifs transférés. Dans le cas des actifs transférés pour lesquels nous conservons les droits de gestion, la direction a fait appel à son jugement pour déterminer les avantages liés aux droits de gestion par rapport aux attentes du marché. Si les avantages liés aux droits de gestion sont supérieurs à la juste valeur, un actif de gestion est comptabilisé au poste Autres actifs de nos bilans consolidés. Si les avantages liés aux droits de gestion sont inférieurs à la juste valeur, un passif de gestion est comptabilisé au poste Autres passifs de nos bilans consolidés.

#### **Décomptabilisation des passifs financiers**

Nous sortons un passif financier de nos bilans consolidés lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte ou annulée ou a expiré. Nous comptabilisons l'écart entre la valeur comptable d'un passif financier transféré et la contrepartie payée dans nos comptes consolidés de résultat.

#### **Garanties**

Les contrats de garantie financière sont des contrats qui peuvent éventuellement nous obliger à faire un paiement (sous forme de trésorerie, d'autres actifs, de nos propres actions ou de la prestation de services) pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu des dispositions initiales ou modifiées d'un instrument d'emprunt. Nous comptabilisons un passif dans nos bilans consolidés au début d'une garantie, lequel représente la juste valeur de l'engagement découlant de l'émission de la garantie. Les garanties financières sont par la suite réévaluées en retenant le plus élevé de deux montants : i) le montant initialement comptabilisé et ii) notre meilleure estimation de la valeur actualisée de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actualisée à la fin de la période de présentation de l'information financière.

S'il satisfait à la définition de dérivé, le contrat de garantie financière est évalué à la juste valeur à chaque date de clôture et présenté au poste Dérivés de nos bilans consolidés.

## **Assurance et fonds distincts**

Les primes découlant de contrats de longue durée, principalement des contrats d'assurance vie, sont inscrites au poste Revenus autres que d'intérêt – Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires au moment où elles deviennent exigibles. Les primes découlant de contrats de courte durée, principalement l'assurance IARD, et les frais liés aux services administratifs sont constatés au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires sur la durée du contrat connexe. Les primes non acquises découlant des contrats de courte durée, qui représentent la tranche non échue des primes, sont constatées au poste Autres passifs. Les placements effectués par nos services d'assurance sont classés comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, à l'exception des placements soutenant les obligations liées aux indemnités au titre des contrats d'assurances vie et maladie de même qu'au titre d'une partie des contrats d'assurance IARD. Ces placements sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires.

Les sinistres et les obligations liées aux indemnités d'assurance représentent les sinistres actuels et les estimations au titre des indemnités d'assurance futures. Les obligations liées aux contrats d'assurance vie sont déterminées au moyen de la méthode canadienne axée sur le bilan, laquelle repose sur des hypothèses relatives à la mortalité, à la morbidité, aux polices tombées en déchéance, aux rachats, au rendement des placements, à la participation aux excédents, aux charges d'exploitation, aux frais d'administration des polices et aux provisions pour détérioration des résultats. Ces hypothèses sont revues au moins annuellement en fonction des résultats réels et des conditions du marché. Les obligations liées aux contrats d'assurance IARD représentent les provisions estimatives au titre des sinistres déclarés et non déclarés. Les obligations liées aux contrats d'assurance vie et d'assurance IARD sont constatées au poste Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance. Les modifications des sinistres et des obligations liées aux indemnités d'assurance sont reflétées dans le poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance de nos comptes consolidés de résultat au cours de la période où les estimations ont subi des variations.

Les primes cédées au titre de la réassurance et les recouvrements de réassurance relativement aux indemnités et sinistres sont prises en compte dans les revenus et charges, selon le cas. Les montants à recouvrer au titre de la réassurance, qui se rapportent aux montants des prestations versées et des réclamations non versées, sont inclus dans les Autres actifs.

Les coûts d'acquisition relatifs aux nouvelles activités d'assurance comprennent les commissions, les taxes sur les primes, certains coûts liés à la souscription et d'autres coûts variables liés à l'acquisition de nouvelles activités. Les coûts d'acquisition différés liés aux produits d'assurance vie sont constatés implicitement au poste Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance conformément à la méthode canadienne axée sur le bilan. Dans le cas de l'assurance IARD, ces frais sont constatés au poste Autres actifs et amortis sur la durée des contrats.

Les fonds distincts représentent les activités dans lesquelles un contrat d'assurance est conclu aux termes duquel le montant de la prestation est directement lié à la valeur de marché des placements détenus dans un fonds sous-jacent. L'entente contractuelle est telle que les actifs liés aux fonds distincts sous-jacents sont inscrits à notre nom, mais les titulaires d'une police liée à un fonds distinct prennent en charge le risque et conservent les avantages découlant du rendement du placement du fonds. Le passif lié à ces contrats est calculé en fonction des obligations contractuelles au moyen d'hypothèses actuarielles et est au moins équivalent à la valeur de rachat ou de transfert calculée par référence à la valeur des fonds ou indices sous-jacents appropriés. Les actifs et les passifs des fonds distincts sont présentés séparément dans nos bilans consolidés. Comme les titulaires d'une police liée à un fonds distinct assument les risques et profitent des avantages liés au rendement du fonds, le revenu de placement gagné par les fonds distincts et les charges engagées par ces fonds sont compensés et ne sont pas présentés séparément dans nos comptes consolidés de résultat. Les honoraires que nous gagnons grâce aux fonds distincts comprennent les honoraires de gestion et les frais liés à la mortalité, aux polices, à l'administration et au rachat. Ces honoraires sont comptabilisés dans les Revenus autres que d'intérêt – Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires. Nous offrons des garanties minimales relatives aux prestations consécutives au décès et à la valeur à l'échéance pour ce qui est des fonds distincts. Le passif lié à ces garanties minimales est inscrit au poste Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance.

Des tests de suffisance du passif sont effectués sur tous les portefeuilles de contrats d'assurance à chaque date de clôture pour assurer la suffisance des passifs liés aux contrats d'assurance. Les meilleures estimations actuelles des flux de trésorerie contractuels futurs, des coûts de gestion et d'administration des sinistres et des rendements des actifs qui supportent les passifs sont prises en compte dans les tests. Lorsque les résultats du test mettent en évidence une insuffisance dans les passifs, celle-ci est immédiatement comptabilisée dans nos comptes consolidés de résultat par le biais d'une réduction des coûts d'acquisition différés inclus dans les Autres actifs ou d'une augmentation des Sinistres et réclamations liées aux indemnités d'assurance.

## **Avantages du personnel – prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi**

Notre charge au titre des régimes de retraite à prestations définies, comprise dans le poste Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines, correspond au coût des prestations des employés au titre des services de l'année en cours, au montant net des intérêts sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies, au coût des services passés et aux profits ou pertes liés à la liquidation. Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies, qui comprennent les écarts actuariels et le rendement des actifs des régimes (à l'exclusion des sommes comprises dans le montant net des intérêts sur le passif au titre des prestations définies), sont comptabilisées immédiatement dans les autres éléments du résultat global au cours de la période où elles se produisent. Les écarts actuariels comprennent les ajustements liés à l'expérience (l'incidence des différences entre les hypothèses actuarielles précédentes et ce qui s'est réellement produit) ainsi que l'incidence des modifications des hypothèses actuarielles. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net. Le coût des services passés correspond à la variation de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies attribuable à une modification ou à une réduction du régime, et il est immédiatement passé en charges.

Pour chaque régime de retraite à prestations définies, nous comptabilisons la valeur actualisée de nos obligations au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime, comme un passif au titre des prestations définies et nous le constatons au poste Passifs au titre des avantages du personnel dans nos bilans consolidés. Dans le cas des régimes comportant un actif net au titre des prestations définies, le montant est comptabilisé comme un actif au poste Actifs au titre des avantages du personnel dans nos bilans consolidés.

Le calcul de la charge et de l'obligation au titre des prestations définies nécessite l'exercice d'un jugement important, car la constatation repose sur les taux d'actualisation et sur diverses hypothèses actuarielles, telles que les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite, ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. En raison de la nature à long terme de ces régimes, de telles estimations et hypothèses font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques. Pour ce qui est de nos régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, le taux d'actualisation est déterminé en fonction de rendements de marché liés à des obligations de sociétés de première qualité. Étant donné que le taux d'actualisation est fondé sur des rendements disponibles actuels ainsi que sur l'évaluation de la liquidité du marché par la direction, il ne donne qu'une indication des rendements futurs. Les hypothèses actuarielles, qui sont établies conformément aux pratiques actuelles dans les pays où nos régimes sont en vigueur, peuvent s'écarter des résultats réels puisque les statistiques propres à chaque pays reflètent uniquement une estimation du comportement futur des employés. Ces

hypothèses sont formulées par la direction et sont passées en revue par les actuaires au moins une fois par année. Toute variation dans les hypothèses susmentionnées pourrait influencer sur les montants de l'obligation au titre des prestations, des charges et des réévaluations que nous comptabilisons.

Nos cotisations aux régimes à cotisations définies sont passées en charges lorsque les employés ont rendu des services en échange de telles cotisations. La charge au titre des régimes à cotisations définies est inscrite dans le poste Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines.

### **Rémunération fondée sur des actions**

Nous offrons des régimes de rémunération fondée sur des actions à certains employés clés ainsi qu'aux administrateurs qui ne sont pas nos employés.

Pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés, une charge de rémunération est constatée sur la période d'acquisition des droits applicable, ainsi qu'une augmentation correspondante des capitaux propres. La juste valeur est déterminée à l'aide de modèles d'évaluation des options, qui tiennent compte du prix d'exercice de l'option, du prix actuel de l'action, du taux d'intérêt sans risque, de la volatilité attendue du prix de l'action sur la durée de vie de l'option et d'autres facteurs pertinents. Lorsque les options sont exercées, le produit de l'exercice ainsi que le montant initial comptabilisé au titre des capitaux propres sont portés au crédit du poste Actions ordinaires. Nos autres régimes de rémunération comprennent notamment les régimes d'attribution d'actions différées en fonction du rendement et les régimes d'unités d'actions différées à l'intention des employés clés (régimes). Les obligations en vertu des régimes sont comptabilisées sur leur période d'acquisition des droits. Les régimes sont réglés en trésorerie.

Pour les attributions réglées en trésorerie, nos obligations à payer sont ajustées à leur juste valeur à chaque date de bilan. Pour les attributions réglées en actions, nos obligations à payer sont fondées sur la juste valeur de nos actions ordinaires à la date de l'attribution. Les variations de nos obligations, compte non tenu des couvertures connexes, sont comptabilisées sous la rubrique Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines dans nos comptes consolidés de résultat, et une hausse correspondante est constatée dans les autres passifs pour les attributions réglées en trésorerie et dans les bénéfiques non distribués pour les attributions réglées en actions.

Le coût de rémunération associé aux options et aux attributions octroyées aux employés admissibles au départ à la retraite ou qui le seront au cours de la période d'acquisition des droits est constaté immédiatement si l'employé est admissible au départ à la retraite à la date d'attribution ou durant la période allant de la date d'attribution à la date où l'employé devient admissible au départ à la retraite.

Nos cotisations aux régimes d'épargne et d'actionnariat des employés sont passées en charges lorsqu'elles sont engagées.

### **Impôt sur le résultat**

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé et est comptabilisé dans nos comptes consolidés de résultat, sauf dans la mesure où il a trait à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé dans les capitaux propres.

L'impôt sur le résultat exigible est passé en charges selon les lois fiscales applicables dans chaque territoire dans la période au cours de laquelle le bénéfice se produit et est calculé selon les taux adoptés ou quasi adoptés à la date du bilan. L'impôt différé est comptabilisé sur les différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale. Un actif ou un passif d'impôt différé est déterminé pour chaque différence temporaire, sauf dans le cas des bénéfiques liés à nos filiales, à nos succursales et à nos entreprises associées ainsi que des participations dans des coentreprises dont les différences temporaires ne devraient pas se résorber dans un avenir prévisible et dont nous avons la capacité de contrôler le moment auquel la résorption aura lieu. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont déterminés en fonction des taux d'imposition qui devraient être en vigueur pour la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'imposition et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date du bilan. Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes faisant partie du même groupe de déclaration fiscale (lequel a l'intention de procéder à un règlement net), et lorsqu'il existe un droit juridique de compenser les montants comptabilisés. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsque les mêmes conditions sont remplies. Nos comptes consolidés de résultat comprennent des éléments qui sont non imposables ou non déductibles à des fins fiscales et, en conséquence, la charge d'impôt diffère de celle qui serait constituée selon les taux prévus par la loi.

L'impôt différé cumulé en raison des différences temporaires et des reports en avant de perte fiscale est inclus dans les Autres actifs et les Autres passifs. Chaque trimestre, nous évaluons nos actifs d'impôt différé afin de déterminer si la réalisation des avantages liés à ces actifs est probable; notre évaluation tient compte des indications tant positives que négatives.

Nous sommes assujettis aux lois fiscales des divers territoires où nous exerçons nos activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de notre part et de celle des autorités fiscales visées. Un jugement important doit être exercé pour interpréter les lois fiscales pertinentes et pour déterminer notre charge d'impôt en fonction de nos meilleures estimations quant aux positions fiscales qui font l'objet d'une vérification ou d'un appel auprès des autorités fiscales compétentes. Nous effectuons un examen chaque trimestre afin de mettre à jour nos meilleures estimations selon l'information disponible, mais les décisions prises par les autorités fiscales compétentes pourraient donner lieu à un passif et à une charge d'impôt additionnels.

La direction doit également faire largement appel à son jugement pour déterminer notre actif ou passif d'impôt différé, car la constatation d'un tel actif ou passif dépend de nos prévisions quant aux bénéfiques imposables futurs et des taux d'imposition qui devraient être en vigueur dans la période au cours de laquelle l'actif est réalisé ou le passif réglé. Toute variation de nos prévisions peut entraîner une variation des actifs ou passifs d'impôt différé comptabilisés dans nos bilans consolidés, ainsi que de la charge d'impôt différé dans nos comptes consolidés de résultat.

### **Regroupements d'entreprises, goodwill et autres immobilisations incorporelles**

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les participations ne donnant pas le contrôle, le cas échéant, sont comptabilisées au montant de leur quote-part de la juste valeur des actifs et passifs identifiables, à moins d'indication contraire. Les immobilisations incorporelles identifiables sont constatées séparément du goodwill et sont incluses dans le poste Autres immobilisations incorporelles. Le goodwill correspond à l'excédent du coût d'acquisition de l'entreprise sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis à la date d'acquisition.

### **Goodwill**

Le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie ou aux groupes d'unités génératrices de trésorerie aux fins du test de dépréciation, lequel est appliqué sur le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi aux fins de la gestion interne. Le test de dépréciation est

effectué annuellement, au 1<sup>er</sup> août, ou plus souvent s'il y a des indications objectives d'une dépréciation, en comparant la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie à sa valeur comptable. La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie correspond à la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus d'une unité génératrice de trésorerie. La juste valeur diminuée des coûts de sortie est le montant qui peut être obtenu de la vente d'une unité génératrice de trésorerie dans une transaction normale entre des intervenants du marché, diminué des coûts de sortie. La juste valeur d'une unité génératrice de trésorerie est estimée au moyen de techniques d'évaluation comme la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, et ajustée pour tenir compte du point de vue d'un acheteur tiers potentiel. Les indications externes, comme des contrats de vente exécutoires ou des transactions récentes pour des entreprises semblables du même secteur, sont prises en considération dans la mesure où elles sont disponibles.

Un jugement important doit être exercé pour estimer les données prises en compte dans le modèle utilisé pour la détermination du montant recouvrable de nos unités génératrices de trésorerie, notamment les flux de trésorerie futurs, les taux d'actualisation et les taux de croissance finaux, en raison de l'incertitude liée au moment de la réalisation et au montant des flux de trésorerie et du caractère prospectif de ces données. Les flux de trésorerie futurs sont fondés sur les prévisions financières établies par la direction, lesquelles sont estimées en fonction des résultats prévus, des initiatives d'affaires ainsi que des dépenses d'investissement et des rendements pour les actionnaires prévus. Les taux d'actualisation sont établis d'après le coût du capital à l'échelle de la banque, ajusté en fonction des risques propres à l'unité génératrice de trésorerie et de son exposition au risque de change, comme il est reflété dans les écarts de l'inflation prévue. Le coût du capital à l'échelle de la banque est fondé sur le modèle d'évaluation des actifs financiers. Les risques propres aux unités génératrices de trésorerie comprennent le risque souverain, le risque commercial/opérationnel, le risque géographique (y compris le risque politique, le risque de dévaluation et la réglementation gouvernementale), le risque de change et le risque de prix (y compris le risque lié à l'établissement des prix et l'inflation). Les taux de croissance finaux reflètent la croissance prévue du produit intérieur brut à long terme et l'inflation dans les pays où l'unité génératrice de trésorerie exerce ses activités. Des variations de ces hypothèses pourraient avoir une incidence sur le montant de la perte de valeur constatée dans les frais autres que d'intérêt.

La valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie comprend la valeur comptable des actifs, des passifs et du goodwill attribués à l'unité génératrice de trésorerie. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en diminution de la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'unité génératrice de trésorerie, puis elle est attribuée aux autres actifs non financiers de l'unité génératrice de trésorerie proportionnellement à la valeur comptable de chaque actif. Toute perte de valeur est comptabilisée en charges dans la période au cours de laquelle la perte de valeur est identifiée. Le goodwill est présenté au coût après déduction du cumul des pertes de valeur. Les reprises ultérieures de pertes de valeur du goodwill sont interdites.

À la cession d'une partie d'une unité génératrice de trésorerie, la valeur comptable du goodwill lié à la partie de l'unité génératrice de trésorerie vendue est incluse dans le calcul des profits et des pertes à la cession. La valeur comptable est évaluée sur la base de la juste valeur relative de la partie cédée par rapport à l'intégralité de l'unité génératrice de trésorerie.

#### **Autres immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles représentent les actifs non monétaires identifiables, et elles sont acquises séparément ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, ou sont générées en interne. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées séparément du goodwill lorsqu'elles sont séparables ou résultent de droits contractuels ou autres droits et que leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable. Le coût d'une immobilisation incorporelle acquise séparément comprend son coût d'acquisition et les coûts directement attribuables à la préparation de l'actif pour son utilisation prévue. Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables à la création, à la production et à la préparation de l'actif en vue de son exploitation de la manière prévue par la direction. Les frais de recherche et de développement qui ne peuvent pas être incorporés dans le coût de l'actif sont passés en charges. Après la constatation initiale, une immobilisation incorporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, laquelle varie de 3 à 10 ans pour les logiciels et de 10 à 20 ans pour les relations-clients. Nous ne détenons pas d'immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée.

Les immobilisations incorporelles sont soumises à un test visant à déterminer s'il existe des indices de dépréciation à chaque date de présentation de l'information financière. Si des indices suggèrent qu'une immobilisation incorporelle pourrait s'être dépréciée, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle et sa valeur recouvrable. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif pris individuellement, nous estimons la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. Si la valeur recouvrable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle est réduite à sa valeur recouvrable, ce qui donne lieu à une perte de valeur.

Une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise lorsqu'une modification est apportée aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) depuis que la dernière perte de valeur a été comptabilisée. Si une perte de valeur est subséquemment reprise, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est révisée et établie à la valeur la moins élevée entre la valeur recouvrable de l'actif et sa valeur comptable (déduction faite de l'amortissement) qui aurait été déterminée s'il n'y avait pas eu de perte de valeur antérieure.

En raison de la nature subjective de ces estimations, un jugement important doit être exercé pour déterminer la durée d'utilité et la valeur recouvrable de nos immobilisations incorporelles, ainsi que pour évaluer si certains événements ou certaines circonstances constituent une indication objective de dépréciation. Les estimations de la valeur recouvrable de nos immobilisations incorporelles s'appuient sur certaines données clés, notamment les flux de trésorerie futurs et les taux d'actualisation. Les flux de trésorerie futurs sont fondés sur les ventes prévues et les coûts attribués, qui sont estimés en fonction des résultats attendus et des initiatives d'affaires. Les taux d'actualisation sont établis d'après le coût du capital à l'échelle de la banque, ajusté en fonction des risques propres à l'actif. Des variations de ces hypothèses pourraient avoir une incidence sur le montant de la perte de valeur constatée dans les frais autres que d'intérêt.

#### **Autres**

##### **Conversion des devises**

Les actifs et les passifs monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. Les profits et les pertes de change résultant de la conversion et du règlement de ces éléments sont comptabilisés dans les comptes consolidés de résultat au poste Revenus autres que d'intérêt.

Les actifs et les passifs non monétaires qui sont évalués au coût historique sont convertis en dollars canadiens aux taux historiques. Les actifs financiers non monétaires classés comme disponibles à la vente, comme les instruments de capitaux propres, qui sont évalués à la juste valeur sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan et les profits et pertes de change qui en découlent sont constatés dans les autres composantes des capitaux propres jusqu'à ce que l'actif soit vendu ou subisse une perte de valeur.



Les actifs et les passifs de nos établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan, tandis que les revenus et les charges de ces établissements à l'étranger sont convertis aux taux de change moyens pour la période de présentation de l'information financière.

Les profits ou les pertes latents résultant de la conversion de nos établissements à l'étranger de même que la tranche efficace des couvertures connexes sont comptabilisés après impôt dans les autres composantes des capitaux propres. Au moment de la cession ou de la cession partielle d'un établissement à l'étranger, une tranche appropriée du montant net des profits ou des pertes de change cumulés est portée à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

### **Locaux et matériel**

Les locaux et le matériel comprennent les terrains, les bâtiments, les améliorations locatives, le matériel informatique, le mobilier, les agencements et le reste du matériel et ils sont constatés au coût moins l'amortissement cumulé, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, et le cumul des pertes de valeur. Le coût comprend le prix d'achat, tout coût directement attribuable au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue, ainsi que l'estimation initiale de tout coût de sortie. L'amortissement est essentiellement comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs, soit de 25 à 50 ans pour les bâtiments, de 3 à 10 ans pour le matériel informatique et de 7 à 10 ans pour le mobilier, les agencements et autre matériel. La période d'amortissement des améliorations locatives correspond au moindre de la durée d'utilité des améliorations locatives ou de la durée du bail plus la première période de renouvellement, si le renouvellement est raisonnablement assuré, jusqu'à concurrence de 10 ans. Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réévaluées à chaque période de présentation de l'information financière et elles sont ajustées au besoin. Les profits et les pertes à la cession sont inscrits à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Les locaux et le matériel sont évalués pour déterminer s'il y a des indicateurs de dépréciation à chaque période de présentation de l'information financière. Si des indices suggèrent qu'un actif pourrait s'être déprécié, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif individuel, nous estimons la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient et effectuons un test de dépréciation au niveau de l'unité génératrice de trésorerie. Une perte de valeur est constatée dans la mesure où la valeur recouvrable d'un actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie), laquelle correspond au montant le plus élevé entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de sortie, est inférieure à sa valeur comptable. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie). La juste valeur diminuée des coûts de sortie est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) dans une transaction normale entre des intervenants du marché, diminué des coûts de sortie.

Après la constatation de la perte de valeur, la dotation à l'amortissement est ajustée pour les périodes futures afin de refléter la valeur comptable révisée de l'actif. Si, par la suite, une perte de valeur est reprise, la valeur comptable de l'actif est révisée pour correspondre à la valeur la moins élevée entre la valeur recouvrable de l'actif et sa valeur comptable (diminuée de l'amortissement) qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. La dotation à l'amortissement pour les périodes futures est ajustée pour refléter la valeur comptable révisée.

### **Provisions**

Une provision est un passif dont l'échéance ou le montant est incertain et elle est comptabilisée lorsque nous avons une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont évaluées selon la meilleure estimation de la contrepartie requise pour régler l'obligation actuelle à la date de présentation de l'information financière. Un jugement important doit être exercé pour déterminer si une obligation actuelle existe et pour estimer la probabilité, le moment et le montant de toute sortie de ressources. Nous comptabilisons des provisions au titre des litiges et des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, ainsi qu'une provision pour éléments hors bilan et autres. Les provisions sont comptabilisées dans le poste Autres passifs de nos bilans consolidés.

Nous devons estimer l'issue des procédures judiciaires en cours, les charges qui devront être engagées pour la mise hors service des immobilisations, et les pertes sur créances liées aux engagements inutilisés et aux garanties. Compte tenu du caractère prospectif de ces estimations, nous devons faire largement appel à notre jugement pour prévoir le moment de la réalisation et le montant des flux de trésorerie futurs. Nous comptabilisons nos provisions en tenant compte de toute l'information disponible à la fin de la période de présentation de l'information financière et apportons des ajustements sur une base trimestrielle afin de refléter les prévisions actuelles. Si les résultats réels différaient de nos prévisions, nous pourrions devoir engager des charges supérieures aux provisions constatées.

S'il est prévu qu'une partie ou la totalité des avantages économiques nécessaires à l'extinction d'une provision sera recouvrée d'un tiers, un assureur par exemple, un actif distinct est comptabilisé si on a la quasi-certitude que le remboursement sera reçu.

### **Commissions et honoraires**

Les honoraires de gestion de portefeuille et les autres honoraires tirés de services-conseils et d'autres services de gestion sont comptabilisés sur la base des contrats de service applicables. Les honoraires liés à la prestation de services, y compris la gestion d'actifs, la gestion de patrimoine, la planification financière et les services de garde de titres qui couvrent une période de service précise, sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle le service est offert. Les commissions de gestion de placements et de services de garde correspondent généralement à un pourcentage des valeurs liquidatives quotidiennes ou de fin de période, et elles sont perçues mensuellement, trimestriellement, semestriellement ou annuellement, selon les modalités des contrats. Les honoraires de gestion découlent généralement des biens sous gestion lorsque nos clients font appel aux capacités de placement d'un gestionnaire de placements et les frais d'administration découlent des biens administrés lorsque la stratégie de placement est gérée par le client ou par un gestionnaire tiers désigné. Les honoraires liés au rendement, qui sont gagnés lorsque certaines cibles liées à des indices de référence ou au rendement sont dépassées, sont comptabilisés seulement lorsque les cibles liées à des indices de référence ou au rendement sont atteintes. Les honoraires comme les commissions de prise ferme et les commissions de courtage qui sont liées à la prestation de services liés à des transactions précises sont comptabilisés lorsque le service a été rendu.

### **Revenu de dividendes**

Le revenu de dividendes est comptabilisé lorsque le droit de percevoir le paiement est établi, soit à la date ex-dividende pour les titres de capitaux propres cotés et, habituellement, à la date à laquelle les actionnaires ont approuvé le dividende pour les titres de capitaux propres qui ne sont pas cotés.

## Location

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur, pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements. Un contrat de location-financement est un contrat de location ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif loué. Le transfert de propriété peut intervenir ou non. Un contrat de location simple désigne tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

### *Contrats de location simple*

Lorsque nous sommes preneurs dans le cadre d'un contrat de location simple, nous comptabilisons les loyers sur une base linéaire à la rubrique Frais autres que d'intérêt sur la durée du contrat de location.

### *Contrat de location-financement*

Lorsque nous sommes preneurs dans le cadre d'un contrat de location-financement, nous comptabilisons initialement l'actif loué et l'obligation liée au contrat connexe aux postes Locaux et matériel, Autres immobilisations incorporelles et Autres passifs dans nos bilans consolidés, pour un montant égal à la juste valeur de l'actif loué, ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, chacune étant déterminée à la date de passation du contrat de location. Les coûts directs initiaux directement attribuables au contrat de location sont comptabilisés comme un actif aux termes du contrat de location-financement.

## Bénéfice par action

Le bénéfice par action est calculé au moyen de la division du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période. Le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires est établi après déduction des droits aux dividendes des actionnaires privilégiés, des profits (pertes) au rachat d'actions privilégiées, déduction faite de l'impôt connexe et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Le bénéfice dilué par action reflète la dilution potentielle qui pourrait survenir si des actions ordinaires additionnelles étaient présumées avoir été émises en vertu de titres ou de contrats qui confèrent à leur détenteur le droit d'obtenir des actions ordinaires dans l'avenir, dans la mesure où ce droit n'est pas assujéti à des éventualités non dénouées. Pour les contrats qui pourraient être réglés en trésorerie ou en actions ordinaires à notre gré, le bénéfice dilué par action est calculé en supposant que ces contrats seront réglés en actions. Les revenus et les charges liés à ces types de contrat ne sont pas inclus dans le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, et les actions supplémentaires qui seraient émises sont incluses dans le calcul du bénéfice dilué par action. Ces contrats comprennent nos actions privilégiées et nos titres de fiducie de capital convertibles, et il est supposé que la conversion a eu lieu au début de la période ou à la date d'émission, si elle survient après. Pour ce qui est des options sur actions dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen du marché de nos actions ordinaires, elles sont présumées être exercées, et le produit de l'exercice est utilisé pour racheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour l'exercice. Le nombre d'actions ordinaires additionnelles émises en vertu d'options sur actions et rachetées au moyen du produit de l'exercice des options est inclus dans le calcul du bénéfice dilué par action.

## Capital social

Nous classons un instrument financier que nous émettons comme un actif financier, un passif financier ou un instrument de capitaux propres, selon la nature de l'accord contractuel.

Nos actions ordinaires que nous détenons sont classées comme des actions propres dans les capitaux propres et sont comptabilisées au coût moyen pondéré. Au moment de la vente d'actions propres, l'écart entre le produit de la vente et le coût des actions est constaté au poste Bénéfices non distribués. Les instruments financiers que nous émettons sont classés comme des instruments de capitaux propres lorsqu'il n'y a aucune obligation contractuelle de transférer de la trésorerie ou d'autres actifs financiers. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'instruments de capitaux propres sont inclus dans les capitaux propres à titre de déduction du produit, moins l'impôt. Les instruments financiers qui seront réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par les détenteurs ainsi que les distributions à verser connexes sont classés à titre de passifs dans nos bilans consolidés. Les dividendes et les distributions du rendement relatifs à ces instruments sont classés dans la rubrique Frais d'intérêt de nos comptes consolidés de résultat.

## Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

Les normes suivantes ont été publiées mais ne sont pas encore entrées en vigueur pour nous. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de ces normes sur nos états financiers consolidés :

### **IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (IFRS 15)**

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, qui établit les principes de présentation de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie tirés des contrats d'une entité avec des clients. La norme fournit un modèle unique composé de cinq étapes et fondé sur des principes pour la comptabilisation des produits. Ce modèle doit être appliqué aux contrats conclus avec des clients, sauf pour les revenus tirés d'éléments tels que des instruments financiers, des contrats d'assurance et des contrats de location. En septembre 2015, l'IASB a modifié IFRS 15 en reportant sa date d'entrée en vigueur d'un an. En ce qui nous concerne, IFRS 15 entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2018.

### **IFRS 9, Instruments financiers (IFRS 9)**

En juillet 2014, l'IASB a publié la version intégrale d'IFRS 9, norme publiée pour la première fois en novembre 2009 qui réunit les étapes de classement et d'évaluation, de dépréciation et de comptabilité de couverture qui composent le projet de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39).

IFRS 9 établit une approche basée sur les principes pour le classement des actifs financiers, en fonction du modèle économique d'une entité et de la nature des flux de trésorerie de l'actif. Tous les actifs financiers, y compris les contrats hybrides, sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti. Pour les passifs financiers, IFRS 9 comprend les exigences en matière de classement et d'évaluation auparavant incluses dans IAS 39.

IFRS 9 établit également un modèle de perte de valeur attendue pour tous les actifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Le modèle se compose de trois étapes : 1) lors de la comptabilisation initiale, les pertes sur créances attendues sur douze mois sont comptabilisées en résultat net et une provision pour perte est établie; 2) si le risque de crédit augmente de façon importante et qu'il n'est pas considéré comme faible, les pertes de crédit attendues sur toute la durée de vie sont comptabilisées; 3) lorsqu'un actif financier est considéré comme déprécié, le revenu d'intérêt est calculé selon la valeur comptable de l'actif, déduction faite de la provision pour perte, plutôt que selon sa valeur comptable brute.

Enfin, IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture afin de mieux harmoniser la comptabilisation des relations de couverture avec les activités de gestion des risques d'une entité, permet l'application de la comptabilité de couverture à un plus large éventail d'instruments de couverture et de risques, et exige la présentation d'informations supplémentaires.

Nous avons adopté les dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9 au cours du deuxième trimestre de 2014. En ce qui nous concerne, les dernières sections d'IFRS 9 entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2017.



Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers

Les tableaux suivants illustrent la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier.

|   | Au 31 octobre 2015  |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
|---|---|--|--|---|---|--------------|------------|------------------------------|--------------------------|
|   | Valeur comptable et juste valeur  |  |  | Valeur comptable                              |   | Juste valeur |            | Total de la valeur comptable | Total de la juste valeur |
|   | Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net | Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net | Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur | Instruments financiers évalués au coût amorti | Instruments financiers évalués au coût amorti |              |            |                              |                          |
| (en millions de dollars canadiens)  |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| <b>Actifs financiers</b>  |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| Valeurs mobilières  |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| Titres détenus à des fins de transaction  | 148 939 \$  | 9 764 \$   | – \$   | – \$  | – \$  | 158 703 \$   | 158 703 \$ |                              |                          |
| Titres disponibles à la vente (1)   | –   | –  | 48 164   | 8 641   | 8 759   | 56 805       | 56 923     |                              |                          |
|   | 148 939   | 9 764  | 48 164   | 8 641   | 8 759   | 215 508      | 215 626    |                              |                          |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés                            | –   | 114 692  | –  | 60 031  | 60 071  | 174 723      | 174 763    |                              |                          |
| Prêts   |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| Prêts de détail   | 166   | –  | –  | 346 795                                       | 348 513                                       | 346 961      | 348 679    |                              |                          |
| Prêts de gros   | 1 280   | 1 327  | –  | 122 655                                       | 121 316                                       | 125 262      | 123 923    |                              |                          |
|   | 1 446   | 1 327  | –  | 469 450                                       | 469 829                                       | 472 223      | 472 602    |                              |                          |
| Autres  |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| Dérivés   | 105 626   | –  | –  | –   | –   | 105 626      | 105 626    |                              |                          |
| Autres actifs (2)   | –   | 925  | –  | 44 852  | 44 852  | 45 777       | 45 777     |                              |                          |
| <b>Passifs financiers</b>   |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| Dépôts  |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| Particuliers  | 69 \$   | 16 828 \$  | –  | 203 669 \$                                    | 204 019 \$                                    | 220 566 \$   | 220 916 \$ |                              |                          |
| Entreprises et gouvernements (3)  | –   | 93 319   | –  | 362 259                                       | 363 305                                       | 455 578      | 456 624    |                              |                          |
| Banques (4)   | –   | 5 376  | –  | 15 707  | 15 713  | 21 083       | 21 089     |                              |                          |
|   | 69  | 115 523  | –  | 581 635                                       | 583 037                                       | 697 227      | 698 629    |                              |                          |
| Autres  |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert   | 47 658  | –  | –  | –   | –   | 47 658       | 47 658     |                              |                          |
| Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | –   | 73 362   | –  | 9 926   | 9 928   | 83 288       | 83 290     |                              |                          |
| Dérivés   | 107 860   | –  | –  | –   | –   | 107 860      | 107 860    |                              |                          |
| Autres passifs (5)  | 192   | 13   | –  | 43 251  | 43 196  | 43 456       | 43 401     |                              |                          |
| Débitures subordonnées  | –   | 112  | –  | 7 250   | 7 078   | 7 362        | 7 190      |                              |                          |

|   | Au 31 octobre 2014  |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
|---|---|--|--|---|---|--------------|------------|------------------------------|--------------------------|
|   | Valeur comptable et juste valeur  |  |  | Valeur comptable                              |   | Juste valeur |            | Total de la valeur comptable | Total de la juste valeur |
|   | Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net | Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net | Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur | Instruments financiers évalués au coût amorti | Instruments financiers évalués au coût amorti |              |            |                              |                          |
| (en millions de dollars canadiens)  |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| <b>Actifs financiers</b>  |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| Valeurs mobilières  |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| Titres détenus à des fins de transaction  | 141 217 \$  | 10 163 \$  | – \$   | – \$  | – \$  | 151 380 \$   | 151 380 \$ |                              |                          |
| Titres disponibles à la vente (1)   | –   | –  | 46 009   | 1 759   | 1 762   | 47 768       | 47 771     |                              |                          |
|   | 141 217   | 10 163   | 46 009   | 1 759   | 1 762   | 199 148      | 199 151    |                              |                          |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés                            | –   | 85 292   | –  | 50 288  | 50 288  | 135 580      | 135 580    |                              |                          |
| Prêts   |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| Prêts de détail   | –   | –  | –  | 333 045                                       | 334 475                                       | 333 045      | 334 475    |                              |                          |
| Prêts de gros   | 1 337   | 2 278  | –  | 98 569  | 98 461  | 102 184      | 102 076    |                              |                          |
|   | 1 337   | 2 278  | –  | 431 614                                       | 432 936                                       | 435 229      | 436 551    |                              |                          |
| Autres  |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| Dérivés   | 87 402  | –  | –  | –   | –   | 87 402       | 87 402     |                              |                          |
| Autres actifs (2)   | –   | 930  | –  | 32 975  | 32 975  | 33 905       | 33 905     |                              |                          |
| <b>Passifs financiers</b>   |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| Dépôts  |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| Particuliers  | 112 \$  | 13 289 \$  | –  | 195 816 \$                                    | 195 964 \$                                    | 209 217 \$   | 209 365 \$ |                              |                          |
| Entreprises et gouvernements (3)  | –   | 59 446   | –  | 327 214                                       | 328 328                                       | 386 660      | 387 774    |                              |                          |
| Banques (4)   | –   | 6 592  | –  | 11 631  | 11 636  | 18 223       | 18 228     |                              |                          |
|   | 112   | 79 327   | –  | 534 661                                       | 535 928                                       | 614 100      | 615 367    |                              |                          |
| Autres  |   |  |  |   |   |              |            |                              |                          |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert   | 50 345  | –  | –  | –   | –   | 50 345       | 50 345     |                              |                          |
| Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | –   | 58 411   | –  | 5 920   | 5 921   | 64 331       | 64 332     |                              |                          |
| Dérivés   | 88 982  | –  | –  | –   | –   | 88 982       | 88 982     |                              |                          |
| Autres passifs (5)  | 20  | 30   | –  | 36 816  | 36 762  | 36 866       | 36 812     |                              |                          |
| Débitures subordonnées  | –   | 106  | –  | 7 753   | 7 712   | 7 859        | 7 818      |                              |                          |

(1) Les titres disponibles à la vente comprennent les titres détenus jusqu'à leur échéance qui sont constatés au coût amorti.  
(2) Le total de la valeur comptable comprend des engagements de clients en contrepartie d'acceptations et des instruments financiers, qui sont inclus dans les autres actifs et sont d'un montant de 13,5 milliards de dollars et de 32,3 milliards (11,5 milliards et 22,4 milliards au 31 octobre 2014), respectivement.  
(3) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.  
(4) Les dépôts des banques désignent les dépôts provenant de banques réglementées.  
(5) Le total de la valeur comptable comprend des acceptations et des instruments financiers, qui sont inclus dans les autres passifs et sont d'un montant de 13,5 milliards de dollars et de 30 milliards (11,5 milliards et 25,4 milliards au 31 octobre 2014), respectivement.

### Prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les tableaux suivants présentent des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les variations de la juste valeur des prêts et des créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net attribuables aux modifications du risque de crédit se calculent par la différence entre le total des variations de la juste valeur de l'instrument au cours de la période et des variations de la juste valeur calculées en fonction des courbes de rendement sans risque appropriées.

|  | Au 31 octobre 2015   |                          |   |   |   |   |   |
|--|--|--------------------------|---|---|---|---|---|
|  | Valeur comptable des prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net | Risque maximal de crédit | Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables | Variations de la juste valeur pour l'exercice attribuables aux modifications du risque de crédit relativement aux positions encore détenues | Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit relativement aux positions encore détenues (1) | Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables pour l'exercice | Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1) |
| (en millions de dollars canadiens)                                   |  |                          |   |   |   |   |   |
| Dépôts productifs d'intérêts à des banques                           | 15 717 \$  | 15 717 \$                | – \$  | – \$  | – \$  | – \$  | – \$  |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés | 114 692  | 114 692                  | –   | –   | –   | –   | –   |
| Prêts de gros  | 1 327  | 1 327                    | –   | 10  | –   | 3   | 3   |
| Autres actifs  | 202  | 202                      | –   | –   | –   | –   | –   |
|  | <b>131 938 \$</b>  | <b>131 938 \$</b>        | <b>– \$</b>   | <b>10 \$</b>  | <b>– \$</b>   | <b>3 \$</b>   | <b>3 \$</b>   |

|  | Au 31 octobre 2014   |                          |   |   |   |   |   |
|--|--|--------------------------|---|---|---|---|---|
|  | Valeur comptable des prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net | Risque maximal de crédit | Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables | Variations de la juste valeur pour l'exercice attribuables aux modifications du risque de crédit relativement aux positions encore détenues | Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit relativement aux positions encore détenues (1) | Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables pour l'exercice | Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1) |
| (en millions de dollars canadiens)                                   |  |                          |   |   |   |   |   |
| Dépôts productifs d'intérêts à des banques                           | 5 603 \$   | 5 603 \$                 | – \$  | – \$  | – \$  | – \$  | – \$  |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés | 85 292   | 85 292                   | –   | –   | –   | –   | –   |
| Prêts de gros  | 2 278  | 2 278                    | 242   | 4   | 5   | –   | –   |
| Autres actifs  | 326  | 326                      | –   | –   | –   | –   | –   |
|  | <b>93 499 \$</b>   | <b>93 499 \$</b>         | <b>242 \$</b>   | <b>4 \$</b>   | <b>5 \$</b>   | <b>– \$</b>   | <b>– \$</b>   |

(1) La variation cumulative est mesurée depuis la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables.

**Passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net**

Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur de nos passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Les variations de la juste valeur de nos passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net attribuables aux modifications du risque de crédit représentent la différence entre le total des variations de la juste valeur de l'instrument au cours de la période et les variations de la juste valeur attribuables aux changements dans les conditions du marché tels que les variations du taux d'intérêt de référence ou du taux de change.

| (en millions de dollars canadiens)   | Au 31 octobre 2015                |                   |   |  |   |   |
|--|-----------------------------------|-------------------|---|--|---|---|
|  | Valeur à l'échéance contractuelle | Valeur comptable  | Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle | Variations de la juste valeur pour l'exercice attribuables aux modifications du risque de crédit comprises dans le résultat net relativement aux positions encore détenues | Variations de la juste valeur pour l'exercice attribuables aux modifications du risque de crédit comprises dans les autres éléments du résultat global relativement aux positions encore détenues | Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit relativement aux positions encore détenues (1) |
| <b>Dépôts à terme</b>  |                                   |                   |   |  |   |   |
| Particuliers   | 16 595 \$                         | 16 828 \$         | 233 \$  | – \$   | (93)\$  | (74)\$  |
| Entreprises et gouvernements (2)   | 93 225                            | 93 319            | 94  | –  | (387)   | (329)   |
| Banques (3)  | 5 376                             | 5 376             | –   | –  | –   | –   |
|  | <b>115 196</b>                    | <b>115 523</b>    | <b>327</b>  | <b>–</b>   | <b>(480)</b>  | <b>(403)</b>  |
| <b>Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés</b> | <b>73 364</b>                     | <b>73 362</b>     | <b>(2)</b>  | <b>–</b>   | <b>–</b>  | <b>–</b>  |
| Autres passifs   | 13                                | 13                | –   | –  | –   | –   |
| Débiteures subordonnées  | 108                               | 112               | 4   | –  | –   | (3)   |
|  | <b>188 681 \$</b>                 | <b>189 010 \$</b> | <b>329 \$</b>   | <b>– \$</b>  | <b>(480)\$</b>  | <b>(406)\$</b>  |

| (en millions de dollars canadiens)   | Au 31 octobre 2014                |                   |   |  |   |   |
|--|-----------------------------------|-------------------|---|--|---|---|
|  | Valeur à l'échéance contractuelle | Valeur comptable  | Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle | Variations de la juste valeur pour l'exercice attribuables aux modifications du risque de crédit comprises dans le résultat net relativement aux positions encore détenues | Variations de la juste valeur pour l'exercice attribuables aux modifications du risque de crédit comprises dans les autres éléments du résultat global relativement aux positions encore détenues | Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit relativement aux positions encore détenues (1) |
| <b>Dépôts à terme</b>  |                                   |                   |   |  |   |   |
| Particuliers   | 12 964 \$                         | 13 289 \$         | 325 \$  | – \$   | 13 \$   | 19 \$   |
| Entreprises et gouvernements (2)   | 59 139                            | 59 446            | 307   | –  | 61  | 58  |
| Banques (3)  | 6 592                             | 6 592             | –   | –  | –   | –   |
|  | <b>78 695</b>                     | <b>79 327</b>     | <b>632</b>  | <b>–</b>   | <b>74</b>   | <b>77</b>   |
| <b>Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés</b> | <b>58 413</b>                     | <b>58 411</b>     | <b>(2)</b>  | <b>–</b>   | <b>–</b>  | <b>–</b>  |
| Autres passifs   | 30                                | 30                | –   | –  | –   | –   |
| Débiteures subordonnées  | 101                               | 106               | 5   | –  | 3   | (3)   |
|  | <b>137 239 \$</b>                 | <b>137 874 \$</b> | <b>635 \$</b>   | <b>– \$</b>  | <b>77 \$</b>  | <b>74 \$</b>  |

(1) La variation cumulative est mesurée depuis la comptabilisation initiale des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, des pertes liées à la juste valeur de 3 millions de dollars comprises antérieurement dans les autres éléments du résultat global ont trait aux passifs financiers décomptabilisés au cours de l'exercice (4 millions au 31 octobre 2014).

(2) Les dépôts à terme des entreprises et gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les dépôts à terme des banques désignent les dépôts provenant de banques réglementées.

## Juste valeur des actifs et des passifs évalués de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

| (en millions de dollars canadiens)  | Au                                     |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
|---|--|------------|----------|--|-----------------------------|----------------------------------|--|------------|----------|--|-----------------------------|----------------------------------|
|   | 31 octobre 2015                        |            |          |  |                             | 31 octobre 2014                  |  |            |          |  |                             |                                  |
|   | Évaluations à la juste valeur selon le |            |          | Total de la juste valeur, montant brut | Ajustements de compensation | Actifs/passifs à la juste valeur | Évaluations à la juste valeur selon le |            |          | Total de la juste valeur, montant brut | Ajustements de compensation | Actifs/passifs à la juste valeur |
| Niveau 1  | Niveau 2                               | Niveau 3   | Niveau 1 |  |                             |                                  | Niveau 2                               | Niveau 3   |          |  |                             |                                  |
| <b>Actifs financiers</b>  |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
| Dépôts productifs d'intérêts à des banques  | – \$                                   | 15 717 \$  | – \$     | 15 717 \$                              | \$                          | 15 717 \$                        | – \$                                   | 5 603 \$   | – \$     | 5 603 \$                               | \$                          | 5 603 \$                         |
| <b>Valeurs mobilières</b>   |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
| <b>Titres détenus à des fins de transaction</b>   |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
| Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)   |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
| Gouvernement fédéral  | 10 793                                 | 9 364      | –        | 20 157                                 |                             | 20 157                           | 8 288                                  | 5 855      | –        | 14 143                                 |                             | 14 143                           |
| Provinces et municipalités  | –                                      | 13 888     | 5        | 13 893                                 |                             | 13 893                           | –                                      | 11 371     | –        | 11 371                                 |                             | 11 371                           |
| Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)                               | 1 641                                  | 32 798     | 16       | 34 455                                 |                             | 34 455                           | 1 838                                  | 27 628     | 6        | 29 472                                 |                             | 29 472                           |
| Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)                         | 3 131                                  | 9 215      | –        | 12 346                                 |                             | 12 346                           | 7 334                                  | 7 991      | –        | 15 325                                 |                             | 15 325                           |
| Titres adossés à des créances hypothécaires (1)   | –                                      | 2 907      | 15       | 2 922                                  |                             | 2 922                            | –                                      | 801        | 4        | 805                                    |                             | 805                              |
| Titres adossés à des actifs   |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
| TGC (3)   | –                                      | 67         | 5        | 72                                     |                             | 72                               | –                                      | 37         | 74       | 111                                    |                             | 111                              |
| Titres non garantis par des créances  | –                                      | 1 636      | 23       | 1 659                                  |                             | 1 659                            | –                                      | 1 040      | 364      | 1 404                                  |                             | 1 404                            |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances   | 16                                     | 24 502     | 191      | 24 709                                 |                             | 24 709                           | 15                                     | 27 434     | 149      | 27 598                                 |                             | 27 598                           |
| Titres de participation   | 45 811                                 | 2 556      | 123      | 48 490                                 |                             | 48 490                           | 47 396                                 | 3 589      | 166      | 51 151                                 |                             | 51 151                           |
|   | 61 392                                 | 96 933     | 378      | 158 703                                |                             | 158 703                          | 64 871                                 | 85 746     | 763      | 151 380                                |                             | 151 380                          |
| <b>Titres disponibles à la vente (4)</b>  |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
| Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)   |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
| Gouvernement fédéral  | 346                                    | 2 198      | –        | 2 544                                  |                             | 2 544                            | 429                                    | 11 540     | –        | 11 969                                 |                             | 11 969                           |
| Provinces et municipalités  | –                                      | 1 600      | –        | 1 600                                  |                             | 1 600                            | –                                      | 799        | –        | 799                                    |                             | 799                              |
| Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)                               | –                                      | 12 051     | 797      | 12 848                                 |                             | 12 848                           | 29                                     | 4 839      | 1 389    | 6 257                                  |                             | 6 257                            |
| Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE                             | 4 752                                  | 7 535      | –        | 12 287                                 |                             | 12 287                           | 6 979                                  | 7 303      | 11       | 14 293                                 |                             | 14 293                           |
| Titres adossés à des créances hypothécaires (1)   | –                                      | 318        | –        | 318                                    |                             | 318                              | –                                      | 138        | –        | 138                                    |                             | 138                              |
| Titres adossés à des actifs   |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
| TGC   | –                                      | 1 510      | –        | 1 510                                  |                             | 1 510                            | –                                      | 857        | 24       | 881                                    |                             | 881                              |
| Titres non garantis par des créances  | –                                      | 881        | 197      | 1 078                                  |                             | 1 078                            | –                                      | 381        | 182      | 563                                    |                             | 563                              |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances   | –                                      | 12 372     | 1 757    | 14 129                                 |                             | 14 129                           | –                                      | 7 714      | 1 573    | 9 287                                  |                             | 9 287                            |
| Titres de participation   | 431                                    | 323        | 987      | 1 741                                  |                             | 1 741                            | 140                                    | 514        | 1 028    | 1 682                                  |                             | 1 682                            |
| Titres de substitut de prêt   | 94                                     | –          | –        | 94                                     |                             | 94                               | 102                                    | 24         | –        | 126                                    |                             | 126                              |
|   | 5 623                                  | 38 788     | 3 738    | 48 149                                 |                             | 48 149                           | 7 679                                  | 34 109     | 4 207    | 45 995                                 |                             | 45 995                           |
| <b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>                     |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
|   | –                                      | 114 692    | –        | 114 692                                |                             | 114 692                          | –                                      | 85 292     | –        | 85 292                                 |                             | 85 292                           |
| <b>Prêts</b>  |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
|   | –                                      | 2 301      | 472      | 2 773                                  |                             | 2 773                            | –                                      | 3 154      | 461      | 3 615                                  |                             | 3 615                            |
| <b>Autres</b>   |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
| <b>Dérivés</b>  |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
| Contrats de taux d'intérêt  | 7                                      | 142 096    | 374      | 142 477                                |                             | 142 477                          | 13                                     | 102 176    | 339      | 102 528                                |                             | 102 528                          |
| Contrats de change  | –                                      | 41 021     | 91       | 41 112                                 |                             | 41 112                           | –                                      | 33 761     | 48       | 33 809                                 |                             | 33 809                           |
| Dérivés de crédit   | –                                      | 90         | 4        | 94                                     |                             | 94                               | –                                      | 244        | 10       | 254                                    |                             | 254                              |
| Autres contrats   | 4 424                                  | 5 637      | 712      | 10 773                                 |                             | 10 773                           | 3 238                                  | 4 839      | 560      | 8 637                                  |                             | 8 637                            |
| Ajustements de l'évaluation   | –                                      | (1 265)    | (38)     | (1 303)                                |                             | (1 303)                          | –                                      | (702)      | (56)     | (758)                                  |                             | (758)                            |
| Total des dérivés, montant brut   | 4 431                                  | 187 579    | 1 143    | 193 153                                |                             | 193 153                          | 3 251                                  | 140 318    | 901      | 144 470                                |                             | 144 470                          |
| Ajustements de compensation   |  |            |          |  |                             | (87 527)                         |  |            |          |  |                             | (57 068)                         |
| Total des dérivés   |  |            |          |  |                             | 105 626                          |  |            |          |  |                             | 87 402                           |
| Autres actifs   | 723                                    | 202        | –        | 925                                    |                             | 925                              | 604                                    | 326        | –        | 930                                    |                             | 930                              |
|   | 72 169 \$                              | 456 212 \$ | 5 731 \$ | 534 112 \$                             |                             | (87 527) \$                      | 76 405 \$                              | 354 548 \$ | 6 332 \$ | 437 285 \$                             |                             | (57 068) \$                      |
|   |  |            |          |  |                             | 446 585 \$                       |  |            |          |  |                             | 380 217 \$                       |
| <b>Passifs financiers</b>   |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
| <b>Dépôts</b>   |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
| Particuliers  | – \$                                   | 16 508 \$  | 389 \$   | 16 897 \$                              |                             | 16 897 \$                        | – \$                                   | 12 904 \$  | 497 \$   | 13 401 \$                              |                             | 13 401 \$                        |
| Entreprises et gouvernements  | –                                      | 93 311     | 8        | 93 319                                 |                             | 93 319                           | –                                      | 59 376     | 70       | 59 446                                 |                             | 59 446                           |
| Banques   | –                                      | 5 376      | –        | 5 376                                  |                             | 5 376                            | –                                      | 6 592      | –        | 6 592                                  |                             | 6 592                            |
| <b>Autres</b>   |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert   | 31 945                                 | 15 713     | –        | 47 658                                 |                             | 47 658                           | 32 857                                 | 17 484     | 4        | 50 345                                 |                             | 50 345                           |
| Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | –                                      | 73 362     | –        | 73 362                                 |                             | 73 362                           | –                                      | 58 411     | –        | 58 411                                 |                             | 58 411                           |
| <b>Dérivés</b>  |  |            |          |  |                             |                                  |  |            |          |  |                             |                                  |
| Contrats de taux d'intérêt  | 3                                      | 135 455    | 820      | 136 278                                |                             | 136 278                          | 9                                      | 96 752     | 709      | 97 470                                 |                             | 97 470                           |
| Contrats de change  | –                                      | 46 675     | 33       | 46 708                                 |                             | 46 708                           | –                                      | 35 664     | 39       | 35 703                                 |                             | 35 703                           |
| Dérivés de crédit   | –                                      | 166        | 5        | 171                                    |                             | 171                              | –                                      | 327        | 15       | 342                                    |                             | 342                              |
| Autres contrats   | 3 835                                  | 8 075      | 1 025    | 12 935                                 |                             | 12 935                           | 2 886                                  | 8 537      | 1 062    | 12 485                                 |                             | 12 485                           |
| Ajustements de l'évaluation   | –                                      | (281)      | 9        | (272)                                  |                             | (272)                            | –                                      | (65)       | 29       | (36)                                   |                             | (36)                             |
| Total des dérivés, montant brut   | 3 838                                  | 190 090    | 1 892    | 195 820                                |                             | 195 820                          | 2 895                                  | 141 215    | 1 854    | 145 964                                |                             | 145 964                          |
| Ajustements de compensation   |  |            |          |  |                             | (87 960)                         |  |            |          |  |                             | (56 982)                         |
| Total des dérivés   |  |            |          |  |                             | 107 860                          |  |            |          |  |                             | 88 982                           |
| Autres passifs  | 145                                    | 13         | 47       | 205                                    |                             | 205                              | –                                      | 30         | 20       | 50                                     |                             | 50                               |
| Débitures subordonnées  | –                                      | 112        | –        | 112                                    |                             | 112                              | –                                      | 106        | –        | 106                                    |                             | 106                              |
|   | 35 928 \$                              | 394 485 \$ | 2 336 \$ | 432 749 \$                             |                             | (87 960) \$                      | 35 752 \$                              | 296 118 \$ | 2 445 \$ | 334 315 \$                             |                             | (56 982) \$                      |
|   |  |            |          |  |                             | 344 789 \$                       |  |            |          |  |                             | 277 333 \$                       |

(1) Au 31 octobre 2015, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction étaient de 10 315 millions de dollars et de 137 millions (6 400 millions et 81 millions au 31 octobre 2014), respectivement, et ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres disponibles à la vente se chiffraient à 3 394 millions et à 242 millions (6 956 millions et 34 millions au 31 octobre 2014), respectivement.

(2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

(4) Ne comprend pas les titres disponibles à la vente d'un montant de 15 millions de dollars (14 millions au 31 octobre 2014), qui sont comptabilisés au coût.

Les paragraphes qui suivent décrivent, pour nos principaux actifs et passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente, la façon dont les justes valeurs sont établies, les données qui sont utilisées pour leur évaluation ainsi que leur classement selon le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur présenté ci-dessus :

### Obligations liées à des gouvernements (entités gouvernementales canadiennes, américaines et d'autres pays membres de l'OCDE)

Les obligations liées à des gouvernements sont incluses dans les postes Créances d'entités gouvernementales canadiennes, Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains, Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (l'« OCDE ») et Engagements afférents à des titres vendus à découvert du tableau de la hiérarchie des

évaluations à la juste valeur. La juste valeur des titres d'emprunt garantis ou émis par des entités gouvernementales sur des marchés actifs est déterminée en fonction des prix des transactions récentes, des cours établis par les courtiers ou des prix établis par des vendeurs tiers, et ces titres sont classés dans le niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur des titres qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs est fondée soit sur les prix des titres, soit sur des techniques d'évaluation qui utilisent des données comme des rendements et des écarts liés au risque implicites dérivés des prix des titres d'entités gouvernementales semblables négociés activement. Les titres dont les prix ou les taux sont observables et peuvent être comparés aux prix des transactions, aux cours établis par les courtiers ou aux prix établis par les vendeurs sont classés dans le niveau 2 de la hiérarchie. Les titres dont les données ne sont pas observables sont classés dans le niveau 3 de la hiérarchie.

#### *Obligations sur le marché municipal américain et obligations de sociétés*

La juste valeur des obligations sur le marché municipal américain et des obligations de sociétés, qui sont comptabilisées aux postes Titres d'emprunt de sociétés et autres créances, Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains et Engagements afférents à des titres vendus à découvert du tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, est déterminée en se fondant sur l'un ou l'autre des éléments suivants : les prix des transactions récentes, les cours établis par les courtiers, les services d'établissement des prix ou, dans certains cas, la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie qui utilise des données sur les taux comme des rendements de référence (CDOR, LIBOR et autres taux de référence semblables) et des écarts liés au risque de titres comparables. Les titres dont les prix ou les taux sont observables sont classés dans le niveau 2 de la hiérarchie. Les titres dont les données ne sont pas observables sont classés dans le niveau 3 de la hiérarchie.

#### *Titres adossés à des actifs et titres adossés à des créances hypothécaires*

Les titres adossés à des actifs et les titres adossés à des créances hypothécaires sont présentés aux postes Titres adossés à des actifs, Titres adossés à des créances hypothécaires, Créances d'entités gouvernementales canadiennes, Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains et Engagements afférents à des titres vendus à découvert du tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Les titres adossés à des actifs comprennent des titres garantis par des créances (TGC). Les données utilisées pour l'évaluation des titres adossés à des créances hypothécaires et des TGC sont, lorsqu'ils sont disponibles, les cours du marché, les cours établis par les contrepartistes ou les syndicaux chefs de file, les cours établis par les courtiers et les prix établis par les vendeurs de titres identiques. Lorsque les prix de titres identiques ne sont pas facilement accessibles, nous avons recours aux modèles standards appliqués dans le secteur qui utilisent des données comme les marges d'escompte, les rendements, le taux de défaillance, le taux de remboursement anticipé et l'ampleur des taux de perte, lesquels sont fondés sur les prix de transaction, les cours établis par les courtiers ou les prix établis par les vendeurs d'instruments comparables. Lorsque les prix et les données sont observables, les titres adossés à des actifs et les titres adossés à des créances hypothécaires sont classés dans le niveau 2 de la hiérarchie. Autrement, ils sont classés dans le niveau 3 de la hiérarchie.

#### *Titres à enchères*

Les titres à enchères sont inclus dans les Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains et les Titres adossés à des actifs du tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. L'évaluation des titres à enchères consiste à actualiser les flux de trésorerie projetés provenant de la garantie des prêts aux étudiants sous-jacents et à tenir compte de multiples données, comme les taux de défaillance, de remboursement anticipé, de report et de rachat et les écarts de taux. Ces données ne sont pas observables et, par conséquent, les titres à enchères sont classés dans le niveau 3 de la hiérarchie. Toutes les données pertinentes doivent être évaluées et il faut faire appel à beaucoup de jugement pour déterminer les données d'évaluation appropriées.

#### *Titres de participation*

Les postes Titres de participation et Engagements afférents à des titres vendus à découvert du tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur consistent en des actions ordinaires inscrites et non inscrites, des titres de placements privés et des fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictives. La juste valeur des actions ordinaires est fondée sur les prix cotés sur des marchés actifs, lorsqu'ils sont disponibles, et ces titres sont classés dans le niveau 1 de la hiérarchie. Lorsque les prix cotés sur des marchés actifs ne sont pas facilement accessibles, la juste valeur est déterminée en se fondant sur les cours du marché de titres semblables ou au moyen de technique d'évaluation, notamment les ratios cours/bénéfice et la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant comme données les flux de trésorerie projetés et le taux d'actualisation. Les titres de placements privés sont classés dans le niveau 3 de la hiérarchie, car leurs données ne sont pas observables. Les fonds de couverture sont évalués selon la valeur liquidative. Si nous pouvons racheter un fonds de couverture à sa valeur liquidative avant la prochaine date de clôture trimestrielle, le fonds est classé dans le niveau 2 de la hiérarchie. Autrement, le fonds est classé dans le niveau 3 de la hiérarchie.

#### *Dérivés*

La juste valeur des dérivés négociés en Bourse, comme les options sur taux d'intérêt et sur actions et les contrats à terme standardisés, est fondée sur les cours du marché, et ces titres sont classés dans le niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Les dérivés hors cote comprennent principalement les swaps de taux d'intérêt et de devises, les options sur taux d'intérêt, les contrats de change à terme et les options sur devises, ainsi que les options et les swaps sur marchandises. Les dérivés sur taux d'intérêt, sur devises et sur actions hors cote ou négociés en Bourse sont inclus dans les postes Contrats de taux d'intérêt, Contrats de change et Autres contrats, respectivement, du tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur des dérivés hors cote est déterminée au moyen de modèles d'évaluation lorsque les cours du marché ou les données sur les prix consensuels établis par des tiers ne sont pas disponibles. Les modèles d'évaluation, comme la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie ou le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, tiennent compte des données observables et non observables sur les taux d'intérêt, les taux de change, les cours des actions et les prix des marchandises (y compris les indices), les écarts de taux, les niveaux correspondants de la volatilité sur le marché et d'autres facteurs d'établissement des prix fondés sur le marché. Tel qu'il a été mentionné précédemment, les écarts acheteur-vendeur, les ajustements de l'évaluation liés au crédit, les ajustements de l'évaluation liés au financement, les swaps indexés sur le taux à un jour, les incertitudes liées aux paramètres et aux modèles et le profit ou la perte latent à la création d'une transaction sont d'autres ajustements à la juste valeur. Un instrument dérivé est classé dans le niveau 2 de la hiérarchie si des données observables sur le marché sont disponibles ou si les données non observables n'ont pas d'incidence importante sur la juste valeur. Autrement, l'instrument est classé dans le niveau 3 de la hiérarchie.

#### *Titres empruntés ou achetés en vertu de conventions de revente et titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat*

Dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, ces instruments sont inclus dans les postes Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés.

La juste valeur de ces contrats est calculée au moyen de techniques d'évaluation comme la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, dont les données sont fondées sur les courbes de taux d'intérêt. Ces contrats sont classés dans les instruments de niveau 2 de la hiérarchie, car les données sont observables.

### Dépôts

La majorité de nos dépôts est évaluée au coût amorti, mais nous avons désigné certains dépôts comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces dépôts à la juste valeur par le biais du résultat net se composent de dépôts pris, de certificats de dépôt et de billets émis ainsi que d'obligations liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt, et ils sont inclus dans le poste Dépôts du tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur de ces instruments est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie et des modèles d'évaluation des options sur dérivés. Les données des modèles d'évaluation comprennent les courbes de rendements de référence, les écarts de taux, les taux d'intérêt, la volatilité des titres de participation et des taux d'intérêt, les dividendes et la corrélation, le cas échéant. Les dépôts sont classés dans les instruments de niveau 2 ou de niveau 3 de la hiérarchie, selon l'importance des écarts de taux, de la volatilité, des dividendes et de la corrélation non observables.

### Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur, les fourchettes et les moyennes pondérées des données non observables.

Au 31 octobre 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

| Produits   | Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur | Juste valeur    |                 | Techniques d'évaluation         | Principales données non observables (1)         | Fourchette des valeurs des données (2), (3) |           |  |
|--|--|-----------------|-----------------|---------------------------------|---|---|-----------|--|
|  |  | Actif           | Passif          |                                 |   | Bas   | Haut      | Moyenne pondérée/répartition des données (4) |
| <b>Instruments financiers non dérivés</b>  |  |                 |                 |                                 |   |   |           |  |
| Titres adossés à des actifs  |  |                 |                 |                                 |   |   |           |  |
|  | Titres adossés à des actifs  | 48 \$           |                 | Fondée sur les prix             | Prix  | s.o.  | s.o.      | s.o.   |
|  | Engagements afférents à des titres vendus à découvert                    |                 | - \$            | Flux de trésorerie actualisés   | Marges d'escompte                               | 3,43 %                                      | 13,10 %   | 8,27 %                                       |
|  |  |                 |                 |                                 | Rendements                                      | 1,39 %                                      | 2,78 %    | 1,79 %                                       |
|  |  |                 |                 |                                 | Taux de défaillance                             | - %   | 5,00 %    | 2,50 %                                       |
|  |  |                 |                 |                                 | Taux de remboursement anticipé                  | - %   | 30,00 %   | 15,00 %                                      |
|  |  |                 |                 |                                 | Ampleur des taux de perte                       | 20,00 %                                     | 70,00 %   | 45,00 %                                      |
| Titres à enchères  |  |                 |                 |                                 |   |   |           |  |
|  | Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains            | 699             |                 | Flux de trésorerie actualisés   | Marges d'escompte                               | 1,65 %                                      | 4,50 %    | 2,78 %                                       |
|  | Titres adossés à des actifs  | 177             |                 |                                 | Taux de défaillance                             | 9,00 %                                      | 10,00 %   | 9,96 %                                       |
|  |  |                 |                 |                                 | Taux de remboursement anticipé                  | 4,00 %                                      | 8,00 %    | 4,35 %                                       |
|  |  |                 |                 |                                 | Taux de recouvrement                            | 40,00 %                                     | 97,50 %   | 91,66 %                                      |
| Titres d'emprunt de sociétés   |  |                 |                 |                                 |   |   |           |  |
|  | Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                          | 198             |                 | Fondée sur les prix             | Prix  | 47,61 \$                                    | 164,29 \$ | 96,57 \$                                     |
|  | Prêts  | 472             |                 | Flux de trésorerie actualisés   | Rendements                                      | 2,98 %                                      | 8,00 %    | 3,89 %                                       |
|  | Engagements afférents à des titres vendus à découvert                    |                 | -               |                                 | Taux de capitalisation                          | 6,07 %                                      | 8,50 %    | 7,28 %                                       |
|  |  |                 |                 |                                 | Escomptes de liquidité (5)                      | s.o.  | s.o.      | s.o.   |
| Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales                                       |  |                 |                 |                                 |   |   |           |  |
|  | Créances d'entités gouvernementales canadiennes                          | 5               |                 | Fondée sur les prix             | Prix  | 64,98 \$                                    | 126,22 \$ | 84,50 \$                                     |
|  | Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains            | 114             |                 | Flux de trésorerie actualisés   | Rendements                                      | 0,27 %                                      | 31,37 %   | 3,89 %                                       |
|  | Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE      | -               |                 |                                 |   |   |           |  |
|  | Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                          | 1 750           |                 |                                 |   |   |           |  |
| Financement bancaire et dépôts   |  |                 |                 |                                 |   |   |           |  |
|  | Dépôts   |                 | -               | Flux de trésorerie actualisés   | Écarts de financement                           | s.o.  | s.o.      | s.o.   |
|  |  |                 |                 |                                 | Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt       | s.o.  | s.o.      | s.o.   |
|  |  |                 |                 |                                 | Corrélation taux de change/taux de change       | s.o.  | s.o.      | s.o.   |
|  |  |                 |                 |                                 | Corrélation taux de change/taux d'intérêt       | s.o.  | s.o.      | s.o.   |
| Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes |  |                 |                 |                                 |   |   |           |  |
|  | Titres de participation  | 1 110           |                 | Cours de marché comparable      | Ratios valeur de l'entreprise/BALIA             | 4,67X                                       | 15,50X    | 7,38X  |
|  | Actifs liés aux dérivés  | 3               |                 | Fondée sur les prix             | Ratios c/b                                      | 9,40X                                       | 22,40X    | 12,14X                                       |
|  | Passifs liés aux dérivés   |                 | 218             | Flux de trésorerie actualisés   | Ratios valeur de l'entreprise/revenus           | 0,28X                                       | 5,90X     | 2,64X  |
|  |  |                 |                 |                                 | Escomptes de liquidité (5)                      | 15,00 %                                     | 40,00 %   | 27,34 %                                      |
|  |  |                 |                 |                                 | Taux d'actualisation                            | 12,00 %                                     | 17,00 %   | 16,46 %                                      |
|  |  |                 |                 |                                 | Valeurs liquidatives/prix (6)                   | s.o.  | s.o.      | s.o.   |
| <b>Instruments financiers dérivés</b>  |  |                 |                 |                                 |   |   |           |  |
| Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)                 |  |                 |                 |                                 |   |   |           |  |
|  | Actifs liés aux dérivés  | 428             |                 | Flux de trésorerie actualisés   | Taux d'intérêt                                  | 2,25 %                                      | 2,27 %    | Répartition égale                            |
|  | Dépôts   |                 | -               | Modèle d'évaluation des options | Taux des swaps sur IPC                          | 1,67 %                                      | 1,90 %    | Répartition égale                            |
|  | Passifs liés aux dérivés   |                 | 822             |                                 | Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt       | 19,00 %                                     | 67,00 %   | Répartition égale                            |
|  |  |                 |                 |                                 | Corrélation taux de change/taux d'intérêt       | 29,00 %                                     | 56,00 %   | Répartition égale                            |
|  |  |                 |                 |                                 | Corrélation taux de change/taux de change       | 68,00 %                                     | 68,00 %   | Répartition égale                            |
|  |  |                 |                 |                                 | Volatilités des taux d'intérêt (8)              | 0,11 %                                      | 6,11 %    | Répartition égale                            |
| Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)               |  |                 |                 |                                 |   |   |           |  |
|  | Actifs liés aux dérivés  | 559             |                 | Flux de trésorerie actualisés   | Rendement de l'action                           | 0,01 %                                      | 29,09 %   | Tranche inférieure                           |
|  | Dépôts   |                 | 389             | Modèle d'évaluation des options | Corrélation cours des actions/cours des actions | 13,90 %                                     | 96,90 %   | Tranche centrale                             |
|  | Passifs liés aux dérivés   |                 | 569             |                                 | Corrélation cours des actions/taux de change    | (69,10)%                                    | 29,20 %   | Tranche centrale                             |
|  |  |                 |                 |                                 | Volatilités des cours des actions               | 1,70 %                                      | 190,00 %  | Tranche inférieure                           |
| <b>Autres (9)</b>  |  |                 |                 |                                 |   |   |           |  |
|  | Titres adossés à des créances hypothécaires                              | 15              |                 |                                 |   |   |           |  |
|  | Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                          | -               |                 |                                 |   |   |           |  |
|  | Actifs liés aux dérivés  | 153             |                 |                                 |   |   |           |  |
|  | Dépôts   |                 | 8               |                                 |   |   |           |  |
|  | Passifs liés aux dérivés   |                 | 283             |                                 |   |   |           |  |
|  | Autres passifs   |                 | 47              |                                 |   |   |           |  |
| <b>Total</b>   |  | <b>5 731 \$</b> | <b>2 336 \$</b> |                                 |   |   |           |  |



### Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 octobre 2014 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

| Produits   | Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur | Juste valeur    |                 | Techniques d'évaluation         | Principales données non observables (1)         | Fourchette des valeurs des données (2), (3) |           |  |  |
|--|--|-----------------|-----------------|---------------------------------|---|---|-----------|--|--|
|  |  | Actif           | Passif          |                                 |   | Bas   | Haut      | Moyenne pondérée/répartition des données (4) |  |
| <b>Instruments financiers non dérivés</b>  |  |                 |                 |                                 |   |   |           |  |  |
| Titres adossés à des actifs  | Titres adossés à des actifs  | 478 \$          |                 | Fondée sur les prix             | Prix  | 53,70 \$                                    | 90,50 \$  | 75,92 \$                                     |  |
|  | Engagements afférents à des titres vendus à découvert                    |                 | – \$            | Flux de trésorerie actualisés   | Marges d'escompte                               | 0,70 %                                      | 9,48 %    | 5,09 %                                       |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Rendements                                      | 2,84 %                                      | 5,36 %    | 3,52 %                                       |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Taux de défaillance                             | 1,00 %                                      | 5,00 %    | 2,00 %                                       |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Taux de remboursement anticipé                  | 15,00 %                                     | 30,00 %   | 20,00 %                                      |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Ampleur des taux de perte                       | 30,00 %                                     | 70,00 %   | 50,00 %                                      |  |
| Titres à enchères  | Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains            | 979             |                 | Flux de trésorerie actualisés   | Marges d'escompte                               | 1,32 %                                      | 4,63 %    | 2,26 %                                       |  |
|  | Titres adossés à des actifs  | 166             |                 |                                 | Taux de défaillance                             | 9,00 %                                      | 10,00 %   | 9,80 %                                       |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Taux de remboursement anticipé                  | 4,00 %                                      | 8,00 %    | 4,76 %                                       |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Taux de recouvrement                            | 40,00 %                                     | 97,50 %   | 93,51 %                                      |  |
| Titres d'emprunt de sociétés   | Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                          | 100             |                 | Fondée sur les prix             | Prix  | 2,50 \$                                     | 119,52 \$ | 97,86 \$                                     |  |
|  | Prêts  | 461             |                 | Flux de trésorerie actualisés   | Rendements                                      | 2,75 %                                      | 7,50 %    | 3,84 %                                       |  |
|  | Engagements afférents à des titres vendus à découvert                    |                 | 4               |                                 | Taux de capitalisation                          | 6,43 %                                      | 9,47 %    | 7,95 %                                       |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Escomptes de liquidité (5)                      | 10,00 %                                     | 10,00 %   | 10,00 %                                      |  |
| Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales                                       | Créances d'entités gouvernementales canadiennes                          | –               |                 | Fondée sur les prix             | Prix  | 67,38 \$                                    | 100,00 \$ | 96,24 \$                                     |  |
|  | Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains            | 416             |                 | Flux de trésorerie actualisés   | Rendements                                      | 0,17 %                                      | 30,15 %   | 3,06 %                                       |  |
|  | Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE      | 11              |                 |                                 |   |   |           |  |  |
|  | Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                          | 1 616           |                 |                                 |   |   |           |  |  |
| Financement bancaire et dépôts   | Dépôts   |                 | 70              | Flux de trésorerie actualisés   | Écarts de financement                           | s.o.  | s.o.      | s.o.   |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt       | 19,00 %                                     | 67,00 %   | Répartition égale                            |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Corrélation taux de change/taux de change       | 68,00 %                                     | 68,00 %   | Répartition égale                            |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Corrélation taux de change/taux d'intérêt       | 29,00 %                                     | 56,00 %   | Répartition égale                            |  |
| Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes | Titres de participation  | 1 194           |                 | Cours de marché comparable      | Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA             | 4,00X                                       | 10,80X    | 8,73X  |  |
|  | Actifs liés aux dérivés  | 11              |                 | Fondée sur les prix             | Ratios c/b                                      | 8,79X                                       | 15,70X    | 11,79X                                       |  |
|  | Passifs liés aux dérivés   |                 | 434             | Flux de trésorerie actualisés   | Ratios valeur de l'entreprise/revenus           | 0,45X                                       | 7,50X     | 4,97X  |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Escomptes de liquidité (5)                      | –   | 50,00 %   | 26,92 %                                      |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Taux d'actualisation                            | 12,00 %                                     | 17,00 %   | 14,78 %                                      |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Valeurs liquidatives/prix (6)                   | s.o.  | s.o.      | s.o.   |  |
| Instruments financiers dérivés   | Actifs liés aux dérivés  | 348             |                 | Flux de trésorerie actualisés   | Taux d'intérêt                                  | 2,96 %                                      | 2,98 %    | Répartition égale                            |  |
| Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)                 | Dépôts   |                 | –               | Modèle d'évaluation des options | Taux des swaps sur IPC                          | 1,73 %                                      | 2,30 %    | Répartition égale                            |  |
|  | Passifs liés aux dérivés   |                 | 732             |                                 | Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt       | 19,00 %                                     | 67,00 %   | Répartition égale                            |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Corrélation taux de change/taux d'intérêt       | 29,00 %                                     | 56,00 %   | Répartition égale                            |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Corrélation taux de change/taux de change       | 68,00 %                                     | 68,00 %   | Répartition égale                            |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Volatilités des taux d'intérêt (8)              | 26,28 %                                     | 28,28 %   | Répartition égale                            |  |
| Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)               | Actifs liés aux dérivés  | 442             |                 | Flux de trésorerie actualisés   | Rendement de l'action                           | 0,04 %                                      | 18,11 %   | Tranche inférieure                           |  |
|  | Dépôts   |                 | 497             | Modèle d'évaluation des options | Corrélation cours des actions/cours des actions | 0,50 %                                      | 97,20 %   | Tranche centrale                             |  |
|  | Passifs liés aux dérivés   |                 | 529             |                                 | Corrélation cours des actions/taux de change    | (72,80) %                                   | 53,20 %   | Tranche centrale                             |  |
|  |  |                 |                 |                                 | Volatilités des cours des actions               | 1,00 %                                      | 172,00 %  | Tranche inférieure                           |  |
| Autres (9)   | Titres adossés à des créances hypothécaires                              | 4               |                 |                                 |   |   |           |  |  |
|  | Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                          | 6               |                 |                                 |   |   |           |  |  |
|  | Actifs liés aux dérivés  | 100             |                 |                                 |   |   |           |  |  |
|  | Dépôts   |                 | –               |                                 |   |   |           |  |  |
|  | Passifs liés aux dérivés   |                 | 159             |                                 |   |   |           |  |  |
|  | Autres passifs   |                 | 20              |                                 |   |   |           |  |  |
| <b>Total</b>   |  | <b>6 332 \$</b> | <b>2 445 \$</b> |                                 |   |   |           |  |  |

- (1) Les acronymes désignent les termes suivants : i) bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (BAIIA); ii) cours/bénéfice (c/b); et iii) indice des prix à la consommation (IPC).
- (2) Les valeurs du bas et du haut représentent les données des niveaux réels le plus bas et le plus élevé qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits en particulier. Ces fourchettes de données ne reflètent pas le niveau d'incertitude des données, mais sont influencées par les différents instruments sous-jacents de la catégorie de produits. Par conséquent, les fourchettes de données varient d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de bilan. Lorsqu'elle est présentée, la moyenne pondérée des valeurs des données est calculée en fonction de la juste valeur relative des instruments de la catégorie de produits. Les moyennes pondérées des dérivés ne sont pas présentées dans le tableau, car elles ne constituent pas une mesure comparable, mais la répartition des principales données non observables dans la fourchette indiquée pour chacune des catégories de produits y est présentée.
- (3) Les données fondées sur les prix sont importantes pour certains titres d'emprunt et elles sont fondées sur des données de référence externes, des instruments comparables ou des données de négociation datées d'avant la fin du trimestre. Pour ces instruments, la donnée sur le prix est exprimée en dollars pour chaque tranche de 100 \$ de la valeur nominale. Par exemple, si la donnée sur le prix est de 105 \$, un instrument est évalué à prime sur sa valeur nominale.
- (4) Le niveau de regroupement et de diversité de chaque catégorie d'instruments dérivés peut faire en sorte que certaines fourchettes de données soient étendues et que les données y soient réparties inégalement. Dans le tableau, nous avons indiqué si la majorité des données sont concentrées dans la tranche supérieure, centrale ou inférieure de la fourchette, ou si elles sont réparties également dans la fourchette.
- (5) La juste valeur des titres, compte tenu des données sur les escomptes de liquidité, totalisait 131 millions de dollars (211 millions au 31 octobre 2014).
- (6) La valeur liquidative d'un fonds de couverture est la juste valeur totale de l'actif moins le passif, divisée par le nombre de parts du fonds. La valeur liquidative des fonds et les dérivés sur actions correspondants fondés sur la valeur liquidative ne sont pas considérés comme des données observables, car nous ne pouvons racheter certains de ces fonds de couverture à la valeur liquidative avant la prochaine date de clôture trimestrielle. Les titres de placements privés sont évalués à la valeur liquidative ou selon des techniques d'évaluation. La fourchette de la valeur liquidative par part ou du prix par action n'a pas été présentée pour les fonds de couverture ou les titres de placements privés en raison de la dispersion des prix qui découle de la diversité des placements.
- (7) Les obligations structurées comprennent des dérivés incorporés sur taux d'intérêt et sur actions dont les données non observables sont semblables à celles des dérivés sur actions et sur taux d'intérêt.
- (8) La réduction de la fourchette des données sur la volatilité au 31 octobre 2015 par rapport aux périodes précédentes s'explique par la mise en œuvre d'un modèle d'évaluation fondé sur une convention différente à l'égard des données.
- (9) La catégorie Autres inclut principalement des instruments non importants comme les dérivés sur marchandises, les dérivés de change, les dérivés de crédit, les contrats d'assurance vie détenus par des banques et le financement bancaire et les dépôts.
- s. o. : sans objet

## **Sensibilité aux données non observables et relations entre les données non observables**

### *Rendement, écarts de taux/marges d'escompte*

Le rendement d'un instrument financier est le taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans un modèle d'évaluation. Une augmentation du rendement, de façon isolée, se traduirait par une diminution de l'évaluation de la juste valeur, et réciproquement. Un écart de taux/une marge d'escompte est la différence entre le rendement d'un instrument d'emprunt et le rendement d'un instrument de référence. Les instruments de référence sont assortis de notations élevées et d'échéances semblables et sont souvent des obligations d'entités gouvernementales. Par conséquent, l'écart de taux/la marge d'escompte représente le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs d'un actif afin de refléter le rendement du marché nécessaire pour compenser l'incertitude des flux de trésorerie estimatifs. L'écart de taux ou la marge d'escompte d'un instrument fait partie du rendement utilisé dans la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. En général, une augmentation de l'écart de taux ou la marge d'escompte se traduira par une diminution de la juste valeur, et réciproquement.

### *Écart de financement*

Les écarts de financement sont les écarts de taux qui s'appliquent particulièrement aux taux de nos dépôts ou de nos financements. Une diminution des écarts de financement, de façon isolée, se traduira par une augmentation de la juste valeur de nos passifs, et réciproquement.

### *Taux de défaillance*

Le taux de défaillance est le taux auquel les emprunteurs omettent d'effectuer leurs remboursements prévus. Une diminution du taux de défaillance donnera habituellement lieu à une augmentation de la juste valeur du prêt, et réciproquement. Cet effet sera beaucoup plus prononcé pour un prêt aux étudiants non garanti par un gouvernement que pour un prêt garanti par un gouvernement.

### *Taux de remboursement anticipé*

Le taux de remboursement anticipé est le taux auquel un prêt sera remboursé par anticipation par rapport à son amortissement prévu. Les remboursements anticipés modifient les flux de trésorerie futurs d'un prêt. Une augmentation du taux de remboursement anticipé, de façon isolée, se traduira par une augmentation de la juste valeur si le taux d'intérêt du prêt est inférieur au taux de réinvestissement en vigueur, et une diminution du taux de remboursement anticipé, de façon isolée, se traduira par une diminution de la juste valeur si le taux d'intérêt d'un prêt est inférieur au taux de réinvestissement en vigueur. Les taux de remboursement anticipés sont, en général, corrélés négativement par rapport aux taux d'intérêt.

### *Taux de recouvrement et ampleur des taux de perte*

Le taux de recouvrement est une estimation du montant qui devrait être recouvré dans un scénario de prêt en défaillance. Le taux de recouvrement correspond au montant recouvré divisé par le solde du prêt, exprimé en pourcentage. La notion inverse du recouvrement est l'ampleur des taux de perte. L'ampleur des taux de perte est une estimation du montant qui ne sera pas recouvré si un prêt est en défaillance. L'ampleur des taux de perte correspond à la perte divisée par le solde du prêt et elle est exprimée en pourcentage. En général, une augmentation du taux de recouvrement ou une diminution de l'ampleur des taux de perte se traduira par une augmentation de la juste valeur du prêt, et réciproquement.

### *Taux de capitalisation*

Un taux de capitalisation est le taux de rendement d'un placement dans un bien immobilier calculé en divisant le revenu du bien par la valeur du bien. Un taux de capitalisation moins élevé se traduira par une augmentation de la valeur du bien, et réciproquement.

### *Taux de volatilité*

La volatilité mesure la variabilité potentielle des prix futurs et est souvent évaluée comme écart type des fluctuations des prix. La volatilité est une donnée des modèles d'évaluation des options qui est utilisée pour déterminer la valeur des dérivés et des obligations structurées émises. La volatilité est utilisée pour évaluer les options sur actions, sur taux d'intérêt, sur marchandises et sur devises. Un taux de volatilité plus élevé représente une plus forte probabilité que le taux ou le prix sous-jacent fluctuera. Des taux de volatilité plus élevés pourraient se traduire par une augmentation ou une diminution de la juste valeur de l'option, selon les modalités de l'option. La détermination des taux de volatilité dépend de divers facteurs y compris, sans s'y limiter, le cours du marché sous-jacent, le prix d'exercice et l'échéance.

### *Rendements des actions*

Les rendements des actions correspondent aux rendements prévus des actions sous-jacentes, exprimés en pourcentage annuel de leur prix. Les rendements des actions sont utilisés comme données des modèles d'évaluation des prix des contrats à terme de gré à gré sur actions et des options. Une augmentation des rendements des actions se traduira par une diminution du prix à terme et réciproquement. Une augmentation des rendements des actions se traduira par une augmentation ou une diminution de la valeur d'une option, selon les modalités de l'option.

### *Taux de corrélation*

La corrélation est la relation linéaire entre les variations de deux variables différentes. La corrélation est une donnée utilisée pour évaluer les contrats dérivés et les obligations structurées émises lorsque le rendement d'un instrument est déterminé par des variables corrélées. Lorsque les variables sont corrélées positivement, une augmentation d'une variable se traduira par une augmentation de l'autre variable. Lorsque les variables sont corrélées négativement, une augmentation d'une variable se traduira par une diminution de l'autre variable. Les variables en question peuvent faire partie d'une seule catégorie d'actifs ou d'un seul marché (cours des actions, taux d'intérêt, prix des marchandises, écarts de taux et taux de change) ou faire partie de différentes catégories d'actifs (cours des actions par rapport aux taux de change ou taux d'intérêt par rapport aux taux de change). Les variations de la corrélation donneront lieu à une augmentation ou à une diminution de la juste valeur d'un instrument financier selon les modalités de son rendement contractuel.

### *Taux d'intérêt*

Un taux d'intérêt est le montant à payer en pourcentage sur le capital ou le capital nominal. Une augmentation des taux d'intérêt entraînera une diminution de la valeur des flux de trésorerie actualisés d'un instrument financier, et réciproquement.

### *Taux des swaps sur l'indice des prix à la consommation*

Le taux d'un swap sur l'indice des prix à la consommation (IPC) est exprimé en pourcentage d'une augmentation du prix moyen d'un panier de produits et services, par exemple dans les secteurs du transport, de l'alimentation et des soins de santé. Une augmentation du taux des swaps sur IPC se traduira par une augmentation des paiements des swaps sur inflation, et réciproquement.

**Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA, ratios c/b, ratios valeur de l'entreprise/revenus et escomptes de liquidité**

Les données d'évaluation des titres de placements privés incluent les ratios valeur de l'entreprise/bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (BAIIA), les ratios cours/bénéfice (c/b) et les ratios valeur de l'entreprise/revenus. Ces ratios sont utilisés pour calculer soit la valeur de l'entreprise, soit la valeur de l'action d'une société en se fondant sur un multiple des bénéfices ou des revenus estimés. Des multiples plus élevés se traduiront par des justes valeurs plus élevées pour tous les types de ratios, et réciproquement. Un escompte de liquidité peut être appliqué lorsqu'il y a peu de transactions sur lesquelles fonder les évaluations, voire aucune.

**Relations entre les données non observables**

Les données non observables liées aux titres à enchères, y compris celles présentées ci-dessus, soit la marge d'escompte, le taux de défaillance, le taux de remboursement anticipé, le taux de recouvrement et l'ampleur des taux de perte, pourraient ne pas être indépendantes l'une de l'autre. Une variation du taux de défaillance, du taux de remboursement anticipé, du taux de recouvrement et de l'ampleur des taux de perte pourrait avoir une incidence sur la marge d'escompte des titres à enchères. En général, les marges d'escompte diminueront si les taux de défaillance diminuent ou si les taux de recouvrement augmentent. Les remboursements anticipés pourraient se traduire par une augmentation ou une diminution de la juste valeur.

**Variations de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments évalués de façon récurrente et classés dans le niveau 3**

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations récurrentes à la juste valeur pour les instruments compris dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

|   | Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015       |  |  |                                      |   |                             |                             |                                 | Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 |
|---|---|--|--|--------------------------------------|---|-----------------------------|-----------------------------|---------------------------------|--|
|   | Juste valeur au 1 <sup>er</sup> novembre 2014 | Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat | Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1) | Achats d'actifs/émissions de passifs | Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2) | Transferts vers le niveau 3 | Transferts hors du niveau 3 | Juste valeur au 31 octobre 2015 |  |
| (en millions de dollars canadiens)                                  |   |  |  |                                      |   |                             |                             |                                 |  |
| <b>Actifs</b>   |   |  |  |                                      |   |                             |                             |                                 |  |
| <b>Valeurs mobilières</b>   |   |  |  |                                      |   |                             |                             |                                 |  |
| <b>Titres détenus à des fins de transaction</b>                     |   |  |  |                                      |   |                             |                             |                                 |  |
| Créance d'entités gouvernementales canadiennes                      |   |  |  |                                      |   |                             |                             |                                 |  |
| Provinces et municipalités  | – \$  | – \$   | – \$   | – \$                                 | – \$  | 5 \$                        | – \$                        | 5 \$                            | – \$   |
| Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains       | 6   | (1)  | 1  | 40                                   | (30)  | –                           | –                           | 16                              | –  |
| Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE | –   | –  | –  | –                                    | –   | 20                          | (20)                        | –                               | –  |
| Titres adossés à des créances hypothécaires                         | 4   | (4)  | –  | 25                                   | (27)  | 30                          | (13)                        | 15                              | –  |
| Titres adossés à des actifs   |   |  |  |                                      |   |                             |                             |                                 |  |
| TGC   | 74  | 24   | (18)   | 102                                  | (146)   | 13                          | (44)                        | 5                               | –  |
| Titres non garantis par des créances                                | 364   | (7)  | 47   | 137                                  | (345)   | 24                          | (197)                       | 23                              | (2)  |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                     | 149   | (1)  | 5  | 93                                   | (143)   | 211                         | (123)                       | 191                             | –  |
| Titres de participation   | 166   | (29)   | 24   | 16                                   | (75)  | 45                          | (24)                        | 123                             | (28)   |
|   | 763   | (18)   | 59   | 413                                  | (766)   | 348                         | (421)                       | 378                             | (30)   |
| <b>Titres disponibles à la vente</b>                                |   |  |  |                                      |   |                             |                             |                                 |  |
| Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains       | 1 389   | 7  | 157  | 136                                  | (846)   | –                           | (46)                        | 797                             | s.o.   |
| Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE | 11  | –  | –  | 4                                    | (2)   | –                           | (13)                        | –                               | s.o.   |
| Titres adossés à des actifs   |   |  |  |                                      |   |                             |                             |                                 |  |
| TGC   | 24  | –  | 3  | 30                                   | –   | –                           | (57)                        | –                               | s.o.   |
| Titres non garantis par des créances                                | 182   | (1)  | 40   | –                                    | (24)  | –                           | –                           | 197                             | s.o.   |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                     | 1 573   | –  | 246  | 2 524                                | (2 586)   | 37                          | (37)                        | 1 757                           | s.o.   |
| Titres de participation   | 1 028   | 105  | 65   | 52                                   | (225)   | 17                          | (55)                        | 987                             | s.o.   |
|   | 4 207   | 111  | 511  | 2 746                                | (3 683)   | 54                          | (208)                       | 3 738                           | s.o.   |
| <b>Prêts de gros</b>  | 461   | (8)  | 47   | 605                                  | (547)   | 1                           | (87)                        | 472                             | –  |
| <b>Autres</b>   |   |  |  |                                      |   |                             |                             |                                 |  |
| Soldes nets des dérivés (3)   |   |  |  |                                      |   |                             |                             |                                 |  |
| Contrats de taux d'intérêt  | (370)   | (89)   | (2)  | 37                                   | (7)   | (11)                        | (4)                         | (446)                           | (15)   |
| Contrats de change  | 9   | 46   | 6  | 34                                   | (7)   | 7                           | (37)                        | 58                              | 36   |
| Dérivés de crédit   | (5)   | (15)   | (1)  | –                                    | 19  | (1)                         | 2                           | (1)                             | (3)  |
| Autres contrats   | (502)   | (113)  | (77)   | 28                                   | 216   | (98)                        | 233                         | (313)                           | 124  |
| Ajustements de l'évaluation   | (85)  | (3)  | (2)  | 1                                    | 45  | (3)                         | –                           | (47)                            | –  |
| Autres actifs   | –   | –  | –  | –                                    | –   | –                           | –                           | –                               | –  |
|   | 4 478 \$                                      | (89) \$  | 541 \$   | 3 864 \$                             | (4 730) \$  | 297 \$                      | (522) \$                    | 3 839 \$                        | 112 \$   |
| <b>Passif</b>   |   |  |  |                                      |   |                             |                             |                                 |  |
| <b>Dépôts</b>   |   |  |  |                                      |   |                             |                             |                                 |  |
| Particuliers  | (497) \$                                      | 73 \$  | (41) \$  | (545) \$                             | 88 \$   | (376) \$                    | 909 \$                      | (389) \$                        | 45 \$  |
| Entreprises et gouvernements  | (70)  | (5)  | 1  | (78)                                 | 51  | –                           | 93                          | (8)                             | –  |
| <b>Autres</b>   |   |  |  |                                      |   |                             |                             |                                 |  |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert               | (4)   | –  | –  | (11)                                 | 15  | (1)                         | 1                           | –                               | –  |
| Autres passifs  | (20)  | (28)   | (5)  | –                                    | 6   | –                           | –                           | (47)                            | (22)   |
| Débitures subordonnées  | –   | –  | –  | –                                    | –   | –                           | –                           | –                               | –  |
|   | (591) \$                                      | 40 \$  | (45) \$  | (634) \$                             | 160 \$  | (377) \$                    | 1 003 \$                    | (444) \$                        | 23 \$  |

| (en millions de dollars canadiens)                                  | Juste valeur au 1 <sup>er</sup> novembre 2013 | Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat | Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1) | Achats d'actifs/ émissions de passifs | Ventes d'actifs/ règlements de passifs et autres (2) | Transferts vers le niveau 3 | Transferts hors du niveau 3 | Juste valeur au 31 octobre 2014 | Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour l'exercice clos le |
|---|---|--|--|---------------------------------------|--|-----------------------------|-----------------------------|---------------------------------|--|
|   |   |  |  |                                       |  |                             |                             |                                 | 31 octobre 2014  |
| <b>Actifs</b>   |   |  |  |                                       |  |                             |                             |                                 |  |
| <b>Valeurs mobilières</b>   |   |  |  |                                       |  |                             |                             |                                 |  |
| <b>Titres détenus à des fins de transaction</b>                     |   |  |  |                                       |  |                             |                             |                                 |  |
| Créance d'entités gouvernementales canadiennes                      |   |  |  |                                       |  |                             |                             |                                 |  |
| Provinces et municipalités  | – \$  | – \$   | – \$   | – \$                                  | – \$   | – \$                        | – \$                        | – \$                            | – \$   |
| Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains       | 22  | –  | 2  | 47                                    | (61)   | 5                           | (9)                         | 6                               | 1  |
| Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE | 370   | –  | (4)  | –                                     | –  | –                           | (366)                       | –                               | –  |
| Titres adossés à des créances hypothécaires                         | 28  | (3)  | 2  | 90                                    | (83)   | 1                           | (31)                        | 4                               | –  |
| Titres adossés à des actifs   |   |  |  |                                       |  |                             |                             |                                 |  |
| TGC   | 31  | 15   | (9)  | 130                                   | (85)   | 7                           | (15)                        | 74                              | 2  |
| Titres non garantis par des créances                                | 260   | (2)  | 20   | 2 083                                 | (1 984)  | 16                          | (29)                        | 364                             | (5)  |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                     | 415   | (2)  | 27   | 263                                   | (487)  | 20                          | (87)                        | 149                             | –  |
| Titres de participation   | 183   | 1  | 14   | 84                                    | (77)   | 22                          | (61)                        | 166                             | –  |
|   | 1 309   | 9  | 52   | 2 697                                 | (2 777)  | 71                          | (598)                       | 763                             | (2)  |
| <b>Titres disponibles à la vente</b>                                |   |  |  |                                       |  |                             |                             |                                 |  |
| Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains       | 2 014   | –  | 240  | –                                     | (856)  | –                           | (9)                         | 1 389                           | s.o.   |
| Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE | –   | –  | –  | 1                                     | 10   | –                           | –                           | 11                              | s.o.   |
| Titres adossés à des actifs   |   |  |  |                                       |  |                             |                             |                                 |  |
| TGC   | 103   | –  | 9  | –                                     | (36)   | 24                          | (76)                        | 24                              | s.o.   |
| Titres non garantis par des créances                                | 180   | (4)  | 23   | –                                     | (17)   | –                           | –                           | 182                             | s.o.   |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                     | 1 673   | –  | 130  | 1 760                                 | (1 921)  | –                           | (69)                        | 1 573                           | s.o.   |
| Titres de participation   | 969   | 120  | 120  | 47                                    | (228)  | –                           | –                           | 1 028                           | s.o.   |
|   | 4 939   | 116  | 522  | 1 808                                 | (3 048)  | 24                          | (154)                       | 4 207                           | s.o.   |
| <b>Prêts de gros</b>  | 414   | 3  | 32   | 31                                    | (19)   | –                           | –                           | 461                             | (22)   |
| <b>Autres</b>   |   |  |  |                                       |  |                             |                             |                                 |  |
| Soldes nets des dérivés (3)   |   |  |  |                                       |  |                             |                             |                                 |  |
| Contrats de taux d'intérêt  | (458)   | (100)  | (2)  | 31                                    | (13)   | 94                          | 78                          | (370)                           | (108)  |
| Contrats de change  | (117)   | (28)   | 3  | 3                                     | –  | 2                           | 146                         | 9                               | (18)   |
| Dérivés de crédit   | (5)   | (31)   | (2)  | –                                     | 33   | –                           | –                           | (5)                             | (5)  |
| Autres contrats   | (869)   | 43   | (54)   | (103)                                 | 93   | (169)                       | 557                         | (502)                           | 20   |
| Ajustements de l'évaluation   | (105)   | 15   | (1)  | –                                     | (73)   | –                           | 79                          | (85)                            | 4  |
| Autres actifs   | 11  | –  | –  | –                                     | –  | –                           | (11)                        | –                               | –  |
|   | 5 119 \$                                      | 27 \$  | 550 \$   | 4 467 \$                              | (5 804) \$   | 22 \$                       | 97 \$                       | 4 478 \$                        | (131) \$   |
| <b>Passif</b>   |   |  |  |                                       |  |                             |                             |                                 |  |
| <b>Dépôts</b>   |   |  |  |                                       |  |                             |                             |                                 |  |
| Particuliers  | (1 043) \$                                    | 11 \$  | (54) \$  | (560) \$                              | 184 \$   | (299) \$                    | 1 264 \$                    | (497) \$                        | 20 \$  |
| Entreprises et gouvernements  | (3 933)                                       | (184)  | (180)  | (1 551)                               | 265  | –                           | 5 513                       | (70)                            | (7)  |
| <b>Autres</b>   |   |  |  |                                       |  |                             |                             |                                 |  |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert               | (16)  | 1  | (1)  | (198)                                 | 202  | –                           | 8                           | (4)                             | –  |
| Autres passifs  | (3)   | 29   | –  | –                                     | (50)   | –                           | 4                           | (20)                            | (22)   |
| Débiteures subordonnées   | (109)   | –  | (3)  | –                                     | –  | –                           | 112                         | –                               | –  |
|   | (5 104) \$                                    | (143) \$   | (238) \$   | (2 309) \$                            | 601 \$   | (299) \$                    | 6 901 \$                    | (591) \$                        | (9) \$   |

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les pertes latentes sur les titres disponibles à la vente de 5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 (profits de 152 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, à l'exclusion des profits ou des pertes de change qui découlent de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 octobre 2015 comprenait des actifs dérivés de 1 143 millions de dollars (901 millions au 31 octobre 2014) et des passifs dérivés de 1 892 millions (1 854 millions au 31 octobre 2014).

s. o. : sans objet

### Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2, et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette colonne du tableau de rapprochement ci-dessus.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours du marché sur les marchés actifs (niveau 1) ou estimée au moyen des données observables d'une méthode de l'actualisation des flux de trésorerie (niveau 2). Les transferts suivants ont eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015 :

- Du niveau 1 au niveau 2 : des créances d'entités gouvernementales canadiennes de 284 millions de dollars comptabilisées dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction (néant au 31 octobre 2014); des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 1 988 millions comptabilisées dans les catégories des titres détenus à des fins de transaction et des titres

disponibles à la vente (1 905 millions au 31 octobre 2014); et des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 641 millions (1 027 millions au 31 octobre 2014).

- Du niveau 2 au niveau 1 : des créances d'entités gouvernementales canadiennes de 128 millions de dollars comptabilisées dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction; des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 331 millions comptabilisées dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction; des titres de participation de 840 millions comptabilisés dans les catégories des titres détenus à des fins de transaction et des titres disponibles à la vente; des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 412 millions comptabilisées dans la catégorie des titres disponibles à la vente; et des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 61 millions. Aucun changement de niveau semblable n'a eu lieu en 2014.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, des transferts importants vers le niveau 3 et hors de ce niveau ont découlé des changements dans l'observabilité des données, notamment :

- Du niveau 2 au niveau 3 (diminution de l'observabilité) : des obligations de sociétés de 211 millions de dollars incluses dans les titres d'emprunt de sociétés et autres créances comptabilisés dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction.
- Du niveau 3 au niveau 2 (augmentation de l'observabilité) : i) des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 201 millions de dollars (montant net) incluses dans les autres contrats; ii) des titres garantis par des prêts de 197 millions inclus dans les titres non garantis par des créances comptabilisés dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction; et iii) des obligations de sociétés de 123 millions de dollars incluses dans les titres d'emprunt de sociétés et autres créances comptabilisés dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, des transferts importants vers le niveau 3 et hors de ce niveau ont découlé des changements dans l'importance de l'incidence des données non observables sur la juste valeur des instruments, notamment :

- Du niveau 2 au niveau 3 (incidence importante) : des obligations structurées liées à des titres de participation de 314 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers.
- Du niveau 3 au niveau 2 (aucune incidence importante) : des obligations structurées liées à des titres de participation de 909 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, des transferts importants vers le niveau 3 et hors de ce niveau ont découlé des changements dans l'observabilité des données, notamment :

- Du niveau 2 au niveau 3 (diminution de l'observabilité) : des obligations structurées liées à des titres de participation de 139 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers.
- Du niveau 3 au niveau 2 (augmentation de l'observabilité) : i) des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 366 millions de dollars; ii) des contrats de taux d'intérêt d'un montant net de 112 millions; iii) des contrats de change d'un montant net de 149 millions; iv) d'autres contrats d'un montant net de 515 millions; v) des obligations structurées liées à des titres de participation de 185 millions incluses dans les dépôts des particuliers; et vi) des dépôts des entreprises et des gouvernements de 5 494 millions.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, les transferts importants suivants vers le niveau 3 et hors de ce niveau ont aussi découlé des changements dans l'importance de l'incidence des données non observables sur la juste valeur des instruments :

- Du niveau 3 au niveau 2 (aucune incidence importante) : des obligations structurées liées à des titres de participation de 1 071 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers.

#### Total des profits ou des pertes des instruments de niveau 3 comptabilisés en résultat

|  | Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015                              |         |        |  |         |        |
|--|--|---------|--------|--|---------|--------|
|  | Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat |         |        | Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour l'exercice |         |        |
|  | Actifs   | Passifs | Total  | Actifs   | Passifs | Total  |
| (en millions de dollars canadiens)                     |  |         |        |  |         |        |
| Revenus autres que d'intérêt                           |  |         |        |  |         |        |
| Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires | (1)\$  | – \$    | (1)\$  | – \$   | – \$    | – \$   |
| Revenus tirés des activités de négociation             | 461  | (605)   | (144)  | 283  | (145)   | 138    |
| Profits nets sur les titres disponibles à la vente     | 111  | –       | 111    | –  | –       | –      |
| Commissions de crédit et autres                        | (3)  | (12)    | (15)   | (3)  | –       | (3)    |
|  | 568 \$   | (617)\$ | (49)\$ | 280 \$   | (145)\$ | 135 \$ |



Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014

| (en millions de dollars canadiens)                     | Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat |         |         | Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour l'exercice |         |         |
|--|--|---------|---------|--|---------|---------|
|  | Actifs   | Passifs | Total   | Actifs   | Passifs | Total   |
| Revenus autres que d'intérêt                           |  |         |         |  |         |         |
| Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires | 1 \$   | – \$    | 1 \$    | – \$   | – \$    | – \$    |
| Revenus tirés des activités de négociation             | 686  | (882)   | (196)   | 136  | (208)   | (72)    |
| Profits nets sur les titres disponibles à la vente     | 115  | –       | 115     | –  | –       | –       |
| Commissions de crédit et autres                        | (3)  | (33)    | (36)    | 11   | (79)    | (68)    |
|  | 799 \$   | (915)\$ | (116)\$ | 147 \$   | (287)\$ | (140)\$ |

### Variation de la juste valeur positive et négative des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles

Un instrument financier est classé dans le niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons compensé les soldes lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation créait une variation des justes valeurs positive et négative qui se compensait, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés dans le niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

| (en millions de dollars canadiens)                                   | Au                                       |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|
|  | 31 octobre 2015                          |  |  | 31 octobre 2014                          |  |  |
|  | Juste valeur des instruments de niveau 3 | Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles | Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles | Juste valeur des instruments de niveau 3 | Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles | Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles |
| <b>Valeurs mobilières</b>  |  |  |  |  |  |  |
| <b>Titres détenus à des fins de transaction</b>                      |  |  |  |  |  |  |
| Créances d'entités gouvernementales canadiennes                      |  |  |  |  |  |  |
| Provinces et municipalités   | 5 \$                                     | – \$   | – \$   | – \$                                     | – \$   | – \$   |
| Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains        | 16                                       | 1  | (1)  | 6  | –  | –  |
| Titres adossés à des créances hypothécaires                          | 15                                       | 1  | (1)  | 4  | 1  | (1)  |
| Titres adossés à des actifs  | 28                                       | 2  | (3)  | 438                                      | 10   | (14)   |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                      | 191                                      | 2  | (2)  | 149                                      | 2  | (2)  |
| Titres de participation  | 123                                      | –  | –  | 166                                      | –  | –  |
| <b>Titres disponibles à la vente</b>                                 |  |  |  |  |  |  |
| Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains        | 797                                      | 12   | (36)   | 1 389                                    | 23   | (57)   |
| Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE  | –  | –  | –  | 11                                       | –  | –  |
| Titres adossés à des actifs  | 197                                      | 11   | (16)   | 206                                      | 12   | (18)   |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                      | 1 757                                    | 11   | (11)   | 1 573                                    | 12   | (10)   |
| Titres de participation  | 987                                      | 76   | (33)   | 1 028                                    | 92   | (23)   |
| <b>Prêts</b>   | 472                                      | 8  | (23)   | 461                                      | 12   | (11)   |
| <b>Dérivés</b>   | 1 143                                    | 16   | (10)   | 901                                      | 23   | (21)   |
|  | 5 731 \$                                 | 140 \$   | (136)\$  | 6 332 \$                                 | 187 \$   | (157)\$  |
| <b>Dépôts</b>  | (397)\$                                  | 13 \$  | (13)\$   | (567)\$                                  | 14 \$  | (14)\$   |
| <b>Dérivés</b>   | (1 892)                                  | 33   | (43)   | (1 854)                                  | 38   | (59)   |
| <b>Autres</b>  |  |  |  |  |  |  |
| Titres vendus à découvert, autres passifs et débiteures subordonnées | (47)                                     | –  | –  | (24)                                     | –  | –  |
|  | (2 336)\$                                | 46 \$  | (56)\$   | (2 445)\$                                | 52 \$  | (73)\$   |

### Sensibilité

Au 31 octobre 2015, l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles se traduirait par une augmentation de 140 millions de dollars et une diminution de 136 millions de la juste valeur des positions d'actif de niveau 3, dont une tranche de 110 millions et une tranche de 87 millions, respectivement, seraient inscrites dans les autres composantes des capitaux propres. L'utilisation de ces hypothèses se traduirait par une diminution de 46 millions de dollars et par une augmentation de 56 millions de la juste valeur des positions de passif de niveau 3.

**Données de l'évaluation des instruments de niveau 3 et approches utilisées pour formuler les autres hypothèses raisonnablement possibles**

Les données non observables utilisées pour l'évaluation des instruments de niveau 3 et les approches adoptées pour l'élaboration des autres hypothèses raisonnablement possibles utilisées dans l'analyse de la sensibilité sont résumées ci-dessous.

| <b>Actifs ou passifs financiers</b>   | <b>Méthode d'analyse de la sensibilité</b>   |
|---|--|
| Titres adossés à des actifs, titres d'emprunt de sociétés, créances d'entités gouvernementales et obligations municipales | Les sensibilités sont déterminées en ajustant, selon un écart type positif ou négatif, les écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur ou les prix des données d'entrée, si un nombre suffisant de prix sont relevés, ou en utilisant les prix plafonds et planchers du vendeur comme autre hypothèse raisonnablement possible.   |
| Titres à enchères   | La sensibilité des titres à enchères est déterminée en diminuant la marge d'escompte pour l'établir entre 9 % et 15 % et en l'augmentant pour l'établir entre 18 % et 30 %, en fonction de la fourchette raisonnable d'incertitude liée à la juste valeur pour chaque marché relatif à un instrument financier en particulier. Les modifications de la marge d'escompte reflètent les fluctuations mensuelles historiques sur le marché des titres adossés à des actifs liés aux prêts étudiants.  |
| Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes                      | La sensibilité des titres de participation privés directs est établie en i) ajustant le taux d'actualisation de 2 % lorsque la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie est utilisée pour établir la juste valeur, ii) en ajustant les coefficients des prix selon les divers coefficients de sociétés comparables lorsque des modèles fondés sur les prix sont utilisés ou iii) en utilisant une autre approche pour l'évaluation. Les valeurs liquidatives des fonds d'actions privés, des fonds de couverture et des dérivés sur actions connexes sont fournies par le gestionnaire du fonds. Par conséquent, il n'y a pas d'autre hypothèse raisonnablement possible pour ces placements. |
| Dérivés sur taux d'intérêt  | Les sensibilités des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises sont dérivées au moyen d'un écart type positif ou négatif des données et d'un montant basé sur l'incertitude du modèle et des paramètres, le cas échéant.   |
| Dérivés sur actions   | La sensibilité de la position de niveau 3 est déterminée en appliquant aux données non observables du modèle un écart type positif ou négatif par rapport aux données de marché des services d'établissement des prix, notamment la volatilité, les dividendes ou les corrélations, selon le cas.  |
| Financement bancaire et dépôts  | Les sensibilités des dépôts sont calculées en appliquant à la courbe de financement une fluctuation positive ou négative d'un certain nombre de points de base.  |
| Obligations structurées   | Les sensibilités dans le cas des obligations structurées liées à des taux d'intérêt et à des titres de participation sont dérivées en ajustant les données selon un écart type positif ou négatif et, dans le cas des autres dépôts, en estimant une fluctuation positive ou négative raisonnable de la courbe de financement de certains points de base.  |

**Juste valeur des instruments financiers qui sont comptabilisés au coût amorti et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur**  
 Les tableaux suivants présentent la juste valeur des instruments financiers qui sont comptabilisés au coût amorti et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

| (en millions de dollars canadiens)  | Au 31 octobre 2015  |  |            |          |            |                          |
|---|---|--|------------|----------|------------|--------------------------|
|   | La juste valeur correspond toujours approximativement à la valeur comptable (1) | La juste valeur pourrait ne pas correspondre approximativement à la valeur comptable |            |          |            | Total de la juste valeur |
|   |   | Évaluations à la juste valeur selon le   |            |          |            |                          |
|   |   | Niveau 1   | Niveau 2   | Niveau 3 | Total      |                          |
| Titres détenus jusqu'à leur échéance (2)  | – \$  | 2 \$   | 8 750 \$   | 7 \$     | 8 759 \$   | 8 759 \$                 |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés                            | 39 587  | –  | 20 484     | –        | 20 484     | 60 071                   |
| Prêts   |   |  |            |          |            |                          |
| Prêts de détail   | 67 330  | –  | 276 661    | 4 522    | 281 183    | 348 513                  |
| Prêts de gros   | 5 525   | –  | 110 816    | 4 975    | 115 791    | 121 316                  |
|   | 72 855  | –  | 387 477    | 9 497    | 396 974    | 469 829                  |
| Autres actifs   | 43 889  | –  | 583        | 380      | 963        | 44 852                   |
|   | 156 331   | 2  | 417 294    | 9 884    | 427 180    | 583 511                  |
| Dépôts  |   |  |            |          |            |                          |
| Particuliers  | 148 570   | –  | 54 400     | 1 049    | 55 449     | 204 019                  |
| Entreprises et gouvernements  | 197 435   | –  | 164 415    | 1 455    | 165 870    | 363 305                  |
| Banques   | 10 538  | –  | 5 107      | 68       | 5 175      | 15 713                   |
|   | 356 543   | –  | 223 922    | 2 572    | 226 494    | 583 037                  |
| Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | 9 095   | –  | 833        | –        | 833        | 9 928                    |
| Autres passifs  | 38 344  | –  | 381        | 4 471    | 4 852      | 43 196                   |
| Déventures subordonnées   | –   | –  | 7 022      | 56       | 7 078      | 7 078                    |
|   | 403 982 \$  | – \$   | 232 158 \$ | 7 099 \$ | 239 257 \$ | 643 239 \$               |

| (en millions de dollars canadiens)  | Au 31 octobre 2014  |  |            |          |            |                          |
|---|---|--|------------|----------|------------|--------------------------|
|   | La juste valeur correspond toujours approximativement à la valeur comptable (1) | La juste valeur pourrait ne pas correspondre approximativement à la valeur comptable |            |          |            | Total de la juste valeur |
|   |   | Évaluations à la juste valeur selon le   |            |          |            |                          |
|   |   | Niveau 1   | Niveau 2   | Niveau 3 | Total      |                          |
| Titres détenus jusqu'à leur échéance (2)  | – \$  | 5 \$   | 1 522 \$   | 235 \$   | 1 762 \$   | 1 762 \$                 |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés                            | 29 198  | –  | 21 090     | –        | 21 090     | 50 288                   |
| Prêts   |   |  |            |          |            |                          |
| Prêts de détail   | 65 766  | –  | 264 335    | 4 374    | 268 709    | 334 475                  |
| Prêts de gros   | 5 603   | –  | 89 643     | 3 215    | 92 858     | 98 461                   |
|   | 71 369  | –  | 353 978    | 7 589    | 361 567    | 432 936                  |
| Autres actifs   | 28 224  | –  | 4 546      | 205      | 4 751      | 32 975                   |
|   | 128 791   | 5  | 381 136    | 8 029    | 389 170    | 517 961                  |
| Dépôts  |   |  |            |          |            |                          |
| Particuliers  | 139 209   | –  | 55 924     | 831      | 56 755     | 195 964                  |
| Entreprises et gouvernements  | 176 555   | –  | 150 827    | 946      | 151 773    | 328 328                  |
| Banques   | 9 659   | –  | 1 915      | 62       | 1 977      | 11 636                   |
|   | 325 423   | –  | 208 666    | 1 839    | 210 505    | 535 928                  |
| Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | 5 419   | –  | 502        | –        | 502        | 5 921                    |
| Autres passifs  | 27 280  | –  | 5 699      | 3 783    | 9 482      | 36 762                   |
| Déventures subordonnées   | –   | –  | 7 657      | 55       | 7 712      | 7 712                    |
|   | 358 122 \$  | – \$   | 222 524 \$ | 5 677 \$ | 228 201 \$ | 586 323 \$               |

(1) Le niveau de certains instruments financiers n'a pas été établi, car leur valeur comptable correspond toujours approximativement à leur juste valeur, en raison de leur nature à court terme (instruments qui sont à recevoir ou à payer à vue ou qui sont assortis d'une échéance initiale de trois mois ou moins) et de leur risque de crédit négligeable.

(2) Inclus dans le poste Titres disponibles à la vente de la catégorie Valeurs mobilières des bilans consolidés.

La juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti et présentée dans le tableau ci-dessus est établie au moyen des techniques d'évaluation et des données suivantes.

*Titres détenus jusqu'à leur échéance*

La juste valeur des obligations d'entités gouvernementales canadiennes du gouvernement fédéral et d'entités gouvernementales des pays membres de l'OCDE ainsi que des obligations de sociétés est fondée sur les prix cotés. La juste valeur de certaines obligations d'entités gouvernementales de pays non membres de l'OCDE est fondée sur les prix du vendeur ou calculée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant comme données les courbes de rendement des obligations d'entités gouvernementales d'autres pays.

*Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés*

Les méthodes d'évaluation utilisées pour les instruments à long terme sont décrites dans la rubrique Juste valeur des actifs et des passifs évalués de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. En général, la valeur comptable des instruments à court terme correspond approximativement à leur juste valeur.

#### *Prêts de détail*

Les prêts de détail comprennent les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts aux particuliers et aux petites entreprises et les prêts sur cartes de crédit. Pour les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers et aux petites entreprises, nous séparons le portefeuille selon certaines caractéristiques, telles que le type de produit, le taux d'intérêt contractuel, la durée jusqu'à l'échéance et l'évaluation liés au crédit, s'il y a lieu. La juste valeur de ces prêts est établie au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant des données applicables comme les taux d'intérêt en vigueur, les taux affichés et les taux contractuels des clients, les escomptes des clients, les écarts de taux, les taux de remboursement anticipé et le ratio prêt-valeur. La juste valeur des créances sur cartes de crédit est également calculée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant comme données les taux de rendement, de sortie du bilan et de paiements mensuels du portefeuille. En général, la valeur comptable des prêts à court terme et à taux variable correspond approximativement à leur juste valeur.

#### *Prêts de gros*

Les prêts de gros comprennent les prêts aux entreprises, aux banques et aux organismes souverains. Lorsque les cours du marché sont disponibles, les prêts sont évalués en fonction des cours du marché. Autrement, la juste valeur est établie selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie en utilisant les données suivantes : les taux d'intérêt sur le marché et les écarts avec le marché des actifs dont les notations et les durées jusqu'à l'échéance sont semblables, la fréquence de défaillance attendue fondée sur les cours des swaps sur défaillance de crédit, si elle est disponible, et les données pertinentes sur les cours, comme le taux contractuel, les dates de montage et d'échéance, le prix de rachat, la fréquence et la date de paiement du coupon convenues.

#### *Dépôts*

Les dépôts se composent de dépôts à vue, sur préavis et à terme, qui comprennent des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme. La juste valeur des dépôts à terme est établie au moyen de l'une des techniques d'évaluation suivantes : i) pour les dépôts à termes et autres instruments semblables, nous répartissons le portefeuille selon la durée jusqu'à l'échéance. La juste valeur de ces instruments est établie selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant des données telles que les taux offerts aux clients pour de nouveaux contrats assortis des échéances correspondantes; ii) pour les billets de dépôt de premier rang, nous avons recours aux prix négociés réels, aux prix du vendeur ou à la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant comme données la courbe des taux d'intérêt sur le marché et nos écarts de financement. La valeur comptable des dépôts à court terme ainsi que des dépôts à vue et sur préavis correspond approximativement à leur juste valeur.

#### *Autres actifs et autres passifs*

Les autres actifs et les autres passifs comprennent des montants à recevoir et des montants à payer relativement à certaines marchandises et primes des options. La juste valeur des montants à recevoir et à payer relativement aux marchandises est calculée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant des données applicables comme les taux d'intérêt du marché, les écarts de taux des contreparties, nos écarts de financement, les prix à terme des marchandises et les prix au comptant. Les montants à recevoir et à payer relativement aux primes des options sont évalués selon les modèles d'actualisation des flux de trésorerie en utilisant comme données les taux d'intérêt du marché.

#### *Déventures subordonnées*

La juste valeur des déventures subordonnées est fondée sur les prix de transaction récents.

**Valeur comptable des valeurs mobilières**

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de la valeur comptable des instruments financiers détenus à la fin de la période :

| (en millions de dollars canadiens)                                  | Au 31 octobre 2015           |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
|---|------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------|-------------------|
|   | Durée jusqu'à l'échéance (1) |                  |                  |                  |                  |                       | Total             |
|   | Moins de 3 mois              | De 3 mois à 1 an | De 1 an à 5 ans  | De 5 à 10 ans    | Plus de 10 ans   | Sans échéance précise |                   |
| <b>Titres détenus à des fins de transaction (2)</b>                 |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Créances d'entités gouvernementales canadiennes                     | 2 310 \$                     | 9 737 \$         | 9 755 \$         | 3 618 \$         | 8 630 \$         | – \$                  | 34 050 \$         |
| Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains       | 1 450                        | 12 867           | 7 906            | 3 056            | 9 176            | –                     | 34 455            |
| Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE | 2 237                        | 4 373            | 4 402            | 941              | 393              | –                     | 12 346            |
| Titres adossés à des créances hypothécaires                         | –                            | 20               | 42               | 33               | 2 827            | –                     | 2 922             |
| Titres adossés à des actifs (3)                                     | 90                           | 64               | 263              | 846              | 468              | –                     | 1 731             |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                     |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Acceptations bancaires  | 104                          | 1                | –                | –                | –                | –                     | 105               |
| Certificats de dépôt  | 59                           | 329              | 38               | 12               | 18               | –                     | 456               |
| Autres (4)  | 1 414                        | 2 866            | 14 318           | 1 836            | 3 714            | –                     | 24 148            |
| Titres de participation   | –                            | –                | –                | –                | –                | 48 490                | 48 490            |
|   | <b>7 664</b>                 | <b>30 257</b>    | <b>36 724</b>    | <b>10 342</b>    | <b>25 226</b>    | <b>48 490</b>         | <b>158 703</b>    |
| <b>Titres disponibles à la vente (2)</b>                            |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Créances d'entités gouvernementales canadiennes                     |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Gouvernement fédéral  |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | 251                          | 572              | 1 603            | 68               | 47               | –                     | 2 541             |
| Juste valeur  | 251                          | 574              | 1 605            | 68               | 46               | –                     | 2 544             |
| Rendement (5)   | 0,4 %                        | 0,9 %            | 1,3 %            | 2,9 %            | 4,3 %            | –                     | 1,2 %             |
| Provinces et municipalités  |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | –                            | 11               | 1 271            | 64               | 253              | –                     | 1 599             |
| Juste valeur  | –                            | 11               | 1 274            | 64               | 251              | –                     | 1 600             |
| Rendement (5)   | –                            | 3,3 %            | 1,8 %            | 3,1 %            | 4,2 %            | –                     | 2,2 %             |
| Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains       |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | 379                          | 2 563            | 161              | 304              | 9 533            | –                     | 12 940            |
| Juste valeur  | 379                          | 2 563            | 154              | 302              | 9 450            | –                     | 12 848            |
| Rendement (5)   | 0,2 %                        | 0,6 %            | 5,7 %            | 1,6 %            | 2,3 %            | –                     | 1,9 %             |
| Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | 3 946                        | 503              | 7 491            | 338              | –                | –                     | 12 278            |
| Juste valeur  | 3 947                        | 503              | 7 501            | 336              | –                | –                     | 12 287            |
| Rendement (5)   | 0,0 %                        | 1,2 %            | 1,0 %            | 2,2 %            | –                | –                     | 0,7 %             |
| Titres adossés à des créances hypothécaires                         |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | –                            | –                | 57               | –                | 258              | –                     | 315               |
| Juste valeur  | –                            | –                | 57               | –                | 261              | –                     | 318               |
| Rendement (5)   | –                            | –                | 1,8 %            | –                | 1,9 %            | –                     | 1,9 %             |
| Titres adossés à des actifs   |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | –                            | 6                | 644              | 702              | 1 291            | –                     | 2 643             |
| Juste valeur  | –                            | 6                | 650              | 710              | 1 222            | –                     | 2 588             |
| Rendement (5)   | –                            | 2,2 %            | 0,6 %            | 0,9 %            | 1,7 %            | –                     | 1,2 %             |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                     |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | 1 164                        | 1 603            | 10 545           | 369              | 490              | –                     | 14 171            |
| Juste valeur  | 1 163                        | 1 601            | 10 516           | 369              | 480              | –                     | 14 129            |
| Rendement (5)   | 1,2 %                        | 1,9 %            | 1,7 %            | 3,9 %            | 4,4 %            | –                     | 1,8 %             |
| Titres de participation   |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût  | –                            | –                | –                | –                | –                | 1 457                 | 1 457             |
| Juste valeur  | –                            | –                | –                | –                | –                | 1 756                 | 1 756             |
| Titres de substitut de prêt   |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût  | –                            | –                | –                | –                | –                | 95                    | 95                |
| Juste valeur  | –                            | –                | –                | –                | –                | 94                    | 94                |
| Rendement (5)   | –                            | –                | –                | –                | –                | 5,1 %                 | 5,1 %             |
| Coût amorti   | 5 740                        | 5 258            | 21 772           | 1 845            | 11 872           | 1 552                 | 48 039            |
| Juste valeur  | 5 740                        | 5 258            | 21 757           | 1 849            | 11 710           | 1 850                 | 48 164            |
| <b>Titres détenus jusqu'à leur échéance (2)</b>                     |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | 889                          | 334              | 3 175            | 4 133            | 110              | –                     | 8 641             |
| Juste valeur  | 889                          | 334              | 3 189            | 4 239            | 108              | –                     | 8 759             |
| <b>Total de la valeur comptable des valeurs mobilières (2)</b>      | <b>14 293 \$</b>             | <b>35 849 \$</b> | <b>61 656 \$</b> | <b>16 324 \$</b> | <b>37 046 \$</b> | <b>50 340 \$</b>      | <b>215 508 \$</b> |



Au 31 octobre 2014

| (en millions de dollars canadiens)                                  | Durée jusqu'à l'échéance (1) |                  |                  |                  |                  | Sans échéance précise | Total             |
|---|------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------|-------------------|
|   | Moins de 3 mois              | De 3 mois à 1 an | De 1 an à 5 ans  | De 5 à 10 ans    | Plus de 10 ans   |                       |                   |
| <b>Titres détenus à des fins de transaction (2)</b>                 |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Créances d'entités gouvernementales canadiennes                     | 3 050 \$                     | 6 651 \$         | 7 594 \$         | 2 232 \$         | 5 987 \$         | – \$                  | 25 514 \$         |
| Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains       | 3 272                        | 6 811            | 7 109            | 5 678            | 6 602            | –                     | 29 472            |
| Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE | 1 637                        | 3 205            | 6 223            | 1 594            | 2 666            | –                     | 15 325            |
| Titres adossés à des créances hypothécaires                         | –                            | 1                | 57               | 163              | 584              | –                     | 805               |
| Titres adossés à des actifs (3)                                     | 56                           | 66               | 330              | 375              | 688              | –                     | 1 515             |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                     |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Acceptations bancaires  | 754                          | 8                | –                | –                | –                | –                     | 762               |
| Certificats de dépôt  | 17                           | 342              | 574              | 30               | 17               | –                     | 980               |
| Autres (4)  | 470                          | 5 501            | 13 093           | 3 004            | 3 788            | –                     | 25 856            |
| Titres de participation   | –                            | –                | –                | –                | –                | 51 151                | 51 151            |
|   | 9 256                        | 22 585           | 34 980           | 13 076           | 20 332           | 51 151                | 151 380           |
| <b>Titres disponibles à la vente (2)</b>                            |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Créances d'entités gouvernementales canadiennes                     |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Gouvernement fédéral  |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | 626                          | 615              | 8 195            | 2 197            | –                | –                     | 11 633            |
| Juste valeur  | 627                          | 619              | 8 356            | 2 367            | –                | –                     | 11 969            |
| Rendement (5)   | 1,8 %                        | 2,8 %            | 2,2 %            | 3,3 %            | –                | –                     | 2,4 %             |
| Provinces et municipalités  |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | –                            | –                | 644              | 130              | 18               | –                     | 792               |
| Juste valeur  | –                            | –                | 648              | 131              | 20               | –                     | 799               |
| Rendement (5)   | –                            | –                | 2,4 %            | 2,9 %            | 4,9 %            | –                     | 2,5 %             |
| Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains       |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | 108                          | 385              | 80               | 213              | 5 544            | –                     | 6 330             |
| Juste valeur  | 108                          | 383              | 81               | 213              | 5 472            | –                     | 6 257             |
| Rendement (5)   | 0,0 %                        | 8,5 %            | 0,7 %            | 0,4 %            | 0,7 %            | –                     | 1,1 %             |
| Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | 5 663                        | 2 138            | 6 357            | 117              | –                | –                     | 14 275            |
| Juste valeur  | 5 663                        | 2 139            | 6 374            | 117              | –                | –                     | 14 293            |
| Rendement (5)   | 0,1 %                        | 0,2 %            | 0,9 %            | 0,4 %            | –                | –                     | 0,5 %             |
| Titres adossés à des créances hypothécaires                         |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | –                            | –                | –                | 17               | 116              | –                     | 133               |
| Juste valeur  | –                            | –                | –                | 17               | 121              | –                     | 138               |
| Rendement (5)   | –                            | –                | –                | 3,0 %            | 1,8 %            | –                     | 2,0 %             |
| Titres adossés à des actifs   |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | –                            | –                | 381              | 833              | 277              | –                     | 1 491             |
| Juste valeur  | –                            | –                | 387              | 849              | 208              | –                     | 1 444             |
| Rendement (5)   | –                            | –                | 0,6 %            | 0,5 %            | 1,0 %            | –                     | 0,6 %             |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                     |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | 1 625                        | 822              | 5 820            | 727              | 255              | –                     | 9 249             |
| Juste valeur  | 1 628                        | 823              | 5 840            | 739              | 257              | –                     | 9 287             |
| Rendement (5)   | 1,1 %                        | 2,0 %            | 1,6 %            | 2,0 %            | 4,2 %            | –                     | 1,7 %             |
| Titres de participation   |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût  | –                            | –                | –                | –                | –                | 1 333                 | 1 333             |
| Juste valeur  | –                            | –                | –                | –                | –                | 1 696                 | 1 696             |
| Titres de substitut de prêt   |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût  | –                            | –                | –                | –                | –                | 124                   | 124               |
| Juste valeur  | –                            | –                | –                | –                | –                | 126                   | 126               |
| Rendement (5)   | –                            | –                | –                | –                | –                | 3,9 %                 | 3,9 %             |
| Coût amorti   | 8 022                        | 3 960            | 21 477           | 4 234            | 6 210            | 1 457                 | 45 360            |
| Juste valeur  | 8 026                        | 3 964            | 21 686           | 4 433            | 6 078            | 1 822                 | 46 009            |
| <b>Titres détenus jusqu'à leur échéance (2)</b>                     |                              |                  |                  |                  |                  |                       |                   |
| Coût amorti   | 163                          | 110              | 38               | 1 448            | –                | –                     | 1 759             |
| Juste valeur  | 163                          | 110              | 40               | 1 449            | –                | –                     | 1 762             |
| <b>Total de la valeur comptable des valeurs mobilières (2)</b>      | <b>17 445 \$</b>             | <b>26 659 \$</b> | <b>56 704 \$</b> | <b>18 957 \$</b> | <b>26 410 \$</b> | <b>52 973 \$</b>      | <b>199 148 \$</b> |

(1) Les échéances réelles pourraient être différentes des échéances contractuelles présentées ci-dessus, car les emprunteurs peuvent avoir le droit de rembourser leur emprunt à l'avance, avec ou sans pénalité pour remboursement anticipé.

(2) Les titres détenus à des fins de transaction et les titres disponibles à la vente sont constatés à la juste valeur. Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont constatés au coût amorti.

(3) Comprend les TGC qui sont présentés au poste Titres adossés à des actifs – TGC dans le tableau intitulé « Juste valeur des actifs et des passifs évalués de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur », figurant à la note 3.

(4) Comprend principalement des titres d'emprunt de sociétés, des titres d'emprunt d'organismes supranationaux, ainsi que du papier commercial.

(5) Le rendement moyen pondéré est calculé au moyen du taux d'intérêt contractuel et en fonction de la valeur comptable à la fin de l'exercice pour chacune des catégories de titres.

**Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente** (1), (2)

| (en millions de dollars canadiens)                                  | Au                      |                             |                              |                  |                         |                             |                              |                  |
|---|-------------------------|-----------------------------|------------------------------|------------------|-------------------------|-----------------------------|------------------------------|------------------|
|   | 31 octobre 2015         |                             |                              |                  | 31 octobre 2014         |                             |                              |                  |
|   | Coût/<br>coût<br>amorti | Profits<br>bruts<br>latents | Pertes<br>brutes<br>latentes | Juste<br>valeur  | Coût/<br>coût<br>amorti | Profits<br>bruts<br>latents | Pertes<br>brutes<br>latentes | Juste<br>valeur  |
| Créances d'entités gouvernementales canadiennes                     |                         |                             |                              |                  |                         |                             |                              |                  |
| Gouvernement fédéral  | 2 541 \$                | 7 \$                        | (4) \$                       | 2 544 \$         | 11 633 \$               | 338 \$                      | (2) \$                       | 11 969 \$        |
| Provinces et municipalités  | 1 599                   | 8                           | (7)                          | 1 600            | 792                     | 8                           | (1)                          | 799              |
| Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)   | 12 940                  | 14                          | (106)                        | 12 848           | 6 330                   | 9                           | (82)                         | 6 257            |
| Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE | 12 278                  | 24                          | (15)                         | 12 287           | 14 275                  | 19                          | (1)                          | 14 293           |
| Titres adossés à des créances hypothécaires                         | 315                     | 4                           | (1)                          | 318              | 133                     | 5                           | -                            | 138              |
| Titres adossés à des actifs   |                         |                             |                              |                  |                         |                             |                              |                  |
| TGC   | 1 506                   | 12                          | (8)                          | 1 510            | 857                     | 26                          | (2)                          | 881              |
| Titres non garantis par des créances                                | 1 137                   | 7                           | (66)                         | 1 078            | 634                     | 5                           | (76)                         | 563              |
| Titres d'emprunt de sociétés et autres créances                     | 14 171                  | 39                          | (81)                         | 14 129           | 9 249                   | 49                          | (11)                         | 9 287            |
| Titres de participation   | 1 457                   | 314                         | (15)                         | 1 756            | 1 333                   | 369                         | (6)                          | 1 696            |
| Titres de substitut de prêt   | 95                      | -                           | (1)                          | 94               | 124                     | 2                           | -                            | 126              |
|   | <b>48 039 \$</b>        | <b>429 \$</b>               | <b>(304) \$</b>              | <b>48 164 \$</b> | <b>45 360 \$</b>        | <b>830 \$</b>               | <b>(181) \$</b>              | <b>46 009 \$</b> |

(1) Ne comprend pas les titres détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 8 641 millions de dollars au 31 octobre 2015 (1 759 millions au 31 octobre 2014), qui sont comptabilisés au coût amorti.

(2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient à 243 millions de dollars, à néant, à 1 million et à 242 millions, respectivement, au 31 octobre 2015 (33 millions, 1 million, néant et 34 millions au 31 octobre 2014).

(3) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences aux États-Unis adossés à des actifs assurés par le gouvernement, des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré. Au 31 octobre 2015, les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 304 millions de dollars (181 millions au 31 octobre 2014). La direction est d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation de nos titres disponibles à la vente qui affichaient une perte latente au 31 octobre 2015.

La diminution du coût/coût amorti, des profits bruts latents et de la juste valeur relatifs aux créances du gouvernement fédéral canadien par rapport au 31 octobre 2014 est principalement attribuable au reclassement des instruments financiers décrit ci-après.

**Profits nets et pertes nettes sur les titres disponibles à la vente** (1)

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les exercices clos |                       |                       |
|------------------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------|
|                                    | le 31 octobre<br>2015   | le 31 octobre<br>2014 | le 31 octobre<br>2013 |
| Profits réalisés                   | 218 \$                  | 232 \$                | 231 \$                |
| Pertes réalisées                   | (20)                    | (15)                  | (17)                  |
| Pertes de valeur                   | (53)                    | (25)                  | (26)                  |
|                                    | <b>145 \$</b>           | <b>192 \$</b>         | <b>188 \$</b>         |

(1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils ne sont pas constatés au poste Profits nets sur les titres disponibles à la vente. Ils sont constatés au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires des comptes consolidés de résultat pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 : les profits réalisés se sont chiffrés à 22 millions de dollars (12 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; 3 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013) et les pertes de valeur relativement à nos activités d'assurance se sont établies à 6 millions de dollars (néant pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; néant pour l'exercice clos le 31 octobre 2013). Il n'y a eu aucune perte réalisée pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 (1 million de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, néant au 31 octobre 2013).

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, des profits nets de 145 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 192 millions au cours de l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice considéré reflètent des profits nets réalisés de 198 millions de dollars, principalement composés de distributions et de profits à la vente liés à certains titres de participation. Les profits nets comprennent également des pertes de valeur de 53 millions de dollars principalement liées à des titres de participation et à des titres de substitut de prêt. En comparaison, des profits nets réalisés de 217 millions de dollars ont été constatés pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, lesquels ont été compensés en partie par des pertes de valeur de 25 millions.

**Titres détenus jusqu'à leur échéance**

Les titres détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme s'étant dépréciés lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. La direction est d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation de nos titres détenus jusqu'à leur échéance qui affichaient une perte latente au 31 octobre 2015.

**Reclassement d'instruments financiers**

Le 1<sup>er</sup> octobre 2015, nous avons reclassé certains titres d'emprunt des titres disponibles à la vente aux prêts et créances et des titres disponibles à la vente aux titres détenus jusqu'à leur échéance, dont les valeurs comptables s'établissaient à 4 132 millions de dollars et à 5 240 millions, respectivement, en raison d'un changement dans notre intention de détenir ces titres dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance. Ces titres d'emprunt étaient auparavant évalués à la juste valeur, et l'augmentation de la juste valeur était incluse dans la valeur comptable (prime au titre de la juste valeur) et dans les autres éléments du résultat global. Lors du reclassement, l'ancienne valeur comptable

de ces titres disponibles à la vente est devenue le nouveau coût amorti des prêts et créances et des titres détenus jusqu'à leur échéance. Les profits nets latents comptabilisés dans les autres composantes des capitaux propres à la date du reclassement seront amortis par le biais du revenu net d'intérêt sur la durée de vie restante des titres reclassés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Cet amortissement sera compensé par l'amortissement de la prime au titre de la juste valeur de ces titres.

À la date du reclassement, les titres d'emprunt reclassés dans les prêts et créances et dans les titres détenus jusqu'à leur échéance avaient un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 1,67 % et de 3,13 %, respectivement, et les flux de trésorerie estimatifs devant être recouverts, sur une base non actualisée, se chiffraient à 4 270 millions de dollars et à 5 487 millions, respectivement. Au 31 octobre 2015, la juste valeur et la valeur comptable des titres reclassés dans les prêts et créances s'établissaient à 4 078 millions de dollars et à 4 083 millions, respectivement, et la juste valeur et la valeur comptable des titres reclassés dans les titres détenus jusqu'à leur échéance s'établissaient à 5 231 millions de dollars et à 5 231 millions, respectivement.

Le tableau suivant présente des données sur les titres d'emprunt que nous avons reclassés au cours de la période de présentation de l'information financière considérée :

**Instruments financiers reclassés au cours de la période considérée**

|  | Pour l'exercice clos                            |  |
|--|---|--|
|  | le 31 octobre 2015                              |  |
| (en millions de dollars canadiens)   | Profits (pertes) latents au cours de la période | Revenu d'intérêt/profits (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période (1) |
| <b>Titres disponibles à la vente reclassés dans les prêts et créances</b>                    |   |  |
| Créances d'entités gouvernementales canadiennes – Gouvernement fédéral (2)                   | 21 \$   | 83 \$  |
| <b>Titres disponibles à la vente reclassés dans les titres détenus jusqu'à leur échéance</b> |   |  |
| Créances d'entités gouvernementales canadiennes – Gouvernement fédéral (3)                   | 48  | 159  |
|  | <b>69 \$</b>                                    | <b>242 \$</b>  |

- (1) Tient compte de l'amortissement des profits nets latents liés aux actifs reclassés qui ont été comptabilisés dans les autres composantes des capitaux propres à la date du reclassement.
- (2) La variation de la juste valeur de ces titres d'emprunt comptabilisée dans les autres éléments du résultat global pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 correspondait à un profit latent de 29 millions de dollars (profit latent de 9 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; profit latent de 9 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013). Des pertes latentes d'un montant de 8 millions de dollars auraient également été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 si ces titres d'emprunt n'avaient pas été reclassés.
- (3) La variation de la juste valeur de ces titres d'emprunt comptabilisée dans les autres éléments du résultat global pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 correspondait à un profit latent de 57 millions de dollars (profit latent de 13 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; perte latente de 140 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013). Des pertes latentes d'un montant de 9 millions de dollars auraient également été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 si ces titres d'emprunt n'avaient pas été reclassés.

Le tableau suivant présente des données sur certains titres d'emprunt que nous avons reclassés au cours de périodes de présentation de l'information financière antérieures :

**Instruments financiers reclassés au cours de périodes antérieures**

|   | Au   |  |
|---|--|--|
|   | 31 octobre 2015                                    | 31 octobre 2014                                    |
| (en millions de dollars canadiens)  | Total de la valeur comptable et de la juste valeur | Total de la valeur comptable et de la juste valeur |
| <b>Actifs financiers – Titres à la juste valeur par le biais du résultat net reclassés dans les titres disponibles à la vente (1)</b> |  |  |
| TGC   | 561 \$   | 751 \$   |
| Titres adossés à des créances hypothécaires   | 19   | 44   |
|   | <b>580 \$</b>                                      | <b>795 \$</b>                                      |

- (1) Le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et le 1<sup>er</sup> novembre 2011, nous avons reclassé des titres à la juste valeur par le biais du résultat net aux titres disponibles à la vente une tranche de 1 872 millions de dollars et de 255 millions des TGC et des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, respectivement.

|   | Pour les exercices clos                             |  |   |  |   |  |
|---|---|--|---|--|---|--|
|   | le 31 octobre 2015                                  |  | le 31 octobre 2014                                  |  | le 31 octobre 2013                                  |  |
| (en millions de dollars canadiens)  | Profits (pertes) latents au cours de la période (1) | Revenu d'intérêt/profits (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période | Profits (pertes) latents au cours de la période (1) | Revenu d'intérêt/profits (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période | Profits (pertes) latents au cours de la période (1) | Revenu d'intérêt/profits (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période |
| <b>Titres à la juste valeur par le biais du résultat net reclassés dans les titres disponibles à la vente</b> |   |  |   |  |   |  |
| TGC   | (17)\$  | 28 \$  | (29)\$  | 58 \$  | (5)\$   | 59 \$  |
| Titres adossés à des créances hypothécaires   | –   | 2  | (2)   | 4  | –   | 8  |
|   | <b>(17)\$</b>                                       | <b>30 \$</b>   | <b>(31)\$</b>                                       | <b>62 \$</b>   | <b>(5)\$</b>  | <b>67 \$</b>   |

- (1) Cette variation représente les profits ou les pertes liés à la juste valeur qui auraient été comptabilisés en résultat net si les actifs n'avaient pas été reclassés.

| (en millions de dollars canadiens)  | Au                |                  |                  |                   |                   |                  |                  |                   |
|---|-------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|-------------------|
|   | 31 octobre 2015   |                  |                  |                   | 31 octobre 2014   |                  |                  |                   |
|   | Canada            | États-Unis       | Autres pays      | Total             | Canada            | États-Unis       | Autres pays      | Total             |
| <b>Prêts de détail (1)</b>  |                   |                  |                  |                   |                   |                  |                  |                   |
| Prêts hypothécaires résidentiels  | 229 987 \$        | 772 \$           | 3 216 \$         | 233 975 \$        | 215 624 \$        | 539 \$           | 3 094 \$         | 219 257 \$        |
| Prêts aux particuliers  | 84 637            | 4 623            | 5 086            | 94 346            | 86 984            | 4 082            | 4 955            | 96 021            |
| Prêts sur cartes de crédit  | 15 516            | 89               | 254              | 15 859            | 14 650            | 65               | 209              | 14 924            |
| Prêts aux petites entreprises (2)   | 4 003             | –                | –                | 4 003             | 4 067             | –                | –                | 4 067             |
|   | 334 143           | 5 484            | 8 556            | 348 183           | 321 325           | 4 686            | 8 258            | 334 269           |
| <b>Prêts de gros (1)</b>  |                   |                  |                  |                   |                   |                  |                  |                   |
| Prêts aux entreprises (3)   | 60 221            | 34 385           | 21 952           | 116 558           | 55 374            | 23 544           | 20 250           | 99 168            |
| Prêts aux banques (4)   | 530               | 115              | 1 155            | 1 800             | 413               | 30               | 758              | 1 201             |
| Prêts aux organismes souverains (5)   | 6 332             | –                | 1 379            | 7 711             | 1 797             | –                | 788              | 2 585             |
|   | 67 083            | 34 500           | 24 486           | 126 069           | 57 584            | 23 574           | 21 796           | 102 954           |
| <b>Total des prêts</b>  | <b>401 226 \$</b> | <b>39 984 \$</b> | <b>33 042 \$</b> | <b>474 252 \$</b> | <b>378 909 \$</b> | <b>28 260 \$</b> | <b>30 054 \$</b> | <b>437 223 \$</b> |
| <b>Provision pour pertes sur prêts</b>  | <b>(1 416)</b>    | <b>(131)</b>     | <b>(482)</b>     | <b>(2 029)</b>    | <b>(1 466)</b>    | <b>(100)</b>     | <b>(428)</b>     | <b>(1 994)</b>    |
| <b>Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts</b> | <b>399 810 \$</b> | <b>39 853 \$</b> | <b>32 560 \$</b> | <b>472 223 \$</b> | <b>377 443 \$</b> | <b>28 160 \$</b> | <b>29 626 \$</b> | <b>435 229 \$</b> |

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

(4) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

#### Durée jusqu'à l'échéance des prêts et sensibilité aux taux d'intérêt

| (en millions de dollars canadiens)  | Au 31 octobre 2015           |                   |                  |                   |                                |                   |                        |                   |
|---|------------------------------|-------------------|------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|
|   | Durée jusqu'à l'échéance (1) |                   |                  |                   | Sensibilité aux taux d'intérêt |                   |                        |                   |
|   | Moins de 1 an (2)            | De 1 an à 5 ans   | Plus de 5 ans    | Total             | Taux variable                  | Taux fixe         | Non sensibles aux taux | Total             |
| <b>Prêts de détail</b>  | 194 596 \$                   | 143 352 \$        | 10 235 \$        | 348 183 \$        | 126 141 \$                     | 216 841 \$        | 5 201 \$               | 348 183 \$        |
| <b>Prêts de gros</b>  | 101 922                      | 19 505            | 4 642            | 126 069           | 53 799                         | 70 827            | 1 443                  | 126 069           |
| <b>Total des prêts</b>  | <b>296 518 \$</b>            | <b>162 857 \$</b> | <b>14 877 \$</b> | <b>474 252 \$</b> | <b>179 940 \$</b>              | <b>287 668 \$</b> | <b>6 644 \$</b>        | <b>474 252 \$</b> |
| <b>Provision pour pertes sur prêts</b>  |                              |                   |                  | <b>(2 029)</b>    |                                |                   |                        | <b>(2 029)</b>    |
| <b>Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts</b> |                              |                   |                  | <b>472 223 \$</b> |                                |                   |                        | <b>472 223 \$</b> |

| (en millions de dollars canadiens)  | Au 31 octobre 2014           |                   |                  |                   |                                |                   |                        |                   |
|---|------------------------------|-------------------|------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|
|   | Durée jusqu'à l'échéance (1) |                   |                  |                   | Sensibilité aux taux d'intérêt |                   |                        |                   |
|   | Moins de 1 an (2)            | De 1 an à 5 ans   | Plus de 5 ans    | Total             | Taux variable                  | Taux fixe         | Non sensibles aux taux | Total             |
| <b>Prêts de détail</b>  | 184 164 \$                   | 140 566 \$        | 9 539 \$         | 334 269 \$        | 121 191 \$                     | 208 498           | 4 580                  | 334 269 \$        |
| <b>Prêts de gros</b>  | 83 746                       | 15 745            | 3 463            | 102 954           | 44 068                         | 57 742            | 1 144                  | 102 954           |
| <b>Total des prêts</b>  | <b>267 910 \$</b>            | <b>156 311 \$</b> | <b>13 002 \$</b> | <b>437 223 \$</b> | <b>165 259 \$</b>              | <b>266 240 \$</b> | <b>5 724 \$</b>        | <b>437 223 \$</b> |
| <b>Provision pour pertes sur prêts</b>  |                              |                   |                  | <b>(1 994)</b>    |                                |                   |                        | <b>(1 994)</b>    |
| <b>Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts</b> |                              |                   |                  | <b>435 229 \$</b> |                                |                   |                        | <b>435 229 \$</b> |

(1) Généralement basée sur la date contractuelle de modification des taux ou la date d'échéance, selon la plus rapprochée des deux.

(2) Comprend des prêts à taux variable dont les taux peuvent être révisés au gré du client sans pénalité.

Provision pour pertes sur créances

| (en millions de dollars canadiens)                    | Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 |  |                  |               |                  |                         |                              |
|---|---|--|------------------|---------------|------------------|-------------------------|------------------------------|
|   | Solde au début de la période            | Dotation à la provision pour pertes sur créances | Sorties du bilan | Recouvrements | Désactualisation | Écart de change/ autres | Solde à la fin de la période |
| <b>Prêts de détail</b>                                |   |  |                  |               |                  |                         |                              |
| Prêts hypothécaires résidentiels                      | 240 \$                                  | 46 \$  | (64)\$           | 7 \$          | (23)\$           | 36 \$                   | 242 \$                       |
| Prêts aux particuliers                                | 535                                     | 384  | (494)            | 105           | (16)             | 16                      | 530                          |
| Prêts sur cartes de crédit                            | 385                                     | 378  | (497)            | 119           | –                | 1                       | 386                          |
| Prêts aux petites entreprises                         | 64                                      | 32   | (40)             | 10            | (2)              | –                       | 64                           |
|   | 1 224                                   | 840  | (1 095)          | 241           | (41)             | 53                      | 1 222                        |
| <b>Prêts de gros</b>                                  |   |  |                  |               |                  |                         |                              |
| Prêts aux entreprises                                 | 768                                     | 258  | (243)            | 33            | (39)             | 28                      | 805                          |
| Prêts aux banques (1)                                 | 2                                       | (1)  | –                | 1             | –                | –                       | 2                            |
|   | 770                                     | 257  | (243)            | 34            | (39)             | 28                      | 807                          |
| <b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>    | <b>1 994</b>                            | <b>1 097</b>                                     | <b>(1 338)</b>   | <b>275</b>    | <b>(80)</b>      | <b>81</b>               | <b>2 029</b>                 |
| Provision pour éléments hors bilan et autres (2)      | 91                                      | –  | –                | –             | –                | –                       | 91                           |
| <b>Total de la provision pour pertes sur créances</b> | <b>2 085 \$</b>                         | <b>1 097 \$</b>                                  | <b>(1 338)\$</b> | <b>275 \$</b> | <b>(80)\$</b>    | <b>81 \$</b>            | <b>2 120 \$</b>              |
| Évalués individuellement                              | 214 \$                                  | 149 \$   | (132)\$          | 18 \$         | (26)\$           | 29 \$                   | 252 \$                       |
| Évalués collectivement                                | 1 871                                   | 948  | (1 206)          | 257           | (54)             | 52                      | 1 868                        |
| <b>Total de la provision pour pertes sur créances</b> | <b>2 085 \$</b>                         | <b>1 097 \$</b>                                  | <b>(1 338)\$</b> | <b>275 \$</b> | <b>(80)\$</b>    | <b>81 \$</b>            | <b>2 120 \$</b>              |

| (en millions de dollars canadiens)                    | Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 |  |                  |               |                  |                         |                              |
|---|---|--|------------------|---------------|------------------|-------------------------|------------------------------|
|   | Solde au début de la période            | Dotation à la provision pour pertes sur créances | Sorties du bilan | Recouvrements | Désactualisation | Écart de change/ autres | Solde à la fin de la période |
| <b>Prêts de détail</b>                                |   |  |                  |               |                  |                         |                              |
| Prêts hypothécaires résidentiels                      | 151 \$                                  | 95 \$  | (30)\$           | 2 \$          | (26)\$           | 48 \$                   | 240 \$                       |
| Prêts aux particuliers                                | 583                                     | 444  | (565)            | 106           | (23)             | (10)                    | 535                          |
| Prêts sur cartes de crédit                            | 385                                     | 353  | (466)            | 114           | –                | (1)                     | 385                          |
| Prêts aux petites entreprises                         | 61                                      | 44   | (47)             | 9             | (2)              | (1)                     | 64                           |
|   | 1 180                                   | 936  | (1 108)          | 231           | (51)             | 36                      | 1 224                        |
| <b>Prêts de gros</b>                                  |   |  |                  |               |                  |                         |                              |
| Prêts aux entreprises                                 | 777                                     | 228  | (221)            | 32            | (36)             | (12)                    | 768                          |
| Prêts aux banques (1)                                 | 2                                       | –  | –                | –             | –                | –                       | 2                            |
|   | 779                                     | 228  | (221)            | 32            | (36)             | (12)                    | 770                          |
| <b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>    | <b>1 959</b>                            | <b>1 164</b>                                     | <b>(1 329)</b>   | <b>263</b>    | <b>(87)</b>      | <b>24</b>               | <b>1 994</b>                 |
| Provision pour éléments hors bilan et autres (2)      | 91                                      | –  | –                | –             | –                | –                       | 91                           |
| <b>Total de la provision pour pertes sur créances</b> | <b>2 050 \$</b>                         | <b>1 164 \$</b>                                  | <b>(1 329)\$</b> | <b>263 \$</b> | <b>(87)\$</b>    | <b>24 \$</b>            | <b>2 085 \$</b>              |
| Évalués individuellement                              | 240 \$                                  | 160 \$   | (188)\$          | 16 \$         | (24)\$           | 10 \$                   | 214 \$                       |
| Évalués collectivement                                | 1 810                                   | 1 004  | (1 141)          | 247           | (63)             | 14                      | 1 871                        |
| <b>Total de la provision pour pertes sur créances</b> | <b>2 050 \$</b>                         | <b>1 164 \$</b>                                  | <b>(1 329)\$</b> | <b>263 \$</b> | <b>(87)\$</b>    | <b>24 \$</b>            | <b>2 085 \$</b>              |



Pour l'exercice clos le 31 octobre 2013

| (en millions de dollars canadiens)                      | Solde au début de la période | Dotation à la provision pour pertes sur créances | Sorties du bilan | Recouvrements |                  | Écart de change/ autres | Solde à la fin de la période |
|---|------------------------------|--|------------------|---------------|------------------|-------------------------|------------------------------|
|   |                              |  |                  | Recouvrements | Désactualisation |                         |                              |
| <b>Prêts de détail</b>                                  |                              |  |                  |               |                  |                         |                              |
| Prêts hypothécaires résidentiels                        | 124 \$                       | 41 \$  | (24)\$           | 2 \$          | (24)\$           | 32 \$                   | 151 \$                       |
| Prêts aux particuliers                                  | 543                          | 455  | (498)            | 96            | (17)             | 4                       | 583                          |
| Prêts sur cartes de crédit                              | 403                          | 354  | (466)            | 112           | –                | (18)                    | 385                          |
| Prêts aux petites entreprises                           | 72                           | 32   | (35)             | 9             | (2)              | (15)                    | 61                           |
|   | 1 142                        | 882  | (1 023)          | 219           | (43)             | 3                       | 1 180                        |
| <b>Prêts de gros</b>                                    |                              |  |                  |               |                  |                         |                              |
| Prêts aux entreprises                                   | 852                          | 355  | (448)            | 51            | (43)             | 10                      | 777                          |
| Prêts aux banques (1)                                   | 2                            | –  | –                | –             | –                | –                       | 2                            |
|   | 854                          | 355  | (448)            | 51            | (43)             | 10                      | 779                          |
| <b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>      | <b>1 996</b>                 | <b>1 237</b>                                     | <b>(1 471)</b>   | <b>270</b>    | <b>(86)</b>      | <b>13</b>               | <b>1 959</b>                 |
| <b>Provision pour éléments hors bilan et autres (2)</b> | <b>91</b>                    | <b>–</b>   | <b>–</b>         | <b>–</b>      | <b>–</b>         | <b>–</b>                | <b>91</b>                    |
| <b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>   | <b>2 087 \$</b>              | <b>1 237 \$</b>                                  | <b>(1 471)\$</b> | <b>270 \$</b> | <b>(86)\$</b>    | <b>13 \$</b>            | <b>2 050 \$</b>              |
| Évalués individuellement                                | 298 \$                       | 287 \$   | (346)\$          | 31 \$         | (28)\$           | (2)\$                   | 240 \$                       |
| Évalués collectivement                                  | 1 789                        | 950  | (1 125)          | 239           | (58)             | 15                      | 1 810                        |
| <b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>   | <b>2 087 \$</b>              | <b>1 237 \$</b>                                  | <b>(1 471)\$</b> | <b>270 \$</b> | <b>(86)\$</b>    | <b>13 \$</b>            | <b>2 050 \$</b>              |

(1) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(2) La provision pour éléments hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte à titre de provisions dans les autres passifs.

**Revenu net d'intérêt, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances**

| (en millions de dollars canadiens)  | Pour les exercices clos |                    |                    |
|---|-------------------------|--------------------|--------------------|
|   | le 31 octobre 2015      | le 31 octobre 2014 | le 31 octobre 2013 |
| Revenu net d'intérêt  | 14 771 \$               | 14 116 \$          | 13 249 \$          |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances  | 1 097                   | 1 164              | 1 237              |
| <b>Revenu net d'intérêt, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b> | <b>13 674 \$</b>        | <b>12 952 \$</b>   | <b>12 012 \$</b>   |

**Prêts en souffrance mais non douteux**

| (en millions de dollars canadiens) | Au                   |                  |                  |          |                      |                  |                  |          |
|------------------------------------|----------------------|------------------|------------------|----------|----------------------|------------------|------------------|----------|
|                                    | 31 octobre 2015      |                  |                  |          | 31 octobre 2014      |                  |                  |          |
|                                    | De 1 jour à 29 jours | De 30 à 89 jours | 90 jours et plus | Total    | De 1 jour à 29 jours | De 30 à 89 jours | 90 jours et plus | Total    |
| Prêts de détail                    | 3 054 \$             | 1 298 \$         | 314 \$           | 4 666 \$ | 3 055 \$             | 1 284 \$         | 316 \$           | 4 655 \$ |
| Prêts de gros                      | 417                  | 184              | –                | 601      | 431                  | 322              | –                | 753      |
|                                    | 3 471 \$             | 1 482 \$         | 314 \$           | 5 267 \$ | 3 486 \$             | 1 606 \$         | 316 \$           | 5 408 \$ |

**Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)**

| (en millions de dollars canadiens) | Au              |                 |
|------------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                    | 31 octobre 2015 | 31 octobre 2014 |
| Prêts de détail                    | – \$            | – \$            |
| Prêts de gros                      |                 |                 |
| Prêts aux entreprises              | 991             | 631             |
| Prêts aux banques (2)              | 2               | 2               |
|                                    | 993 \$          | 633 \$          |

(1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 830 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 (690 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014).

(2) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

**Note 6 Décomptabilisation d'actifs financiers**

Nous effectuons des transactions dans le cadre desquelles nous transférons des actifs financiers, comme des prêts ou des titres, à des entités structurées ou à d'autres tiers. Les actifs financiers transférés sont décomptabilisés de nos bilans consolidés lorsque nous transférons la quasi-totalité des risques et des avantages attachés aux droits de propriété des actifs financiers. Lorsque nous sommes exposés à la quasi-totalité des risques et avantages inhérents aux actifs financiers, ou lorsque nous n'avons ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages mais conservons le contrôle des actifs financiers, nous continuons de comptabiliser les actifs dans nos bilans consolidés et un passif est comptabilisé au titre du produit en espèces reçu.

La majorité des actifs transférés en vertu de conventions de rachat et de conventions de prêt de titres et dans le cadre de nos transactions de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels canadiens ne sont pas admissibles à la décomptabilisation.

**Actifs financiers transférés qui n'ont pas été décomptabilisés**
*Titrisation de prêts hypothécaires résidentiels canadiens*

Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés par la création de groupes de titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (LNH). Tous les prêts titrisés en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH doivent être assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou un assureur tiers. Nous exigeons que l'emprunteur paie l'assurance hypothécaire dans le cas de prêts hypothécaires pour lesquels le montant emprunté est plus élevé que l'équivalent de 80 % de l'évaluation initiale de la valeur de la propriété (ratio prêt-valeur). Nous devons prendre en charge le coût de l'assurance des prêts hypothécaires résidentiels titrisés en vertu de ce programme d'un ratio prêt-valeur inférieur à 80 %. Conformément au Programme des titres hypothécaires LNH, nous avons la responsabilité d'effectuer tous les paiements exigibles sur les titres adossés à des créances hypothécaires que nous avons émis, que les fonds nécessaires proviennent du débiteur hypothécaire ou de l'assureur. Lorsque l'emprunteur manque aux engagements relativement aux paiements hypothécaires, nous soumettons une réclamation à l'assureur si le montant récupéré à la suite du recouvrement ou de la saisie de biens est moindre que la somme du solde en capital du prêt, des intérêts courus et des coûts de recouvrement sur le prêt impayé. Le processus de réclamation est géré par l'assureur conformément à ses politiques et couvre la totalité du solde impayé du prêt plus les intérêts sur, en règle générale, un maximum de 12 mois, les frais de vente et les autres charges admissibles. Si la réclamation est refusée, une perte est constatée au poste Dotation à la provision pour pertes sur créances dans nos comptes consolidés de résultat. Le montant constaté en tant que perte n'était pas important pour nos états financiers consolidés, et aucune perte importante découlant d'une poursuite liée à un défaut de paiement sur un prêt hypothécaire n'a été comptabilisée au cours de 2015 et de 2014.

Nous cédonc les groupes de titres adossés à des créances hypothécaires LNH principalement à une entité structurée parrainée par le gouvernement, en vertu du Programme des Obligations hypothécaires du Canada. L'entité émet périodiquement des obligations hypothécaires du Canada, lesquelles sont garanties par le gouvernement, et elle cède ces obligations à des tiers investisseurs. L'entité utilise le produit de l'émission d'obligations hypothécaires du Canada pour acheter des groupes de titres adossés à des créances hypothécaires LNH auprès d'émetteurs admissibles qui participent à l'émission d'une série particulière des obligations hypothécaires du Canada. Nous continuons de fournir des services de gestion à l'égard des prêts hypothécaires résidentiels sous-jacents que nous avons titrisés, soit nous-mêmes, soit par l'intermédiaire d'un tiers gestionnaire. Nous agissons également à titre de contrepartie dans le cadre de swaps de taux en vertu desquels nous versons à l'entité les intérêts payables aux porteurs d'obligations hypothécaires du Canada et nous touchons les intérêts sur les titres adossés à des créances hypothécaires sous-jacents et sur les actifs réinvestis. Dans le cadre du swap, nous devons également tenir un « compte de réinvestissement du capital » pour tout versement en capital reçu relativement aux prêts hypothécaires sous-jacents afin de respecter les obligations liées au remboursement à l'échéance des obligations hypothécaires du Canada. Nous réinvestissons les remboursements de capital reçus dans des placements admissibles aux termes des modalités du swap.

Nous avons déterminé que certains des prêts liés au programme de titres adossés à des créances hypothécaires LNH transférés à l'entité ne peuvent être décomptabilisés, puisque nous n'avons pas transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Par conséquent, ces titres adossés à des créances hypothécaires transférés continuent d'être classés dans les prêts hypothécaires résidentiels et constatés dans nos bilans consolidés. Le montant en espèces reçu relativement à ces titres adossés à des créances hypothécaires transférés est traité comme un emprunt garanti, et un passif correspondant est constaté au poste Dépôts – Entreprises et gouvernements dans nos bilans consolidés.

*Titres vendus en vertu de conventions de rachat et titres prêtés*

Nous concluons également des transactions, comme des conventions de rachat et des conventions de prêt de titres, dans le cadre desquelles nous transférons des actifs en vertu de modalités prévoyant leur rachat dans le futur et conservons la quasi-totalité des risques et avantages liés au crédit, au prix, au taux d'intérêt et au change associés aux actifs. Ces actifs transférés demeurent inscrits dans nos bilans consolidés et ils sont comptabilisés à titre de transactions d'emprunts assortis de garanties.

Le tableau suivant présente l'information relative à la valeur comptable et à la juste valeur des actifs transférés qui ne sont pas admissibles à la décomptabilisation, ainsi que le passif correspondant.

|  | Au   |   |                   |            |  |   |                   |            |
|--|--|---|-------------------|------------|--|---|-------------------|------------|
|  | 31 octobre 2015                                    |   |                   |            | 31 octobre 2014                                    |   |                   |            |
|  | Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1) (2) | Titres vendus en vertu de conventions de rachat (3) | Titres prêtés (3) | Total      | Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1) (2) | Titres vendus en vertu de conventions de rachat (3) | Titres prêtés (3) | Total      |
| (en millions de dollars canadiens)   |  |   |                   |            |  |   |                   |            |
| Valeur comptable des actifs transférés qui ne sont pas admissibles à la décomptabilisation | 35 707 \$  | 78 327 \$   | 4 961 \$          | 118 995 \$ | 36 972 \$  | 60 279 \$   | 4 052 \$          | 101 303 \$ |
| Valeur comptable du passif connexe   | 36 130   | 78 327  | 4 961             | 119 418    | 36 941   | 60 279  | 4 052             | 101 272    |
| Juste valeur des actifs transférés   | 35 770 \$  | 78 327 \$   | 4 961 \$          | 119 058 \$ | 37 010 \$  | 60 279 \$   | 4 052 \$          | 101 341 \$ |
| Juste valeur du passif connexe   | 37 150   | 78 327  | 4 961             | 120 438    | 37 769   | 60 279  | 4 052             | 102 100    |
| Juste valeur de la position nette  | (1 380)\$  | – \$  | – \$              | (1 380)\$  | (759)\$  | – \$  | – \$              | (759)\$    |

(1) Comprend les prêts hypothécaires résidentiels canadiens transférés principalement à la Fiducie du Canada pour l'habitation au moment de la titrisation initiale et d'autres placements admissibles servant au financement après la titrisation initiale.

(2) La garantie légale des porteurs d'obligations hypothécaires du Canada se limite aux actifs transférés et ne s'étend pas à notre actif général.

(3) Ne comprend pas la valeur excédentaire des actifs donnés en garantie.

Nous nous livrons, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités structurées, afin de soutenir nos besoins et les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer l'existence d'un contrôle. Les entités structurées sont généralement constituées dans un but précis et bien défini, et des restrictions sont imposées à leurs activités courantes. Nous consolidons une entité structurée lorsque nous contrôlons l'entité conformément à nos méthodes comptables décrites à la note 2. Dans d'autres cas, nous pourrions être le promoteur d'une telle entité ou y détenir une participation, mais sans la consolider.

#### **Entités structurées consolidées**

Nous consolidons les entités structurées suivantes, dont les actifs et les passifs sont comptabilisés dans nos bilans consolidés. Les garanties dont disposent les tiers investisseurs dans ces entités structurées grèvent habituellement uniquement les actifs des entités connexes et non l'ensemble de nos actifs, à moins que nous ne manquions à nos obligations contractuelles à l'égard de ces entités. Dans le cours normal des activités, les actifs de chaque entité structurée consolidée ne peuvent, de façon générale, que servir à régler les obligations de cette entité.

##### *Entité de titrisation de créances sur cartes de crédit*

Nous titrisons une partie de nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité structurée, sur une base renouvelable. L'entité fait l'acquisition de participations en copropriété dans un portefeuille de créances sur cartes de crédit et émet des billets à terme de premier rang et secondaires garantis par le portefeuille sous-jacent de créances sur cartes de crédit. Les garanties dont disposent les investisseurs qui achètent les billets à terme ne grèvent que le portefeuille sous-jacent de créances sur cartes de crédit.

Nous continuons d'offrir des services liés aux créances sur cartes de crédit et jouons un rôle administratif pour l'entité. Nous fournissons également une protection de premier niveau contre les pertes, car nous conservons une participation dans les actifs transférés, versons à l'occasion des fonds dans un compte de réserve en espèces et conservons certains billets secondaires. De plus, nous pouvons détenir certains billets de premier rang comme placements ou dans le cadre de nos activités de tenue de marché; nous fournissons des prêts subordonnés à l'entité pour acquitter ses frais initiaux; nous agissons aussi à titre de contrepartie à des swaps de taux d'intérêt et de devises qui couvrent les risques de taux d'intérêt et de change de l'entité.

Nous consolidons l'entité structurée car nous avons le pouvoir décisionnel en ce qui a trait au calendrier et à l'importance des émissions futures ainsi qu'à d'autres activités pertinentes que nous avons définies dès sa mise en place. Nous obtenons également des avantages de financement importants et nous conservons la majorité des risques résiduels inhérents à la propriété en raison du soutien au crédit fourni. Au 31 octobre 2015, des effets émis par nos entités de titrisation de créances sur cartes de crédit d'un montant de 9,1 milliards de dollars ont été comptabilisés au poste Dépôts dans nos bilans consolidés (8,5 milliards au 31 octobre 2014).

##### *Entités de titrisation de créances automobiles*

Nous contrôlons certaines entités de titrisation de créances automobiles par suite de l'acquisition des activités de financement automobile et de dépôt d'Ally Financial Inc. au Canada conclue en 2013. Ces entités ont émis des billets de premier rang et des billets secondaires garantis par des créances automobiles qu'Ally Financial Inc. monte et transfère aux entités. Après l'acquisition, nous avons fourni des rehaussements de crédit liés aux billets en circulation sous forme de surdimensionnement, de comptes de réserve en espèces et de nos droits liés aux marges excédentaires, lesquels sont subordonnés aux porteurs de titres. Nous avons également agi à titre de contrepartie dans le cadre de swaps de taux d'intérêt d'une des entités, lesquels servent à couvrir son risque de taux d'intérêt.

Nous consolidons ces entités puisque nous avons le pouvoir décisionnel lié à leurs activités d'investissement et de financement. Au 31 octobre 2015, la totalité des billets de premier rang et des billets secondaires en circulation émis par ces entités avait été remboursée. Par conséquent, un montant de néant relativement à ces billets a été comptabilisé au poste Dépôts dans nos bilans consolidés (407 millions au 31 octobre 2014).

##### *Entité de papier commercial garanti par des créances*

Nous avons constitué une entité de financement qui nous fournit des prêts qu'elle finance en émettant du papier commercial à l'intention de tiers investisseurs. Le papier commercial de l'entité structurée est assorti d'une notation équivalente à celle de RBC, puisque nous sommes tenus d'avancer des liquidités à l'entité si les liquidités provenant d'autres sources sont insuffisantes pour régler le papier commercial arrivant à échéance. Nous donnons des garanties sur ces prêts et sommes exposés aux risques de marché et de crédit liés aux titres donnés en garantie. Nous administrons l'entité et gagnons des honoraires d'administration en échange de ces services.

Nous consolidons l'entité structurée puisque nous avons le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes, que nous sommes l'unique emprunteur de la structure, et que nous sommes exposés à la majorité des risques résiduels inhérents à la propriété en raison du soutien au crédit fourni. Au 31 octobre 2015, un papier commercial émis par l'entité d'un montant de 11,8 milliards de dollars a été comptabilisé au poste Dépôts dans nos bilans consolidés (7,8 milliards au 31 octobre 2014).

##### *Entités de capital novatrices*

La Fiducie de capital RBC a été créée aux fins de l'émission des instruments de capital novateurs, dont le produit a servi à l'achat de prêts hypothécaires émis par RBC. Nous consolidons la fiducie puisque, en notre qualité d'administrateur, d'agent administrateur et d'investisseur en capitaux propres, nous avons le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes de la fiducie et que nous sommes exposés à la variabilité du rendement des prêts hypothécaires sous-jacents. Se reporter à la note 20 pour en savoir davantage sur les instruments de capital novateurs.

##### *Obligations sécurisées*

RBC Covered Bond Guarantor Limited Partnership (Guarantor LP) a été créée aux fins de l'émission de garanties d'obligations sécurisées que nous émettons. Nous transférons périodiquement des prêts hypothécaires à Guarantor LP afin de soutenir les activités de financement et de se conformer aux exigences en matière de couverture des actifs en vertu de notre programme d'obligations sécurisées. Les obligations sécurisées garanties par Guarantor LP sont des obligations directes, non garanties et inconditionnelles de RBC; par conséquent, les investisseurs ont un droit contre la Banque, lequel se poursuivra si les obligations sécurisées ne sont pas payées par la Banque et si les actifs hypothécaires de Guarantor LP ne sont pas suffisants pour couvrir les sommes à payer relativement aux obligations sécurisées. Nous agissons à titre de commandité, de contrepartie, de contrepartie dans le cadre de swaps, de prêteur et de fournisseur de liquidités auprès de Guarantor LP, de même qu'à titre d'émetteur enregistré des obligations sécurisées.

Nous consolidons Guarantor LP puisque, en notre qualité de commandité, nous avons le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes et que nous sommes exposés à la variabilité du rendement des prêts hypothécaires sous-jacents. Au 31 octobre 2015, le montant total des prêts hypothécaires transférés et en cours s'établissait à 54,5 milliards de dollars (38,3 milliards au 31 octobre 2014) et des obligations sécurisées d'un montant de 37,2 milliards étaient constatées au poste Dépôts dans nos bilans consolidés (26,4 milliards au 31 octobre 2014).

#### Structures d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales

Nous vendons des obligations municipales imposables et exonérées d'impôt à des structures d'obligations encaissables par anticipation, qui sont constituées d'une fiducie de rehaussement de crédit et d'une fiducie d'obligations encaissables par anticipation. La fiducie de rehaussement de crédit nous achète une obligation, financée par un certificat de fiducie émis à l'intention de la fiducie d'obligations encaissables par anticipation. La fiducie d'obligations encaissables par anticipation émet ensuite des certificats à taux variable à l'intention d'investisseurs à court terme et un certificat résiduel que nous détenons. Nous sommes l'agent de revente des certificats à taux variable et nous procurons une facilité de liquidités à la fiducie d'obligations encaissables par anticipation, ce qui nous oblige à acheter les certificats qui ont été déposés pour rachat mais non revendus avec succès. Nous fournissons également une lettre de crédit à la fiducie de rehaussement de crédit, en vertu de laquelle nous sommes tenus de fournir un financement advenant toute perte liée aux obligations sous-jacentes. Nous gagnons des intérêts sur le certificat résiduel et nous touchons des honoraires basés sur le marché en notre qualité d'agent de revente et relativement à la prestation de la facilité de liquidités et de la lettre de crédit.

Nous consolidons la fiducie de rehaussement de crédit et la fiducie d'obligations encaissables par anticipation lorsque nous sommes le détenteur du certificat résiduel, car nous avons le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes, incluant la sélection des obligations municipales sous-jacentes et la capacité de mettre fin à la structure, et nous sommes exposés à la variabilité du rendement des obligations municipales sous-jacentes. Au 31 octobre 2015, des obligations municipales d'un montant de 6,0 milliards de dollars étaient incluses dans les titres disponibles à la vente liés aux structures consolidées d'obligations encaissables par anticipation (3,3 milliards au 31 octobre 2014) et des certificats à taux variable d'un montant correspondant de 6,1 milliards étaient comptabilisés au poste Dépôts dans nos bilans consolidés (3,3 milliards au 31 octobre 2014).

#### Fonds de placement non gérés par RBC

Nous concluons certains dérivés sur actions avec des tiers en vertu desquels nos placements dans les fonds visés sont détenus par une société en commandite intermédiaire (l'entité intermédiaire), dans laquelle nous détenons la grande majorité des titres de participation. Nous consolidons l'entité intermédiaire puisque nous avons le pouvoir décisionnel lié à l'ensemble des activités de l'entité et que nous sommes exposés à la majorité des risques et des avantages en raison de nos placements en titres de participation. Au 31 octobre 2015, des titres détenus à des fins de transaction, d'un montant de 227 millions de dollars, lesquels représentent nos placements dans les fonds de référence, étaient constatés dans nos bilans consolidés (277 millions au 31 octobre 2014).

#### Fonds de placement gérés par RBC

Nous sommes les promoteurs et les gestionnaires de placements de fonds communs de placement et d'organismes de placement collectif, ce qui nous permet d'orienter les décisions de placement des fonds. Nous consolidons certains fonds communs de placement et organismes de placement collectif dans lesquels nos participations, qui comprennent des investissements directs du capital de démarrage ainsi que des honoraires de gestion ou des honoraires liés au rendement, indiquent que nous agissons pour notre propre compte. Au 31 octobre 2015, des titres détenus à des fins de transaction dans les fonds consolidés, d'un montant de 586 millions de dollars (586 millions au 31 octobre 2014), et d'autres passifs représentant les parts de fonds détenues par des tiers, d'un montant de 190 millions (189 millions au 31 octobre 2014), étaient constatés dans nos bilans consolidés.

#### Entités structurées non consolidées

Nous détenons des droits dans certaines entités structurées que nous ne consolidons pas, mais nous avons comptabilisé dans nos bilans consolidés les actifs et les passifs découlant de nos transactions et de nos liens avec ces entités.

Le tableau suivant illustre les actifs et les passifs que nous inscrivons à nos bilans consolidés, ainsi que le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport à nos participations détenues dans les entités structurées non consolidées. Ce tableau présente également la taille de chaque catégorie d'entité structurée non consolidée, évaluée selon le total des actifs des entités dans lesquelles nous détenons une participation.

|   | Au 31 octobre 2015        |                                  |                                      |                                  |                                 |           |              |
|---|---------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|-----------|--------------|
|   | Conduits multicédants (1) | Entités de financement structuré | Fonds de placement non gérés par RBC | Fonds de placement gérés par RBC | Entités de titrisation de tiers | Autres    | Total        |
| (en millions de dollars canadiens)                              |                           |                                  |                                      |                                  |                                 |           |              |
| <b>Actif figurant au bilan</b>                                  |                           |                                  |                                      |                                  |                                 |           |              |
| Valeurs mobilières  | 17 \$                     | – \$                             | 2 661 \$                             | 275 \$                           | – \$                            | 697 \$    | 3 650 \$     |
| Prêts   | 764                       | 1 323                            | –                                    | –                                | 5 447                           | –         | 7 534        |
| Dérivés   | 19                        | 2                                | –                                    | –                                | 3                               | 54        | 78           |
| Autres actifs   | –                         | 547                              | 1                                    | 225                              | –                               | 57        | 830          |
|   | 800 \$                    | 1 872 \$                         | 2 662 \$                             | 500 \$                           | 5 450 \$                        | 808 \$    | 12 092 \$    |
| <b>Passif figurant au bilan</b>                                 |                           |                                  |                                      |                                  |                                 |           |              |
| Dérivés   | 24 \$                     | – \$                             | – \$                                 | – \$                             | – \$                            | 11 \$     | 35 \$        |
| Autres passifs  | –                         | –                                | 33                                   | –                                | –                               | 2         | 35           |
|   | 24 \$                     | – \$                             | 33 \$                                | – \$                             | – \$                            | 13 \$     | 70 \$        |
| <b>Risque de perte maximal (2)</b>                              | 37 789 \$                 | 3 681 \$                         | 3 440 \$                             | 490 \$                           | 9 694 \$                        | 927 \$    | 56 021 \$    |
| <b>Total de l'actif des entités structurées non consolidées</b> | 37 044 \$                 | 21 621 \$                        | 658 236 \$                           | 278 474 \$                       | 125 294 \$                      | 67 658 \$ | 1 188 327 \$ |

Au 31 octobre 2014

| (en millions de dollars canadiens)                              | Conduits multicédants (1) | Entités de financement structuré | Fonds de placement non gérés par RBC | Fonds de placement gérés par RBC | Entités de titrisation de tiers | Autres           | Total               |
|---|---------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|---------------------|
| <b>Actif figurant au bilan</b>                                  |                           |                                  |                                      |                                  |                                 |                  |                     |
| Valeurs mobilières  | 42 \$                     | – \$                             | 3 343 \$                             | 151 \$                           | 1 \$                            | 696 \$           | 4 233 \$            |
| Prêts   | 864                       | –                                | –                                    | –                                | 1 463                           | –                | 2 327               |
| Dérivés   | –                         | 3                                | –                                    | –                                | –                               | 8                | 11                  |
| Autres actifs   | –                         | 913                              | 1                                    | 220                              | –                               | 51               | 1 185               |
|   | 906 \$                    | 916 \$                           | 3 344 \$                             | 371 \$                           | 1 464 \$                        | 755 \$           | 7 756 \$            |
| <b>Passif figurant au bilan</b>                                 |                           |                                  |                                      |                                  |                                 |                  |                     |
| Dérivés   | 85 \$                     | – \$                             | – \$                                 | – \$                             | 2 \$                            | – \$             | 87 \$               |
| Autres passifs  | –                         | –                                | 5                                    | –                                | –                               | 3                | 8                   |
|   | 85 \$                     | – \$                             | 5 \$                                 | – \$                             | 2 \$                            | 3 \$             | 95 \$               |
| <b>Risque de perte maximal (2)</b>                              | <b>31 019 \$</b>          | <b>2 158 \$</b>                  | <b>4 005 \$</b>                      | <b>203 \$</b>                    | <b>2 397 \$</b>                 | <b>873 \$</b>    | <b>40 655 \$</b>    |
| <b>Total de l'actif des entités structurées non consolidées</b> | <b>30 428 \$</b>          | <b>13 118 \$</b>                 | <b>621 938 \$</b>                    | <b>272 852 \$</b>                | <b>27 095 \$</b>                | <b>64 963 \$</b> | <b>1 030 394 \$</b> |

- (1) Le total de l'actif des entités structurées non consolidées représente le montant maximal des actifs qui pourraient devoir être acquis par les conduits en vertu d'engagements d'acquisition en vigueur. Sur les engagements d'acquisition en cours, les conduits ont acquis des actifs financiers d'un montant total de 25,2 milliards de dollars au 31 octobre 2015 (19,8 milliards au 31 octobre 2014).
- (2) Le risque de perte maximal découlant de nos participations détenues dans ces entités est principalement lié aux placements, aux prêts, à la juste valeur des dérivés et aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit. Le risque de perte maximal lié aux conduits multicédants est plus élevé que l'actif au bilan, la différence correspondant essentiellement à la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit. Se reporter à la note 26.

Nos liens avec chaque catégorie significative d'entité structurée non consolidée sont décrits ci-dessous.

#### Conduits multicédants

Nous offrons cinq programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) offerts par des conduits multicédants (conduits multicédants) – deux au Canada et trois aux États-Unis. Ces conduits acquièrent principalement des actifs financiers auprès des clients et financent ces acquisitions au moyen de l'émission de PCAA.

Nous n'avons aucune participation ni aucun droit conservé dans les conduits multicédants que nous administrons et nous n'avons aucun droit ni contrôle sur les actifs détenus par les conduits multicédants. En notre qualité d'agent administrateur, nous touchons des honoraires résiduels relativement à la prestation de services tels que la coordination des activités de financement, le montage d'opérations, la résignation, l'exécution et la surveillance des opérations. Le PCAA qu'émet chaque conduit multicédant est émis au nom de ce dernier et est assorti d'un recours à l'égard des actifs financiers que détient le conduit multicédant et il ne confère aucun droit de recours à notre égard, sauf par l'intermédiaire de notre participation dans des facilités de garantie de liquidités ou des facilités de rehaussement de crédit. De temps à autre, nous pouvons acheter du PCAA émis par nos conduits multicédants en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme.

Nous fournissons aux conduits multicédants des facilités de garantie de liquidités liées à l'opération et à l'échelle du programme. Nous fournissons également aux conduits multicédants des rehaussements de crédit à l'échelle du programme, en vertu desquels nous sommes tenus d'acheter des actifs ou d'avancer des fonds lorsque le conduit multicédant n'a pas autrement accès à des fonds d'autres sources, telles que les facilités de garantie de liquidités, pour régler le PCAA arrivant à échéance. Dans certains cas, nous, ou un autre tiers, pouvons fournir un rehaussement de crédit lié à l'opération sous des formes diverses. Nous touchons des honoraires basés sur le marché relativement à la prestation de ces facilités de garantie de liquidités et de crédit.

Pour certaines opérations, nous agissons à titre de contrepartie à des contrats de change à terme et à des swaps de taux d'intérêt afin de faciliter la titrisation d'actifs à taux fixe et/ou libellés en devises pour nos clients au moyen des conduits. Ces dérivés nous exposent aux risques de change et de taux d'intérêt, qui font l'objet d'une gestion centralisée par nos bureaux de change et de swaps, respectivement, et au risque de crédit à l'égard des actifs sous-jacents, qui est atténué par les rehaussements de crédit décrits ci-dessous.

Chaque opération est structurée à l'aide d'une protection de premier niveau contre les pertes liée à l'opération fournie par le tiers vendeur. Ce rehaussement peut revêtir diverses formes, notamment un surdimensionnement, des écarts de taux excédentaires, des catégories subordonnées d'actifs financiers, des garanties ou des lettres de crédit. Le montant de ce rehaussement varie, mais il est généralement établi de manière à couvrir un multiple des pertes subies.

Un tiers non lié (l'investisseur assumant les pertes prévues) prend en charge les pertes sur créances, jusqu'à concurrence d'un montant contractuel maximal, qui pourraient survenir à l'égard des actifs des conduits multicédants avant les détenteurs de titres d'emprunt des conduits multicédants et nous. En contrepartie de la prise en charge de la position de perte de premier niveau des conduits multicédants, chacun des conduits multicédants verse à l'investisseur assumant les pertes prévues un rendement proportionnel à sa position de risque. L'investisseur assumant les pertes prévues détient un pouvoir substantiel de diriger la majeure partie des activités qui ont une incidence importante sur le rendement économique du conduit, notamment la sélection initiale et l'approbation des engagements en matière d'achat d'actifs et des facilités de liquidités, l'approbation du renouvellement de ces opérations et facilités et des modifications apportées à celles-ci, la vente ou le transfert d'actifs, le suivi constant du rendement des actifs, l'atténuation des pertes sur créances et la gestion des passifs liés au PCAA.

Nous ne consolidons pas ces conduits multicédants, puisque nous n'avons pas le pouvoir décisionnel de diriger les activités pertinentes susmentionnées.

#### Entités de financement structuré

Nous avons acheté des titres à enchères américains auprès de certaines fiducies (fiducies liées à des titres à enchères américains) qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Nous pourrions subir des pertes liées à ces fiducies liées à des titres à enchères américains si des défauts de paiement sur les prêts aux



étudiants sous-jacents se produisent; cependant, dans la plupart de ces structures, le capital et les intérêts courus sur ces prêts sont garantis par des organismes gouvernementaux des États-Unis. Nous agissons à titre d'agent de vente aux enchères pour certaines de ces entités, mais n'avons aucune obligation juridique d'acheter les billets émis par ces entités dans le cadre du processus d'enchères. Nous ne consolidons pas ces fiducies liées à des titres à enchères américains puisque nous n'avons pas le pouvoir décisionnel lié aux activités d'investissement et de financement des fiducies, qui sont les activités ayant le plus d'incidence sur le rendement des fiducies.

En outre, nous investissons dans certaines structures d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales que nous ne consolidons pas. Ces structures sont semblables aux structures consolidées d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales décrites ci-dessus. Cependant, les certificats résiduels sont détenus par des tiers et nous ne fournissons pas de rehaussement de crédit des actifs sous-jacents. Nous fournissons seulement des facilités de liquidités sur les certificats à taux variable, lesquelles peuvent être utilisées si les certificats ont été déposés pour rachat mais ne peuvent pas être revendus. Nous n'avons pas le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes des structures. Par conséquent, nous ne consolidons pas ces structures. Les actifs transférés à ces programmes sont décomptabilisés de nos bilans consolidés.

Nous fournissons du financement sur stocks de premier rang à des entités structurées créées par des tiers, dont le but est l'acquisition de prêts à des fins d'émission de titres garantis par des prêts à terme. Au cours de la phase du financement sur stocks, un financement subordonné est fourni par au moins un tiers investisseur en titres de participation. Nous agissons à titre de promoteur et d'agent des placements pour l'émission de titres garantis par des prêts à terme. Le produit de la vente des titres garantis par des prêts à terme sert à rembourser notre financement sur stocks de premier rang, ce qui marque la fin de notre engagement à l'égard de cette transaction. Nous ne consolidons pas ces structures de titres garantis par des prêts, car nous n'avons pas le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes de l'entité, incluant la sélection initiale du portefeuille de titres d'emprunt sous-jacent et sa gestion subséquente.

#### *Fonds de placement non gérés par RBC*

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds référencés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés gérés par des tiers. Nous agissons également à titre de dépositaire ou d'administrateur pour plusieurs fonds. Nous ne consolidons pas ces fonds visés gérés par des tiers, puisque nous n'avons pas le pouvoir de diriger leurs activités d'investissement.

Nous fournissons des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Les fonds ont émis des actions privilégiées à taux variable non garanties et ils investissent dans des portefeuilles d'obligations municipales exonérées d'impôt. Les engagements inutilisés relatifs aux liquidités nous exposent au risque de liquidité lié aux actions privilégiées, et les engagements utilisés nous exposent au risque de crédit lié aux obligations municipales sous-jacentes. Nous ne consolidons pas ces fonds gérés par des tiers, puisque nous n'avons pas le pouvoir de diriger leurs activités d'investissement.

#### *Fonds de placement gérés par RBC*

Nous sommes les promoteurs et les gestionnaires de placements de fonds communs de placement et d'organismes de placement collectif, ce qui nous permet d'orienter les décisions de placement des fonds. Nous ne consolidons pas ces fonds communs de placement et organismes de placement collectif dans lesquels nos droits indiquent que nous exerçons notre pouvoir décisionnel à titre de mandataire des autres porteurs de parts.

#### *Entités de titrisation de tiers*

Nous détenons des droits dans des entités de titrisation qui fournissent du financement à certains tiers aux noms desquels les entités ont été créées. Les activités de ces entités se limitent à l'achat et à la vente d'actifs précis émis par le promoteur et à l'émission d'effets adossés à des actifs garantis par ces actifs. Les actifs sous-jacents sont généralement des créances, y compris des prêts automobiles et le crédit-bail automobile. Tout comme d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir du financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Ce rehaussement peut revêtir diverses formes, notamment un surdimensionnement, des écarts de taux excédentaires, des catégories subordonnées d'actifs financiers, des garanties ou des lettres de crédit. Le montant de ce rehaussement varie, mais il est généralement établi de manière à couvrir un multiple des pertes subies. Nous ne consolidons pas ces entités puisque nous n'avons pas le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes, y compris aux activités d'investissement et de financement.

#### *Autres*

Les autres entités structurées comprennent les entités de création de produits de crédit et les fonds liés aux crédits d'impôt.

Nous utilisons des entités structurées généralement dans le but de transformer des dérivés de crédit en instruments de trésorerie, afin de répartir le risque de crédit et de créer des produits de crédit faits sur mesure qui répondent aux exigences précises des investisseurs. Nous concluons des contrats sur dérivés, y compris des dérivés de crédit, pour souscrire une protection à l'égard de ces entités (protection liée au crédit) et modifier divers facteurs de risque, tels que les risques de rendement, de change et de crédit liés aux actifs sous-jacents, et ainsi répondre aux besoins des investisseurs. Pour certaines entités, nous sommes les seuls à assurer leur montage et à mettre en place les swaps, en plus de remplir d'autres fonctions administratives pour certaines de ces entités. Nous ne consolidons pas ces entités de création de produits de crédit puisque nous n'avons pas le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes, qui comprennent la sélection des portefeuilles de garanties et de référence, et que nous ne sommes pas exposés à la majorité des avantages ou des risques des entités.

Nous avons créé certains fonds pour transférer à des tiers les crédits d'impôt obtenus à l'égard de projets immobiliers d'habitations à loyer modéré ou de restauration historique (fonds liés aux crédits d'impôt). Nous sommes les promoteurs des fonds liés aux crédits d'impôt en raison de la responsabilité qui nous incombe de gérer les fonds, de structurer le financement et d'effectuer les tâches administratives pour ces fonds liés aux crédits d'impôt. Nous ne consolidons pas les fonds liés aux crédits d'impôt puisque les investisseurs de ces fonds ont le pouvoir décisionnel lié au choix des placements sous-jacents et qu'ils sont exposés à la majorité des risques résiduels inhérents à la propriété et des risques fiscaux de ces fonds.

#### **Autres participations dans des entités structurées non consolidées**

Dans le cours normal de nos activités, nous achetons et vendons des intérêts passifs dans certaines entités structurées mises en place par des tiers, y compris dans des fonds communs de placement, des fonds négociés en Bourse et des titres adossés à des actifs dont le gouvernement

est le promoteur. Nos placements dans ces entités sont gérés dans le cadre de portefeuilles plus importants qui sont détenus à des fins de négociation, de liquidités et de couverture. Nous n'avons pas créé ces entités et nous n'en sommes pas le promoteur, et nous n'avons aucun pouvoir décisionnel lié à leurs activités courantes. Le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés est limité à nos placements dans ces entités figurant au bilan, lesquels ne sont pas inclus dans les tableaux ci-dessus. Se reporter aux notes 3 et 4 pour plus de détails sur nos titres de placement.

### Entités commanditées

Nous sommes le promoteur de certaines entités structurées dans lesquelles nous détenons des droits mais que nous ne consolidons pas. Pour déterminer si nous sommes le promoteur d'une entité structurée, nous tenons compte à la fois de facteurs qualitatifs et quantitatifs, y compris l'objet et la nature de l'entité, notre association initiale et continue avec l'entité et le fait de savoir si nous détenons des droits subordonnés dans l'entité. Nous sommes considérés comme le promoteur de certaines entités de création de produits de crédit, d'entités liées aux crédits d'impôt, de fonds communs de placements gérés par RBC et d'une entité de titrisation de prêts hypothécaires commerciaux. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, nous avons transféré des prêts hypothécaires commerciaux d'une valeur comptable de 195 millions de dollars (173 millions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014) à une entité de titrisation commanditée dans laquelle nous ne détenons pas de droits à la fin de la période considérée.

### Soutien financier fourni aux entités structurées

Au cours des exercices clos les 31 octobre 2015, 2014 et 2013, nous n'avons fourni aucun soutien financier ou autre que financier à des entités structurées consolidées et non consolidées lorsque nous n'étions pas tenus, par un contrat, de le faire. En outre, nous n'avons pas l'intention de fournir un tel soutien dans l'avenir.

## Note 8 Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Les instruments dérivés sont répartis en deux catégories, à savoir les instruments financiers dérivés et les dérivés non financiers. Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur varie en fonction d'un sous-jacent qui peut être un taux d'intérêt, un taux de change, le risque de crédit, le cours d'un titre de participation ou un indice de titres de participation. Les dérivés non financiers sont des contrats dont la valeur varie en fonction du prix des métaux précieux ou d'un indice de marchandises. Le capital nominal des dérivés représente le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement par les contreparties et il ne reflète pas le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance.

### Instruments financiers dérivés

#### *Contrats à terme de gré à gré et standardisés*

Les contrats à terme de gré à gré sont des ententes non standardisées qui sont conclues entre des contreparties sur le marché hors cote, tandis que les contrats à terme standardisés comportent des montants et des dates de règlement standards et sont négociés sur des marchés à terme. Des exemples de contrats de gré à gré et standardisés sont présentés ci-dessous.

Les contrats à terme de gré à gré (contrats de garantie de taux) et standardisés sur taux d'intérêt sont des obligations contractuelles d'acheter ou de vendre un instrument financier sensible au taux d'intérêt à une date ultérieure préétablie, à un prix déterminé.

Les contrats de change à terme et les contrats à terme standardisés sur devises sont des obligations contractuelles d'échanger une devise contre une autre à un prix de règlement déterminé, à une date préétablie.

Les contrats à terme de gré à gré et standardisés sur actions sont des obligations contractuelles visant l'achat ou la vente d'une valeur fixe (le prix convenu) d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre donné à une date ultérieure préétablie.

#### *Swaps*

Les swaps sont des contrats hors cote en vertu desquels deux contreparties échangent une série de flux de trésorerie en fonction de taux convenus appliqués à un capital nominal. Des exemples de swaps sont présentés ci-dessous.

Les swaps de taux d'intérêt sont des contrats en vertu desquels deux contreparties échangent une série de paiements dans une seule monnaie en fonction de différents taux d'intérêt appliqués à un capital nominal. Les swaps sur devises comportent l'échange de paiements à taux fixe dans une monnaie contre réception de paiements fixes dans une autre monnaie. Les swaps simultanés de taux et de devises comportent l'échange de capitaux nominaux et d'intérêts dans deux monnaies différentes.

Les swaps sur actions sont des contrats en vertu desquels une contrepartie accepte de verser ou de recevoir des flux de trésorerie basés sur les variations de la valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre donné.

#### *Options*

Les options sont des ententes contractuelles en vertu desquelles le vendeur confère à l'acquéreur le droit, mais non l'obligation, soit d'acquiescer (option d'achat), soit de vendre (option de vente) des valeurs mobilières, des taux de change, des taux d'intérêt ou d'autres instruments financiers ou marchandises, à un prix convenu et à une date donnée ou d'ici cette date. Le vendeur d'une option peut également procéder au règlement du contrat en versant un règlement en espèces correspondant à la valeur du droit de l'acquéreur. Le vendeur reçoit une prime de l'acquéreur pour ce droit. Les options que nous concluons comprennent, sans s'y limiter, des options sur taux d'intérêt, des options de change, des options sur actions et des options sur indice boursier.

#### *Dérivés de crédit*

Les dérivés de crédit sont des contrats hors cote qui transfèrent le risque de crédit lié à un instrument financier sous-jacent (actif référencé) d'une contrepartie à une autre. Des exemples de dérivés de crédit sont présentés ci-dessous.

Les swaps sur défaillance offrent une protection contre la baisse de valeur de l'actif référencé par suite d'incidents de crédit comme un défaut de paiement ou une faillite. Leur structure est semblable à celle d'une option en vertu de laquelle l'acquéreur verse une prime au vendeur du swap sur défaillance en contrepartie d'un paiement déterminé en fonction de l'incident de crédit touchant l'actif référencé.

Les options panier sur défaillance sont semblables aux swaps sur défaillance, sauf que l'instrument financier référencé sous-jacent est un groupe d'actifs plutôt qu'un actif unique.

Les swaps sur rendement total sont des contrats en vertu desquels une contrepartie accepte de verser à une autre contrepartie ou de recevoir de celle-ci des flux de trésorerie basés sur les variations de la valeur de l'actif référencé.

#### *Autres produits dérivés*

Certains bons de souscription et engagements de prêt qui répondent à la définition d'un produit dérivé sont aussi inclus dans les instruments dérivés.

### Dérivés non financiers

Nous négocions également des produits dérivés non financiers, dont des produits dérivés sur métaux précieux et sur marchandises, dans les marchés hors cote et boursiers.

### Dérivés émis aux fins de transaction

La plupart de nos opérations liées aux dérivés résultent de nos activités de vente et de négociation. Les activités de vente comportent la mise sur pied et la mise en marché de produits dérivés à l'intention des clients pour leur permettre de transférer, de modifier ou de réduire les risques courants ou éventuels. Les activités de négociation comprennent la tenue de marché, le positionnement et l'arbitrage. La tenue de marché consiste à coter des cours acheteur et vendeur à des intervenants du marché dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et du volume. Le positionnement correspond au fait de gérer les risques de marché dans le but de tirer parti des fluctuations favorables des prix, des taux ou des indices. L'arbitrage consiste à tirer parti des écarts détectés dans les cours entre les marchés et les produits.

### Dérivés émis à des fins autres que de transaction

Nous utilisons également les dérivés à des fins autres que de transaction, soit essentiellement à des fins de couverture, dans le cadre de la gestion des risques de taux d'intérêt, de crédit et de change de même que le risque lié au cours des actions à l'égard de nos activités de financement, de prêt, d'investissement et de gestion des actifs et des passifs.

Nous avons recours aux swaps de taux d'intérêt pour gérer notre risque de taux d'intérêt en redéfinissant les caractéristiques relatives à la modification des taux ou à l'échéance des actifs et des passifs actuels ou prévus, y compris dans le cadre des activités de financement et d'investissement. Les options achetées servent à couvrir des dépôts rachetables et d'autres options intégrées dans les produits à la consommation. Nous avons recours à des swaps sur devises et à des contrats de change à terme pour gérer notre risque de change. Nous avons principalement recours à des dérivés de crédit pour gérer notre risque de crédit. Nous atténuons la concentration des risques liés à un secteur de l'industrie et les risques liés à une seule entreprise de notre portefeuille de crédit en achetant des dérivés de crédit afin de transférer le risque de crédit à des tiers.

Certains dérivés et instruments de trésorerie sont précisément désignés comme instruments de couverture et sont admissibles à la comptabilité de couverture. Nous appliquons la comptabilité de couverture afin de réduire au minimum l'incidence de la volatilité des résultats et du capital imputable à la variation des taux d'intérêt ou de change. Les fluctuations des taux d'intérêt ou de change peuvent accroître ou diminuer la valeur de marché des actifs et des passifs, ainsi que donner lieu à la variabilité des flux de trésorerie prévus. Lorsqu'une relation de couverture est efficace, les profits, les pertes, les revenus et les charges liés à l'instrument de couverture compensent les profits, les pertes, les revenus et les charges liés à l'élément couvert. Nous évaluons et mesurons l'efficacité d'une relation de couverture principalement en fonction de la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture dérivé par rapport à la variation de la juste valeur de l'élément couvert. Quand des instruments de trésorerie sont désignés comme des couvertures des risques de change, seules les variations de leur valeur imputables au risque de change sont incluses dans l'évaluation et le calcul de l'efficacité de la couverture.

À l'occasion, nous utilisons également des produits dérivés pour couvrir la valeur économique de certaines positions qui ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture ou lorsque nous jugeons qu'il est économiquement impossible d'appliquer la comptabilité de couverture. Dans de telles circonstances, la variation de la juste valeur est reflétée dans la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Un montant de 65 millions de dollars au titre des pertes latentes après impôt liées aux couvertures qui ne sont plus désignées comme telles (des pertes latentes avant impôt de 89 millions), qui était comptabilisé dans les autres composantes des capitaux propres au 31 octobre 2015, devrait être reclassé dans le revenu net d'intérêt au cours des 12 prochains mois.

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

### Instruments dérivés et non dérivés

| (en millions de dollars canadiens) | Au   |                                |                                     |  |  |                                |                                     |  |
|------------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--|--|--------------------------------|-------------------------------------|--|
|                                    | 31 octobre 2015  |                                |                                     |  | 31 octobre 2014  |                                |                                     |  |
|                                    | Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture |                                |                                     |  | Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture |                                |                                     |  |
|                                    | Couvertures de flux de trésorerie  | Couvertures de la juste valeur | Couvertures de l'investissement net | Non désignés comme instruments de couverture | Couvertures de flux de trésorerie  | Couvertures de la juste valeur | Couvertures de l'investissement net | Non désignés comme instruments de couverture |
| <b>Actif</b>                       |  |                                |                                     |  |  |                                |                                     |  |
| Instruments dérivés                | 842 \$   | 1 814 \$                       | 167 \$                              | 102 803 \$                                   | 504 \$   | 1 392 \$                       | 87 \$                               | 85 419 \$                                    |
| <b>Passif</b>                      |  |                                |                                     |  |  |                                |                                     |  |
| Instruments dérivés                | 1 629  | 311                            | 49                                  | 105 871                                      | 511  | 121                            | 205                                 | 88 145                                       |
| Instruments non dérivés            | –  | –                              | 18 804                              | –  | –  | –                              | 20 949                              | –  |

## Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat global

| (en millions de dollars canadiens)  | Pour les exercices clos  |   |  |  |   |  |  |   |  |
|---|--|---|--|--|---|--|--|---|--|
|   | le 31 octobre 2015   |   |  | le 31 octobre 2014   |   |  | le 31 octobre 2013   |   |  |
|   | Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt | Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt | Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global | Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt | Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt | Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global | Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt | Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt | Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global |
| <b>Couvertures de la juste valeur</b>                                     |  |   |  |  |   |  |  |   |  |
| Profits (pertes) sur les instruments de couverture                        | 313 \$   | s.o.  | s.o.   | 216 \$   | s.o.  | s.o.   | (551)\$  | s.o.  | s.o.   |
| Profits (pertes) sur les éléments couverts attribuables au risque couvert | (424)  | s.o.  | s.o.   | (329)  | s.o.  | s.o.   | 459  | s.o.  | s.o.   |
| Tranche inefficace (1)  | (111)  | s.o.  | s.o.   | (113)  | s.o.  | s.o.   | (92)   | s.o.  | s.o.   |
| <b>Couvertures de flux de trésorerie</b>                                  |  |   |  |  |   |  |  |   |  |
| Tranche inefficace  | 3  | s.o.  | s.o.   | (13)   | s.o.  | s.o.   | (13)   | s.o.  | s.o.   |
| Tranche efficace  | s.o.   | s.o.  | (541)  | s.o.   | s.o.  | (108)  | s.o.   | s.o.  | (11)   |
| Reclassées en résultat au cours de la période (2)                         | s.o.   | (447)   | s.o.   | s.o.   | (38)  | s.o.   | s.o.   | 40  | s.o.   |
| <b>Couvertures de l'investissement net</b>                                |  |   |  |  |   |  |  |   |  |
| Tranche inefficace  | (1)  | s.o.  | s.o.   | 1  | s.o.  | s.o.   | 1  | s.o.  | s.o.   |
| Profits (pertes) de change  | s.o.   | s.o.  | 5 885  | s.o.   | s.o.  | 2 743  | s.o.   | s.o.  | 1 402  |
| Profits (pertes) liés aux couvertures                                     | s.o.   | s.o.  | (3 223)  | s.o.   | s.o.  | (1 585)  | s.o.   | s.o.  | (912)  |
|   | (109)\$  | (447)\$   | 2 121 \$   | (125)\$  | (38)\$  | 1 050 \$   | (104)\$  | 40 \$   | 479 \$   |

(1) Comprend des pertes de 106 millions de dollars (109 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; 82 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013) qui sont exclues de l'évaluation portant sur l'efficacité de la couverture. Ces montants sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt et sont compensés par des couvertures économiques.

(2) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, des pertes après impôt de 330 millions de dollars ont été reclassées des autres composantes des capitaux propres au résultat (pertes de 28 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; profits de 30 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013).

s.o. : sans objet

## Capitaux nominaux des dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance (montants absolus)

| (en millions de dollars canadiens)                | Au 31 octobre 2015       |                 |                   |               |                           |            |                                      |
|---|--------------------------|-----------------|-------------------|---------------|---------------------------|------------|--------------------------------------|
|   | Durée jusqu'à l'échéance |                 |                   |               |                           |            | À des fins autres que de transaction |
|   | Moins de 1 an            | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans (1) | Total         | À des fins de transaction |            |                                      |
| <b>Contrats hors cote</b>                         |                          |                 |                   |               |                           |            |                                      |
| Contrats de taux d'intérêt                        |                          |                 |                   |               |                           |            |                                      |
| Contrats de garantie de taux d'intérêt            | 602 072 \$               | 26 334 \$       | – \$              | 628 406 \$    | 628 406 \$                | – \$       | – \$                                 |
| Swaps   | 1 717 989                | 3 946 377       | 2 482 659         | 8 147 025     | 7 922 567                 | 224 458    | –                                    |
| Options achetées                                  | 106 908                  | 99 994          | 34 649            | 241 551       | 241 551                   | –          | –                                    |
| Options vendues                                   | 107 213                  | 108 237         | 44 268            | 259 718       | 259 718                   | –          | –                                    |
| Contrats de change                                |                          |                 |                   |               |                           |            |                                      |
| Contrats à terme de gré à gré                     | 1 273 434                | 45 591          | 1 275             | 1 320 300     | 1 271 428                 | 48 872     | –                                    |
| Swaps sur devises                                 | 7 404                    | 24 711          | 31 010            | 63 125        | 59 423                    | 3 702      | –                                    |
| Swaps simultanés de taux et de devises            | 246 668                  | 609 751         | 323 403           | 1 179 822     | 1 129 357                 | 50 465     | –                                    |
| Options achetées                                  | 25 921                   | 13 773          | 4 274             | 43 968        | 43 968                    | –          | –                                    |
| Options vendues                                   | 24 933                   | 12 168          | 4 677             | 41 778        | 41 778                    | –          | –                                    |
| Dérivés de crédit (2)                             | 1 250                    | 9 759           | 3 947             | 14 956        | 14 286                    | 670        | –                                    |
| Autres contrats (3)                               | 75 723                   | 57 344          | 24 819            | 157 886       | 154 504                   | 3 382      | –                                    |
| <b>Contrats négociés en Bourse</b>                |                          |                 |                   |               |                           |            |                                      |
| Contrats de taux d'intérêt                        |                          |                 |                   |               |                           |            |                                      |
| Contrats à terme standardisés – position acheteur | 18 934                   | 10 469          | 10                | 29 413        | 29 413                    | –          | –                                    |
| Contrats à terme standardisés – position vendeur  | 36 589                   | 25 939          | 2                 | 62 530        | 62 530                    | –          | –                                    |
| Options achetées                                  | 17 282                   | 9 119           | –                 | 26 401        | 26 401                    | –          | –                                    |
| Options vendues                                   | 1 281                    | 956             | –                 | 2 237         | 2 237                     | –          | –                                    |
| Contrats de change                                |                          |                 |                   |               |                           |            |                                      |
| Contrats à terme standardisés – position acheteur | 308                      | –               | –                 | 308           | 308                       | –          | –                                    |
| Contrats à terme standardisés – position vendeur  | 714                      | 13              | –                 | 727           | 727                       | –          | –                                    |
| Autres contrats (3)                               | 170 464                  | 43 345          | 1 197             | 215 006       | 215 006                   | –          | –                                    |
|   | 4 435 087 \$             | 5 043 880 \$    | 2 956 190 \$      | 12 435 157 \$ | 12 103 608 \$             | 331 549 \$ | –                                    |

| Au 31 octobre 2014                                |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------------|--------------------------------------|
| Durée jusqu'à l'échéance                          |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
| (en millions de dollars canadiens)                | Moins de 1 an       | De 1 an à 5 ans     | Plus de 5 ans (1)   | Total                | À des fins de transaction | À des fins autres que de transaction |
| <b>Contrats hors cote</b>                         |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
| Contrats de taux d'intérêt                        |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
| Contrats de garantie de taux d'intérêt            |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
|   | 324 707 \$          | 47 227 \$           | – \$                | 371 934 \$           | 371 934 \$                | – \$                                 |
| Swaps   | 1 626 852           | 3 301 834           | 1 852 349           | 6 781 035            | 6 579 940                 | 201 095                              |
| Options achetées                                  | 98 085              | 101 493             | 23 930              | 223 508              | 223 508                   | –                                    |
| Options vendues                                   | 97 259              | 104 445             | 32 258              | 233 962              | 233 962                   | –                                    |
| Contrats de change                                |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
| Contrats à terme de gré à gré                     |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
|   | 1 019 102           | 30 832              | 1 094               | 1 051 028            | 1 018 520                 | 32 508                               |
| Swaps sur devises                                 | 7 371               | 15 102              | 20 415              | 42 888               | 42 156                    | 732                                  |
| Swaps simultanés de taux et de devises            |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
|   | 148 340             | 424 982             | 218 011             | 791 333              | 763 764                   | 27 569                               |
| Options achetées                                  | 27 159              | 12 665              | 4 058               | 43 882               | 43 882                    | –                                    |
| Options vendues                                   | 28 287              | 12 220              | 4 475               | 44 982               | 44 982                    | –                                    |
| Dérivés de crédit (2)                             | 1 702               | 16 188              | 8 124               | 26 014               | 24 707                    | 1 307                                |
| Autres contrats (3)                               | 62 652              | 58 982              | 20 685              | 142 319              | 140 168                   | 2 151                                |
| <b>Contrats négociés en Bourse</b>                |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
| Contrats de taux d'intérêt                        |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
| Contrats à terme standardisés – position acheteur |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
|   | 14 429              | 16 614              | 47                  | 31 090               | 31 090                    | –                                    |
| Contrats à terme standardisés – position vendeur  |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
|   | 52 345              | 19 373              | 1                   | 71 719               | 71 719                    | –                                    |
| Options achetées                                  | 21 303              | 5 229               | –                   | 26 532               | 26 532                    | –                                    |
| Options vendues                                   | 4 322               | –                   | –                   | 4 322                | 4 322                     | –                                    |
| Contrats de change                                |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
| Contrats à terme standardisés – position acheteur |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
|   | 960                 | –                   | –                   | 960                  | 960                       | –                                    |
| Contrats à terme standardisés – position vendeur  |                     |                     |                     |                      |                           |                                      |
|   | 1 167               | –                   | –                   | 1 167                | 1 167                     | –                                    |
| Autres contrats (3)                               | 132 399             | 33 755              | 420                 | 166 574              | 166 571                   | 3                                    |
|   | <b>3 668 441 \$</b> | <b>4 200 941 \$</b> | <b>2 185 867 \$</b> | <b>10 055 249 \$</b> | <b>9 789 884 \$</b>       | <b>265 365 \$</b>                    |

(1) Comprend des contrats échéant dans plus de 10 ans d'une valeur nominale de 876 milliards de dollars (668 milliards au 31 octobre 2014). Le coût de remplacement positif brut connexe s'établit à 60 milliards de dollars (39 milliards au 31 octobre 2014).

(2) Les dérivés de crédit comprennent les swaps sur défaillance. Des dérivés de crédit d'une valeur nominale de 0,7 milliard de dollars (1,3 milliard au 31 octobre 2014) constituent des couvertures économiques. Les dérivés de crédit émis aux fins de transaction comprennent la protection achetée de 8,9 milliards de dollars (13,3 milliards au 31 octobre 2014) et la protection vendue de 5,3 milliards (11,4 milliards au 31 octobre 2014).

(3) Les autres contrats comprennent les dérivés sur métaux précieux, sur marchandises, à valeur stable et sur titres de participation.

Les tableaux suivants indiquent les périodes auxquelles les flux de trésorerie devraient avoir lieu et influencer sur le résultat net pour les couvertures de flux de trésorerie.

| Au 31 octobre 2015                      |               |                 |              |              |               |           |
|---|---------------|-----------------|--------------|--------------|---------------|-----------|
| (en millions de dollars canadiens)      | Moins de 1 an | De 1 an à 2 ans | De 2 à 3 ans | De 3 à 5 ans | Plus de 5 ans | Total     |
| Entrées de trésorerie liées aux actifs  | 156 \$        | 189 \$          | 192 \$       | 243 \$       | 12 \$         | 792 \$    |
| Sorties de trésorerie liées aux passifs | (1 004)       | (282)           | (730)        | (3 556)      | (151)         | (5 723)   |
| Flux de trésorerie nets                 | (848)\$       | (93)\$          | (538)\$      | (3 313)\$    | (139)\$       | (4 931)\$ |

| Au 31 octobre 2014                      |               |                 |              |              |               |          |
|---|---------------|-----------------|--------------|--------------|---------------|----------|
| (en millions de dollars canadiens)      | Moins de 1 an | De 1 an à 2 ans | De 2 à 3 ans | De 3 à 5 ans | Plus de 5 ans | Total    |
| Entrées de trésorerie liées aux actifs  | 268 \$        | 287 \$          | 243 \$       | 325 \$       | 85 \$         | 1 208 \$ |
| Sorties de trésorerie liées aux passifs | (540)         | (446)           | (384)        | (269)        | (87)          | (1 726)  |
| Flux de trésorerie nets                 | (272)\$       | (159)\$         | (141)\$      | 56 \$        | (2)\$         | (518)\$  |

## Juste valeur des instruments dérivés

| (en millions de dollars canadiens)  | Au   |          |                                     |           |  |          |                                     |           |
|---|--|----------|-------------------------------------|-----------|--|----------|-------------------------------------|-----------|
|   | 31 octobre 2015  |          |                                     |           | 31 octobre 2014  |          |                                     |           |
|   | Juste valeur moyenne pour l'exercice clos <sup>(1)</sup> |          | Juste valeur à la fin de l'exercice |           | Juste valeur moyenne pour l'exercice clos <sup>(1)</sup> |          | Juste valeur à la fin de l'exercice |           |
|   | Positive   | Négative | Positive                            | Négative  | Positive   | Négative | Positive                            | Négative  |
| <b>Dérivés détenus ou émis à des fins de transaction</b>  |  |          |                                     |           |  |          |                                     |           |
| Contrats de taux d'intérêt  |  |          |                                     |           |  |          |                                     |           |
| Contrats de garantie de taux d'intérêt  | 340 \$   | 303 \$   | 323 \$                              | 291 \$    | 258 \$   | 206 \$   | 347 \$                              | 357 \$    |
| Swaps   | 136 398  | 130 623  | 135 901                             | 129 829   | 78 884   | 75 195   | 95 960                              | 91 386    |
| Options achetées  | 4 155  | –        | 3 330                               | –         | 3 671  | –        | 4 123                               | –         |
| Options vendues   | –  | 5 380    | –                                   | 4 573     | –  | 4 509    | –                                   | 5 101     |
|   | 140 893  | 136 306  | 139 554                             | 134 693   | 82 813   | 79 910   | 100 430                             | 96 844    |
| Contrats de change  |  |          |                                     |           |  |          |                                     |           |
| Contrats à terme de gré à gré   | 16 505   | 16 294   | 11 599                              | 11 477    | 8 416  | 8 741    | 12 155                              | 11 752    |
| Swaps sur devises   | 3 039  | 3 254    | 3 844                               | 4 109     | 1 732  | 1 155    | 1 788                               | 1 506     |
| Swaps simultanés de taux et de devises  | 21 445   | 27 584   | 19 931                              | 26 385    | 10 433   | 14 261   | 16 034                              | 19 165    |
| Options achetées  | 3 026  | –        | 2 337                               | –         | 1 645  | –        | 2 621                               | –         |
| Options vendues   | –  | 2 486    | –                                   | 1 898     | –  | 1 349    | –                                   | 2 222     |
|   | 44 015   | 49 618   | 37 711                              | 43 869    | 22 226   | 25 506   | 32 598                              | 34 645    |
| Dérivés de crédit <sup>(2)</sup>  | 130  | 200      | 94                                  | 153       | 225  | 281      | 254                                 | 301       |
| Autres contrats <sup>(3)</sup>  | 9 431  | 12 868   | 10 704                              | 12 866    | 7 052  | 10 662   | 8 525                               | 12 373    |
|   | 194 469  | 198 992  | 188 063                             | 191 581   | 112 316  | 116 359  | 141 807                             | 144 163   |
| <b>Dérivés détenus ou émis à des fins autres que de transaction</b>                                 |  |          |                                     |           |  |          |                                     |           |
| Contrats de taux d'intérêt  |  |          |                                     |           |  |          |                                     |           |
| Swaps   |  |          | 2 923                               | 1 585     |  |          | 2 098                               | 626       |
|   |  |          | 2 923                               | 1 585     |  |          | 2 098                               | 626       |
| Contrats de change  |  |          |                                     |           |  |          |                                     |           |
| Contrats à terme de gré à gré   |  |          | 274                                 | 253       |  |          | 326                                 | 259       |
| Swaps sur devises   |  |          | 20                                  | 506       |  |          | –                                   | 45        |
| Swaps simultanés de taux et de devises  |  |          | 3 107                               | 2 080     |  |          | 885                                 | 754       |
|   |  |          | 3 401                               | 2 839     |  |          | 1 211                               | 1 058     |
| Dérivés de crédit <sup>(2)</sup>  |  |          | –                                   | 18        |  |          | –                                   | 41        |
| Autres contrats <sup>(3)</sup>  |  |          | 69                                  | 69        |  |          | 112                                 | 112       |
|   |  |          | 6 393                               | 4 511     |  |          | 3 421                               | 1 837     |
| <b>Justes valeurs brutes totales avant la compensation</b>  |  |          | 194 456                             | 196 092   |  |          | 145 228                             | 146 000   |
| Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement   |  |          | (1 303)                             | (272)     |  |          | (758)                               | (36)      |
| Incidence des conventions de compensation admissibles à la compensation au bilan                    |  |          | (87 527)                            | (87 960)  |  |          | (57 068)                            | (56 982)  |
|   |  |          | 105 626                             | 107 860   |  |          | 87 402                              | 88 982    |
| Incidence des conventions de compensation non admissibles à la compensation au bilan <sup>(4)</sup> |  |          | (71 833)                            | (71 833)  |  |          | (60 546)                            | (60 546)  |
|   |  |          | 33 793 \$                           | 36 027 \$ |  |          | 26 856 \$                           | 28 436 \$ |

(1) La juste valeur moyenne est calculée en fonction des soldes mensuels.

(2) Les dérivés de crédit comprennent les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance.

(3) Les autres contrats comprennent les dérivés sur métaux précieux, sur marchandises, à valeur stable et sur titres de participation.

(4) Incidence additionnelle de la compensation des risques de crédit lorsque nous sommes partie à des accords non admissibles à la compensation au bilan.

## Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à leur échéance

| (en millions de dollars canadiens) | Au              |                 |               |            |                 |                 |               |           |
|------------------------------------|-----------------|-----------------|---------------|------------|-----------------|-----------------|---------------|-----------|
|                                    | 31 octobre 2015 |                 |               |            | 31 octobre 2014 |                 |               |           |
|                                    | Moins de 1 an   | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Total      | Moins de 1 an   | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Total     |
| Actifs dérivés                     | 24 920 \$       | 35 883 \$       | 44 823 \$     | 105 626 \$ | 19 485 \$       | 29 838 \$       | 38 079 \$     | 87 402 \$ |
| Passifs dérivés                    | 26 092          | 40 380          | 41 388        | 107 860    | 19 980          | 32 640          | 36 362        | 88 982    |

## Risque de crédit lié aux dérivés

Le risque de crédit découlant d'une transaction sur les dérivés résulte de la possibilité que la contrepartie manque à ses obligations contractuelles à un moment où la valeur de marché d'une ou de plusieurs transactions est positive pour nous. Par conséquent, le risque de crédit lié aux dérivés est représenté par la juste valeur positive du produit et correspond habituellement à une petite fraction du capital nominal du contrat.

Nous gérons les transactions sur dérivés en suivant les mêmes normes en matière d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles que nous appliquons aux autres opérations de crédit. Cette méthode comprend l'évaluation de la solvabilité des contreparties et la gestion de la taille, de la diversification et de la structure des échéances du portefeuille. L'utilisation du crédit pour tous les produits est



comparée de façon continue à des limites établies et fait l'objet de rapports d'exception. Nous utilisons un seul système de notation de crédit interne pour tous les risques de crédit. Dans la plupart des cas, ces notations internes se rapprochent des notations de crédit externes attribuées par les agences de notation du crédit indépendantes.

La compensation est une technique qui peut réduire notre risque de crédit découlant des dérivés; elle est facilitée, en général, par l'utilisation de conventions-cadres de compensation. Une convention-cadre de compensation prévoit un règlement unique sur la base du solde net de tous les instruments financiers visés par la convention en cas de manquement aux dispositions. Cependant, le risque de crédit est diminué uniquement dans la mesure où nos obligations financières envers une même contrepartie peuvent être déduites des obligations qu'a cette contrepartie envers nous. Nous maximisons l'utilisation de conventions-cadres de compensation afin de réduire notre exposition au risque de crédit lié aux dérivés. Notre exposition globale au risque de crédit, atténuée au moyen de l'utilisation de conventions-cadres de compensation, peut varier de façon importante après la date de clôture, puisqu'elle subit l'incidence de toutes les transactions faisant l'objet de la convention, de même que des fluctuations des taux du marché des instruments sous-jacents. La mesure de notre risque de crédit découlant de transactions sur les dérivés est réduite pour exprimer l'incidence de la compensation, dans les cas où le caractère exécutoire de cette compensation est appuyé par une analyse juridique appropriée, cette analyse étant documentée dans nos politiques en matière de risque de crédit lié aux transactions.

L'utilisation de garanties représente une autre technique importante d'atténuation du risque de crédit aux fins de la gestion du risque de crédit de contrepartie lié aux dérivés. Des clauses d'évaluation à la valeur de marché figurant dans les contrats que nous concluons avec certaines contreparties, habituellement sous forme d'annexes de soutien au crédit, nous donnent le droit de demander que la contrepartie paie ou garantisse la valeur de marché courante de ses positions lorsque la valeur franchit un certain seuil.

Le coût de remplacement représente la juste valeur totale de tous les contrats en cours qui sont en position de gain compte tenu de l'incidence des conventions-cadres de compensation. Le montant d'équivalent-crédit correspond à la somme du coût de remplacement et d'une majoration au titre du risque de crédit éventuel, selon la définition qu'en fait le BSIF. Le montant pondéré en fonction des risques est déterminé par l'application des mesures courantes du risque de la contrepartie définies par le BSIF au montant d'équivalent-crédit.

### Risque de crédit lié aux dérivés

| (en millions de dollars canadiens)     | Au                   |                                 |  |                      |                                 |  |
|--|----------------------|---------------------------------|--|----------------------|---------------------------------|--|
|  | 31 octobre 2015 (1)  |                                 |  | 31 octobre 2014 (1)  |                                 |  |
|  | Coût de remplacement | Montant d'équivalent-crédit (2) | Équivalent pondéré en fonction des risques (3) | Coût de remplacement | Montant d'équivalent-crédit (2) | Équivalent pondéré en fonction des risques (3) |
| <b>Contrats hors cote</b>              |                      |                                 |  |                      |                                 |  |
| Contrats de taux d'intérêt             |                      |                                 |  |                      |                                 |  |
| Contrats de garantie de taux d'intérêt | 182 \$               | 233 \$                          | 50 \$  | 183 \$               | 276 \$                          | 70 \$  |
| Swaps                                  | 14 747               | 27 688                          | 5 197  | 12 455               | 22 308                          | 4 660  |
| Options achetées                       | 340                  | 700                             | 446  | 355                  | 665                             | 386  |
| Contrats de change                     |                      |                                 |  |                      |                                 |  |
| Contrats à terme de gré à gré          | 5 041                | 11 254                          | 3 202  | 5 731                | 11 049                          | 3 201  |
| Swaps                                  | 7 686                | 9 809                           | 3 878  | 3 190                | 6 576                           | 2 516  |
| Options achetées                       | 322                  | 547                             | 276  | 225                  | 443                             | 201  |
| Dérivés de crédit (4)                  | 34                   | 913                             | 204  | 178                  | 2 053                           | 1 136  |
| Autres contrats (5)                    | 2 499                | 7 539                           | 4 320  | 1 780                | 6 670                           | 3 996  |
| <b>Contrats négociés en Bourse</b>     | 4 245                | 12 048                          | 241  | 3 530                | 10 358                          | 207  |
|  | <b>35 096 \$</b>     | <b>70 731 \$</b>                | <b>17 814 \$</b>                               | <b>27 627 \$</b>     | <b>60 398 \$</b>                | <b>16 373 \$</b>                               |

(1) Les montants sont présentés compte tenu des conventions-cadres de compensation, conformément à l'accord de Bâle III.

(2) Le total du montant d'équivalent-crédit comprend des actifs affectés en garantie de 17,8 milliards de dollars (11,4 milliards au 31 octobre 2014).

(3) Les soldes pondérés en fonction des risques sont calculés conformément à l'accord de Bâle III.

(4) Les dérivés de crédit comprennent les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance et excluent les dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction liés aux protections achetées.

(5) Les autres contrats comprennent les dérivés sur métaux précieux, sur marchandises, à valeur stable et sur titres de participation.

### Coût de remplacement des instruments dérivés selon la notation des risques et le type de contrepartie

| (en millions de dollars canadiens)                           | Au 31 octobre 2015       |            |           |             |            |                          |  |            |            |
|--|--------------------------|------------|-----------|-------------|------------|--------------------------|--|------------|------------|
|  | Notation des risques (1) |            |           |             |            | Type de contrepartie (2) |  |            |            |
|  | AAA, AA                  | A          | BBB       | BB ou moins | Total      | Banques                  | Entités gouvernementales de pays membres de l'OCDE | Autres     | Total      |
| Coût de remplacement positif brut                            | 30 824 \$                | 136 843 \$ | 16 191 \$ | 10 598 \$   | 194 456 \$ | 56 631 \$                | 16 374 \$  | 121 451 \$ | 194 456 \$ |
| Incidence des conventions-cadres de compensation             | 22 751                   | 124 603    | 9 260     | 2 746       | 159 360    | 45 401                   | 10 971   | 102 988    | 159 360    |
| Coût de remplacement (après les conventions de compensation) | 8 073 \$                 | 12 240 \$  | 6 931 \$  | 7 852 \$    | 35 096 \$  | 11 230 \$                | 5 403 \$   | 18 463 \$  | 35 096 \$  |

| (en millions de dollars canadiens)                           | Au 31 octobre 2014       |           |           |             |                          |           |  |           |            |
|--|--------------------------|-----------|-----------|-------------|--------------------------|-----------|--|-----------|------------|
|  | Notation des risques (1) |           |           |             | Type de contrepartie (2) |           |  |           |            |
|  | AAA, AA                  | A         | BBB       | BB ou moins | Total                    | Banques   | Entités gouvernementales de pays membres de l'OCDE | Autres    | Total      |
| Coût de remplacement positif brut                            | 25 765 \$                | 98 566 \$ | 13 995 \$ | 6 915 \$    | 145 241 \$               | 52 986 \$ | 12 427 \$  | 79 828 \$ | 145 241 \$ |
| Incidence des conventions-cadres de compensation             | 19 279                   | 88 911    | 8 154     | 1 270       | 117 614                  | 44 372    | 7 743  | 65 499    | 117 614    |
| Coût de remplacement (après les conventions de compensation) | 6 486 \$                 | 9 655 \$  | 5 841 \$  | 5 645 \$    | 27 672 \$                | 8 614 \$  | 4 684 \$   | 14 329 \$ | 27 627 \$  |

(1) Les notations internes des risques de crédit que nous utilisons pour les principaux types de contrepartie sont sensiblement les mêmes que celles qui sont utilisées par les agences de notation de crédit indépendantes. Les notations AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de qualité supérieure tandis que les notations BB ou inférieures représentent des investissements de qualité inférieure.

(2) Le type de contrepartie est défini conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF.

## Note 9 Locaux et matériel

| (en millions de dollars canadiens)        | Mobilier, agencements et autre matériel |           |                       |                         |                  |        |          | Total |
|---|---|-----------|-----------------------|-------------------------|------------------|--------|----------|-------|
|   | Terrains                                | Bâtiments | Matériel informatique | Améliorations locatives | Travaux en cours |        |          |       |
| <b>Coût</b>                               |   |           |                       |                         |                  |        |          |       |
| Solde au 31 octobre 2014                  | 137 \$                                  | 1 347 \$  | 1 278 \$              | 1 248 \$                | 2 192 \$         | 208 \$ | 6 410 \$ |       |
| Entrées (1)                               | –                                       | 4         | 195                   | 53                      | 82               | 344    | 678      |       |
| Transferts des travaux en cours           | –                                       | 11        | 52                    | 61                      | 212              | (336)  | –        |       |
| Cessions                                  | (25)                                    | (95)      | (101)                 | (108)                   | (98)             | –      | (427)    |       |
| Écart de change                           | 7                                       | 18        | 54                    | 30                      | 69               | 4      | 182      |       |
| Autres                                    | 4                                       | 9         | 30                    | 8                       | 7                | (52)   | 6        |       |
| Solde au 31 octobre 2015                  | 123 \$                                  | 1 294 \$  | 1 508 \$              | 1 292 \$                | 2 464 \$         | 168 \$ | 6 849 \$ |       |
| <b>Amortissement cumulé</b>               |   |           |                       |                         |                  |        |          |       |
| Solde au 31 octobre 2014                  | – \$                                    | 499 \$    | 925 \$                | 839 \$                  | 1 463 \$         | – \$   | 3 726 \$ |       |
| Amortissement                             | –                                       | 44        | 197                   | 103                     | 183              | –      | 527      |       |
| Cessions                                  | –                                       | (8)       | (98)                  | (96)                    | (64)             | –      | (266)    |       |
| Écart de change                           | –                                       | 6         | 42                    | 21                      | 42               | –      | 111      |       |
| Autres                                    | –                                       | (7)       | 4                     | 8                       | 18               | –      | 23       |       |
| Solde au 31 octobre 2015                  | – \$                                    | 534 \$    | 1 070 \$              | 875 \$                  | 1 642 \$         | – \$   | 4 121 \$ |       |
| Valeur comptable nette au 31 octobre 2015 | 123 \$                                  | 760 \$    | 438 \$                | 417 \$                  | 822 \$           | 168 \$ | 2 728 \$ |       |

| (en millions de dollars canadiens)        | Mobilier, agencements et autre matériel |           |                       |                         |                  |        |          | Total |
|---|---|-----------|-----------------------|-------------------------|------------------|--------|----------|-------|
|   | Terrains                                | Bâtiments | Matériel informatique | Améliorations locatives | Travaux en cours |        |          |       |
| <b>Coût</b>                               |   |           |                       |                         |                  |        |          |       |
| Solde au 31 octobre 2013                  | 134 \$                                  | 1 358 \$  | 1 516 \$              | 1 434 \$                | 2 040 \$         | 113 \$ | 6 595 \$ |       |
| Entrées (1)                               | –                                       | 14        | 108                   | 74                      | 54               | 279    | 529      |       |
| Transferts des travaux en cours           | 1                                       | 17        | 43                    | 34                      | 90               | (185)  | –        |       |
| Cessions                                  | (2)                                     | (1)       | (412)                 | (303)                   | (67)             | (1)    | (786)    |       |
| Écart de change                           | 2                                       | 8         | 27                    | 14                      | 34               | 2      | 87       |       |
| Autres                                    | 2                                       | (49)      | (4)                   | (5)                     | 41               | –      | (15)     |       |
| Solde au 31 octobre 2014                  | 137 \$                                  | 1 347 \$  | 1 278 \$              | 1 248 \$                | 2 192 \$         | 208 \$ | 6 410 \$ |       |
| <b>Amortissement cumulé</b>               |   |           |                       |                         |                  |        |          |       |
| Solde au 31 octobre 2013                  | – \$                                    | 499 \$    | 1 155 \$              | 1 015 \$                | 1 290 \$         | – \$   | 3 959 \$ |       |
| Amortissement                             | –                                       | 50        | 181                   | 101                     | 167              | –      | 499      |       |
| Cessions                                  | –                                       | (1)       | (412)                 | (282)                   | (61)             | –      | (756)    |       |
| Écart de change                           | –                                       | 3         | 21                    | 9                       | 20               | –      | 53       |       |
| Autres                                    | –                                       | (52)      | (20)                  | (4)                     | 47               | –      | (29)     |       |
| Solde au 31 octobre 2014                  | – \$                                    | 499 \$    | 925 \$                | 839 \$                  | 1 463 \$         | – \$   | 3 726 \$ |       |
| Valeur comptable nette au 31 octobre 2014 | 137 \$                                  | 848 \$    | 353 \$                | 409 \$                  | 729 \$           | 208 \$ | 2 684 \$ |       |

(1) Au 31 octobre 2015, nous avons des engagements contractuels totalisant 157 millions de dollars visant l'acquisition de locaux et de matériel (216 millions au 31 octobre 2014; 122 millions au 31 octobre 2013).

## Goodwill

Le tableau suivant présente la variation de la valeur comptable du goodwill par unité génératrice de trésorerie pour les exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014.

| (en millions de dollars canadiens) | Services bancaires canadiens | Services bancaires dans les Antilles | Gestion de patrimoine – Canada | Gestion mondiale d'actifs | Gestion de patrimoine – États-Unis | Gestion de patrimoine – International | Assurances | Services aux investisseurs et trésorerie | Marchés des Capitaux | Total    |
|------------------------------------|------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|---------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|------------|--|----------------------|----------|
| <b>Au 31 octobre 2013</b>          | 2 527 \$                     | 1 504 \$                             | 548 \$                         | 1 937 \$                  | 539 \$                             | 132 \$                                | 118 \$     | 149 \$                                   | 878 \$               | 8 332 \$ |
| Cessions                           | –                            | (51)                                 | –                              | –                         | –                                  | –                                     | –          | –  | –                    | (51)     |
| Écart de change                    | –                            | 140                                  | 10                             | 105                       | 43                                 | 9                                     | –          | –  | 59                   | 366      |
| <b>Au 31 octobre 2014</b>          | 2 527 \$                     | 1 593 \$                             | 558 \$                         | 2 042 \$                  | 582 \$                             | 141 \$                                | 118 \$     | 149 \$                                   | 937 \$               | 8 647 \$ |
| Cessions                           | –                            | (23)                                 | –                              | –                         | –                                  | (15)                                  | –          | –  | –                    | (38)     |
| Écart de change                    | –                            | 250                                  | 21                             | 177                       | 91                                 | 16                                    | –          | –  | 125                  | 680      |
| <b>Au 31 octobre 2015</b>          | 2 527 \$                     | 1 820 \$                             | 579 \$                         | 2 219 \$                  | 673 \$                             | 142 \$                                | 118 \$     | 149 \$                                   | 1 062 \$             | 9 289 \$ |

Nous effectuons un test de dépréciation annuel en comparant la valeur comptable de chaque unité génératrice de trésorerie avec sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est représentée par sa valeur d'utilité, sauf en cas d'excédent de la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie sur sa valeur d'utilité. Dans ce cas, nous déterminons la juste valeur de l'unité génératrice de trésorerie diminuée des coûts de sortie et sa valeur recouvrable correspond au montant le plus élevé entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. Notre test de dépréciation annuel est effectué au 1<sup>er</sup> août.

Lors de nos tests de dépréciation annuels de 2015 et de 2014, les valeurs recouvrables de nos unités génératrices de trésorerie Services bancaires dans les Antilles et Gestion de patrimoine – International étaient basées sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Les valeurs recouvrables de toutes les autres unités génératrices de trésorerie ayant fait l'objet d'un test étaient basées sur la valeur d'utilité.

### Valeur d'utilité

Nous calculons la valeur d'utilité au moyen d'une méthode de l'actualisation des flux de trésorerie sur cinq ans. Les flux de trésorerie futurs sont fondés sur les prévisions financières établies par la direction pour une période de cinq ans, lesquelles sont estimées en fonction des résultats prévus, des initiatives d'affaires, des capitaux requis pour financer les flux de trésorerie futurs et des rendements pour les actionnaires. Les principaux facteurs ayant une incidence sur les flux de trésorerie futurs comprennent la marge nette d'intérêt et la moyenne des actifs productifs d'intérêts. Les valeurs attribuées à ces facteurs pour la période visée par les prévisions sont fondées sur l'expérience passée, les prévisions économiques internes et externes et les attentes de la direction quant à l'incidence de la conjoncture économique sur nos résultats financiers. Au-delà de la période initiale de cinq ans, il est présumé que les flux de trésorerie augmenteront de façon constante, selon un taux de croissance nominal à long terme (taux de croissance final). Les taux de croissance finaux sont établis en fonction de l'appréciation courante du marché du produit intérieur brut et de l'inflation dans les pays où l'unité génératrice de trésorerie exerce ses activités. Les taux d'actualisation utilisés pour déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus de chaque unité génératrice de trésorerie sont fondés sur le coût du capital à l'échelle de la banque, ajusté en fonction des risques auxquels chaque unité génératrice de trésorerie est exposée. Les risques propres aux unités génératrices de trésorerie comprennent le risque souverain, le risque commercial/d'exploitation, le risque géographique (y compris le risque politique, le risque de dévaluation et la réglementation gouvernementale), le risque de change et le risque de prix (y compris le risque lié à l'établissement des prix et l'inflation).

L'estimation de la valeur d'utilité nécessite un jugement important pour déterminer les données utilisées pour l'application du modèle d'actualisation des flux de trésorerie; cette estimation est très sensible aux variations des flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation et des taux de croissance finaux appliqués aux flux de trésorerie postérieurs à la période visée par les prévisions. Ces données et hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie en utilisant la valeur d'utilité ont été soumises à un test de sensibilité en appliquant une variation raisonnablement possible à ces hypothèses. Les taux d'actualisation après impôt ont été augmentés de 1 %, les taux de croissance finaux ont été diminués de 1 % et les flux de trésorerie futurs ont été réduits de 10 %. Au 1<sup>er</sup> août 2015, aucune des variations décrites d'une donnée ou d'une hypothèse clé individuelle n'aurait donné lieu à un excédent de la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie sur sa valeur recouvrable, selon la valeur d'utilité.

Les taux de croissance finaux et les taux d'actualisation avant impôt utilisés dans nos modèles d'actualisation des flux de trésorerie sont résumés ci-après.

|   | Au                        |                          |                           |                          |
|---|---------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|
|   | 1 <sup>er</sup> août 2015 |                          | 1 <sup>er</sup> août 2014 |                          |
|   | Taux d'actualisation (1)  | Taux de croissance final | Taux d'actualisation (1)  | Taux de croissance final |
| <b>Groupe d'unités génératrices de trésorerie</b> |                           |                          |                           |                          |
| Services bancaires canadiens                      | 10,6 %                    | 3,0 %                    | 10,6 %                    | 3,0 %                    |
| Services bancaires dans les Antilles              | 13,2                      | 4,3                      | 13,0                      | 4,2                      |
| Gestion de patrimoine – Canada                    | 11,9                      | 3,0                      | 11,9                      | 3,0                      |
| Gestion mondiale d'actifs                         | 11,7                      | 3,0                      | 11,6                      | 3,0                      |
| Gestion de patrimoine – États-Unis                | 16,3                      | 3,0                      | 15,7                      | 3,0                      |
| Gestion de patrimoine – International             | 11,9                      | 3,0                      | 10,3                      | 3,0                      |
| Assurances  | 11,2                      | 3,0                      | 10,1                      | 3,0                      |
| Services aux investisseurs et trésorerie          | 12,4                      | 3,0                      | 12,8                      | 3,0                      |
| Marchés des Capitaux                              | 15,7                      | 3,0                      | 15,9                      | 3,0                      |

(1) Les taux d'actualisation avant impôt sont déterminés implicitement en fonction des taux d'actualisation après impôt.

#### Juste valeur diminuée des coûts de sortie – Services bancaires dans les Antilles

Pour notre unité génératrice de trésorerie Services bancaires dans les Antilles, nous avons calculé la juste valeur diminuée des coûts de sortie au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, qui projette les flux de trésorerie futurs sur une période de 5 ans. Les flux de trésorerie sont fondés sur les prévisions de la direction, lesquelles sont ajustées pour estimer le point de vue d'un acheteur tiers potentiel. Quant aux flux de trésorerie postérieurs à la période initiale de 5 ans, il est présumé qu'ils augmenteront de façon constante, selon un taux de croissance nominal à long terme. Les flux de trésorerie futurs, les taux de croissance finaux et les taux d'actualisation sont basés sur les mêmes facteurs que ceux décrits ci-dessus. Cette évaluation de la juste valeur est classée dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, car certaines données importantes ne sont pas observables.

L'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de sortie nécessite un jugement important pour déterminer les données utilisées pour l'application du modèle d'actualisation des flux de trésorerie; cette estimation est très sensible aux variations des flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation et des taux de croissance finaux appliqués aux flux de trésorerie postérieurs à la période visée par les prévisions. Ces données et hypothèses clés ont été soumises à un test de sensibilité en appliquant une variation raisonnablement possible à ces hypothèses. Les taux d'actualisation après impôt ont été augmentés de 1 %, les taux de croissance finaux ont été diminués de 1 % et les flux de trésorerie futurs ont été réduits de 10 %. Au 1<sup>er</sup> août 2015, aucune des variations raisonnablement possibles décrites touchant une donnée ou une hypothèse clé individuelle ne donnerait lieu à un excédent de la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie sur sa valeur recouvrable, selon la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

#### Juste valeur diminuée des coûts de sortie – Gestion de patrimoine – International

Pour notre unité génératrice de trésorerie Gestion de patrimoine – International, nous avons calculé la juste valeur diminuée des coûts de sortie au moyen d'une méthode fondée sur les ratios. Chaque activité au sein de cette unité génératrice de trésorerie a été évaluée soit au moyen du ratio prix/actifs administrés, soit au moyen du ratio prix/revenus, selon le cas, afin de refléter les motifs d'un acheteur tiers potentiel. En 2015 et en 2014, nous avons appliqué aux actifs administrés un ratio prix/actifs administrés de 2,5 % au 1<sup>er</sup> août et nous avons appliqué aux revenus un ratio prix/revenus de 2,5 fois pour les 12 mois précédant la date de test. Ces ratios représentent notre meilleure estimation par rapport à une série de données raisonnablement possibles selon des transactions précédentes pour des activités comparables. Cette évaluation de la juste valeur est classée dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, car certaines données importantes ne sont pas observables.

L'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de sortie nécessite un jugement important pour déterminer l'approche d'évaluation et les données appropriées; cette estimation est très sensible aux variations du ratio prix/actifs administrés et du ratio prix/revenus. Ces données clés ont été soumises à un test de sensibilité en diminuant chaque ratio dans l'extrémité inférieure de la fourchette de la série de données considérées raisonnablement possible. Au 1<sup>er</sup> août 2015, aucune des variations raisonnablement possibles décrites touchant une donnée ou une hypothèse clé particulière ne donnerait lieu à un excédent de la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie sur sa valeur recouvrable, selon la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

#### Autres immobilisations incorporelles

Le tableau suivant présente la valeur comptable de nos autres immobilisations incorporelles.

|  | Au 31 octobre 2015                 |                     |   |   |                       |           |
|--|------------------------------------|---------------------|---|---|-----------------------|-----------|
|  | Logiciels<br>générés en<br>interne | Autres<br>logiciels | Immobilisations<br>incorporelles<br>liées à des<br>dépôts de base | Listes de clients<br>et relations-<br>clients | Logiciels<br>en cours | Total     |
| (en millions de dollars canadiens)         |                                    |                     |   |   |                       |           |
| <b>Valeur comptable brute</b>              |                                    |                     |   |   |                       |           |
| Solde au 31 octobre 2014                   | 3 402 \$                           | 1 186 \$            | 168 \$  | 1 511 \$                                      | 487 \$                | 6 754 \$  |
| Entrées                                    | 50                                 | 75                  | –   | –   | 615                   | 740       |
| Transferts                                 | 503                                | 19                  | –   | –   | (522)                 | –         |
| Cessions                                   | (98)                               | (132)               | –   | (30)  | –                     | (260)     |
| Pertes de valeur                           | –                                  | –                   | –   | (22)  | –                     | (22)      |
| Écart de change                            | 84                                 | 49                  | 26  | 79  | 17                    | 255       |
| Autres variations                          | (12)                               | (4)                 | –   | –   | (17)                  | (33)      |
| Solde au 31 octobre 2015                   | 3 929 \$                           | 1 193 \$            | 194 \$  | 1 538 \$                                      | 580 \$                | 7 434 \$  |
| <b>Amortissement cumulé</b>                |                                    |                     |   |   |                       |           |
| Solde au 31 octobre 2014                   | (2 293)\$                          | (888)\$             | (151)\$   | (647)\$                                       | –                     | (3 979)\$ |
| Dotation à l'amortissement pour l'exercice | (494)                              | (81)                | (18)  | (119)   | –                     | (712)     |
| Cessions                                   | 97                                 | 125                 | –   | 9   | –                     | 231       |
| Pertes de valeur                           | (3)                                | –                   | –   | 18  | –                     | 15        |
| Écart de change                            | (60)                               | (30)                | (25)  | (41)  | –                     | (156)     |
| Autres variations                          | 3                                  | (19)                | –   | (3)   | –                     | (19)      |
| Solde au 31 octobre 2015                   | (2 750)\$                          | (893)\$             | (194)\$   | (783)\$                                       | –                     | (4 620)\$ |
| Solde net au 31 octobre 2015               | 1 179 \$                           | 300 \$              | – \$  | 755 \$  | 580 \$                | 2 814 \$  |

## Note 10 Goodwill et autres immobilisations incorporelles (suite)

|  | Au 31 octobre 2014                 |                     |   |   |                       |           |
|--|------------------------------------|---------------------|---|---|-----------------------|-----------|
|  | Logiciels<br>générés en<br>interne | Autres<br>logiciels | Immobilisations<br>incorporelles<br>liées à des<br>dépôts de base | Listes de clients<br>et relations-<br>clients | Logiciels<br>en cours | Total     |
| (en millions de dollars canadiens)         |                                    |                     |   |   |                       |           |
| <b>Valeur comptable brute</b>              |                                    |                     |   |   |                       |           |
| Solde au 31 octobre 2013                   | 2 554 \$                           | 1 128 \$            | 157 \$  | 1 509 \$                                      | 711 \$                | 6 059 \$  |
| Entrées                                    | 48                                 | 57                  | –   | –   | 545                   | 650       |
| Transferts                                 | 750                                | 22                  | –   | –   | (772)                 | –         |
| Cessions                                   | (4)                                | (2)                 | (3)   | –   | –                     | (9)       |
| Pertes de valeur                           | –                                  | –                   | –   | (8)   | –                     | (8)       |
| Écart de change                            | 32                                 | 15                  | 14  | 48  | 8                     | 117       |
| Autres variations                          | 22                                 | (34)                | –   | (38)  | (5)                   | (55)      |
| Solde au 31 octobre 2014                   | 3 402 \$                           | 1 186 \$            | 168 \$  | 1 511 \$                                      | 487 \$                | 6 754 \$  |
| <b>Amortissement cumulé</b>                |                                    |                     |   |   |                       |           |
| Solde au 31 octobre 2013                   | (1 815)\$                          | (811)\$             | (117)\$   | (539)\$                                       | – \$                  | (3 282)\$ |
| Dotation à l'amortissement pour l'exercice | (460)                              | (60)                | (22)  | (124)   | –                     | (666)     |
| Cessions                                   | 4                                  | 1                   | –   | –   | –                     | 5         |
| Pertes de valeur                           | –                                  | –                   | –   | –   | –                     | –         |
| Écart de change                            | (22)                               | (13)                | (12)  | (22)  | –                     | (69)      |
| Autres variations                          | –                                  | (5)                 | –   | 38  | –                     | 33        |
| Solde au 31 octobre 2014                   | (2 293)\$                          | (888)\$             | (151)\$   | (647)\$                                       | – \$                  | (3 979)\$ |
| Solde net au 31 octobre 2014               | 1 109 \$                           | 298 \$              | 17 \$   | 864 \$  | 487 \$                | 2 775 \$  |

## Note 11 Acquisition et cessions importantes

### Acquisition

#### Gestion de patrimoine

Le 22 janvier 2015, nous avons annoncé un accord définitif visant l'acquisition de City National Corporation (City National), la société de portefeuille qui détient City National Bank. City National Bank offre des services bancaires ainsi que des services de placement et de fiducie aux États-Unis, et comprend la quasi-totalité des activités de City National.

Au cours du quatrième trimestre, nous avons reçu l'approbation réglementaire officielle pour l'acquisition, laquelle a été conclue le 2 novembre 2015. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés à partir de la date de clôture. Se reporter à la note 36 pour en savoir davantage sur la conclusion de cette transaction.

### Cessions

#### Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

Le 31 juillet 2015, nous avons conclu la vente de RBC Royal Bank (Suriname) N.V., qui avait été annoncée le 1<sup>er</sup> avril 2015. Par suite de la transaction, nous avons comptabilisé une perte à la cession totalisant 19 millions de dollars (avant et après impôt), qui se compose d'une perte de 23 millions inscrite au poste Frais autres que d'intérêt – Autres au deuxième trimestre, et d'un profit de 4 millions inscrit au troisième trimestre, lequel est principalement lié à des profits de change reclassés du poste Autres composantes des capitaux propres.

Le 27 juin 2014, nous avons conclu la vente de RBC Royal Bank (Jamaica) Limited et de RBTT Securities Jamaica Limited à Sagcor Group Jamaica Limited, comme il avait été annoncé le 29 janvier 2014. En raison de cette transaction, nous avons comptabilisé une perte à la cession totalisant 100 millions de dollars (avant et après impôt), y compris une perte de 60 millions au premier trimestre et de 40 millions principalement liée aux pertes de change reclassées du poste Autres composantes des capitaux propres au troisième trimestre de 2014. La perte à la cession a été incluse au poste Frais autres que d'intérêt – Autres.

#### Gestion de patrimoine

Le 28 août 2015, nous avons conclu la vente de Royal Bank of Canada (Suisse) SA, qui avait été annoncée le 14 juillet 2015. La transaction n'a pas eu d'incidence importante sur nos comptes consolidés de résultat.

## Note 12 Coentreprises et entreprises associées

Le tableau suivant présente la valeur comptable de nos participations dans des coentreprises et des entreprises associées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, ainsi que notre quote-part du bénéfice de ces entités.

|                                    | Coentreprises                         |                    |                    | Entreprises associées |                    |                    |
|------------------------------------|---------------------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|
|                                    | En date du et pour l'exercice clos le |                    |                    |                       |                    |                    |
|                                    | 31 octobre<br>2015                    | 31 octobre<br>2014 | 31 octobre<br>2013 | 31 octobre<br>2015    | 31 octobre<br>2014 | 31 octobre<br>2013 |
| (en millions de dollars canadiens) |                                       |                    |                    |                       |                    |                    |
| Valeur comptable                   | 223 \$                                | 180 \$             | 135 \$             | 137 \$                | 115 \$             | 112 \$             |
| Quote-part des éléments suivants : |                                       |                    |                    |                       |                    |                    |
| Bénéfice net                       | 119                                   | 131                | 133                | 30                    | 31                 | 26                 |
| Autres éléments du résultat global | 8                                     | 5                  | 5                  | 2                     | –                  | –                  |
|                                    | 127 \$                                | 136 \$             | 138 \$             | 32 \$                 | 31 \$              | 26 \$              |

Prises individuellement, les coentreprises et les entreprises associées n'ont aucune incidence significative sur nos résultats financiers.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, nous avons comptabilisé une perte de valeur de 3 millions de dollars relativement à nos participations dans des entreprises associées (néant pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; 20 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013), mais aucun profit à la vente d'entreprises associées (62 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; néant pour l'exercice clos le 31 octobre 2013).

### Note 13 Autres actifs

| (en millions de dollars canadiens)                                  | Au               |                  |
|---|------------------|------------------|
|   | 31 octobre 2015  | 31 octobre 2014  |
| Garanties en espèces et dépôts de garantie                          | 23 018 \$        | 12 481 \$        |
| Débiteurs et montants prépayés                                      | 2 843            | 3 773            |
| Sommes à recevoir des courtiers, des contrepartistes et des clients | 2 608            | 2 354            |
| Actifs liés aux activités d'assurance                               |                  |                  |
| Prêts garantis  | 1 176            | 1 121            |
| Avances sur police  | 106              | 113              |
| Actifs de réassurance   | 683              | 512              |
| Autres  | 576              | 400              |
| Actif d'impôt différé   | 2 072            | 2 382            |
| Intérêts courus à recevoir  | 1 757            | 1 554            |
| Impôt à recevoir  | 2 343            | 1 620            |
| Métaux précieux   | 106              | 223              |
| Autres  | 3 979            | 4 162            |
|   | <b>41 267 \$</b> | <b>30 695 \$</b> |

### Note 14 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts.

| (en millions de dollars canadiens)          | Au                |                  |                   |                   |                   |                  |                   |                   |
|---|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
|   | 31 octobre 2015   |                  |                   |                   | 31 octobre 2014   |                  |                   |                   |
|   | À vue (1)         | Sur préavis (2)  | À terme (3)       | Total             | À vue (1)         | Sur préavis (2)  | À terme (3)       | Total             |
| Particuliers                                | 128 101 \$        | 19 758 \$        | 72 707 \$         | 220 566 \$        | 120 444 \$        | 17 793 \$        | 70 980 \$         | 209 217 \$        |
| Entreprises et gouvernements                | 175 931           | 6 854            | 272 793           | 455 578           | 162 988           | 3 038            | 220 634           | 386 660           |
| Banques                                     | 7 711             | 23               | 13 349            | 21 083            | 5 771             | 11               | 12 441            | 18 223            |
|   | <b>311 743 \$</b> | <b>26 635 \$</b> | <b>358 849 \$</b> | <b>697 227 \$</b> | <b>289 203 \$</b> | <b>20 842 \$</b> | <b>304 055 \$</b> | <b>614 100 \$</b> |
| <b>Dépôts non productifs d'intérêts (4)</b> |                   |                  |                   |                   |                   |                  |                   |                   |
| Canada (5)                                  | 70 286 \$         | 3 754 \$         | – \$              | 74 040 \$         | 62 468 \$         | 3 478 \$         | – \$              | 65 946 \$         |
| États-Unis                                  | 1 158             | 31               | –                 | 1 189             | 1 777             | 15               | –                 | 1 792             |
| Europe (6)                                  | 1 172             | –                | –                 | 1 172             | 3 314             | 1                | –                 | 3 315             |
| Autres pays                                 | 6 706             | 6                | –                 | 6 712             | 5 057             | 279              | –                 | 5 336             |
| <b>Dépôts productifs d'intérêts (4)</b>     |                   |                  |                   |                   |                   |                  |                   |                   |
| Canada (5)                                  | 192 736           | 13 529           | 269 395           | 475 660           | 178 478           | 10 895           | 241 902           | 431 275           |
| États-Unis                                  | 4 177             | 4 966            | 67 710            | 76 853            | 3 497             | 2 144            | 45 359            | 51 000            |
| Europe (6)                                  | 31 554            | 606              | 12 270            | 44 430            | 31 118            | 418              | 9 282             | 40 818            |
| Autres pays                                 | 3 954             | 3 743            | 9 474             | 17 171            | 3 494             | 3 612            | 7 512             | 14 618            |
|   | <b>311 743 \$</b> | <b>26 635 \$</b> | <b>358 849 \$</b> | <b>697 227 \$</b> | <b>289 203 \$</b> | <b>20 842 \$</b> | <b>304 055 \$</b> | <b>614 100 \$</b> |

- (1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Au 31 octobre 2015, le solde des dépôts à terme comprenait aussi des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme de 191 milliards de dollars (150 milliards au 31 octobre 2014).
- (4) Les divisions géographiques des dépôts sont fondées sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 octobre 2015, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient à 235 milliards de dollars, 13 milliards, 32 milliards et 28 milliards, respectivement (183 milliards, 11 milliards, 23 milliards et 22 milliards au 31 octobre 2014).
- (5) Certains montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (6) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg et les îles Anglo-Normandes.



## Note 14 Dépôts (suite)

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme.

| (en millions de dollars canadiens)                                  | Au                |                   |
|---|-------------------|-------------------|
|   | 31 octobre 2015   | 31 octobre 2014   |
| Moins de 1 an :   |                   |                   |
| Moins de 3 mois   | 78 735 \$         | 57 840 \$         |
| De 3 à 6 mois   | 49 900            | 32 880            |
| De 6 à 12 mois  | 61 096            | 50 300            |
| De 1 an à 2 ans   | 43 674            | 54 354            |
| De 2 à 3 ans  | 39 809            | 31 559            |
| De 3 à 4 ans  | 26 792            | 28 946            |
| De 4 à 5 ans  | 30 184            | 24 673            |
| Plus de 5 ans   | 28 659            | 23 503            |
|   | <b>358 849 \$</b> | <b>304 055 \$</b> |
| Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus | <b>331 000 \$</b> | <b>270 000 \$</b> |

Le tableau suivant présente les soldes moyens des dépôts et les taux d'intérêt moyens.

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) | Pour les exercices clos |               |                    |               |                    |               |
|---|-------------------------|---------------|--------------------|---------------|--------------------|---------------|
|   | le 31 octobre 2015      |               | le 31 octobre 2014 |               | le 31 octobre 2013 |               |
|   | Soldes moyens           | Taux moyens   | Soldes moyens      | Taux moyens   | Soldes moyens      | Taux moyens   |
| Canada  | 526 544 \$              | 0,98 %        | 477 316 \$         | 1,13 %        | 435 842 \$         | 1,20 %        |
| États-Unis  | 70 100                  | 0,31          | 52 058             | 0,30          | 44 512             | 0,38          |
| Europe (1)  | 48 173                  | 0,28          | 43 429             | 0,21          | 38 791             | 0,27          |
| Autres pays   | 22 630                  | 0,95          | 20 299             | 1,03          | 18 571             | 0,95          |
|   | <b>667 447 \$</b>       | <b>0,86 %</b> | <b>593 102 \$</b>  | <b>0,99 %</b> | <b>537 716 \$</b>  | <b>1,06 %</b> |

(1) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg et les îles Anglo-Normandes.

## Note 15 Assurances

### Gestion du risque

Le risque d'assurance correspond aux fluctuations des échéances, de la fréquence et de la gravité des événements assurés par rapport à nos attentes au moment de la souscription. En raison de notre diversité géographique et de la composition de nos activités, nous ne sommes pas exposés à un degré élevé de risque de concentration. Le risque de concentration n'est pas une préoccupation majeure pour les activités d'assurance vie et maladie, car le niveau de leurs caractéristiques particulières aux régions n'est pas significatif comme celui des activités d'assurance IARD. L'exposition des activités d'assurance IARD aux concentrations de risques d'assurance est atténuée principalement grâce à des principes de souscription prudents et à la diversification en fonction des gammes de produits et des régions géographiques. La réassurance est également utilisée au sein de toutes les activités d'assurance afin d'améliorer notre profil de risque et de limiter l'obligation par sinistre. Nous gérons le risque de souscription et de prix au moyen de lignes directrices sur la sélection des risques qui détaillent la catégorie, la nature et le type d'activités qui peuvent être acceptées, de politiques d'établissement des prix par gamme de produits et du contrôle centralisé de la formulation des contrats. Le risque de gestion ou de paiement inapproprié lié aux sinistres est atténué au moyen des contrôles des systèmes informatiques et de processus manuels effectués par des professionnels, ce qui, combiné à une série de politiques et de procédures détaillées, permet de s'assurer que tous les sinistres sont traités en temps opportun et de façon précise et adéquate.

### Réassurance

Dans le cours normal des activités, nos activités d'assurance réassurent les risques auprès d'autres compagnies d'assurance et de réassurance en vue de diminuer notre profil de risque, de limiter l'exposition aux risques majeurs et de fournir une capacité de croissance future additionnelle. Ces ententes de réassurance ne déchargent pas nos filiales d'assurance de leurs obligations directes envers les assurés. Nous évaluons la situation financière de nos réassureurs et surveillons nos concentrations du risque de crédit afin de réduire au minimum notre exposition à des pertes liées à l'insolvabilité du réassureur. Les montants de réassurance (primes cédées) inclus dans les revenus autres que d'intérêt sont présentés dans le tableau ci-dessous.

### Primes et sinistres nets

| (en millions de dollars canadiens)                     | Pour les exercices clos |                    |                    |
|--|-------------------------|--------------------|--------------------|
|  | le 31 octobre 2015      | le 31 octobre 2014 | le 31 octobre 2013 |
| Primes brutes  | 4 721 \$                | 4 962 \$           | 4 785 \$           |
| Primes cédées à des réassureurs                        | (1 214)                 | (1 220)            | (1 111)            |
| Primes nettes  | <b>3 507 \$</b>         | <b>3 742 \$</b>    | <b>3 674 \$</b>    |
| Indemnités et sinistres bruts                          | 3 237 \$                | 3 692 \$           | 2 768 \$           |
| Quote-part des réassureurs des indemnités et sinistres | (496)                   | (498)              | (442)              |
| Sinistres nets   | <b>2 741 \$</b>         | <b>3 194 \$</b>    | <b>2 326 \$</b>    |

## Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance

Toutes les hypothèses actuarielles sont établies conformément aux normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires et aux exigences du BSIF. Les hypothèses qui ont la plus grande incidence sur l'évaluation des passifs d'assurance, les processus utilisés pour les établir et les hypothèses utilisées au 31 octobre 2015 sont les suivants :

### Polices d'assurance vie

Mortalité et morbidité – les estimations de la mortalité se fondent sur les tables de mortalité des assurés standardisées du secteur, ajustées au besoin pour tenir compte de notre propre expérience. Les estimations de la morbidité sont effectuées en fonction des taux de sinistres et de résiliations pour les polices d'assurance maladie et se basent sur notre propre expérience et celle du secteur.

Rendement prévu des placements – les hypothèses se basent sur le taux de rendement actuel, sur une hypothèse de réinvestissement et sur une provision pour pertes sur créances futures pour chaque secteur d'activité et sont établies au moyen de scénarios utilisant des taux d'intérêt, ce qui comprend les scénarios visant à déterminer les obligations minimales prescrits par les normes actuarielles.

Comportement des titulaires de police – en vertu de certaines polices, le titulaire de police dispose du droit contractuel de modifier ses indemnités et ses primes et de convertir son contrat en une forme permanente d'assurance. Tous les titulaires de police ont le droit de résilier leur contrat par déchéance. La déchéance signifie que le contrat est résilié pour cause de non-paiement de la prime. Nous établissons les hypothèses quant à la déchéance d'après nos taux de déchéance récents, ajustés pour tenir compte des nouvelles pratiques du secteur, le cas échéant.

### Polices autres que d'assurance vie

Les hypothèses liées à des sinistres non payés se rapportent à l'évolution du sinistre, du commencement au règlement final. Les hypothèses quant aux provisions, basées sur l'évolution historique des sinistres engagés/payés ajustée en fonction des modifications des produits, des processus des sinistres et des tendances législatives, donnent lieu à un ratio de la perte collective comparativement aux primes acquises.

Les hypothèses relatives au portefeuille qui ont la plus grande incidence sur les passifs nets inscrits dans nos bilans consolidés sont les suivantes :

## Principales hypothèses relatives à l'assurance

|   | Au              |                 |
|---|-----------------|-----------------|
|   | 31 octobre 2015 | 31 octobre 2014 |
| <b>Polices d'assurance vie</b>            |                 |                 |
| <b>Assurances – Canada</b>                |                 |                 |
| Taux de mortalité (1)                     | 0,12 %          | 0,12 %          |
| Taux de morbidité (2)                     | 1,69            | 1,82            |
| Rendement des réinvestissements (3)       | 3,45            | 3,15            |
| Taux de déchéance (4)                     | 0,50            | 0,50            |
| <b>Assurances – International</b>         |                 |                 |
| Taux de mortalité (1)                     | 0,46            | 0,43            |
| Rendement des réinvestissements (3)       | 2,75            | 2,19            |
| <b>Polices autres que d'assurance vie</b> |                 |                 |
| Ratio de perte prévu (5)                  | 60,47           | 60,16           |

(1) Taux de mortalité annuel moyen pour le plus important portefeuille de polices assurées.

(2) Taux de règlement net moyen pour les portefeuilles d'assurance invalidité individuels et collectifs.

(3) Taux de réinvestissement final des activités d'assurance.

(4) Taux de résiliation des polices final (taux de déchéance) pour le plus important portefeuille d'assurance vie permanente qui dépend d'un taux de résiliation plus élevé pour maintenir sa rentabilité (polices fondées sur les déchéances).

(5) Ratio des pertes liées aux sinistres et des frais de sinistres engagés par rapport aux primes nettes des activités d'assurance IARD, évaluant la rentabilité ou l'historique de pertes de l'ensemble de notre portefeuille d'affaires.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre quote-part brute et de celle des réassureurs des passifs d'assurance à la fin de l'exercice.

## Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance

|   | Au              |              |             |                 |              |             |
|---|-----------------|--------------|-------------|-----------------|--------------|-------------|
|   | 31 octobre 2015 |              |             | 31 octobre 2014 |              |             |
|   | Montant brut    | Montant cédé | Montant net | Montant brut    | Montant cédé | Montant net |
| (en millions de dollars canadiens)                              |                 |              |             |                 |              |             |
| <b>Obligations liées aux polices d'assurance vie</b>            |                 |              |             |                 |              |             |
| Assurances vie et maladie et contrats de rentes                 | 8 084 \$        | 519 \$       | 7 565 \$    | 7 555 \$        | 390 \$       | 7 165 \$    |
| Contrats de placement (1)                                       | 10              | –            | 10          | 5               | –            | 5           |
|   | 8 094 \$        | 519 \$       | 7 575 \$    | 7 560 \$        | 390 \$       | 7 170 \$    |
| <b>Obligations liées aux polices autres que d'assurance vie</b> |                 |              |             |                 |              |             |
| Provision pour primes non acquises (1)                          | 450 \$          | – \$         | 450 \$      | 419 \$          | – \$         | 419 \$      |
| Provision pour réclamations non versées                         | 1 026           | 38           | 988         | 1 010           | 29           | 981         |
|   | 1 476 \$        | 38 \$        | 1 438 \$    | 1 429 \$        | 29 \$        | 1 400 \$    |
|   | 9 570 \$        | 557 \$       | 9 013 \$    | 8 989 \$        | 419 \$       | 8 570 \$    |

(1) Les sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance comprennent des contrats de placement et la provision pour primes non acquises, lesquels sont comptabilisés dans le poste Autres passifs des bilans consolidés.

**Rapprochement des obligations liées aux polices d'assurance vie**

| (en millions de dollars canadiens)          | 31 octobre 2015 |               |                 | 31 octobre 2014 |               |                 |
|---|-----------------|---------------|-----------------|-----------------|---------------|-----------------|
|   | Montant brut    | Montant cédé  | Montant net     | Montant brut    | Montant cédé  | Montant net     |
| Soldes au début de l'exercice               | 7 560 \$        | 390 \$        | 7 170 \$        | 7 030 \$        | 300 \$        | 6 730 \$        |
| Polices nouvelles et en vigueur             | 598             | 129           | 469             | 621             | 90            | 531             |
| Changements d'hypothèses et de méthodologie | (69)            | –             | (69)            | (95)            | –             | (95)            |
| Variation nette des contrats de placement   | 5               | –             | 5               | 4               | –             | 4               |
| <b>Soldes à la fin de l'exercice</b>        | <b>8 094 \$</b> | <b>519 \$</b> | <b>7 575 \$</b> | <b>7 560 \$</b> | <b>390 \$</b> | <b>7 170 \$</b> |

**Rapprochement des obligations liées aux polices autres que d'assurance vie**

| (en millions de dollars canadiens)   | 31 octobre 2015 |              |                 | 31 octobre 2014 |              |                 |
|--|-----------------|--------------|-----------------|-----------------|--------------|-----------------|
|  | Montant brut    | Montant cédé | Montant net     | Montant brut    | Montant cédé | Montant net     |
| Soldes au début de l'exercice  | 1 429 \$        | 29 \$        | 1 400 \$        | 1 415 \$        | 21 \$        | 1 394 \$        |
| Variations de la provision pour primes non acquises                            |                 |              |                 |                 |              |                 |
| Primes souscrites  | 937             | 39           | 898             | 942             | 91           | 851             |
| Moins : Primes acquises, montant net   | (906)           | (39)         | (867)           | (933)           | (91)         | (842)           |
| Variations de la provision pour réclamations non versées et frais de règlement |                 |              |                 |                 |              |                 |
| Sinistres engagés  | 614             | 27           | 587             | 595             | 38           | 557             |
| Moins : Sinistres payés  | (598)           | (18)         | (580)           | (590)           | (30)         | (560)           |
| <b>Soldes à la fin de l'exercice</b>   | <b>1 476 \$</b> | <b>38 \$</b> | <b>1 438 \$</b> | <b>1 429 \$</b> | <b>29 \$</b> | <b>1 400 \$</b> |

L'augmentation nette des sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance par rapport à l'exercice précédent comprenait l'augmentation nette des obligations au titre de l'assurance vie et maladie, de la réassurance et de l'assurance IARD, qui s'explique par la croissance des activités et les fluctuations des marchés qui touchent les actifs garantissant les obligations au titre de l'assurance vie et maladie. Au cours de l'exercice, nous avons revu l'ensemble des principales méthodes et hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations liées aux indemnités d'assurance, ce qui a donné lieu à une diminution nette de 67 millions de dollars des passifs d'assurance, laquelle comprend i) une diminution de 70 millions découlant des mises à jour des hypothèses en raison des fluctuations nettes favorables des taux d'intérêt et du marché des titres de participation; ii) une diminution de 22 millions découlant des incidences sur le passif d'importants projets commerciaux; iii) une diminution de 12 millions découlant des changements apportés aux données et au système d'évaluation; et iv) une augmentation de 37 millions découlant des mises à jour des hypothèses liées au risque d'assurance découlant surtout des hypothèses sur la mortalité, la morbidité, le maintien, les provisions pour détérioration des résultats de l'assurance IARD et les charges. Les modifications des sinistres et des obligations liées aux indemnités d'assurance sont reflétées dans le poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance de nos comptes consolidés de résultat au cours de la période où les estimations ont subi des variations.

**Analyse de sensibilité**

Le tableau suivant présente la sensibilité du niveau des obligations au titre des polices d'assurance présentées dans la présente note aux variations raisonnablement possibles des hypothèses actuarielles utilisées pour calculer ces obligations. La variation en pourcentage est appliquée à divers modèles existants d'hypothèses actuarielles pour obtenir l'incidence possible sur le bénéfice net. L'analyse ne vise pas à expliquer l'incidence d'une variation en pourcentage à l'égard des actifs et des passifs d'assurance présentés précédemment. L'analyse porte sur la modification d'une seule hypothèse alors que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées, ce qui est peu susceptible de se produire en pratique.

**Sensibilité**

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)       | Changement de variable | Incidence sur le bénéfice net pour l'exercice clos le |                 |
|---|------------------------|---|-----------------|
|   |                        | 31 octobre 2015                                       | 31 octobre 2014 |
| Augmentation des taux d'intérêt du marché (1)                   | 1 %                    | – \$  | 1 \$            |
| Diminution des taux d'intérêt du marché (1)                     | 1                      | 14  | (3)             |
| Augmentation de la valeur de marché des titres de participation | 10                     | 3   | 6               |
| Diminution de la valeur de marché des titres de participation   | 10                     | (2)   | (3)             |
| Augmentation des frais de maintien                              | 5                      | (28)  | (25)            |
| <b>Polices d'assurance vie</b>                                  |                        |   |                 |
| Variation défavorable des taux de mortalité des rentiers        | 2                      | (117)   | (72)            |
| Variation défavorable des taux de mortalité des assurances      | 2                      | (48)  | (47)            |
| Variation défavorable des taux de morbidité                     | 5                      | (156)   | (156)           |
| Variation défavorable des taux de déchéance                     | 10                     | (206)   | (192)           |
| <b>Polices autres que d'assurance vie</b>                       |                        |   |                 |
| Augmentation du ratio de perte prévu                            | 5                      | (9)   | (10)            |

(1) Les sensibilités aux taux d'intérêt sur le marché ont été calculées en augmentant ou en diminuant de 100 points de base tous les points de la courbe de rendement, les variations persistant pour une année.

## Note 16 Fonds distincts

Nous offrons certains contrats d'assurance variables individuels qui permettent aux titulaires de police d'investir dans des fonds distincts. Les rendements du placement sur ces fonds passent directement aux titulaires de police. Le risque lié aux montants investis incombe au titulaire de police, sauf lorsque les titulaires de police ont choisi des options comportant des garanties relatives aux prestations consécutives au décès et à la valeur à l'échéance. Un passif est comptabilisé pour les garanties au poste Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance.

L'actif net des fonds distincts est comptabilisé à la juste valeur. L'actif net de tous nos fonds distincts est classé dans le niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur du passif au titre des fonds distincts correspond à la juste valeur de l'actif net des fonds distincts. L'actif net des fonds distincts et le passif au titre des fonds distincts sont présentés sur des lignes séparées au bilan consolidé. Les tableaux suivants présentent la composition de l'actif net et les variations de l'actif net pour l'exercice.

### Actif net des fonds distincts

| (en millions de dollars canadiens)            | Au                 |                    |
|---|--------------------|--------------------|
|   | 31 octobre<br>2015 | 31 octobre<br>2014 |
| Trésorerie                                    | – \$               | 1 \$               |
| Placement dans des fonds communs de placement | 832                | 675                |
| Autres passifs, montant net                   | (2)                | (1)                |
|   | <b>830 \$</b>      | <b>675 \$</b>      |

### Variation de l'actif net

| (en millions de dollars canadiens)        | Pour les exercices clos |                       |
|---|-------------------------|-----------------------|
|   | le 31 octobre<br>2015   | le 31 octobre<br>2014 |
| Actif net au début de l'exercice          | 675 \$                  | 513 \$                |
| Ajouts (déductions) :                     |                         |                       |
| Dépôts provenant des titulaires de police | 321                     | 239                   |
| Profits réalisés et latents, montant net  | 2                       | 52                    |
| Intérêts et dividendes                    | 26                      | 19                    |
| Paiements aux titulaires de police        | (173)                   | (132)                 |
| Frais de gestion et d'administration      | (21)                    | (16)                  |
| Actif net à la fin de l'exercice          | <b>830 \$</b>           | <b>675 \$</b>         |

## Note 17 Avantages du personnel – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

### Caractéristiques des régimes

Nous parainons un certain nombre de programmes qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les régimes de retraite sont administrés par des fiduciaires juridiquement distincts de la Banque. La plupart des bénéficiaires des régimes de retraite résident au Canada, et les autres bénéficiaires résident aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans les Antilles. Les modalités des régimes de retraite, y compris les décisions à l'égard des placements, des prestations de retraite et de la capitalisation, sont dictées par des comités de retraite, des fiduciaires (au Royaume-Uni) ou des dirigeants locaux. Les changements importants aux régimes doivent être approuvés par le Conseil d'administration.

Nos régimes de retraite à prestations définies prévoient des prestations de retraite établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite. Nos principaux régimes de retraite à prestations définies sont fermés aux nouveaux participants. Les nouveaux employés sont généralement admissibles aux régimes de retraite à cotisations définies. Les caractéristiques de ces régimes varient selon la région. Nous offrons également des régimes de retraite complémentaires non agréés à certains dirigeants et cadres dirigeants, lesquels sont habituellement non capitalisés ou capitalisés en partie.

Nos régimes de retraite à cotisations définies prévoient des prestations de retraite établies selon le cumul des cotisations des employés et de la Banque. Les cotisations de la Banque correspondent à un pourcentage du salaire annuel de l'employé et une partie de ces cotisations dépend du montant de la cotisation et du nombre d'années de service de l'employé.

Nos autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi principaux offrent une protection au titre des soins de santé, des soins dentaires, de l'assurance invalidité et de l'assurance vie et ils couvrent des employés actuels et retraités qui résident, pour la plupart, au Canada. Ces régimes ne sont pas capitalisés, sauf si la loi l'exige.

Nous évaluons nos obligations au titre des prestations et nos actifs au titre des régimes de retraite au 31 octobre de chaque année. Tous les régimes sont évalués au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Nous capitalisons nos régimes enregistrés à prestations définies conformément aux montants déterminés sur une base actuarielle qui sont nécessaires pour remplir nos obligations au titre des avantages du personnel en vertu de la législation actuelle relative aux régimes de retraite. En ce qui a trait à notre principal régime de retraite, l'évaluation actuarielle la plus récente effectuée aux fins de la capitalisation a été finalisée le 1<sup>er</sup> janvier 2015. La prochaine évaluation actuarielle sera finalisée le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, les cotisations versées par la Banque aux régimes de retraite (régimes à prestations définies et régimes à cotisations définies) et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi ont totalisé 391 millions de dollars et 56 millions (537 millions et 63 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014), respectivement. Pour 2016, le total des cotisations versées à nos régimes de retraite à prestations définies et à nos autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi devrait se chiffrer à 411 millions de dollars et à 62 millions, respectivement.

### Risques

En raison de la façon dont ils sont conçus, les régimes de retraite à prestations définies et les autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi exposent la Banque à divers risques liés entre autres au rendement des placements, aux réductions des taux d'actualisation utilisés pour évaluer les obligations, à l'augmentation de l'espérance de vie des participants aux régimes, aux niveaux futurs de l'inflation qui auront une incidence sur les augmentations des salaires dans l'avenir de même qu'aux hausses futures des coûts des soins de santé. La fermeture aux nouveaux participants de nos régimes de retraite à prestations définies et de nos autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi ainsi que la migration vers des régimes à cotisations définies fera en sorte que la volatilité liée aux risques susmentionnés diminuera avec le temps.

**Note 17 Avantages du personnel – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi** (suite)

Le tableau suivant présente la situation financière de tous nos régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi significatifs à l'échelle internationale, y compris les ententes de retraite conclues avec les dirigeants.

| (en millions de dollars canadiens)                                  | Au   |   |  |   |
|---|--|---|--|---|
|   | 31 octobre 2015                                  |   | 31 octobre 2014                                  |   |
|   | Régimes de retraite<br>à prestations<br>définies | Autres régimes<br>d'avantages<br>postérieurs à l'emploi | Régimes de retraite<br>à prestations<br>définies | Autres régimes<br>d'avantages<br>postérieurs à l'emploi |
| <b>Canada</b>   |  |   |  |   |
| Juste valeur de l'actif des régimes                                 | 10 847 \$  | 11 \$   | 10 419 \$  | 4 \$  |
| Valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies | 10 840   | 1 569   | 10 767   | 1 754   |
| Surplus (déficit), montant net                                      | 7 \$   | (1 558)\$   | (348)\$  | (1 750)\$   |
| <b>Autres pays</b>  |  |   |  |   |
| Juste valeur de l'actif des régimes                                 | 1 049 \$   | – \$  | 932 \$   | – \$  |
| Valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies | 1 134  | 88  | 1 038  | 78  |
| (Déficit), montant net  | (85)\$   | (88)\$  | (106)\$  | (78)\$  |
| <b>Total</b>  |  |   |  |   |
| Juste valeur de l'actif des régimes                                 | 11 896 \$  | 11 \$   | 11 351 \$  | 4 \$  |
| Valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies | 11 974   | 1 657   | 11 805   | 1 832   |
| Total du (déficit), montant net                                     | (78)\$   | (1 646)\$   | (454)\$  | (1 828)\$   |
| <b>Montants comptabilisés aux bilans consolidés</b>                 |  |   |  |   |
| Actifs au titre des avantages du personnel                          | 245 \$   | – \$  | 138 \$   | – \$  |
| Passifs au titre des avantages du personnel                         | (323)  | (1 646)   | (592)  | (1 828)   |
| Total du (déficit), montant net                                     | (78)\$   | (1 646)\$   | (454)\$  | (1 828)\$   |

Le tableau suivant présente une analyse des variations de la situation financière de tous nos régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi significatifs à l'échelle internationale, y compris les ententes de retraite conclues avec les dirigeants.

|   | En date du et pour l'exercice clos le          |   |  |   |
|---|--|---|--|---|
|   | 31 octobre 2015                                |   | 31 octobre 2014                                |   |
|   | Régimes de retraite à prestations définies (1) | Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi | Régimes de retraite à prestations définies (1) | Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi |
| (en millions de dollars canadiens)  |  |   |  |   |
| <b>Variation de la juste valeur de l'actif des régimes</b>                        |  |   |  |   |
| Juste valeur de l'actif des régimes à l'ouverture                                 | 11 351 \$                                      | 4 \$  | 10 266 \$                                      | 3 \$  |
| Revenu d'intérêt  | 460  | –   | 472  | –   |
| Réévaluations   |  |   |  |   |
| Rendement de l'actif des régimes (excluant le revenu d'intérêt)                   | 243  | 11  | 647  | –   |
| Variation des taux de change  | 113  | –   | 60   | –   |
| Cotisations – Employeur   | 235  | 56  | 400  | 63  |
| Cotisations – Participants aux régimes  | 51   | 16  | 52   | 13  |
| Paievements   | (513)  | (76)  | (456)  | (75)  |
| Paievements – montants versés relativement aux liquidations                       | (31)   | –   | (78)   | –   |
| Autres  | (13)   | –   | (12)   | –   |
| Juste valeur de l'actif des régimes à la clôture                                  | 11 896 \$                                      | 11 \$   | 11 351 \$                                      | 4 \$  |
| <b>Variation de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations</b> |  |   |  |   |
| Obligation au titre des prestations à l'ouverture                                 | 11 805 \$                                      | 1 832 \$  | 10 413 \$                                      | 1 722 \$  |
| Coûts des services rendus   | 345  | 34  | 315  | 31  |
| Coûts des services passés   | (16)   | –   | 97   | –   |
| Frais d'intérêt   | 490  | 75  | 486  | 80  |
| Réévaluations   |  |   |  |   |
| Pertes (gains) actuariels découlant des hypothèses démographiques                 | 7  | (176)   | 76   | (58)  |
| Pertes (gains) actuariels découlant des hypothèses financières                    | (296)  | (33)  | 830  | 119   |
| Pertes (gains) actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience           | (7)  | (27)  | 6  | 7   |
| Variation des taux de change  | 139  | 15  | 67   | 6   |
| Cotisations – Participants aux régimes  | 51   | 16  | 52   | 13  |
| Paievements   | (513)  | (76)  | (456)  | (75)  |
| Paievements – montants versés relativement aux liquidations                       | (31)   | –   | (78)   | –   |
| Regroupements et cessions d'entreprises   | –  | (3)   | –  | (11)  |
| Autres  | –  | –   | (3)  | (2)   |
| Obligation au titre des prestations à la clôture                                  | 11 974 \$                                      | 1 657 \$  | 11 805 \$                                      | 1 832 \$  |
| Obligation non capitalisée  | 33 \$  | 332 \$  | 28 \$  | 1 670 \$  |
| Obligation entièrement ou partiellement capitalisée                               | 11 941   | 1 325   | 11 777   | 162   |
| Total de l'obligation au titre des prestations                                    | 11 974 \$                                      | 1 657 \$  | 11 805 \$                                      | 1 832 \$  |

(1) Pour les régimes de retraite qui ont un déficit de capitalisation, l'obligation au titre des prestations et la juste valeur de l'actif des régimes se chiffraient à 1 020 millions de dollars et à 709 millions au 31 octobre 2015, respectivement (10 180 millions et 9 587 millions au 31 octobre 2014, respectivement).



### Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

Le tableau qui suit présente la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi.

| (en millions de dollars canadiens)                 | Pour les exercices clos |                    |                    |   |                    |                    |
|--|-------------------------|--------------------|--------------------|---|--------------------|--------------------|
|  | Régimes de retraite     |                    |                    | Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi |                    |                    |
|  | le 31 octobre 2015      | le 31 octobre 2014 | le 31 octobre 2013 | le 31 octobre 2015                                | le 31 octobre 2014 | le 31 octobre 2013 |
| Coûts des services rendus                          | 345 \$                  | 315 \$             | 298 \$             | 34 \$   | 31 \$              | 28 \$              |
| Coûts des services passés                          | (16)                    | 97                 | (2)                | –   | –                  | (2)                |
| Frais d'intérêt, montant net                       | 30                      | 14                 | 30                 | 75  | 80                 | 73                 |
| Réévaluations des autres avantages à long terme    | –                       | –                  | –                  | 2   | 9                  | (5)                |
| Frais administratifs                               | 12                      | 13                 | 11                 | –   | –                  | –                  |
| Charge au titre des régimes à prestations définies | 371 \$                  | 439 \$             | 337 \$             | 111 \$  | 120 \$             | 94 \$              |
| Charge au titre des régimes à cotisations définies | 156                     | 137                | 117                | –   | –                  | –                  |
|  | 527 \$                  | 576 \$             | 454 \$             | 111 \$  | 120 \$             | 94 \$              |

Le total des coûts des services pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 s'est élevé à 335 millions de dollars (307 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; 284 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013) dans le cas des régimes de retraite au Canada et à (6) millions (105 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; 12 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013) dans le cas des régimes dans les autres pays. Les frais d'intérêt, montant net, pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 ont totalisé 25 millions de dollars (10 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; 26 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013) dans le cas des régimes de retraite au Canada et 5 millions (4 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; 4 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013) dans le cas des régimes dans les autres pays.

### Réévaluations des régimes d'avantages du personnel

Le tableau qui suit présente la composition de nos réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

| (en millions de dollars canadiens)   | Pour les exercices clos                    |                    |                    |   |                    |                    |
|--|--|--------------------|--------------------|---|--------------------|--------------------|
|  | Régimes de retraite à prestations définies |                    |                    | Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi |                    |                    |
|  | le 31 octobre 2015                         | le 31 octobre 2014 | le 31 octobre 2013 | le 31 octobre 2015                                | le 31 octobre 2014 | le 31 octobre 2013 |
| (Gains) pertes actuariels :  |  |                    |                    |   |                    |                    |
| Modifications des hypothèses démographiques  | 7 \$                                       | 76 \$              | 382 \$             | (174)\$   | (54)\$             | 53 \$              |
| Modifications des hypothèses financières   | (296)                                      | 830                | (265)              | (30)  | 113                | (62)               |
| Ajustements liés à l'expérience  | (7)  | 6                  | 49                 | (34)  | –                  | 4                  |
| Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation) | (243)                                      | (647)              | (601)              | (11)  | –                  | –                  |
|  | (539)\$                                    | 265 \$             | (435)\$            | (249)\$   | 59 \$              | (5)\$              |

Le total des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 correspond à un gain de 526 millions de dollars (perte de 238 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; gain de 424 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013) dans le cas des régimes de retraite au Canada et à un gain de 13 millions (perte de 27 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; gain de 11 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013) dans le cas des régimes dans les autres pays.

### Politiques et stratégies de placement

L'actif des régimes de retraite à prestations définies est investi prudemment afin de respecter nos obligations à long terme au titre des prestations. Dans le cas des régimes de retraite, la stratégie de placement consiste à détenir un portefeuille de placements diversifié en ce qui a trait à la catégorie d'actifs et à l'emplacement géographique, afin de réduire le risque d'investissement spécifique sur la situation de capitalisation, tout en maximisant les rendements prévus pour respecter les obligations au titre des prestations. L'actif des régimes est investi en portant une attention particulière aux risques liés aux principaux facteurs de risque ayant une incidence sur les obligations au titre des prestations, soit les taux d'intérêt, les écarts de taux et l'inflation. La politique relative à la composition de l'actif est donc conforme à un cadre de gestion de l'actif et du passif. Au nombre des facteurs pris en considération lors de l'élaboration de notre politique relative à la composition de l'actif figurent, sans s'y limiter :

- (i) la nature des obligations au titre des prestations sous-jacentes, y compris la durée et le profil des échéances des passifs;
- (ii) les données démographiques relatives aux membres, y compris les prévisions à l'égard de l'âge normal de la retraite, des départs et des décès;
- (iii) la situation financière des régimes de retraite;
- (iv) les avantages tirés de la diversification entre diverses catégories d'actifs;
- (v) le rendement prévu de l'actif, y compris les valeurs de la volatilité et les corrélations des actifs et des passifs.

Afin de mettre en œuvre notre politique relative à la composition de l'actif, nous pouvons investir dans des titres de participation, des titres d'emprunt, des placements non traditionnels et des instruments dérivés. Notre position liée à certains types de placements, notamment les actions ordinaires, les titres de participation et d'emprunt sur les marchés émergents, les titres d'emprunt assortis d'une notation inférieure à BBB et les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ne peut être supérieure à un pourcentage défini de la valeur de marché de l'actif de nos régimes de retraite à prestations définies. Nous pouvons recourir aux instruments dérivés soit à titre d'investissement synthétique, afin de reproduire plus efficacement le rendement d'un titre sous-jacent, soit à titre de couverture du risque financier lié au portefeuille sous-jacent. Afin de gérer notre risque de crédit, les contreparties à nos instruments dérivés doivent détenir des notations minimales et conclure des conventions d'affectation d'actifs en garantie.

L'actif de nos régimes de retraite à prestations définies se compose principalement de titres de participation et de titres d'emprunt. Nos titres de participation sont généralement évalués selon les prix cotés non ajustés sur un marché actif (niveau 1) et nos titres d'emprunt sont généralement évalués selon les prix cotés pour des actifs semblables sur un marché actif (niveau 2). Les placements non traditionnels et les autres placements comprennent la trésorerie, les fonds de couverture et les placements dans des fonds privés, y compris l'infrastructure, les contrats de location de biens immobiliers, les titres de participation privés et les instruments financiers dérivés. De façon générale, dans le cas des placements dans des fonds privés, aucun prix coté sur un marché n'est disponible (niveau 2 ou niveau 3). Ces actifs sont évalués par un évaluateur indépendant, ou alors leur prix est fixé selon des données observables sur le marché.

Au cours de l'exercice, nous avons continué d'apporter des modifications aux placements et de les diversifier en fonction des facteurs de risque, dans la lignée de nos efforts visant à réduire la variabilité de la situation de capitalisation. Par conséquent, le risque lié aux actions a été réduit par l'entremise d'une recombinaison diversifiée des placements en titres de participation axée vers des placements non traditionnels de qualité ayant une faible corrélation avec les marchés des titres de participation, y compris des placements dans des fonds de couverture, des infrastructures, des titres de placements privés et des biens immobiliers. De plus, une plus grande exposition aux titres d'emprunt est utilisée pour réduire la non-concordance de la durée des actifs et des passifs, et donc la variabilité de la situation de capitalisation des régimes découlant des variations des taux d'intérêt. En raison de la sensibilité de leurs prix aux fluctuations des taux d'intérêt, les titres d'emprunt assortis d'échéances plus longues sont considérés comme une bonne couverture économique du risque lié aux passifs du régime, qui sont aussi actualisés en utilisant surtout les taux d'intérêt des obligations à long terme comme données. Nous prévoyons continuer à augmenter la pondération des titres d'emprunt pour autant que nous le permettent les conditions du marché, afin de réduire davantage le risque lié à la variabilité de la situation de capitalisation.

#### Répartition de l'actif des régimes à prestations définies <sup>(1)</sup>

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) | Au               |   |   |                  |   |   |
|---|------------------|---|---|------------------|---|---|
|   | 31 octobre 2015  |   |   | 31 octobre 2014  |   |   |
|   | Juste valeur     | Pourcentage du total de l'actif des régimes | Prix cotés sur un marché actif <sup>(2)</sup> | Juste valeur     | Pourcentage du total de l'actif des régimes | Prix cotés sur un marché actif <sup>(2)</sup> |
| Titres de participation                                   |                  |   |   |                  |   |   |
| Canada  | 1 277 \$         | 11 %  | 100 %   | 1 623 \$         | 14 %  | 100 %   |
| Autres pays   | 2 645            | 22  | 98  | 2 530            | 22  | 100   |
| Titres d'emprunt  |                  |   |   |                  |   |   |
| Obligations liées à des gouvernements – Canada            | 2 232            | 19  | –   | 2 199            | 19  | –   |
| Obligations liées à des gouvernements – Autres pays       | 561              | 5   | –   | 530              | 5   | –   |
| Obligations de sociétés et autres obligations             | 2 548            | 21  | –   | 2 097            | 19  | –   |
| Placements non traditionnels et autres                    | 2 633            | 22  | 8   | 2 372            | 21  | 11  |
|   | <b>11 896 \$</b> | <b>100 %</b>                                | <b>34 %</b>                                   | <b>11 351 \$</b> | <b>100 %</b>                                | <b>39 %</b>                                   |

(1) La répartition de l'actif est fondée sur les placements sous-jacents détenus directement et indirectement par l'entremise de fonds, ce qui cadre avec notre politique et nos stratégies en matière de placement.

(2) Si notre évaluation des prix cotés sur un marché actif était fondée sur des placements directs, 36 % du total de l'actif des régimes serait classé comme étant évalué selon les prix cotés sur un marché actif (45 % au 31 octobre 2014).

Nos régimes de retraite au Canada sont composés de titres de participation à 34 % (38 % au 31 octobre 2014) et nos régimes dans les autres pays, à 17 % (18 % au 31 octobre 2014). Nos régimes de retraite au Canada sont composés de titres d'emprunt à 44 % (41 % au 31 octobre 2014) et nos régimes dans les autres pays, à 57 % (58 % au 31 octobre 2014). Nos régimes de retraite au Canada sont composés de placements non traditionnels et d'autres placements à 22 % (21 % au 31 octobre 2014) et nos régimes dans les autres pays, à 26 % (24 % au 31 octobre 2014).

Au 31 octobre 2015, l'actif des régimes comprenait une tranche de 1 million (1 million au 31 octobre 2014) de nos actions ordinaires d'une juste valeur de 85 millions de dollars (107 millions au 31 octobre 2014) et une tranche de 71 millions (39 millions au 31 octobre 2014) de nos titres d'emprunt. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, les dividendes reçus relativement à nos actions ordinaires détenues dans l'actif des régimes se sont établis à 4 millions de dollars (4 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014).

### Profil des échéances

Le tableau suivant présente le profil des échéances de notre obligation au titre des régimes de retraite à prestations définies.

|   | Au              |             |          |
|---|-----------------|-------------|----------|
|   | 31 octobre 2015 |             |          |
|   | Canada          | Autres pays | Total    |
| (en millions de dollars canadiens, sauf pour le nombre de participants et les durées en années) |                 |             |          |
| Nombre de participants aux régimes  | 73 869          | 9 864       | 83 733   |
| Versements réels de prestations en 2015   | 447 \$          | 97 \$       | 544 \$   |
| Versements de prestations prévus en 2016  | 514             | 50          | 564      |
| Versements de prestations prévus en 2017  | 540             | 45          | 585      |
| Versements de prestations prévus en 2018  | 564             | 47          | 611      |
| Versements de prestations prévus en 2019  | 587             | 48          | 635      |
| Versements de prestations prévus en 2020  | 607             | 52          | 659      |
| Versements de prestations prévus de 2021 à 2025   | 3 312           | 313         | 3 625    |
| Durée moyenne pondérée des paiements de prestations définies                                    | 14,6 ans        | 18,0 ans    | 14,9 ans |

### Hypothèses importantes

Les méthodes auxquelles nous avons recours pour déterminer les hypothèses importantes utilisées dans le calcul de la charge au titre des prestations définies et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont décrites ci-après :

#### Taux d'actualisation

En ce qui a trait aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au Canada, à chaque date d'évaluation, tous les paiements de prestations futurs prévus sont actualisés selon les cours au comptant établis en fonction d'une courbe dérivée des rendements d'obligations de sociétés ayant une notation Aa. La courbe dérivée est basée sur des taux observés pour des obligations de société ayant une notation Aa et dont l'échéance est de moins de six ans et sur une courbe prévue des rendements de titres de société ayant une notation Aa fondée sur les écarts entre les obligations de sociétés ayant une notation Aa et les obligations des provinces ayant une notation Aa pour les titres dont l'échéance est de plus de six ans. En ce qui a trait aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi des autres pays, à chaque date d'évaluation, tous les paiements de prestations futurs prévus sont actualisés selon les cours au comptant établis en fonction d'une courbe des rendements d'obligations de sociétés ayant une notation Aa. Les cours au comptant au-delà de 30 ans sont réputés être équivalents au cours au comptant dans 30 ans. Le taux d'actualisation correspond au taux unique qui génère une valeur actualisée équivalente à celle calculée à partir de l'ensemble de la courbe d'actualisation. Cette méthode d'évaluation n'est pas fondée sur des hypothèses à l'égard des rendements du réinvestissement.

#### Taux de croissance de la rémunération future

Les hypothèses liées à la croissance de la rémunération future sont élaborées de façon distincte pour chaque régime, lorsque cela est pertinent, en fonction des hypothèses relatives à l'inflation des prix et des politiques de rémunération dans chacun des marchés, et conformément aux exigences locales prévues par la loi et à celles particulières aux régimes.

#### Taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé

Le calcul des coûts des soins de santé repose sur des hypothèses relatives aux tendances à long terme et à court terme, lesquelles sont fondées sur les tendances récentes des régimes et les attentes du marché.

|  | Au   |                 |                 |   |                 |                 |
|--|--|-----------------|-----------------|---|-----------------|-----------------|
|  | Régimes de retraite à prestations définies |                 |                 | Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi |                 |                 |
|  | 31 octobre 2015                            | 31 octobre 2014 | 31 octobre 2013 | 31 octobre 2015                                   | 31 octobre 2014 | 31 octobre 2013 |
| <b>Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour le calcul de l'obligation au titre des prestations</b> |  |                 |                 |   |                 |                 |
| Taux d'actualisation   | 4,30 %                                     | 4,10 %          | 4,60 %          | 4,40 %  | 4,20 %          | 4,70 %          |
| Taux de croissance de la rémunération future   | 3,30 %                                     | 3,30 %          | 3,30 %          | s.o.  | s.o.            | s.o.            |
| Taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé (1)  |  |                 |                 |   |                 |                 |
| – Soins médicaux   | s.o.                                       | s.o.            | s.o.            | 4,10 %  | 3,50 %          | 3,80 %          |
| – Soins dentaires  | s.o.                                       | s.o.            | s.o.            | 4,00 %  | 4,00 %          | 4,00 %          |

(1) En ce qui a trait aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, les taux tendanciels hypothétiques pour 2015 qui sont utilisés aux fins d'évaluation du coût prévu des avantages liés aux obligations au titre des prestations définies sont aussi les taux tendanciels finaux.

s.o. : sans objet

### Hypothèses relatives à la mortalité

Les hypothèses relatives à la mortalité sont un élément important de l'évaluation de nos obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies. Ces hypothèses ont été établies selon les statistiques propres à chaque pays. L'amélioration future de l'espérance de vie est prise en compte, s'il y a lieu. Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses relatives à la mortalité utilisées pour les principaux régimes.

| (en années) | Au   |       |        |       |  |       |        |       |
|-------------|--|-------|--------|-------|--|-------|--------|-------|
|             | 31 octobre 2015  |       |        |       | 31 octobre 2014  |       |        |       |
|             | Espérance de vie à 65 ans pour un membre actuellement âgé de |       |        |       | Espérance de vie à 65 ans pour un membre actuellement âgé de |       |        |       |
|             | 65 ans   |       | 45 ans |       | 65 ans   |       | 45 ans |       |
|             | Homme  | Femme | Homme  | Femme | Homme  | Femme | Homme  | Femme |
| <b>Pays</b> |  |       |        |       |  |       |        |       |
| Canada      | 23,1   | 23,6  | 24,1   | 24,5  | 23,0   | 23,5  | 24,0   | 24,5  |
| États-Unis  | 21,2   | 23,2  | 21,7   | 24,1  | 20,6   | 22,9  | 21,1   | 23,4  |
| Royaume-Uni | 24,0   | 25,9  | 26,0   | 28,2  | 23,9   | 25,2  | 26,1   | 27,6  |

### Analyse de sensibilité

Les hypothèses utilisées peuvent avoir une incidence importante sur les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. L'augmentation (la diminution) de l'obligation dans le tableau ci-dessous a été déterminée en présupposant que toutes les autres hypothèses demeuraient inchangées. En pratique, il est peu probable que cela arrive, car les changements de certaines hypothèses peuvent être corrélés. Le tableau ci-dessous présente une analyse de sensibilité des hypothèses clés pour 2015.

| (en millions de dollars canadiens)   | Régimes de retraite à prestations définies – Augmentation (diminution) de l'obligation | Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi – Augmentation (diminution) de l'obligation |
|--|--|---|
| <b>Taux d'actualisation</b>  |  |   |
| Incidence d'une augmentation de 50 p.b. du taux d'actualisation                                    | (839)\$  | (110)\$   |
| Incidence d'une diminution de 50 p.b. du taux d'actualisation                                      | 930  | 124   |
| <b>Taux de croissance de la rémunération future</b>  |  |   |
| Incidence d'une augmentation de 50 p.b. du taux de croissance de la rémunération future            | 57   | s.o.  |
| Incidence d'une diminution de 50 p.b. du taux de croissance de la rémunération future              | (57)   | s.o.  |
| <b>Taux de mortalité</b>   |  |   |
| Incidence d'une augmentation de l'espérance de vie d'une année supplémentaire                      | 275  | 29  |
| <b>Taux tendanciel en matière de coûts des soins de santé</b>                                      |  |   |
| Incidence d'une augmentation de 100 p.b. du taux tendanciel en matière de coûts des soins de santé | s.o.   | 101   |
| Incidence d'une diminution de 100 p.b. du taux tendanciel en matière de coûts des soins de santé   | s.o.   | (82)  |

s.o. : sans objet

### Note 18 Autres passifs

| (en millions de dollars canadiens)                               | Au               |                  |
|--|------------------|------------------|
|  | 31 octobre 2015  | 31 octobre 2014  |
| Garanties en espèces   | 15 249 \$        | 10 500 \$        |
| Créditeurs et charges à payer                                    | 999              | 2 386            |
| Paie et rémunération connexe                                     | 6 358            | 6 582            |
| Sommes à payer aux courtiers, aux contrepartistes et aux clients | 2 981            | 2 063            |
| Instruments négociables  | 2 309            | 2 416            |
| Intérêts courus à payer  | 1 679            | 1 748            |
| Revenu différé   | 2 028            | 1 937            |
| Impôt à payer  | 1 533            | 1 691            |
| Certificats au titre des métaux précieux                         | 420              | 572              |
| Dividendes à payer   | 1 194            | 1 127            |
| Passifs liés aux activités d'assurance                           | 735              | 617              |
| Impôt différé  | 201              | 204              |
| Provisions   | 512              | 500              |
| Autres   | 5 309            | 4 966            |
|  | <b>41 507 \$</b> | <b>37 309 \$</b> |

## Note 19 Débentures subordonnées

Les débentures sont des obligations non garanties dont le remboursement est subordonné aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Tous les rachats, toutes les annulations et tous les échanges de débentures subordonnées sont assujettis au consentement et à l'approbation du BSIF. Les montants ci-dessous comprennent l'incidence de la couverture de la juste valeur pour le risque de taux d'intérêt et sont présentés déduction faite de nos participations dans les titres qui n'ont pas été annulés et qui sont toujours en circulation.

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les montants libellés en devises) |  | Libellés en devises (en millions) | Au              |                 |
|---|--|-----------------------------------|-----------------|-----------------|
| Échéance  | Date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée | Taux d'intérêt                    | 31 octobre 2015 | 31 octobre 2014 |
| 14 novembre 2014 (1)  |  | 10,00 %                           | – \$            | 200 \$          |
| 4 novembre 2018   | 4 novembre 2013 (2)                                    | 5,45 % (3)                        | –               | –               |
| 15 juin 2020  | 15 juin 2015 (4)                                       | 4,35 % (5)                        | –               | 1 491           |
| 2 novembre 2020   | 2 novembre 2015 (6)                                    | 3,18 % (7)                        | 1 500           | 1 483           |
| 8 juin 2023   |  | 9,30 %                            | 110             | 110             |
| 17 juillet 2024 (8)   | 17 juillet 2019  | 3,04 % (9)                        | 1 014           | 1 002           |
| 6 décembre 2024   | 6 décembre 2019  | 2,99 % (10)                       | 2 061           | 1 992           |
| 4 juin 2025 (8)   | 4 juin 2020  | 2,48 % (11)                       | 1 004           | –               |
| 29 septembre 2026 (8)   | 29 septembre 2021                                      | 3,45 % (12)                       | 1 055           | 1 009           |
| 1 <sup>er</sup> novembre 2027   | 1 <sup>er</sup> novembre 2022                          | 4,75 %                            | 62              | 53              |
| 26 juin 2037  | 26 juin 2017   | 2,86 %                            | 112             | 106             |
| 1 <sup>er</sup> octobre 2083  | Toute date de paiement des intérêts                    | (13)                              | 224             | 224             |
| 29 juin 2085  | Toute date de paiement des intérêts                    | (14)                              | 227             | 196             |
| 18 juin 2103  | 18 juin 2009 (15)                                      | 5,95 % (16)                       | –               | –               |
|   |  |                                   | <b>7 369 \$</b> | <b>7 866 \$</b> |
| Coûts de financement différés   |  |                                   | (7)             | (7)             |
|   |  |                                   | <b>7 362 \$</b> | <b>7 859 \$</b> |

Les modalités des débentures sont les suivantes :

- (1) Toutes les débentures subordonnées à 10,00 % en circulation, d'un montant de 200 millions de dollars, sont arrivées à échéance le 14 novembre 2014.
- (2) Le 4 novembre 2013, toutes les débentures subordonnées en circulation, d'un montant de 1 milliard de dollars, ont été rachetées pour un prix équivalant à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.
- (3) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux des acceptations bancaires de 90 jours, majoré de 1,00 %.
- (4) Toutes les débentures subordonnées en circulation, d'un montant de 1,5 milliard de dollars, ont été rachetées le 15 juin 2015 pour un prix équivalant à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.
- (5) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux des acceptations bancaires de 90 jours, majoré de 1,41 %.
- (6) Le 2 novembre 2015, toutes les débentures subordonnées en circulation, d'un montant de 1,5 milliard de dollars, ont été rachetées pour un prix équivalant à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.
- (7) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux des acceptations bancaires de 90 jours, majoré de 1,21 %.
- (8) Les billets sont assortis de clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de capital réglementaire de deuxième catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de l'instrument en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, chaque billet peut être converti en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique dont le multiplicateur est 1,5, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires selon le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions émises est déterminé en divisant la valeur nominale du billet (y compris les intérêts courus et impayés sur ce billet) par le prix de conversion, puis en appliquant le multiplicateur.
- (9) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux des acceptations bancaires de 90 jours, majoré de 1,08 %.
- (10) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux des acceptations bancaires de 90 jours, majoré de 1,10 %.
- (11) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux des acceptations bancaires de 90 jours, majoré de 1,10 %.
- (12) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux des acceptations bancaires de 90 jours, majoré de 1,12 %.
- (13) Portent intérêt au taux des acceptations bancaires de 30 jours, majoré de 40 points de base.
- (14) Portent intérêt au taux LIMEAN de trois mois en dollars américains majoré de 25 points de base. En cas de réduction du dividende annuel que nous déclarons sur nos actions ordinaires, les intérêts à payer sur les débentures sont réduits au prorata de la réduction du dividende, et le montant de la réduction des intérêts est payable à même le produit de la vente d'actions ordinaires nouvellement émises.
- (15) Le 18 juin 2014, toutes les débentures subordonnées en circulation, d'un montant de 600 millions de dollars, ont été rachetées pour un prix équivalant à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.
- (16) Portent intérêt au taux d'intérêt stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, tous les cinq ans par la suite, au taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans majoré de 1,72 %.

### Tableau des échéances

L'ensemble des échéances des débentures subordonnées, selon les dates d'échéance prévues dans les modalités d'émission, s'établissent comme suit :

| (en millions de dollars canadiens) | 31 octobre 2015 |
|------------------------------------|-----------------|
| De 5 à 10 ans                      | 5 689 \$        |
| Par la suite                       | 1 680           |
|                                    | <b>7 369 \$</b> |

Nous avons émis des instruments de capital novateurs, soit des titres de fiducie de capital RBC (RBC TruCS), par l'intermédiaire de deux entités structurées, c'est-à-dire la Fiducie de capital RBC (Fiducie) et la Fiducie de capital RBC II (Fiducie II). La Fiducie II a été liquidée en 2014, à la suite du rachat des titres RBC TruCS de série 2013 le 31 décembre 2013.

La Fiducie a émis des titres RBC TruCS sans droit de vote de séries 2010, 2011, 2015 et 2008-1 (titres RBC TruCS de séries 2010, 2011, 2015 et 2008-1). Les titres RBC TruCS de séries 2010 et 2011 ont été rachetés en 2010 et en 2011, respectivement.

Les titres RBC TruCS de séries 2015 et 2008-1 ne confèrent aucun droit de conversion ou de rachat aux détenteurs. Par conséquent, à la consolidation de la Fiducie, les titres RBC TruCS de séries 2015 et 2008-1 sont classés à titre de participation ne donnant pas le contrôle. Les détenteurs de titres RBC TruCS de séries 2015 et 2008-1 peuvent recevoir des distributions fixes semestrielles en espèces non cumulatives jusqu'au 31 décembre 2015 et au 30 juin 2018, respectivement, ainsi que des distributions en espèces selon des taux variables par la suite.

Aucune distribution ne sera payée par la Fiducie à l'égard des titres RBC TruCS si nous sommes dans l'impossibilité de déclarer des dividendes réguliers sur i) nos actions privilégiées ou sur ii) nos actions ordinaires si aucune action privilégiée n'est alors en circulation. Le cas échéant, nous recevons, à titre de détenteur des participations restantes dans la Fiducie, la distribution des fonds nets distribuables de la Fiducie. Advenant le cas où la Fiducie ne verserait pas les distributions semestrielles en entier, nous ne déclarerons aucune forme de dividende sur nos actions privilégiées ou nos actions ordinaires pour une période donnée.

Le tableau ci-dessous présente les principales modalités et conditions des titres RBC TruCS.

### Principales modalités des titres de fiducie de capital RBC

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)          | Date d'émission | Dates de distribution | Rendement annuel | Date de rachat la plus rapprochée |                     | Date de conversion |                    | Au |  |
|--|-----------------|-----------------------|------------------|-----------------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|----|--|
|  |                 |                       |                  | Au gré de l'émetteur              | Au gré du détenteur | 31 octobre 2015    | 31 octobre 2014    |    |  |
|  |                 |                       |                  |                                   |                     | Montant en capital | Montant en capital |    |  |
| <b>Fiducie de capital RBC</b> (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7)    |                 |                       |                  |                                   |                     |                    |                    |    |  |
| Titres inclus dans les participations ne donnant pas le contrôle   |                 |                       |                  |                                   |                     |                    |                    |    |  |
| 1 200 000 titres de fiducie de capital de série 2015               | 28 octobre 2005 | 30 juin, 31 décembre  | 4,87 % (8)       | 31 décembre 2010                  | s.o.                | 1 200 \$           | 1 200 \$           |    |  |
| 500 000 titres de fiducie de capital de série 2008-1               | 28 avril 2008   | 30 juin, 31 décembre  | 6,82 % (8)       | 30 juin 2013                      | s.o.                | 500                | 500                |    |  |
| <b>Fiducie de capital RBC II</b> (2), (3), (4), (5), (6), (7), (9) |                 |                       |                  |                                   |                     |                    |                    |    |  |
| Titres inclus dans les dépôts                                      |                 |                       |                  |                                   |                     |                    |                    |    |  |
| 900 000 titres de fiducie de capital de série 2013 (10)            | 23 juillet 2003 | 30 juin, 31 décembre  | 5,812 %          | 31 décembre 2008                  | En tout temps       | – \$               | – \$               |    |  |

Les principales modalités et conditions à l'égard des titres RBC TruCS sont les suivantes :

- (1) Sous réserve de l'approbation du BSIF, la Fiducie peut racheter les titres RBC TruCS de séries 2008-1 et 2015 sans le consentement des détenteurs de ces titres, dans leur totalité (mais non en partie), à la date de rachat la plus rapprochée indiquée ci-dessus ou à toute date de distribution subséquente.
- (2) Sous réserve de l'approbation du BSIF, advenant le cas où un événement spécial déterminé surviendrait, les fiduciaires peuvent racheter les titres RBC TruCS de séries 2008-1, 2013 ou 2015 sans le consentement des détenteurs de ces titres, dans leur totalité (mais non en partie), avant la date de rachat la plus rapprochée indiquée ci-dessus.
- (3) Prix de rachat pour l'émetteur : les titres RBC TruCS de série 2008-1 peuvent être rachetés contre l'équivalent en espèces i) du prix de rachat anticipé si le rachat a lieu avant le 30 juin 2018, ou ii) du prix de rachat si le rachat a lieu à compter du 30 juin 2018. Les titres RBC TruCS de séries 2013 et 2015 peuvent être rachetés contre l'équivalent en espèces i) du prix de rachat anticipé si le rachat a lieu avant les 31 décembre 2013 et 2015, respectivement, ou ii) du prix de rachat si le rachat a lieu à compter des 31 décembre 2013 et 2015, respectivement. Le prix de rachat correspond à un montant de 1 000 \$ plus les distributions impayées jusqu'à la date de rachat. Le prix de rachat anticipé correspond à un montant égal au plus élevé i) du prix de rachat et ii) du prix calculé pour obtenir un rendement annuel égal au rendement d'une obligation du gouvernement du Canada émise à la date de rachat et échéant le 30 juin 2018, majoré de 77 points de base pour la série RBC TruCS 2008-1 et échéant les 31 décembre 2013 et 2015, majoré de 23 points de base et de 19,5 points de base pour les séries RBC TruCS 2013 et 2015, respectivement.
- (4) Échange automatique : sans le consentement des détenteurs, tous les titres RBC TruCS de séries 2008-1, 2013 et 2015 seront automatiquement échangés contre 40 actions privilégiées de premier rang rachetables à dividende non cumulatif de séries AI, T et Z de la Banque, respectivement, advenant le cas où l'un des événements suivants surviendrait : i) les procédures visant la liquidation de la Banque sont amorcées; ii) le BSIF prend le contrôle de la Banque; iii) les ratios du capital de première catégorie affichés par la Banque sont de moins de 5 % et les ratios de capital total sont de moins de 8 % ou iv) le BSIF demande à la Banque d'augmenter son capital ou de fournir des liquidités supplémentaires, et la Banque choisit d'effectuer l'échange automatique ou ne réussit pas à se conformer à cette demande. Les actions privilégiées de premier rang de séries AI, T et Z donnent droit à des dividendes non cumulatifs payables semestriellement en espèces. Les actions privilégiées de premier rang de série T peuvent être converties au gré du détenteur en actions ordinaires d'un nombre variable.
- (5) De temps à autre, nous achetons certains instruments de capital novateurs que nous conservons temporairement. Au 31 octobre 2015, nous détenions des titres RBC TruCS 2015 d'un montant négligeable (9 millions de dollars au 31 octobre 2014) et des titres RBC TruCS de série 2008-1 d'une valeur de 6 millions (3 millions au 31 octobre 2014) sous forme de titres propres, lesquels ont été déduits du capital réglementaire.
- (6) Capital réglementaire : Conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF, avec prise d'effet en janvier 2013, les RBC TruCS ne sont plus admissibles à titre de capital de première catégorie supplémentaire, car ils ne respectent pas les exigences relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité. Par conséquent, les RBC TruCS en circulation sont retirés progressivement du capital réglementaire, conformément aux lignes directrices du BSIF.
- (7) Droit d'échange des détenteurs : les détenteurs des titres RBC TruCS de série 2013 peuvent en tout temps échanger, en totalité ou en partie, leurs titres RBC TruCS de série 2013 contre 40 actions privilégiées de premier rang rachetables à dividende non cumulatif de série U pour chaque titre détenu. Les actions privilégiées de premier rang de série U donnent droit à des dividendes non cumulatifs payables semestriellement en espèces lorsque notre Conseil d'administration en déclare et peuvent être converties au gré du détenteur en actions ordinaires d'un nombre variable. Les titres RBC TruCS de séries 2008-1 et 2015 ne confèrent pas de tels droits aux détenteurs.
- (8) Les distributions non cumulatives en espèces à l'égard des titres RBC TruCS de série 2015 seront payées semestriellement au taux de 4,87 % jusqu'au 31 décembre 2015 et au taux correspondant à la moitié du taux des acceptations bancaires de 180 jours majoré de 1,5 % par la suite. Les distributions non cumulatives en espèces à l'égard des titres RBC TruCS de série 2008-1 seront payées semestriellement au taux de 6,82 % jusqu'au 30 juin 2018 et par la suite au taux correspondant à la moitié du taux des acceptations bancaires de 180 jours, majoré de 3,5 %.
- (9) Sous réserve de l'approbation du BSIF, la Fiducie II peut racheter tous les titres RBC TruCS de série 2013 en circulation sans le consentement des détenteurs de ces titres, en totalité ou en partie, à la date de rachat indiquée ci-dessus ou à toute date de distribution subséquente.
- (10) Le 31 décembre 2013, la Fiducie II a racheté la totalité des RBC TruCS de série 2013, d'un montant en capital de 900 millions de dollars, contre un montant en espèces équivalent à un prix de rachat de 1 000 \$ par part.

s.o. : sans objet



**Capital social**

*Capital social autorisé*

Actions privilégiées – Un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang et d'actions privilégiées de second rang sans valeur nominale, pouvant être émises en série; la contrepartie globale de la totalité des actions privilégiées de premier et de second rang pouvant être émises ne peut excéder 20 milliards de dollars et 5 milliards, respectivement.

Actions ordinaires – Un nombre illimité d'actions sans valeur nominale peut être émis.

*Capital social en circulation*

Le tableau suivant présente en détail nos actions ordinaires et privilégiées en circulation.

| (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les dividendes par action) | Au                              |           |                                |                                |           |                                |
|---|---------------------------------|-----------|--------------------------------|--------------------------------|-----------|--------------------------------|
|   | 31 octobre 2015                 |           |                                | 31 octobre 2014                |           |                                |
|   | Nombres d'actions (en milliers) | Montant   | Dividendes déclarés par action | Nombre d'actions (en milliers) | Montant   | Dividendes déclarés par action |
| <b>Actions privilégiées</b>   |                                 |           |                                |                                |           |                                |
| <b>Actions privilégiées de premier rang (1)</b>   |                                 |           |                                |                                |           |                                |
| À taux fixe et à dividende non cumulatif  |                                 |           |                                |                                |           |                                |
| Série W   | 12 000                          | 300 \$    | 1,23 \$                        | 12 000                         | 300 \$    | 1,23 \$                        |
| Série AA  | 12 000                          | 300       | 1,11                           | 12 000                         | 300       | 1,11                           |
| Série AB  | 12 000                          | 300       | 1,18                           | 12 000                         | 300       | 1,18                           |
| Série AC  | 8 000                           | 200       | 1,15                           | 8 000                          | 200       | 1,15                           |
| Série AD  | 10 000                          | 250       | 1,13                           | 10 000                         | 250       | 1,13                           |
| Série AE  | 10 000                          | 250       | 1,13                           | 10 000                         | 250       | 1,13                           |
| Série AF  | 8 000                           | 200       | 1,11                           | 8 000                          | 200       | 1,11                           |
| Série AG  | 10 000                          | 250       | 1,13                           | 10 000                         | 250       | 1,13                           |
| Série BH  | 6 000                           | 150       | 0,58                           | –                              | –         | –                              |
| Série BI  | 6 000                           | 150       | 0,42                           | –                              | –         | –                              |
| Série BJ  | 6 000                           | 150       | –                              | –                              | –         | –                              |
| À taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif                             |                                 |           |                                |                                |           |                                |
| Série AJ (2)  | 13 579                          | 339       | 0,88                           | 13 579                         | 339       | 0,97                           |
| Série AL  | 12 000                          | 300       | 1,07                           | 12 000                         | 300       | 1,15                           |
| Série AN (3)  | –                               | –         | –                              | –                              | –         | 0,39                           |
| Série AP (3)  | –                               | –         | –                              | –                              | –         | 0,39                           |
| Série AR (3)  | –                               | –         | –                              | –                              | –         | 0,39                           |
| Série AT (4)  | –                               | –         | –                              | –                              | –         | 1,17                           |
| Série AV (4)  | –                               | –         | –                              | –                              | –         | 1,17                           |
| Série AX (5)  | –                               | –         | –                              | 13 000                         | 325       | 1,53                           |
| Série AZ  | 20 000                          | 500       | 1,00                           | 20 000                         | 500       | 0,50                           |
| Série BB  | 20 000                          | 500       | 0,98                           | 20 000                         | 500       | 0,46                           |
| Série BD  | 24 000                          | 600       | 0,73                           | –                              | –         | –                              |
| Série BF  | 12 000                          | 300       | 0,63                           | –                              | –         | –                              |
| À taux variable et à dividende non cumulatif  |                                 |           |                                |                                |           |                                |
| Série AK (2)  | 2 421                           | 61        | 0,67                           | 2 421                          | 61        | 0,53                           |
|   |                                 | 5 100 \$  |                                |                                | 4 075 \$  |                                |
| <b>Actions ordinaires</b>   |                                 |           |                                |                                |           |                                |
| Solde au début de l'exercice  | 1 442 233                       | 14 511 \$ |                                | 1 441 056                      | 14 377 \$ |                                |
| Émises en vertu du régime d'options sur actions (6)                                       | 1 190                           | 62        |                                | 2 723                          | 150       |                                |
| Rachetées aux fins d'annulation (7)   | –                               | –         |                                | (1 546)                        | (16)      |                                |
| Solde à la fin de l'exercice  | 1 443 423                       | 14 573 \$ | 3,08 \$                        | 1 442 233                      | 14 511 \$ | 2,84 \$                        |
| <b>Actions propres – actions privilégiées</b>   |                                 |           |                                |                                |           |                                |
| Solde au début de l'exercice  | 1                               | – \$      |                                | 47                             | 1 \$      |                                |
| Ventes  | 4 736                           | 117       |                                | 4 919                          | 124       |                                |
| Achats  | (4 800)                         | (119)     |                                | (4 965)                        | (125)     |                                |
| Solde à la fin de l'exercice  | (63)                            | (2) \$    |                                | 1                              | – \$      |                                |
| <b>Actions propres – actions ordinaires</b>   |                                 |           |                                |                                |           |                                |
| Solde au début de l'exercice  | 892                             | 71 \$     |                                | 666                            | 41 \$     |                                |
| Ventes  | 78 852                          | 6 098     |                                | 70 684                         | 5 333     |                                |
| Achats  | (79 212)                        | (6 131)   |                                | (70 458)                       | (5 303)   |                                |
| Solde à la fin de l'exercice  | 532                             | 38 \$     |                                | 892                            | 71 \$     |                                |

(1) Des séries d'actions privilégiées de premier rang ont été émises au prix de 25 \$ par action.

(2) Le 24 février 2014, nous avons émis 2,4 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série AK, d'un montant total de 61 millions de dollars dans le cadre d'une option au gré du détenteur permettant la conversion à raison de une pour une de certaines de nos actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AJ.

(3) Le 24 février 2014, nous avons racheté la totalité des actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AN (9 millions d'actions), série AP (11 millions d'actions) et série AR (14 millions d'actions) émises et en circulation contre un montant en espèces, à un prix de rachat de 25 \$ par action.

(4) Le 24 août 2014, nous avons racheté la totalité des actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AT (11 millions d'actions) et série AV (16 millions d'actions) émises et en circulation contre un montant en espèces, à un prix de rachat de 25 \$ par action.

(5) Le 24 novembre 2014, nous avons racheté la totalité des 13 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AX émises et en circulation contre un montant en espèces, à un prix de rachat de 25 \$ par action.

(6) Comprend les ajustements de la juste valeur des options sur actions de 7 millions de dollars (16 millions en 2014).

(7) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, nous n'avons acheté aucune action ordinaire aux fins d'annulation. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, nous avons acheté aux fins d'annulation des actions ordinaires à un coût moyen de 72,64 \$ par action. La valeur comptable s'élevait à 10,03 \$ par action.

## Principales modalités des actions privilégiées

| Au 31 octobre 2015  | Rendement annuel pour la période initiale | Prime  | Dividende par action de la période considérée (1) | Date de rachat la plus rapprochée (2) | Date d'émission               | Prix de rachat (2), (3) |
|---|---|--------|---|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------------|
| <b>Actions privilégiées</b>                                       |   |        |   |                                       |                               |                         |
| <b>Actions privilégiées de premier rang</b>                       |   |        |   |                                       |                               |                         |
| À taux fixe et à dividende non cumulatif                          |   |        |   |                                       |                               |                         |
| Série W (4)   | 4,90 %                                    |        | 0,306250 \$                                       | 24 février 2010                       | 31 janvier 2005               | 25,00 \$                |
| Série AA  | 4,45 %                                    |        | 0,278125  | 24 mai 2011                           | 4 avril 2006                  | 25,00                   |
| Série AB  | 4,70 %                                    |        | 0,293750  | 24 août 2011                          | 20 juillet 2006               | 25,00                   |
| Série AC  | 4,60 %                                    |        | 0,287500  | 24 novembre 2011                      | 1 <sup>er</sup> novembre 2006 | 25,25                   |
| Série AD  | 4,50 %                                    |        | 0,281250  | 24 février 2012                       | 13 décembre 2006              | 25,25                   |
| Série AE  | 4,50 %                                    |        | 0,281250  | 24 février 2012                       | 19 janvier 2007               | 25,25                   |
| Série AF  | 4,45 %                                    |        | 0,278125  | 24 mai 2012                           | 14 mars 2007                  | 25,25                   |
| Série AG  | 4,50 %                                    |        | 0,281250  | 24 mai 2012                           | 26 avril 2007                 | 25,25                   |
| Série BH (5)  | 4,90 %                                    |        | 0,577260  | 24 novembre 2020                      | 5 juin 2015                   | 26,00                   |
| Série BI (5)  | 4,90 %                                    |        | 0,419520  | 24 novembre 2020                      | 22 juillet 2015               | 26,00                   |
| Série BJ (5)  | 5,25 %                                    |        | –   | 24 février 2021                       | 2 octobre 2015                | 26,00                   |
| À taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif (6) |   |        |   |                                       |                               |                         |
| Série AJ  | 5,00 %                                    | 1,93 % | 0,220000  | 24 février 2014                       | 16 septembre 2008             | 25,00                   |
| Série AL  | 5,60 %                                    | 2,67 % | 0,266250  | 24 février 2014                       | 3 novembre 2008               | 25,00                   |
| Série AZ (5)  | 4,00 %                                    | 2,21 % | 0,250000  | 24 mai 2019                           | 30 janvier 2014               | 25,00                   |
| Série BB (5)  | 3,90 %                                    | 2,26 % | 0,243750  | 24 août 2019                          | 3 juin 2014                   | 25,00                   |
| Série BD (5)  | 3,60 %                                    | 2,74 % | 0,225000  | 24 mai 2020                           | 30 janvier 2015               | 25,00                   |
| Série BF (5)  | 3,60 %                                    | 2,62 % | 0,225000  | 24 novembre 2020                      | 13 mars 2015                  | 25,00                   |
| À taux variable et à dividende non cumulatif                      |   |        |   |                                       |                               |                         |
| Série AK (7)  |   | 1,93 % | 0,156463  | 24 février 2019                       | 24 février 2014               | 25,00                   |

- (1) Des dividendes non cumulatifs sur les actions privilégiées de chacune des séries sont payables trimestriellement, selon les modalités et les dates déterminées par le Conseil d'administration, le 24 de chaque mois de février, mai, août et novembre ou aux environs de ces dates.
- (2) Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les Banques* (Canada), nous pouvons, à compter des dates précisées ci-dessus, racheter les actions privilégiées de premier rang. Dans le cas des actions de séries AJ, AL, AZ, BB, BD, BF et AK, elles peuvent être rachetées en espèces à un prix de 25 \$ par action si les actions sont rachetées à la date de rachat la plus rapprochée et à la même date tous les cinq ans par la suite. Dans le cas des actions de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, BH, BI et BJ, elles peuvent être rachetées en espèces, à un prix de 26 \$ par action si les actions sont rachetées au cours de la période de 12 mois commençant à la date de rachat la plus rapprochée, diminué de 0,25 \$ pour chaque période de 12 mois subséquente jusqu'à atteindre le prix par action de 25 \$ si les actions sont rachetées quatre ans après la date de rachat la plus rapprochée ou par la suite.
- (3) Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les Banques* (Canada), nous pouvons racheter aux fins d'annulation des actions privilégiées de premier rang de chacune des séries, au prix ou aux prix les plus bas auxquels, selon le Conseil d'administration, ces actions peuvent être obtenues.
- (4) Sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, nous pouvons, à compter du 24 février 2010, convertir les actions privilégiées de premier rang de série W en actions ordinaires. Les actions privilégiées de premier rang de série W peuvent être converties en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat en vigueur par le plus élevé des montants suivants : 2,50 \$ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à la date de l'opération.
- (5) Les actions privilégiées sont assorties de clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de l'instrument en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, chaque action privilégiée peut être convertie en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires selon le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions émises est déterminé en divisant la valeur d'une action privilégiée (25,00 \$ plus les dividendes déclarés et non versés) par le prix de conversion.
- (6) Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, plus la prime indiquée. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable à dividende non cumulatif, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus la prime indiquée.
- (7) Le taux de dividende équivaut au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus la prime indiquée. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AJ, sous certaines conditions, le 24 février 2019 et tous les cinq ans par la suite.

### Restrictions relatives au paiement des dividendes

La *Loi sur les Banques* (Canada) nous interdit de déclarer des dividendes sur nos actions privilégiées ou ordinaires si, ce faisant, nous contrevenons, ou contreviendrions, aux règles relatives à la suffisance du capital et aux liquidités ou à toute autre directive de réglementation publiée en vertu de la Loi. En outre, nous ne pouvons en aucun cas verser des dividendes sur nos actions ordinaires tant que l'ensemble des dividendes sur nos actions privilégiées n'ont pas été déclarés et versés, ou réservés aux fins du versement. Nous avons convenu que s'il advenait que la Fiducie ne soit pas en mesure de verser la totalité des distributions requises sur les titres de fiducie de capital, nous ne verserions aucun dividende de quelque nature que ce soit sur nos actions privilégiées et ordinaires. Se reporter à la note 20.

Actuellement, ces restrictions ne limitent pas le versement de dividendes sur nos actions privilégiées et ordinaires.

### Régime de réinvestissement de dividendes

Notre régime de réinvestissement de dividendes (régime) offre aux actionnaires ordinaires et privilégiés la possibilité de recevoir des actions ordinaires additionnelles plutôt que des dividendes en espèces. Le régime n'est offert qu'aux actionnaires résidant au Canada ou aux États-Unis. Les exigences de notre régime sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours de 2015 et de 2014, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.

## Note 21 Capitaux propres (suite)

### Actions disponibles pour émission future

Au 31 octobre 2015, 43,3 millions d'actions ordinaires étaient disponibles pour émission future dans le cadre de notre régime de réinvestissement de dividendes et de l'exercice potentiel d'options sur actions en cours. En outre, nous pourrions émettre un maximum de 38,9 millions d'actions propres ordinaires en vertu du Régime général d'épargne et d'achat de titres de la Banque, approuvé par les actionnaires le 26 février 2009.

### Participations ne donnant pas le contrôle

| (en millions de dollars canadiens)   | Au              |                 |
|--------------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                      | 31 octobre 2015 | 31 octobre 2014 |
| Titres de fiducie de capital RBC (1) |                 |                 |
| Série 2015                           | 1 219 \$        | 1 211 \$        |
| Série 2008-1                         | 505             | 508             |
| Autres                               | 74              | 94              |
|                                      | <b>1 798 \$</b> | <b>1 813 \$</b> |

(1) Au 31 octobre 2015, les titres RBC TruCS de série 2015 comprenaient des intérêts courus d'un montant de 20 millions de dollars (20 millions au 31 octobre 2014), déduction faite des titres propres d'une valeur négligeable (9 millions au 31 octobre 2014). Les titres de série 2008-1 comprenaient des intérêts courus d'un montant de 11 millions de dollars (11 millions au 31 octobre 2014), déduction faite des titres propres de 6 millions (3 millions au 31 octobre 2014).

## Note 22 Rémunération fondée sur des actions

### Régimes d'options sur actions

Nous offrons des régimes d'options sur actions à certains employés clés. En vertu de ces régimes, des options sont périodiquement octroyées pour acquérir des actions ordinaires. Le prix d'exercice de chaque option octroyée correspond au cours moyen pondéré en fonction du volume d'un lot régulier (100 actions) de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto : i) le jour précédant le jour de l'octroi ou ii) pour les cinq jours de Bourse précédant immédiatement le jour de l'octroi, selon le plus élevé des deux montants. Les droits des options sont acquis sur une période de quatre ans pour les employés et les options peuvent être exercées pour une période n'excédant pas dix ans à partir de la date d'octroi.

La charge de rémunération comptabilisée pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 à l'égard des régimes d'options sur actions s'est établie à 6 millions de dollars (7 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; 7 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013). Au 31 octobre 2015, la charge de rémunération liée aux options dont les droits n'étaient pas acquis s'élevait à 3 millions de dollars (4 millions au 31 octobre 2014; 5 millions au 31 octobre 2013) et devait être amortie sur une période moyenne pondérée de 1,8 an (1,4 an au 31 octobre 2014; 1,1 an au 31 octobre 2013).

Une analyse de la fluctuation du nombre d'options et de la moyenne pondérée du prix d'exercice est présentée ci-après :

### Sommaire des activités visant les options sur actions ainsi que des données qui s'y rapportent

| (en dollars canadiens par option, sauf le nombre d'options)  | 31 octobre 2015                |                                     | 31 octobre 2014                |                                     | 31 octobre 2013                |                                     |
|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|
|  | Nombre d'options (en milliers) | Moyenne pondérée du prix d'exercice | Nombre d'options (en milliers) | Moyenne pondérée du prix d'exercice | Nombre d'options (en milliers) | Moyenne pondérée du prix d'exercice |
| En cours au début de l'exercice                              | 8 579                          | 52,36 \$                            | 10 604                         | 50,39 \$                            | 12 304                         | 48,12 \$                            |
| Octroyées  | 803                            | 78,59                               | 705                            | 69,17                               | 906                            | 58,65                               |
| Exercées (1), (2)  | (1 190)                        | 46,44                               | (2 723)                        | 49,03                               | (2 528)                        | 42,22                               |
| Ayant fait l'objet d'une renonciation au cours de l'exercice | (10)                           | 70,25                               | (7)                            | 52,92                               | (78)                           | 53,27                               |
| En cours à la fin de l'exercice                              | <b>8 182</b>                   | <b>55,78 \$</b>                     | 8 579                          | 52,36 \$                            | 10 604                         | 50,39 \$                            |
| Pouvant être exercées à la fin de l'exercice                 | 5 231                          | 50,75 \$                            | 4 987                          | 49,60 \$                            | 5 711                          | 47,80 \$                            |
| Pouvant être octroyées                                       | <b>10 649</b>                  |                                     | 11 443                         |                                     | 12 140                         |                                     |

(1) Le montant des espèces reçu par suite de l'exercice d'options au cours de l'exercice s'est élevé à 55 millions de dollars (133 millions au 107 millions au 31 octobre 2013), et le prix d'exercice moyen pondéré à la date d'exercice s'est établi à 76,87 \$ (74,27 \$ au 31 octobre 2014; 63,17 \$ au 31 octobre 2013).

(2) De nouvelles actions ont été émises pour toutes les options sur actions exercées en 2015, en 2014 et en 2013. Se reporter à la note 21.

### Options en cours au 31 octobre 2015, en fonction des fourchettes de prix d'exercice :

| (en dollars canadiens par option, sauf le nombre d'options) | Options en cours               |   |  | Options pouvant être exercées  |   |
|---|--------------------------------|---|--|--------------------------------|---|
|   | Nombre d'options (en milliers) | Moyenne pondérée du prix d'exercice (1) | Durée de vie contractuelle restante moyenne pondérée (en années) | Nombre d'options (en milliers) | Moyenne pondérée du prix d'exercice (1) |
| De 35,37 \$ à 48,93 \$                                      | 1 799                          | 43,11 \$                                | 4,78   | 1 236                          | 40,46 \$                                |
| De 50,55 \$ à 52,94 \$                                      | 1 908                          | 52,67                                   | 3,87   | 1 908                          | 52,67                                   |
| De 54,99 \$ à 57,90 \$                                      | 2 087                          | 55,09                                   | 3,40   | 2 087                          | 55,09                                   |
| De 58,65 \$ à 78,59 \$                                      | 2 388                          | 68,41                                   | 8,08   | –                              | –                                       |
|   | <b>8 182</b>                   | <b>55,78 \$</b>                         | <b>5,18</b>  | <b>5 231</b>                   | <b>50,75 \$</b>                         |

(1) Les prix d'exercice moyens pondérés ont été révisés de façon à refléter la conversion d'options libellées en devises au taux de change en vigueur au 31 octobre 2015.

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015 a été estimée à 6,75 \$ (7,19 \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; 5,33 \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013). Cette estimation a été déterminée au moyen du modèle de Black et Scholes à la date de l'octroi, en tenant compte des modalités particulières en vertu desquelles les options sont octroyées, notamment la période d'acquisition des droits, la volatilité prévue du cours de l'action estimée en fonction de la volatilité moyenne historique du cours de l'action et de la volatilité implicite des options négociées sur nos actions ordinaires assorties d'une échéance semblable à celle des options offertes aux employés. Les hypothèses suivantes ont été utilisées aux fins de la détermination de la juste valeur des options octroyées :

#### Hypothèses moyennes pondérées

| (en dollars canadiens par action, sauf les pourcentages) | Pour les exercices clos |                       |                       |
|--|-------------------------|-----------------------|-----------------------|
|  | le 31 octobre<br>2015   | le 31 octobre<br>2014 | le 31 octobre<br>2013 |
| Cours de l'action à la date de l'octroi                  | 77,58 \$                | 68,75 \$              | 58,65 \$              |
| Taux d'intérêt sans risque                               | 1,40 %                  | 1,95 %                | 1,38 %                |
| Rendement prévu des actions                              | 3,76 %                  | 3,94 %                | 4,19 %                |
| Volatilité prévue du cours des actions                   | 17 %                    | 18 %                  | 18 %                  |
| Durée de vie prévue des options                          | 6 ans                   | 6 ans                 | 6 ans                 |

#### Régimes d'épargne et d'actionariat des employés

Nous offrons à plusieurs employés l'occasion de détenir nos actions ordinaires au moyen de régimes d'épargne et d'actionariat. En vertu de ces régimes, les employés peuvent généralement verser des cotisations variant entre 1 % et 10 % de leur salaire annuel ou sur la base de prestations pour les employés touchant des commissions. Pour chaque cotisation se situant dans une fourchette de 1 % à 6 %, nous constituerons un montant équivalant à 50 % de la cotisation de l'employé dans nos actions ordinaires. Pour le régime d'épargne RBC DVM, notre cotisation annuelle maximale s'établit à 4 500 \$ par employé. Pour le régime d'intéressement RBC RU, notre cotisation annuelle maximale est fixée à 1 500 £ par employé. En vertu de ces régimes, nous avons versé 88 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015 (85 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; 77 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013) pour l'acquisition de nos actions ordinaires. Au 31 octobre 2015, un total de 37 millions d'actions ordinaires étaient détenues en vertu de ces régimes (38 millions d'actions ordinaires au 31 octobre 2014; 38 millions d'actions ordinaires au 31 octobre 2013).

#### Régimes d'unités d'actions différées et autres régimes

Nous offrons des régimes d'unités d'actions différées aux dirigeants, aux administrateurs qui ne sont pas nos employés et à certains employés clés. En vertu de ces régimes, les dirigeants ou les administrateurs peuvent choisir de recevoir la totalité ou un pourcentage de leur prime de rendement annuelle variable à court terme ou de leurs jetons de présence sous forme d'unités d'actions différées. Le choix de participer au régime doit être fait avant le début de l'exercice. Les unités d'actions différées génèrent des dividendes sous forme d'unités d'actions additionnelles au taux des dividendes sur des actions ordinaires. Le participant ne peut convertir ces unités d'actions qu'au moment de prendre sa retraite, en cas d'une invalidité permanente ou lorsqu'il quitte son poste. La valeur en espèces des unités d'actions différées équivaut à la valeur de marché des actions ordinaires à la date de conversion.

Nous avons un régime de primes différées pour certains employés clés du secteur Marchés des Capitaux. La prime différée est investie en unités d'actions de RBC et un pourcentage précis des droits est acquis chaque année, à la date anniversaire de l'attribution, sur une période de trois ans. Le montant de chaque tranche de droits acquis est payé en espèces et est fondé sur le nombre initial d'unités d'actions de RBC plus les dividendes cumulés, évalués au moyen du cours de clôture moyen des actions ordinaires de RBC pour les cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date d'acquisition des droits.

Nous offrons à certains employés clés des régimes d'attribution d'actions différées en fonction du rendement; les droits rattachés à ces actions s'acquiescent après trois ans. Lorsque les droits sont acquis, l'attribution est payée en espèces et est fondée sur le nombre initial d'unités d'actions de RBC attribuées plus les dividendes cumulés, évalués au moyen du cours de clôture moyen des actions ordinaires de RBC pour les cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date d'acquisition des droits. Aux termes de certains régimes, une partie des attributions peut être augmentée ou diminuée d'au plus 25 %, selon le rendement total pour les actionnaires que nous avons obtenu par rapport à celui d'un ensemble défini d'institutions financières mondiales homologues. Nous offrons antérieurement une rémunération différée à certains employés sous forme d'actions ordinaires, lesquelles étaient détenues en fiducie et accumulaient des dividendes pendant la période d'acquisition des droits de trois ans.

Nous maintenons un régime de rémunération différée non admissible pour des employés clés aux États-Unis conformément à une entente appelée le régime d'accumulation de patrimoine américain de RBC. Ce régime permet aux employés admissibles de différer une partie de leur revenu annuel et de répartir les reports parmi différents fonds, y compris un fonds d'unités d'actions qui suit de près la valeur de nos actions ordinaires. Certains reports peuvent aussi être admissibles à nos contributions équivalentes. Toutes les contributions équivalentes sont attribuées au fonds d'unités d'actions de RBC.

Notre passif au titre des attributions octroyées aux termes des régimes d'unités d'actions différées et des autres régimes est évalué à la juste valeur, en fonction du cours du marché de nos actions ordinaires. Les tableaux suivants présentent nos obligations au titre des régimes d'unités d'actions différées et des autres régimes, et les charges (économies) de rémunération connexes comptabilisées pour l'exercice.

**Obligation au titre des régimes d'unités d'actions différées et autres régimes**

| (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'unités et les montants par unité) | 31 octobre 2015                         |                               |  | 31 octobre 2014                         |                               |  | 31 octobre 2013                         |                               |  |
|---|---|-------------------------------|--|---|-------------------------------|--|---|-------------------------------|--|
|   | Unités octroyées au cours de l'exercice |                               | Unités en circulation à la fin de l'exercice | Unités octroyées au cours de l'exercice |                               | Unités en circulation à la fin de l'exercice | Unités octroyées au cours de l'exercice |                               | Unités en circulation à la fin de l'exercice |
|   | Nombre d'unités octroyées (en milliers) | Juste valeur moyenne pondérée | Valeur comptable                             | Nombre d'unités octroyées (en milliers) | Juste valeur moyenne pondérée | Valeur comptable                             | Nombre d'unités octroyées (en milliers) | Juste valeur moyenne pondérée | Valeur comptable                             |
| Régimes d'unités d'actions différées  | 343                                     | 69,68 \$                      | 334 \$                                       | 315                                     | 71,57 \$                      | 333 \$                                       | 265                                     | 60,83 \$                      | 307 \$                                       |
| Régime de primes différées  | 5 849                                   | 75,60                         | 1 442  | 5 339                                   | 78,97                         | 1 585  | 5 215                                   | 69,45                         | 1 517  |
| Régimes d'attribution d'actions différées en fonction du rendement                    | 2 049                                   | 77,69                         | 429  | 2 181                                   | 68,09                         | 503  | 2 337                                   | 58,62                         | 440  |
| Régime d'accumulation de patrimoine américain de RBC                                  | 64                                      | 79,52                         | 313  | 69                                      | 74,68                         | 343  | 374                                     | 61,23                         | 301  |
| Autres régimes fondés sur des actions   | 879                                     | 76,44                         | 114  | 845                                     | 70,32                         | 118  | 809                                     | 60,47                         | 76   |
|   | 9 184                                   | 75,95 \$                      | 2 632 \$                                     | 8 749                                   | 75,12 \$                      | 2 882 \$                                     | 9 000                                   | 65,23 \$                      | 2 641 \$                                     |

**Charges de rémunération comptabilisées au titre des régimes d'unités d'actions différées et autres régimes**

| (en millions de dollars canadiens)                                 | Pour les exercices clos |                    |                    |
|--|-------------------------|--------------------|--------------------|
|  | le 31 octobre 2015      | le 31 octobre 2014 | le 31 octobre 2013 |
| Régimes d'unités d'actions différées                               | (1)\$                   | 61 \$              | 53 \$              |
| Régime de primes différées   | (139)                   | 121                | 284                |
| Régimes d'attribution d'actions différées en fonction du rendement | 135                     | 243                | 249                |
| Régime d'accumulation de patrimoine américain de RBC               | 36                      | 147                | 211                |
| Autres régimes fondés sur des actions                              | 39                      | 65                 | 46                 |
|  | 70 \$                   | 637 \$             | 843 \$             |

**Note 23 Revenus et charges découlant de certains instruments financiers**

Les profits et les pertes découlant des instruments financiers détenus à la juste valeur par le biais du résultat net, sauf de ceux qui soutiennent nos services d'assurances, sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu d'intérêt et le revenu de dividendes connexes sont comptabilisés dans le revenu net d'intérêt.

**Profits nets (pertes nettes) découlant des instruments financiers détenus à la juste valeur par le biais du résultat net (1)**

| (en millions de dollars canadiens)                                      | Pour les exercices clos |                    |                    |
|---|-------------------------|--------------------|--------------------|
|   | le 31 octobre 2015      | le 31 octobre 2014 | le 31 octobre 2013 |
| <b>Profits nets (pertes nettes)</b>                                     |                         |                    |                    |
| Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (2)  | (218)\$                 | 922 \$             | 875 \$             |
| Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (3) | 750                     | (132)              | (30)               |
|   | 532 \$                  | 790 \$             | 845 \$             |
| <b>Par gamme de produits</b>  |                         |                    |                    |
| Taux d'intérêt et crédit  | 149 \$                  | 603 \$             | 593 \$             |
| Titres de participation   | (89)                    | (190)              | (55)               |
| Contrats de change et sur marchandises                                  | 472                     | 377                | 307                |
|   | 532 \$                  | 790 \$             | 845 \$             |

- (1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils sont exclus des revenus autres que d'intérêt, mais inclus dans le poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires des comptes consolidés de résultat : des profits nets (pertes nettes) découlant des instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net de 51 millions de dollars (515 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; (496) millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013).
- (2) Compte non tenu des dérivés désignés comme instruments de couverture. Se reporter à la note 8 pour en savoir davantage sur les profits (pertes) sur ces dérivés.
- (3) Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, des profits nets liés à la juste valeur de 1 118 millions de dollars sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, autres que celles attribuables aux variations de notre propre risque de crédit, ont été incluses dans les revenus autres que d'intérêt (pertes de 414 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014).

**Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers** <sup>(1)</sup>

| (en millions de dollars canadiens)  | Pour les exercices clos |                       |                       |
|---|-------------------------|-----------------------|-----------------------|
|   | le 31 octobre<br>2015   | le 31 octobre<br>2014 | le 31 octobre<br>2013 |
| <b>Revenu d'intérêt</b>   |                         |                       |                       |
| Instruments financiers détenus à la juste valeur par le biais du résultat net | 4 810 \$                | 4 246 \$              | 3 959 \$              |
| Autres catégories d'instruments financiers <sup>(2)</sup>                     | 17 919                  | 17 773                | 17 189                |
|   | <b>22 729</b>           | <b>22 019</b>         | <b>21 148</b>         |
| <b>Frais d'intérêt</b>  |                         |                       |                       |
| Instruments financiers détenus à la juste valeur par le biais du résultat net | 2 621 \$                | 2 198 \$              | 2 260 \$              |
| Autres catégories d'instruments financiers                                    | 5 337                   | 5 705                 | 5 639                 |
|   | <b>7 958</b>            | <b>7 903</b>          | <b>7 899</b>          |
| <b>Revenu net d'intérêt</b>   | <b>14 771 \$</b>        | <b>14 116 \$</b>      | <b>13 249 \$</b>      |

(1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils sont exclus du revenu net d'intérêt, mais inclus dans le poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires des comptes consolidés de résultat : revenu d'intérêt de 449 millions de dollars (435 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; 470 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013) et frais d'intérêt de 3 millions (néant pour l'exercice clos le 31 octobre 2014; néant pour l'exercice clos le 31 octobre 2013).

(2) Se reporter à la note 5 pour de l'information sur le revenu d'intérêt couru sur les actifs financiers qui ont subi une perte de valeur.

**Revenu tiré des autres catégories d'instruments financiers** <sup>(1), (2)</sup>

| (en millions de dollars canadiens)  | Pour les exercices clos |                       |                       |
|---|-------------------------|-----------------------|-----------------------|
|   | le 31 octobre<br>2015   | le 31 octobre<br>2014 | le 31 octobre<br>2013 |
| Profits nets (pertes nettes) découlant d'instruments financiers évalués au coût amorti <sup>(3)</sup>                   | (6)\$                   | (7)\$                 | – \$                  |
| Honoraires nets qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs financiers | 4 604                   | 4 190                 | 3 869                 |
| Honoraires nets provenant des activités de fiducie et autres activités connexes   | 9 587                   | 9 138                 | 7 990                 |

(1) Se reporter à la note 4 pour de l'information sur les profits nets (pertes nettes) sur les titres disponibles à la vente.

(2) Se reporter à la note 4 pour de l'information sur les pertes de valeur des titres disponibles à la vente et des titres détenus jusqu'à leur échéance, ainsi qu'à la note 5 pour de l'information sur les pertes de valeur des prêts.

(3) Les instruments financiers évalués au coût amorti comprennent les titres détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et les passifs financiers évalués au coût amorti.



## Note 24 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt se compose de ce qui suit.

| (en millions de dollars canadiens)  | Pour les exercices clos |                    |                    |
|---|-------------------------|--------------------|--------------------|
|   | le 31 octobre 2015      | le 31 octobre 2014 | le 31 octobre 2013 |
| <b>Charge (économie) d'impôt présentée dans les comptes consolidés de résultat</b>  |                         |                    |                    |
| Impôt exigible  |                         |                    |                    |
| Charge d'impôt pour l'exercice considéré  | 2 244 \$                | 2 858 \$           | 2 516 \$           |
| Ajustements au titre des exercices précédents   | 91                      | (64)               | (289)              |
| Économie découlant d'une perte fiscale, d'un crédit d'impôt ou d'une différence temporaire d'une période précédente non constatés antérieurement      | (5)                     | (4)                | (2)                |
|   | 2 330                   | 2 790              | 2 225              |
| Impôt différé   |                         |                    |                    |
| Naissance et résorption des différences temporaires   | 312                     | (156)              | (100)              |
| Incidence des modifications des taux d'imposition   | 35                      | (3)                | (1)                |
| Ajustements au titre des exercices précédents   | (74)                    | 74                 | (5)                |
| Économie découlant d'une perte fiscale, d'un crédit d'impôt ou d'une différence temporaire d'une période précédente non constatés antérieurement      | (6)                     | (3)                | (46)               |
| Réduction de valeur   | –                       | 4                  | 32                 |
|   | 267                     | (84)               | (120)              |
|   | 2 597                   | 2 706              | 2 105              |
| <b>Charge (économie) d'impôt présentée dans les états consolidés du résultat global et des variations des capitaux propres</b>                        |                         |                    |                    |
| Autres éléments du résultat global  |                         |                    |                    |
| Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente  | (22)                    | 70                 | 3                  |
| Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente  | (12)                    | (12)               | (20)               |
| Profits (pertes) de change latents  | 8                       | 5                  | 2                  |
| Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture   | (1 140)                 | (561)              | (322)              |
| Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets   | 38                      | 1                  | –                  |
| Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie  | (193)                   | (39)               | (4)                |
| Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie  | 117                     | 10                 | (11)               |
| Réévaluation des régimes d'avantages du personnel   | 206                     | (88)               | 121                |
| Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net | 127                     | (22)               | –                  |
| Frais d'émission  | (7)                     | (7)                | –                  |
|   | (878)                   | (643)              | (231)              |
| <b>Total de la charge d'impôt</b>   | <b>1 719 \$</b>         | <b>2 063 \$</b>    | <b>1 874 \$</b>    |

Notre taux d'imposition effectif est passé de 23,1 % en 2014 à 20,6 % en 2015, essentiellement en raison d'ajustements fiscaux nets favorables liés à des exercices antérieurs comptabilisés en 2015, lesquels sont présentés au poste Autres dans le tableau ci-dessous.

Le tableau suivant présente une analyse des différences entre la charge d'impôt présentée dans les comptes consolidés de résultat et les montants calculés au taux canadien prévu par la loi.

### Rapprochement avec le taux d'imposition prévu par la loi

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)   | Pour les exercices clos |        |                    |        |                    |        |
|---|-------------------------|--------|--------------------|--------|--------------------|--------|
|   | le 31 octobre 2015      |        | le 31 octobre 2014 |        | le 31 octobre 2013 |        |
| Impôt sur le résultat au taux d'imposition canadien prévu par la loi  | 3 320 \$                | 26,3 % | 3 080 \$           | 26,3 % | 2 737 \$           | 26,2 % |
| Augmentation (diminution) de l'impôt attribuable à ce qui suit :  |                         |        |                    |        |                    |        |
| Taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales   | (116)                   | (0,9)  | (272)              | (2,3)  | (190)              | (1,8)  |
| Revenu tiré de valeurs mobilières exonéré d'impôt   | (452)                   | (3,6)  | (386)              | (3,3)  | (294)              | (2,8)  |
| Modification du taux d'imposition   | 35                      | 0,3    | (3)                | –      | (1)                | –      |
| Incidence d'une perte fiscale, d'un crédit d'impôt ou de différences temporaires non constatés antérieurement | (11)                    | (0,1)  | (7)                | (0,1)  | (48)               | (0,5)  |
| Autres  | (179)                   | (1,4)  | 294                | 2,5    | (99)               | (1,0)  |
| Impôt sur le résultat présenté dans les comptes consolidés de résultat/taux d'imposition effectif             | 2 597 \$                | 20,6 % | 2 706 \$           | 23,1 % | 2 105 \$           | 20,1 % |

Les actifs et les passifs d'impôt différé découlent des reports en avant de pertes fiscales et des différences temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable inscrite aux bilans consolidés.

## Composantes importantes des actifs et des passifs d'impôt différé

| (en millions de dollars canadiens)  | Au 31 octobre 2015                         |   |  |                 |                       |             | Actif net au 31 octobre 2015 |
|---|--|---|--|-----------------|-----------------------|-------------|------------------------------|
|   | Actif net au 1 <sup>er</sup> novembre 2014 | Variation par le biais des capitaux propres | Variation par le biais du résultat net | Écart de change | Acquisitions/cessions | Autres      |                              |
| <b>Actif (passif) d'impôt différé, montant net</b>                        |  |   |  |                 |                       |             |                              |
| Provision pour pertes sur créances  | 376 \$                                     | – \$  | (2)\$                                  | (2)\$           | – \$                  | – \$        | 372 \$                       |
| Rémunération différée   | 1 513                                      | –   | (375)                                  | 158             | –                     | –           | 1 296                        |
| Charges liées au réalignement de l'entreprise                             | 9  | –   | (4)                                    | 1               | –                     | –           | 6                            |
| Reports en avant de pertes fiscales                                       | 44   | 2   | 4                                      | 4               | –                     | –           | 54                           |
| Revenu différé  | 120  | –   | 27                                     | –               | –                     | –           | 147                          |
| Titres disponibles à la vente   | 30   | (8)   | (13)                                   | 3               | –                     | –           | 12                           |
| Locaux et matériel  | (322)                                      | –   | 50                                     | 2               | 1                     | –           | (269)                        |
| Charge différée   | (98)                                       | 9   | 3                                      | –               | –                     | –           | (86)                         |
| Montant lié aux régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi | 566  | (201)                                       | 46                                     | 1               | –                     | –           | 412                          |
| Immobilisations incorporelles   | (282)                                      | –   | 31                                     | (19)            | –                     | –           | (270)                        |
| Autres  | 222  | –   | (34)                                   | 10              | (1)                   | –           | 197                          |
|   | <b>2 178 \$</b>                            | <b>(198)\$</b>                              | <b>(267)\$</b>                         | <b>158 \$</b>   | <b>– \$</b>           | <b>– \$</b> | <b>1 871 \$</b>              |
| <b>Composés des éléments suivants :</b>                                   |  |   |  |                 |                       |             |                              |
| Actifs d'impôt différé  | 2 382 \$                                   |   |  |                 |                       |             | 2 072 \$                     |
| Passifs d'impôt différé   | (204)                                      |   |  |                 |                       |             | (201)                        |
|   | <b>2 178 \$</b>                            |   |  |                 |                       |             | <b>1 871 \$</b>              |

| (en millions de dollars canadiens)  | Au 31 octobre 2014                         |   |  |                 |                       |             | Actif net au 31 octobre 2014 |
|---|--|---|--|-----------------|-----------------------|-------------|------------------------------|
|   | Actif net au 1 <sup>er</sup> novembre 2013 | Variation par le biais des capitaux propres | Variation par le biais du résultat net | Écart de change | Acquisitions/cessions | Autres      |                              |
| <b>Actif (passif) d'impôt différé, montant net</b>                        |  |   |  |                 |                       |             |                              |
| Provision pour pertes sur créances  | 413 \$                                     | – \$  | (37)\$                                 | – \$            | – \$                  | – \$        | 376 \$                       |
| Rémunération différée   | 1 290                                      | –   | 151                                    | 72              | –                     | –           | 1 513                        |
| Charges liées au réalignement de l'entreprise                             | 6  | –   | 3                                      | –               | –                     | –           | 9                            |
| Reports en avant de pertes fiscales                                       | 62   | –   | (19)                                   | 1               | –                     | –           | 44                           |
| Revenu différé  | 42   | –   | 78                                     | –               | –                     | –           | 120                          |
| Titres disponibles à la vente   | 102  | (49)  | (19)                                   | (4)             | –                     | –           | 30                           |
| Locaux et matériel  | (227)                                      | –   | (99)                                   | 4               | –                     | –           | (322)                        |
| Charge différée   | (80)                                       | 7   | (25)                                   | –               | –                     | –           | (98)                         |
| Montant lié aux régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi | 492  | 88  | (16)                                   | 2               | –                     | –           | 566                          |
| Immobilisations incorporelles   | (279)                                      | –   | 5                                      | (8)             | –                     | –           | (282)                        |
| Autres  | 150  | –   | 62                                     | 10              | –                     | –           | 222                          |
|   | <b>1 971 \$</b>                            | <b>46 \$</b>                                | <b>84 \$</b>                           | <b>77 \$</b>    | <b>– \$</b>           | <b>– \$</b> | <b>2 178 \$</b>              |
| <b>Composés des éléments suivants :</b>                                   |  |   |  |                 |                       |             |                              |
| Actifs d'impôt différé  | 2 141 \$                                   |   |  |                 |                       |             | 2 382 \$                     |
| Passifs d'impôt différé   | (170)                                      |   |  |                 |                       |             | (204)                        |
|   | <b>1 971 \$</b>                            |   |  |                 |                       |             | <b>2 178 \$</b>              |

Le montant des reports en avant de pertes fiscales lié aux actifs d'impôt différé se rapporte aux pertes subies par nos activités dans les Antilles, au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Japon. Des actifs d'impôt différé de 54 millions de dollars ont été comptabilisés au 31 octobre 2015 (44 millions au 31 octobre 2014) à l'égard des pertes fiscales subies au cours de l'exercice considéré ou des exercices précédents. La comptabilisation de ces montants dépend des prévisions concernant les bénéfices imposables futurs. Les prévisions de la direction s'appuient sur l'hypothèse qu'il est probable que les résultats des activités futures généreront un bénéfice imposable suffisant pour utiliser les actifs d'impôt différé. Les prévisions reposent sur le soutien continu en matière de liquidité et de capital fourni à nos activités d'exploitation, notamment sur les stratégies de planification fiscale mises en œuvre pour offrir un tel soutien.

Au 31 octobre 2015, des pertes fiscales inutilisées, des crédits d'impôt et des différences temporaires déductibles de 525 millions de dollars, de 356 millions et de 6 millions (532 millions, 267 millions et 7 millions au 31 octobre 2014), qui pouvaient être portés en diminution des ajustements fiscaux éventuels ou du bénéfice imposable futur, n'ont pas été comptabilisés en tant qu'actif d'impôt différé. Ce montant comprend des pertes fiscales inutilisées de 158 millions de dollars (néant au 31 octobre 2014), qui arriveront à expiration d'ici un an, de 28 millions (167 millions au 31 octobre 2014), qui arriveront à expiration dans deux à quatre ans, et de 339 millions (365 millions au 31 octobre 2014), qui arriveront à expiration après quatre ans. Des crédits d'impôt de 11 millions de dollars (6 millions au 31 octobre 2014) arriveront à expiration dans deux à quatre ans, et des crédits d'impôt de 345 millions (261 millions au 31 octobre 2014) arriveront à expiration après quatre ans. De plus, des différences temporaires déductibles de 1 million de dollars (néant au 31 octobre 2014) arriveront à expiration d'ici un an, et des différences temporaires déductibles de 5 millions (7 millions au 31 octobre 2014) arriveront à expiration après quatre ans.

Le montant des différences temporaires associées aux participations dans des filiales, des succursales et des entreprises associées et aux participations dans des coentreprises pour lesquelles aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé par la société mère s'élevait à 11,2 milliards de dollars au 31 octobre 2015 (9,0 milliards au 31 octobre 2014).

## Note 25 Bénéfice par action

| (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)                                | Pour les exercices clos |                       |                       |
|--|-------------------------|-----------------------|-----------------------|
|  | le 31 octobre<br>2015   | le 31 octobre<br>2014 | le 31 octobre<br>2013 |
| <b>Bénéfice de base par action</b>   |                         |                       |                       |
| Bénéfice net   | 10 026 \$               | 9 004 \$              | 8 342 \$              |
| Dividendes sur actions privilégiées  | (191)                   | (213)                 | (253)                 |
| Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle   | (101)                   | (94)                  | (98)                  |
| Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires   | 9 734                   | 8 697                 | 7 991                 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)  | 1 442 935               | 1 442 553             | 1 443 735             |
| Bénéfice de base par action (en dollars)   | 6,75 \$                 | 6,03 \$               | 5,53 \$               |
| <b>Bénéfice dilué par action</b>   |                         |                       |                       |
| Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires   | 9 734 \$                | 8 697 \$              | 7 991 \$              |
| Incidence dilutive des actions échangeables  | 15                      | 21                    | 53                    |
| Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables | 9 749                   | 8 718                 | 8 044                 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)  | 1 442 935               | 1 442 553             | 1 443 735             |
| Options sur actions (1)  | 2 446                   | 2 938                 | 2 320                 |
| Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions                           | –                       | –                     | 74                    |
| Actions échangeables (2)   | 4 128                   | 6 512                 | 20 400                |
| Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)  | 1 449 509               | 1 452 003             | 1 466 529             |
| Bénéfice dilué par action (en dollars)   | 6,73 \$                 | 6,00 \$               | 5,49 \$               |

(1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, un nombre moyen d'options en cours de 703 808 ayant un prix d'exercice moyen de 78,59 \$ a été exclu du calcul du bénéfice dilué par action; pour les exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action.

(2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

## Note 26 Garanties, engagements, actifs donnés en garantie et éventualités

### Garanties et engagements

Nous avons recours à des garanties et à d'autres instruments de crédit hors bilan afin de répondre aux besoins de financement de nos clients.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de notre risque maximal de pertes sur créances lié aux garanties et aux engagements que nous avons fournis à des tiers. Le risque de crédit maximal lié à une garantie est le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison d'actifs détenus en garantie ou affectés en garantie. Le risque maximal de crédit lié à un engagement de prêt correspond au montant intégral de l'engagement. Dans les deux cas, le risque maximal est considérablement plus élevé que le montant comptabilisé à titre de passif dans nos bilans consolidés.

| (en millions de dollars canadiens)                   | Risque maximal de pertes sur créances |                    |
|--|---------------------------------------|--------------------|
|  | Au                                    |                    |
|  | 31 octobre<br>2015                    | 31 octobre<br>2014 |
| <b>Garanties financières</b>                         |                                       |                    |
| Lettres de crédit de soutien financier               | 17 494 \$                             | 17 208 \$          |
| <b>Engagements de crédit</b>                         |                                       |                    |
| Facilités de garantie de liquidités (1)              | 40 387                                | 32 183             |
| Rehaussements de crédit (1)                          | 3 348                                 | 2 530              |
| Lettres de crédit documentaire                       | 216                                   | 180                |
| Autres engagements de crédit                         | 172 924                               | 137 623            |
| <b>Autres engagements liés au crédit</b>             |                                       |                    |
| Engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres | 74 239                                | 62 319             |
| Garanties de bonne fin                               | 6 042                                 | 6 115              |
| Autres   | 221                                   | 110                |

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Notre processus d'examen du crédit et notre politique en ce qui a trait à l'exigence de garanties et aux types de biens détenus en garantie sont habituellement les mêmes pour les garanties et les engagements que ceux qui s'appliquent aux prêts. De façon générale, nos clients sont autorisés à demander un règlement ou à utiliser nos garanties et nos engagements dans un délai de un an. Toutefois, certaines garanties peuvent être utilisées seulement si des conditions particulières sont remplies. Ces conditions, de même que certaines exigences accessoires, sont décrites aux paragraphes suivants. Nous sommes d'avis qu'il est hautement improbable que la totalité ou la plus grande partie des garanties et des engagements soient utilisés ou réglés dans un délai de un an, et les contrats pourraient venir à échéance sans que les garanties et les engagements aient été utilisés ou réglés.

## **Garanties financières**

### *Lettres de crédit de soutien financier*

Les lettres de crédit de soutien financier constituent des engagements irrévocables de notre part d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait pas respecter ses obligations envers le tiers. Dans le cas de certaines garanties, la contrepartie peut exiger que nous effectuions un paiement même si le client n'a pas failli à ses obligations. La durée à l'échéance de ces garanties peut atteindre huit ans.

Notre politique en ce qui a trait à l'exigence d'actifs affectés en garantie à l'égard de ces instruments et aux types de garanties détenues est habituellement la même que celle qui s'applique aux prêts. Lorsque des actifs sont reçus en garantie, ils sont évalués pour chaque compte individuel en fonction du risque attribué à l'emprunteur et des particularités de la transaction. Les actifs affectés en garantie peuvent être composés de trésorerie, de titres et d'autres actifs.

## **Engagements de crédit**

### *Facilités de garantie de liquidités*

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités dans le cadre de programmes de papier commercial adossés à des actifs administrés par nous et par des tiers, à titre de source de financement de rechange advenant le cas où lesdits programmes ne seraient pas en mesure d'accéder aux marchés du papier commercial et, dans certaines circonstances précises, lorsque les mesures de rendement prédéterminées des actifs financiers que ces structures détiennent ne sont pas respectées. La durée restante moyenne de ces facilités de garantie de liquidités est d'environ trois ans.

Nous fournissons également des facilités de garantie de liquidités dans le cadre de programmes liés à des titres qui ne sont pas adossés à des créances, comme des billets à vue à taux variable émis par des tiers. Ces lignes de crédit fournissent à l'émetteur les fonds nécessaires pour l'achat des billets s'il se trouve dans l'incapacité de les revendre, pourvu que l'instrument et/ou l'émetteur conserve une notation de premier ordre.

Les modalités des facilités de garantie de liquidités ne nous obligent pas à avancer des fonds à ces programmes en cas de faillite ou d'insolvabilité ni, en général, à acheter des actifs non productifs ou en défaillance.

### *Rehaussements de crédit*

Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons aux structures d'accueil multicédantes que nous administrons visent à protéger les investisseurs porteurs de papier commercial advenant le cas où, au moment du recouvrement des actifs sous-jacents, le rehaussement de crédit lié à la transaction ou les liquidités ne seraient pas assez élevés pour le paiement du papier commercial à l'échéance. Chaque portefeuille d'actifs est structuré de manière à obtenir une notation de titre de grande qualité au moyen de rehaussements de crédit de notre part ou de la part de tiers liés à chaque transaction. La durée restante moyenne de ces facilités de crédit s'établit à environ trois ans.

### *Lettres de crédit documentaire*

Les lettres de crédit documentaire, qui sont des documents que nous émettons au nom de notre client permettant à un tiers de tirer des traites jusqu'à concurrence d'un montant établi en vertu de conditions précises, sont garanties par les livraisons de marchandises auxquelles elles se rapportent.

### *Autres engagements de crédit*

Les engagements de crédit représentent les tranches non utilisées des autorisations de crédit offertes sous forme de prêts, d'acceptations bancaires ou de lettres de crédit.

## **Autres engagements liés au crédit**

### *Engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres*

Dans les transactions de prêt de titres, nous agissons à titre de mandataire pour le détenteur d'une valeur mobilière qui accepte de prêter la valeur mobilière à un emprunteur moyennant une commission en vertu des modalités d'un contrat préétabli. L'emprunteur doit, en tout temps, garantir intégralement le prêt de titres. Dans le cadre de ces activités de garde, un engagement d'indemnisation peut être fourni aux clients prêteurs de titres, lequel vise à assurer que la juste valeur des titres prêtés sera remboursée dans le cas où l'emprunteur ne retournerait pas les titres empruntés et où la valeur des actifs détenus en garantie ne suffirait pas à couvrir la juste valeur de ces titres. Ces engagements d'indemnisation arrivent habituellement à expiration sans avoir été utilisés. Les durées de ces engagements d'indemnisation varient puisque les titres prêtés comportent un droit de rappel sur demande. Les actifs détenus en garantie à l'égard des transactions de prêt de titres sont habituellement constitués de trésorerie ou de titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, le gouvernement des États-Unis ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE.

### *Garanties de bonne fin*

Les garanties de bonne fin constituent des engagements irrévocables de notre part d'effectuer les paiements auprès de tiers bénéficiaires au cas où un client ne respecterait pas une obligation contractuelle non financière précise. Ces obligations comprennent habituellement des contrats de travail et de service, des garanties de bonne exécution et des garanties liées au commerce international. La durée de ces garanties peut atteindre huit ans.

Notre politique en ce qui a trait à l'exigence d'actifs affectés en garantie à l'égard de ces instruments et aux types de garanties détenues est habituellement la même que celle qui s'applique aux prêts. Lorsque des actifs sont reçus en garantie, ils sont évalués pour chaque compte individuel en fonction du risque attribué à l'emprunteur et des particularités de la transaction. Les actifs affectés en garantie peuvent être composés de trésorerie, de titres et d'autres actifs.

### *Engagements d'indemnisation*

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des engagements d'indemnisation (qui comportent souvent des modalités standards) avec nos contreparties dans le cadre de transactions telles que les contrats d'acquisition, de vente, de fiducie, d'agence, de licence, de garde, de prestation de services et de location, ainsi que les contrats signés avec des dirigeants ou des administrateurs. Ces conventions d'indemnisation pourraient exiger que nous compensions la contrepartie pour des coûts engagés en raison d'une modification des lois et des règlements (y compris les lois fiscales) ou de poursuites ou de sanctions légales dont la contrepartie ferait l'objet par suite de la transaction. Les modalités des conventions d'indemnisation varient d'un contrat à l'autre. La nature de ces conventions d'indemnisation nous empêche d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel que nous pourrions être tenus de verser aux contreparties. Par le passé, nous n'avons jamais eu à verser un montant important en vertu de tels engagements.

#### Montants non engagés

Les montants non engagés représentent les facilités de crédit inutilisées pour lesquelles nous pouvons retirer unilatéralement le crédit consenti à l'emprunteur. Ces montants incluent tant les engagements envers la clientèle de détail que les engagements commerciaux. Au 31 octobre 2015, le solde total des montants non engagés se chiffrait à 209 milliards de dollars (195 milliards au 31 octobre 2014).

#### Autres engagements

Nous agissons à titre de preneur ferme dans le cadre de nouvelles émissions en vertu de quoi nous faisons l'acquisition, seuls ou avec un syndicat d'institutions financières, des nouveaux titres émis afin de les revendre à des investisseurs. Au 31 octobre 2015, les engagements connexes à ces activités se chiffraient à 353 millions de dollars (1 109 millions au 31 octobre 2014).

#### Actifs donnés en garantie et actifs affectés en garantie

Dans le cours normal de nos activités, nous donnons en garantie des actifs et concluons des conventions d'affectation d'actifs en garantie conformément à des modalités qui sont habituelles pour nos activités régulières de prêt, d'emprunt et de négociation comptabilisées dans nos bilans consolidés. Voici des exemples des modalités générales liées aux actifs donnés en garantie et aux actifs affectés en garantie:

- Les risques et les avantages liés aux actifs donnés en garantie reviennent à l'emprunteur.
- Les actifs donnés en garantie sont réattribués à l'emprunteur lorsque les modalités obligatoires ont été respectées.
- Le droit du créancier de revendre les actifs ou de les affecter de nouveau en garantie dépend de l'entente particulière en vertu de laquelle l'actif est donné en garantie.
- S'il n'y a eu aucun manquement, le créancier doit redonner un actif comparable à l'emprunteur lorsque les obligations ont été respectées.

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les actifs donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Par conséquent, le montant des actifs donnés en garantie n'est pas inclus dans le tableau ci-dessous. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, nous avons donné en moyenne des actifs de 3,5 milliards de dollars en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour (3,1 milliards pour l'exercice clos le 31 octobre 2014). Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalente des actifs donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Aucune avance à un jour n'avait été prise au 31 octobre 2015 et au 31 octobre 2014.

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs et des actifs détenus ou donnés de nouveau en garantie sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

|   | Au                 |                    |
|---|--------------------|--------------------|
|   | 31 octobre<br>2015 | 31 octobre<br>2014 |
| (en millions de dollars canadiens)  |                    |                    |
| <b>Sources d'actifs donnés en garantie et affectés en garantie</b>                    |                    |                    |
| Actifs de la Banque   |                    |                    |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques  | – \$               | 243 \$             |
| Dépôts productifs d'intérêts à des banques  | 1                  | 90                 |
| Prêts   | 81 397             | 72 191             |
| Valeurs mobilières  | 63 761             | 59 476             |
| Autres actifs   | 22 305             | 11 887             |
|   | <b>167 464</b>     | <b>143 887</b>     |
| Actifs des clients  |                    |                    |
| Biens reçus en garantie et disponibles à la vente ou à la remise en garantie          | 232 499            | 189 229            |
| Moins : Actifs non vendus ou qui n'ont pas été donnés de nouveau en garantie          | (74 471)           | (67 747)           |
|   | <b>158 028</b>     | <b>121 482</b>     |
|   | <b>325 492 \$</b>  | <b>265 369 \$</b>  |
| <b>Utilisations d'actifs donnés en garantie et affectés en garantie</b>               |                    |                    |
| Titres prêtés   | 21 767 \$          | 21 550 \$          |
| Titres empruntés  | 33 306             | 25 150             |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert                                 | 47 658             | 50 345             |
| Engagements afférents à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat | 88 834             | 61 184             |
| Titrisation   | 44 203             | 45 089             |
| Obligations sécurisées  | 36 422             | 26 589             |
| Transactions sur dérivés  | 27 411             | 17 068             |
| Gouvernements étrangers et banques centrales  | 2 770              | 2 167              |
| Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires                        | 4 017              | 4 947              |
| Autres  | 19 104             | 11 280             |
|   | <b>325 492 \$</b>  | <b>265 369 \$</b>  |

## Engagements en vertu de baux

### Contrats de location-financement

Nous louons du matériel informatique auprès de tiers en vertu de contrats de location-financement. Les contrats de location sont assortis de durées, de clauses d'indexation et de droits de renouvellement divers. Les paiements minimaux futurs au titre de la location en vertu des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

|  | Au  |                            |  |   |                            |  |
|--|---|----------------------------|--|---|----------------------------|--|
|  | 31 octobre 2015   |                            |  | 31 octobre 2014   |                            |  |
| (en millions de dollars canadiens)                       | Total des paiements minimaux futurs au titre de la location | Charges d'intérêts futures | Valeur actualisée des contrats de location-financement | Total des paiements minimaux futurs au titre de la location | Charges d'intérêts futures | Valeur actualisée des contrats de location-financement |
| <b>Paiements minimaux futurs au titre de la location</b> |   |                            |  |   |                            |  |
| Un an au plus tard                                       | 38 \$   | (4)\$                      | 34 \$  | 59 \$   | (6)\$                      | 53 \$  |
| Plus de un an mais cinq ans au plus tard                 | 22  | (3)                        | 19   | 51  | (6)                        | 45   |
|  | <b>60 \$</b>  | <b>(7)\$</b>               | <b>53 \$</b>   | <b>110 \$</b>   | <b>(12)\$</b>              | <b>98 \$</b>   |

Au 31 octobre 2015, la valeur comptable nette du matériel informatique détenu en vertu de contrats de location-financement se chiffrait à 65 millions de dollars (113 millions au 31 octobre 2014).

### Contrats de location simple

Nous avons des obligations en vertu d'un certain nombre de contrats de location simple non résiliables qui visent des locaux et du matériel. Ces contrats de location sont assortis de durées, de clauses d'indexation et de droits de renouvellement divers. Les paiements minimaux futurs au titre de la location en vertu des contrats de location simple non résiliables s'établissent comme suit.

|   | Au                    |               |                       |               |
|---|-----------------------|---------------|-----------------------|---------------|
|   | 31 octobre 2015       |               | 31 octobre 2014       |               |
| (en millions de dollars canadiens)  | Terrains et bâtiments | Matériel      | Terrains et bâtiments | Matériel      |
| <b>Paiements minimaux futurs au titre de la location</b>                  |                       |               |                       |               |
| Un an au plus tard  | 590 \$                | 131 \$        | 536 \$                | 134 \$        |
| Plus de un an mais cinq ans au plus tard                                  | 1 822                 | 80            | 1 663                 | 200           |
| Plus de cinq ans  | 1 811                 | –             | 1 294                 | –             |
|   | 4 223                 | 211           | 3 493                 | 334           |
| Moins : paiements minimaux futurs au titre de la sous-location à recevoir | (14)                  | –             | (17)                  | –             |
| <b>Paiements minimaux futurs au titre de la location, montant net</b>     | <b>4 209 \$</b>       | <b>211 \$</b> | <b>3 476 \$</b>       | <b>334 \$</b> |

## Note 27 Litiges

Nous sommes une importante institution mondiale qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes, lesquelles sont en constante évolution. Par conséquent, la Banque Royale du Canada et ses filiales sont et ont été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de diverses agences de réglementation gouvernementales et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. La direction revoit régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercera son jugement afin de les résoudre au mieux des intérêts de la Banque. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée. Nos procédures judiciaires importantes sont décrites ci-dessous.

### Litige relatif à Rural/Metro

Le 14 octobre 2014, la Court of Chancery du Delaware (la Court of Chancery), dans le cadre d'un recours collectif présenté par d'anciens actionnaires de Rural/Metro Corporation, a tenu RBC Capital Markets LLC responsable pour avoir été complice d'un manquement à l'obligation fiduciaire de trois administrateurs de Rural/Metro, mais n'a pas adjugé de montant additionnel pour les honoraires des avocats. Une décision définitive a été prononcée le 19 février 2015, relative à un montant de 93 millions de dollars US majoré des intérêts postérieurs au jugement. RBC Capital Markets LLC a fait appel de la décision de la Court of Chancery quant à la responsabilité et au montant des dommages et les demandeurs ont interjeté un appel incident de la décision quant à la somme additionnelle pour les honoraires des avocats. Le 30 novembre 2015, la cour suprême du Delaware a confirmé les décisions de la Court of Chancery concernant l'appel et l'appel incident. RBC Capital Markets, LLC collabore à une enquête menée par la Securities and Exchange Commission des États-Unis relativement à cette poursuite.

### Enquêtes réglementaires et litiges relatifs au LIBOR

Diverses autorités de réglementation et autorités en matière de concurrence et d'exécution de la loi dans le monde, y compris au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis, mènent des enquêtes liées à certaines soumissions effectuées dans le passé par un groupe de banques relativement à la fixation du taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) libellé en dollars américains. Ces enquêtes sont surtout liées à des allégations de collusion parmi les banques qui faisaient partie du groupe devant effectuer les soumissions pour certains taux LIBOR. Étant donné que la Banque Royale du Canada est membre de certains comités du LIBOR, y compris du comité du LIBOR libellé en dollars américains, nous avons fait l'objet de demandes d'information réglementaires et nous collaborons à ces enquêtes. En outre, la Banque Royale du Canada et d'autres banques du comité du LIBOR libellé en dollars américains ont été désignées comme défenderesses dans des litiges de droit privé engagés aux États-Unis concernant la fixation du LIBOR, y compris dans un certain nombre de recours collectifs qui ont été regroupés devant le



tribunal du district des États-Unis du district sud de New York (le tribunal). Les plaintes dans ces actions font état de revendications à notre encontre et à l'encontre d'autres banques du comité en vertu de diverses lois américaines, y compris la législation antitrust américaine, la Commodity Exchange Act des États-Unis et la loi de l'État. Le tribunal a rendu cinq décisions détaillées sur diverses requêtes relatives aux recours regroupés. D'après les décisions du tribunal rendues jusqu'à présent, bon nombre des réclamations contre la Banque Royale du Canada ont été rejetées. Cependant, ces décisions peuvent faire l'objet d'un appel et les recours rejetés peuvent être de nouveau déposés selon les décisions rendues en appel. Les parties collaborent actuellement avec le tribunal pour confirmer les recours qui demeurent actifs.

Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible de prédire le dénouement de ces enquêtes et procédures ou le moment auquel elles seront réglées.

#### *Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited*

Le 13 avril 2015, un juge d'instruction français a informé Royal Bank of Canada Trust Limited (RBC Bahamas) de l'émission d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel français visant RBC Bahamas et d'autres personnes non liées afin de faire face à des accusations pour complicité dans des pratiques de fraude fiscale dans le cadre d'actions entreprises par rapport à une fiducie pour laquelle RBC Bahamas agit à titre de fiduciaire. Le procès devrait débiter en janvier 2016. RBC Bahamas estime que ses actions ne sont pas allées à l'encontre du droit français et a l'intention de contester l'accusation devant le tribunal français. Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible de prédire le dénouement de cette procédure. La direction estime toutefois que son règlement final n'aura pas d'incidence significative sur notre situation financière consolidée, même s'il pourrait en avoir une sur nos résultats d'exploitation de la période au cours de laquelle il sera conclu.

#### *Litige portant sur les frais d'interchange*

Depuis 2011, sept projets de recours collectifs ont été initiés au Canada : *Bancroft-Snell c. Visa Canada Corporation, et al., 9085-4886 Quebec Inc. c. Visa Canada Corporation, et al., Coburn and Watson's Metropolitan Home c. Bank of America Corporation et al. (Watson), Macaronies Hair Club and Laser Centre Inc. c. BofA Canada Bank, et al., 1023926 Alberta Ltd. c. Bank of America Corporation, et al., The Crown & Hand Pub Ltd. c. Bank of America Corporation, et al., et Hello Baby Equipment Inc. c. BofA Canada Bank, et al.* Les défenderesses de chaque recours sont VISA Canada Corporation (Visa), MasterCard International Incorporated (MasterCard), la Banque Royale du Canada ainsi que d'autres institutions financières. Les membres du groupe formant le recours collectif sont des commerçants canadiens qui acceptent les paiements par carte Visa et/ou MasterCard. Dans les recours, il est allégué, entre autres, que de mars 2001 jusqu'à aujourd'hui, Visa et MasterCard auraient conspiré avec leurs banques émettrices et leurs acquéreurs pour fixer des frais d'interchange par défaut et des frais d'escompte de commerçant et que certaines règles (par exemple, la règle obligeant à honorer toutes les cartes et la règle de non-imposition de frais supplémentaires) auraient pour effet d'accroître les frais d'escompte de commerçant. Les recours comprennent des allégations de complot civil, d'infractions à la *Loi sur la concurrence*, d'ingérence dans des relations économiques et d'enrichissement injustifié. Des dommages-intérêts généraux et punitifs d'un montant non précisé sont réclamés. Dans le cas de Watson, la décision de la Colombie-Britannique de certifier en partie l'action comme recours collectif a été rendue le 27 mars 2014, puis portée en appel. Le 19 août 2015, la Cour d'appel a annulé la cause d'action des représentants des demandeurs du recours en vertu de l'article 45 de la *Loi sur la concurrence* et a rétabli la cause d'action des représentants des demandeurs pour complot civil par des moyens illicites, entre autres décisions. Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de cette procédure, ni le moment auquel elle sera réglée.

#### *Affaires liées aux opérations de change*

Le 2 juillet 2015, l'autorité civile antitrust du Brésil, l'Administrative Council for Economic Defense (le CADE) a amorcé une procédure administrative afin d'enquêter sur d'éventuelles violations de la législation antitrust brésilienne par un certain nombre de banques, incluant la Banque Royale du Canada, en matière de commerce des devises. Cette affaire en est à sa phase initiale.

Le 31 juillet 2015, RBC Capital Markets, LLC a été citée comme nouveau défendeur dans le cadre d'un recours collectif putatif en instance initialement intenté en novembre 2013 devant la cour de district des États-Unis du district sud de New York. Ce recours est intenté contre de multiples courtiers de change qui sont accusés, entre autres, de comportement collusif dans le cadre du commerce des devises. Cette affaire en est à sa phase initiale en ce qui a trait aux nouveaux défendeurs, y compris à RBC Capital Markets, LLC. Le 11 septembre 2015, un recours collectif a été déposé à la Cour supérieure de justice de l'Ontario et une requête pour autorisation d'exercer un recours collectif a été déposée à la Cour supérieure du Québec contre la Banque Royale du Canada, RBC Capital Markets LLC et un certain nombre d'autres courtiers de change au nom d'un groupe allégué d'investisseurs canadiens. Les recours collectifs canadiens, qui en sont à leur phase initiale, allèguent que les défendeurs ont conspiré pour manipuler les prix des opérations de change. Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible de prédire le dénouement de ces affaires liées aux opérations de change ni le moment auquel elles seront réglées définitivement.

#### *Litige relatif aux districts scolaires du Wisconsin*

RBC Capital Markets LLC, RBC Europe, Ltd. et RBC USA Holdco Corporation sont défenderesses dans le cadre d'un recours relativement au rôle qu'elles ont joué dans des transactions portant sur des placements réalisés par un certain nombre de districts scolaires du Wisconsin dans certains titres garantis par des créances. Ces transactions font aussi l'objet d'enquêtes réglementaires. En septembre 2011, nous avons conclu un accord avec la Securities and Exchange Commission, dont le montant a été versé aux districts scolaires par l'intermédiaire d'un fonds d'indemnisation. Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de cette procédure, ni le moment auquel elle sera réglée. La direction estime toutefois que le règlement final de cette procédure n'aura pas d'incidence défavorable significative sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

#### *Autres litiges*

Nous sommes défenderesse dans un certain nombre d'autres poursuites qui allèguent que certaines de nos pratiques et mesures sont inappropriées. Les poursuites portent sur diverses questions complexes, et le moment auquel elles seront réglées demeure variable et incertain. La direction est d'avis que nous parviendrons, à terme, à résoudre ces poursuites, dans la mesure où nous pouvons les évaluer, sans subir d'incidence financière significative. Il s'agit, toutefois, de questions qui font dans une large mesure appel à l'exercice du jugement, et les obligations éventuelles pouvant découler de ces poursuites pourraient influencer de façon significative sur nos résultats d'exploitation pour toute période donnée.

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos autres pratiques ou mesures. Bien que ces procédures judiciaires fassent largement appel à l'exercice du jugement et que l'incidence de certaines d'entre elles ne puisse être estimée, nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites, dans la mesure où nous pouvons l'évaluer, ne sera pas significatif à l'égard de notre situation financière ou de nos résultats d'exploitation consolidés.

## Note 28 Dates contractuelles de modification des taux ou des échéances

Le tableau ci-après illustre notre exposition au risque de taux d'intérêt. La valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers est présentée ci-dessous d'après leur date d'échéance ou de modification des taux, selon la date la plus rapprochée.

Le tableau ci-dessous ne tient pas compte des hypothèses de la direction relativement aux événements futurs lorsque les dates d'échéance ou de modification des taux prévues diffèrent sensiblement de celles qui sont stipulées par contrat. Nous tenons compte de ces hypothèses dans la gestion de l'exposition au risque de taux d'intérêt. Ces hypothèses comprennent la modification prévue des taux de certains prêts et dépôts et des instruments de négociation. La prise en compte de ces hypothèses dans le tableau consolidé relatif à la modification des taux ou des échéances au 31 octobre 2015 aurait une incidence sur l'écart sur moins de un an, lequel passerait de 11,5 milliards de dollars à 82,3 milliards.

| (en millions de dollars canadiens)  | Au 31 octobre 2015                        |                   |                  |                  |                   |                  |                   | Non sensibles aux taux | Total |
|---|---|-------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------------|-------|
|   | Immédiatement sensible aux taux d'intérêt | Moins de 3 mois   | De 3 à 6 mois    | De 6 à 12 mois   | De 1 an à 5 ans   | Plus de 5 ans    |                   |                        |       |
| <b>Actif</b>  |   |                   |                  |                  |                   |                  |                   |                        |       |
| Trésorerie et dépôts à des banques  | 11 712 \$                                 | 17 162 \$         | 17 \$            | – \$             | – \$              | – \$             | 6 251 \$          | 35 142 \$              |       |
| Titres détenus à des fins de transaction  | 59  | 29 399            | 11 229           | 14 777           | 22 678            | 32 143           | 48 418            | 158 703                |       |
| Titres disponibles à la vente   | –   | 23 406            | 2 865            | 1 194            | 17 387            | 10 103           | 1 850             | 56 805                 |       |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés                            | 1 467                                     | 147 194           | 21 242           | 4 157            | –                 | –                | 663               | 174 723                |       |
| Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)                                   | 179 940                                   | 70 297            | 21 094           | 25 187           | 162 856           | 8 234            | 4 615             | 472 223                |       |
| Dérivés   | 105 626                                   | –                 | –                | –                | –                 | –                | –                 | 105 626                |       |
| Actif net des fonds distincts   | –   | –                 | –                | –                | –                 | –                | 830               | 830                    |       |
| Autres actifs   | 177                                       | 22 828            | –                | –                | –                 | 106              | 47 045            | 70 156                 |       |
|   | <b>298 981 \$</b>                         | <b>310 286 \$</b> | <b>56 447 \$</b> | <b>45 315 \$</b> | <b>202 921 \$</b> | <b>50 586 \$</b> | <b>109 672 \$</b> | <b>1 074 208 \$</b>    |       |
| <b>Passif</b>   |   |                   |                  |                  |                   |                  |                   |                        |       |
| Dépôts  | 257 456 \$                                | 166 310 \$        | 22 988 \$        | 37 906 \$        | 104 122 \$        | 25 322 \$        | 83 123 \$         | 697 227 \$             |       |
| Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | 1 709                                     | 78 533            | 1 400            | 1 199            | –                 | –                | 447               | 83 288                 |       |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert   | 5   | 2 335             | 547              | 664              | 9 580             | 13 447           | 21 080            | 47 658                 |       |
| Dérivés   | 107 860                                   | –                 | –                | –                | –                 | –                | –                 | 107 860                |       |
| Passif net au titre des fonds distincts   | –   | –                 | –                | –                | –                 | –                | 830               | 830                    |       |
| Autres passifs  | 89  | 15 221            | 24               | 57               | 1 790             | 7 193            | 41 665            | 66 039                 |       |
| Déventures subordonnées   | –   | 1 951             | –                | –                | 4 191             | 1 220            | –                 | 7 362                  |       |
| Participations ne donnant pas le contrôle   | –   | 1 207             | –                | –                | 518               | –                | 73                | 1 798                  |       |
| Capitaux propres  | –   | 700               | 300              | 1 050            | 2 301             | 751              | 57 044            | 62 146                 |       |
|   | <b>367 119 \$</b>                         | <b>266 257 \$</b> | <b>25 259 \$</b> | <b>40 876 \$</b> | <b>122 502 \$</b> | <b>47 933 \$</b> | <b>204 262 \$</b> | <b>1 074 208 \$</b>    |       |
| <b>Écart total</b>  | <b>(68 138)\$</b>                         | <b>44 029 \$</b>  | <b>31 188 \$</b> | <b>4 439 \$</b>  | <b>80 419 \$</b>  | <b>2 653 \$</b>  | <b>(94 590)\$</b> | <b>– \$</b>            |       |
| Dollar canadien   | (51 779)\$                                | 14 274 \$         | 12 805 \$        | (678)\$          | 109 580 \$        | (2 800)\$        | (81 403)\$        | (1)\$                  |       |
| Devises   | (16 359)                                  | 29 755            | 18 383           | 5 117            | (29 161)          | 5 453            | (13 187)          | 1                      |       |
| <b>Écart total</b>  | <b>(68 138)\$</b>                         | <b>44 029 \$</b>  | <b>31 188 \$</b> | <b>4 439 \$</b>  | <b>80 419 \$</b>  | <b>2 653 \$</b>  | <b>(94 590)\$</b> | <b>– \$</b>            |       |

## Note 29 Transactions entre parties liées

### Parties liées

Les parties liées comprennent les sociétés liées, les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi offerts à nos employés, les principaux dirigeants, le Conseil d'administration (les administrateurs), les membres de la famille proche des principaux dirigeants et des administrateurs, ainsi que les entités qui sont, directement ou indirectement, sous contrôle, contrôle conjoint ou influence notable des principaux dirigeants, des administrateurs ou des membres de leur famille proche.

### Principaux dirigeants et administrateurs

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle de nos activités, directement ou indirectement. Ils incluent les principaux membres de notre organisation désignés sous le nom de haute direction. La haute direction se compose du président et chef de la direction et des personnes qui relèvent de lui, notamment le chef de l'administration et chef des finances, le chef des ressources humaines, le chef de la gestion des risques et les chefs du Groupe pour les secteurs Gestion de patrimoine et Assurances, Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et trésorerie, Technologie et Exploitation et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Les administrateurs ne planifient pas, ne dirigent pas ou ne contrôlent pas les activités de l'entité; ils surveillent la gestion de l'entreprise et exécutent des tâches de gérance.

### Rémunération des principaux dirigeants et des administrateurs

| (en millions de dollars canadiens)                          | Pour les exercices clos |                           |                       |
|---|-------------------------|---------------------------|-----------------------|
|   | le 31 octobre<br>2015   | le 31 octobre<br>2014 (1) | le 31 octobre<br>2013 |
| Salaires et autres avantages du personnel à court terme (2) | 21 \$                   | 22 \$                     | 23 \$                 |
| Avantages postérieurs à l'emploi                            | 2                       | 7                         | 3                     |
| Paiements fondés sur des actions                            | 37                      | 26                        | 30                    |
|   | 60 \$                   | 55 \$                     | 56 \$                 |

- (1) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, certains dirigeants qui étaient membres de la haute direction de la Banque au 31 octobre 2013 ont quitté la Banque et, par conséquent, ne faisaient plus partie des principaux dirigeants. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, la rémunération attribuable aux anciens dirigeants, y compris les prestations et les paiements fondés sur des actions liés aux attributions effectuées au cours d'exercices antérieurs, s'est établie à 60 millions de dollars.
- (2) Comprend la tranche de la prime de rendement annuelle variable à court terme que certains dirigeants ont choisi de recevoir sous forme d'unités d'actions différées. Pour plus de détails, se reporter à la note 22.

### Options sur actions, attributions de rémunération fondée sur des actions et actions détenues par les principaux dirigeants, les administrateurs et les membres de leur famille proche

| (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)              | Au                             |        |                                |        |
|---|--------------------------------|--------|--------------------------------|--------|
|   | 31 octobre 2015                |        | 31 octobre 2014                |        |
|   | Nombre<br>d'unités<br>détenues | Valeur | Nombre<br>d'unités<br>détenues | Valeur |
| Options sur actions   | 2 494 007                      | 44 \$  | 2 472 134                      | 66 \$  |
| Attributions de rémunération fondée sur des actions autre que des options | 1 485 976                      | 111    | 1 447 763                      | 116    |
| Actions ordinaires et privilégiées de RBC                                 | 738 777                        | 55     | 686 674                        | 55     |
|   | 4 718 760                      | 210 \$ | 4 606 571                      | 237 \$ |

### Transactions, contrats et ententes impliquant des principaux dirigeants, des administrateurs ou des membres de leur famille proche

Dans le cours normal des activités, nous offrons certains services bancaires aux principaux dirigeants, aux administrateurs et aux membres de leur famille proche. Ces transactions ont été effectuées essentiellement aux mêmes conditions, notamment en ce qui a trait aux taux d'intérêt et aux garanties, que celles qui prévalent pour des transactions comparables avec des personnes d'un statut similaire, et elles n'impliquaient pas un risque plus grand que le risque normal lié au remboursement et ne présentaient pas d'autres caractéristiques défavorables.

Au 31 octobre 2015, le total des prêts consentis aux principaux dirigeants, aux administrateurs et aux membres de leur famille proche s'élevait à 7 millions de dollars (7 millions au 31 octobre 2014). Les principaux dirigeants, les administrateurs ou les membres de leur famille proche n'ont bénéficié d'aucune garantie, d'aucun actif donné en garantie ni d'aucun engagement.

### Coentreprises et entreprises associées

Dans le cours normal des activités, nous fournissons certains services bancaires et financiers à nos coentreprises et entreprises associées, notamment des prêts, des dépôts productifs d'intérêts et des dépôts non productifs d'intérêts. Ces transactions répondent à la définition de transactions entre parties liées et ont été effectuées essentiellement aux mêmes conditions que celles qui prévalent pour des transactions comparables avec des tiers.

Au 31 octobre 2015, les prêts à des coentreprises et à des entreprises associées s'établissaient à 65 millions de dollars (57 millions au 31 octobre 2014) et les dépôts provenant des coentreprises et des entreprises associées s'élevaient à 27 millions (14 millions au 31 octobre 2014). Aucune garantie n'a été donnée aux coentreprises et aux entreprises associées.

### Autres transactions, contrats ou ententes impliquant des coentreprises ou des entreprises associées

| (en millions de dollars canadiens)           | En date du et pour l'exercice clos le |                    |                    |
|--|---------------------------------------|--------------------|--------------------|
|  | 31 octobre<br>2015                    | 31 octobre<br>2014 | 31 octobre<br>2013 |
| Engagements et autres éventualités           | 365 \$                                | 315 \$             | 240 \$             |
| Autres honoraires reçus pour services rendus | 41                                    | 45                 | 47                 |
| Autres honoraires payés pour services reçus  | 182                                   | 185                | 191                |

### Actif net affecté

Certaines de nos filiales et coentreprises sont assujetties à des exigences réglementaires en vigueur dans les territoires où elles exercent leurs activités. En vertu de ces exigences, il est possible qu'elles ne puissent nous transférer notre quote-part de leur actif sous forme de dividendes en espèces, de prêts ou d'avances. Au 31 octobre 2015, l'actif net affecté de ces filiales et de ces coentreprises s'élevait à 30,8 milliards de dollars (16 milliards au 31 octobre 2014).

### Composition des secteurs d'exploitation

Aux fins de la gestion, en fonction des produits et services offerts, nous sommes organisés en cinq secteurs d'exploitation : Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances, Services aux investisseurs et trésorerie et Marchés des Capitaux.

Le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises comprend nos activités de services bancaires aux particuliers et aux entreprises ainsi que de nos activités de financement automobile et de services d'investissement de détail, et il se compose de quatre secteurs d'activité : Services financiers aux particuliers, Services financiers aux entreprises, Solutions cartes et paiements (Services bancaires canadiens) et Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis. Au Canada, nous fournissons un vaste éventail de produits et services financiers à notre clientèle de particuliers et d'entreprises par l'intermédiaire de nos réseaux élargis de succursales, de guichets automatiques bancaires, de services bancaires en ligne et par téléphone, ainsi que par l'intermédiaire d'une grande équipe de vente interne. Dans les Antilles, nous offrons une vaste gamme de produits et services financiers aux particuliers, aux entreprises clientes et aux institutions publiques dans des marchés ciblés. Aux États-Unis, nous répondons aux besoins en matière de services bancaires transfrontaliers de nos clients canadiens aux États-Unis, ainsi qu'aux besoins en matière de services bancaires de nos clients de gestion de patrimoine aux États-Unis.

Le secteur Gestion de patrimoine regroupe la Gestion de patrimoine – Canada, la Gestion de patrimoine – États-Unis et International et la Gestion mondiale d'actifs. Ce secteur offre des services aux clients fortunés et aux clients disposant d'un avoir net élevé ou très élevé au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe et en Asie, y compris une gamme complète de solutions de placements, de services de fiducie, de services bancaires, de services de crédit et d'autres solutions de gestion de patrimoine. Nous offrons également aux institutions et aux particuliers faisant partie de notre clientèle des produits et des services de gestion d'actifs, directement ou par l'entremise des réseaux de distribution de RBC et de tiers distributeurs.

Le secteur Assurances regroupe nos activités d'assurance au Canada et à l'échelle mondiale, lesquelles sont divisées en deux secteurs d'activité : Assurances – Canada et Assurances – International. Il offre un vaste éventail de produits d'assurances vie, maladie et IARD, ainsi que des produits et des solutions de réassurance. Au Canada, nous offrons nos produits et services par l'intermédiaire de nos propres réseaux de distribution composés de notre équipe de vente, notamment les succursales de vente au détail d'assurances, nos représentants des ventes, les centres d'expertise et les services en ligne, ainsi que par l'intermédiaire des conseillers indépendants en assurance et grâce à des alliances. En dehors de l'Amérique du Nord, nous exerçons des activités de réassurance dans le monde entier et offrons des produits de réassurance en matière d'assurances vie et d'assurance contre les accidents, ainsi que des produits de réassurance de rente.

Le secteur Services aux investisseurs et trésorerie offre des services de garde internationaux, des services d'administration de fonds et de caisses de retraite ainsi qu'une gamme intégrée de produits aux investisseurs institutionnels du monde entier. Nous offrons également des services de gestion de la trésorerie, de correspondants bancaires et de négociation à des institutions financières partout dans le monde, ainsi que des services de gestion des liquidités et du financement à RBC et à d'autres institutions choisies.

Le secteur Marchés des Capitaux se compose d'une majorité de nos services bancaires de gros à l'échelle mondiale et il fournit un vaste choix de produits et services à des sociétés ouvertes et fermées, à des investisseurs institutionnels, à des gouvernements et à des banques centrales par l'intermédiaire de nos deux principaux secteurs d'activité : Marchés mondiaux et Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. En Amérique du Nord, nous offrons une gamme complète de produits et de services, notamment des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, des services de montage et de distribution de titres de participation et de prêts et des services de structuration et de négociation. Ailleurs dans le monde, nous sommes présents dans des marchés ciblés au Royaume-Uni, en Europe et dans d'autres pays, où nous offrons un ensemble de capacités diversifiées dans nos principaux secteurs d'expertise, soit les secteurs de l'énergie, des mines et des infrastructures.

Toutes les autres activités au niveau de l'entreprise qui ne sont pas attribuées à ces cinq secteurs d'exploitation, notamment le financement de l'entreprise, la titrisation, les charges nettes liées au capital non attribué ainsi que les ajustements de consolidation, y compris les écritures d'élimination des montants de majoration au montant imposable équivalent, sont présentées dans le secteur Services de soutien généraux. Les ajustements au montant imposable équivalent font augmenter le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) au montant imposable équivalent effectif, et un montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôt. La direction est d'avis que ces ajustements sont nécessaires pour refléter la manière dont le secteur Marchés des Capitaux est géré, car cela accroît la comparabilité des revenus de sources imposables et de sources présentant des avantages fiscaux. Il se pourrait toutefois que les majorations au montant imposable équivalent ne soient pas comparables à des majorations semblables effectuées par d'autres institutions financières. La majoration au montant imposable équivalent pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 s'élève à 570 millions de dollars (492 millions au 31 octobre 2014; 380 millions au 31 octobre 2013).

### Secteurs géographiques

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les transactions sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui de nos clients. Les transactions sont comptabilisées dans la monnaie locale de référence et sont assujetties aux variations des taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

### Cadre d'information de gestion

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement individuel de nos secteurs d'exploitation comme s'ils exerçaient leurs activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette approche vise à faire en sorte que les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent toutes les données pertinentes quant aux revenus et aux charges liés à l'exercice de leurs activités. La direction surveille régulièrement les résultats de ces secteurs en vue de prendre des décisions quant à l'affectation des ressources et à l'évaluation du rendement. Ces éléments n'ont aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Les charges de chaque secteur d'exploitation peuvent comprendre des coûts engagés ou des services fournis, directement ou au nom des secteurs d'exploitation, au niveau de l'entreprise. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à l'un de nos secteurs d'exploitation, nous utilisons un cadre d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'attribution des coûts indirects et des charges indirectes à nos secteurs d'exploitation. Ce cadre sert également à l'attribution du capital et à la fixation des prix de cession des fonds de nos secteurs d'exploitation, de manière à mesurer avec justesse et de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et sur les risques sous-jacents du secteur d'exploitation visé. Les activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché. Toutes les autres activités au niveau de l'entreprise qui ne sont pas attribuées à nos cinq secteurs d'exploitation sont présentées dans le secteur Services de soutien généraux.

**Note 30 Résultats par secteur d'exploitation (suite)**

La direction revoit périodiquement les hypothèses et les méthodes que nous utilisons dans le cadre d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

| Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015                                   |  |                       |                  |  |                          |                                  |                     |                   |                   |                   |
|---|--|-----------------------|------------------|--|--------------------------|----------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| (en millions de dollars canadiens)  | Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | Gestion de patrimoine | Assurances       | Services aux investisseurs et trésorerie | Marchés des Capitaux (1) | Services de soutien généraux (1) | Total               | Canada            | États-Unis        | Autres pays       |
| Revenu net d'intérêt (2), (3)   | 10 004 \$  | 493 \$                | – \$             | 818 \$                                   | 3 970 \$                 | (514) \$                         | 14 771 \$           | 11 538 \$         | 1 977 \$          | 1 256 \$          |
| Revenus autres que d'intérêt  | 4 309  | 6 282                 | 4 436            | 1 220                                    | 4 093                    | 210                              | 20 550              | 10 889            | 4 619             | 5 042             |
| Total des revenus   | 14 313   | 6 775                 | 4 436            | 2 038                                    | 8 063                    | (304)                            | 35 321              | 22 427            | 6 596             | 6 298             |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances                          | 984  | 46                    | –                | (1)                                      | 71                       | (3)                              | 1 097               | 933               | 98                | 66                |
| Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance | –  | –                     | 2 963            | –  | –                        | –                                | 2 963               | 1 976             | –                 | 987               |
| Frais autres que d'intérêt  | 6 611  | 5 292                 | 613              | 1 301                                    | 4 696                    | 125                              | 18 638              | 10 139            | 4 762             | 3 737             |
| Bénéfice net (perte nette) avant impôt                                    | 6 718  | 1 437                 | 860              | 738                                      | 3 296                    | (426)                            | 12 623              | 9 379             | 1 736             | 1 508             |
| Charge (économie) d'impôt   | 1 712  | 396                   | 154              | 182                                      | 977                      | (824)                            | 2 597               | 1 727             | 649               | 221               |
| <b>Bénéfice net</b>   | <b>5 006 \$</b>  | <b>1 041 \$</b>       | <b>706 \$</b>    | <b>556 \$</b>                            | <b>2 319 \$</b>          | <b>398 \$</b>                    | <b>10 026 \$</b>    | <b>7 652 \$</b>   | <b>1 087 \$</b>   | <b>1 287 \$</b>   |
| Les frais autres que d'intérêt comprennent :                              |  |                       |                  |  |                          |                                  |                     |                   |                   |                   |
| Amortissements  | 345 \$   | 157 \$                | 16 \$            | 54 \$                                    | 28 \$                    | 639 \$                           | 1 239 \$            | 1 046 \$          | 40 \$             | 153 \$            |
| Perte de valeur des autres immobilisations incorporelles                  | 1  | 4                     | –                | –  | –                        | 2                                | 7                   | 3                 | 1                 | 3                 |
| Provisions pour restructuration   | –  | 83                    | –                | –  | –                        | –                                | 83                  | 25                | 45                | 13                |
| <b>Total de l'actif</b>   | <b>397 132 \$</b>                                      | <b>26 891 \$</b>      | <b>14 139 \$</b> | <b>132 294 \$</b>                        | <b>478 289 \$</b>        | <b>25 463 \$</b>                 | <b>1 074 208 \$</b> | <b>584 419 \$</b> | <b>252 845 \$</b> | <b>236 944 \$</b> |
| Le total de l'actif comprend :  |  |                       |                  |  |                          |                                  |                     |                   |                   |                   |
| Entrées de locaux et matériel et d'immobilisations incorporelles          | 327 \$   | 122 \$                | 23 \$            | 46 \$                                    | 256 \$                   | 644 \$                           | 1 418 \$            | 1 071 \$          | 206 \$            | 141 \$            |
| <b>Total du passif</b>  | <b>397 157 \$</b>                                      | <b>26 906 \$</b>      | <b>14 160 \$</b> | <b>132 275 \$</b>                        | <b>478 291 \$</b>        | <b>(38 525) \$</b>               | <b>1 010 264 \$</b> | <b>520 420 \$</b> | <b>252 970 \$</b> | <b>236 874 \$</b> |

| Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 (4)                               |  |                       |                  |  |                          |                                  |                   |                   |                   |                   |
|---|--|-----------------------|------------------|--|--------------------------|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| (en millions de dollars canadiens)  | Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | Gestion de patrimoine | Assurances       | Services aux investisseurs et trésorerie | Marchés des Capitaux (1) | Services de soutien généraux (1) | Total             | Canada            | États-Unis        | Autres pays       |
| Revenu net d'intérêt (2), (3)   | 9 743 \$   | 469 \$                | – \$             | 732 \$                                   | 3 485 \$                 | (313) \$                         | 14 116 \$         | 11 128 \$         | 1 697 \$          | 1 291 \$          |
| Revenus autres que d'intérêt  | 3 987  | 5 844                 | 4 964            | 1 152                                    | 3 881                    | 164                              | 19 992            | 10 488            | 4 257             | 5 247             |
| Total des revenus   | 13 730   | 6 313                 | 4 964            | 1 884                                    | 7 366                    | (149)                            | 34 108            | 21 616            | 5 954             | 6 538             |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances                          | 1 103  | 19                    | –                | –  | 44                       | (2)                              | 1 164             | 922               | 52                | 190               |
| Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance | –  | –                     | 3 573            | –  | –                        | –                                | 3 573             | 2 188             | 1                 | 1 384             |
| Frais autres que d'intérêt  | 6 563  | 4 800                 | 579              | 1 286                                    | 4 344                    | 89                               | 17 661            | 9 650             | 4 199             | 3 812             |
| Bénéfice net (perte nette) avant impôt                                    | 6 064  | 1 494                 | 812              | 598                                      | 2 978                    | (236)                            | 11 710            | 8 856             | 1 702             | 1 152             |
| Charge (économie) d'impôt   | 1 589  | 411                   | 31               | 157                                      | 923                      | (405)                            | 2 706             | 1 983             | 660               | 63                |
| <b>Bénéfice net</b>   | <b>4 475 \$</b>  | <b>1 083 \$</b>       | <b>781 \$</b>    | <b>441 \$</b>                            | <b>2 055 \$</b>          | <b>169 \$</b>                    | <b>9 004 \$</b>   | <b>6 873 \$</b>   | <b>1 042 \$</b>   | <b>1 089 \$</b>   |
| Les frais autres que d'intérêt comprennent :                              |  |                       |                  |  |                          |                                  |                   |                   |                   |                   |
| Amortissements  | 338 \$   | 147 \$                | 16 \$            | 58 \$                                    | 28 \$                    | 578 \$                           | 1 165 \$          | 971 \$            | 39 \$             | 155 \$            |
| Perte de valeur des autres immobilisations incorporelles                  | –  | 6                     | –                | –  | 2                        | –                                | 8                 | 2                 | 6                 | –                 |
| Provisions pour restructuration   | 20   | 16                    | –                | –  | –                        | –                                | 36                | –                 | 16                | 20                |
| <b>Total de l'actif</b>   | <b>376 188 \$</b>                                      | <b>27 084 \$</b>      | <b>12 930 \$</b> | <b>103 822 \$</b>                        | <b>400 314 \$</b>        | <b>20 212 \$</b>                 | <b>940 550 \$</b> | <b>496 120 \$</b> | <b>194 879 \$</b> | <b>249 551 \$</b> |
| Le total de l'actif comprend :  |  |                       |                  |  |                          |                                  |                   |                   |                   |                   |
| Entrées de locaux et matériel et d'immobilisations incorporelles          | 318 \$   | 105 \$                | 16 \$            | 30 \$                                    | 147 \$                   | 563 \$                           | 1 179 \$          | 924 \$            | 154 \$            | 101 \$            |
| <b>Total du passif</b>  | <b>376 154 \$</b>                                      | <b>27 022 \$</b>      | <b>12 988 \$</b> | <b>103 798 \$</b>                        | <b>400 114 \$</b>        | <b>(34 029) \$</b>               | <b>886 047 \$</b> | <b>441 607 \$</b> | <b>194 946 \$</b> | <b>249 494 \$</b> |



Pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 (4)

| (en millions de dollars canadiens)  | Services bancaires aux particuliers et aux entreprises | Gestion de patrimoine | Assurances       | Services aux investisseurs et trésorerie | Marchés des Capitaux (1) | Services de soutien généraux (1) | Total             | Canada            | États-Unis        | Autres pays       |
|---|--|-----------------------|------------------|--|--------------------------|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Revenu net d'intérêt (2), (3)   | 9 434 \$   | 396 \$                | – \$             | 671 \$                                   | 2 872 \$                 | (124)\$                          | 13 249 \$         | 10 961 \$         | 1 448 \$          | 840 \$            |
| Revenus autres que d'intérêt  | 3 585  | 5 091                 | 3 928            | 1 133                                    | 3 708                    | (12)\$                           | 17 433            | 8 601             | 3 810             | 5 022             |
| Total des revenus   | 13 019   | 5 487                 | 3 928            | 1 804                                    | 6 580                    | (136)\$                          | 30 682            | 19 562            | 5 258             | 5 862             |
| Dotations à la provision pour pertes sur créances                         | 995  | 51                    | –                | –  | 188                      | 3                                | 1 237             | 892               | 78                | 267               |
| Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance | –  | –                     | 2 784            | –  | –                        | –                                | 2 784             | 1 425             | 10                | 1 349             |
| Frais autres que d'intérêt  | 6 168  | 4 219                 | 551              | 1 348                                    | 3 856                    | 72                               | 16 214            | 9 210             | 3 663             | 3 341             |
| Bénéfice net (perte nette) avant impôt                                    | 5 856  | 1 217                 | 593              | 456                                      | 2 536                    | (211)                            | 10 447            | 8 035             | 1 507             | 905               |
| Charge (économie) d'impôt   | 1 476  | 331                   | (2)\$            | 117                                      | 836                      | (653)                            | 2 105             | 1 710             | 370               | 25                |
| <b>Bénéfice net</b>   | <b>4 380 \$</b>  | <b>886 \$</b>         | <b>595 \$</b>    | <b>339 \$</b>                            | <b>1 700 \$</b>          | <b>442 \$</b>                    | <b>8 342 \$</b>   | <b>6 325 \$</b>   | <b>1 137 \$</b>   | <b>880 \$</b>     |
| Les frais autres que d'intérêt comprennent :                              |  |                       |                  |  |                          |                                  |                   |                   |                   |                   |
| Amortissements  | 279 \$   | 135 \$                | 13 \$            | 56 \$                                    | 25 \$                    | 503 \$                           | 1 011 \$          | 838 \$            | 36 \$             | 137 \$            |
| Perte de valeur des autres immobilisations incorporelles                  | 1  | –                     | –                | 5  | –                        | 4                                | 10                | 10                | –                 | –                 |
| Provisions pour restructuration   | 21   | –                     | –                | 44                                       | –                        | –                                | 65                | 9                 | –                 | 56                |
| <b>Total de l'actif</b>   | <b>362 932 \$</b>                                      | <b>23 361 \$</b>      | <b>12 275 \$</b> | <b>90 621 \$</b>                         | <b>358 036 \$</b>        | <b>12 520 \$</b>                 | <b>859 745 \$</b> | <b>494 306 \$</b> | <b>181 703 \$</b> | <b>183 736 \$</b> |
| Le total de l'actif comprend :  |  |                       |                  |  |                          |                                  |                   |                   |                   |                   |
| Entrées de locaux et matériel et d'immobilisations incorporelles          | 468 \$   | 90 \$                 | 13 \$            | 35 \$                                    | 107 \$                   | 517 \$                           | 1 230 \$          | 966 \$            | 132 \$            | 132 \$            |
| <b>Total du passif</b>  | <b>362 892 \$</b>                                      | <b>23 306 \$</b>      | <b>12 325 \$</b> | <b>90 793 \$</b>                         | <b>357 872 \$</b>        | <b>(36 903)\$</b>                | <b>810 285 \$</b> | <b>444 781 \$</b> | <b>181 815 \$</b> | <b>183 689 \$</b> |

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(3) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(4) Certains montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

## Revenus par secteur d'activité

| (en millions de dollars canadiens)                                     | Pour les exercices clos |                    |                    |
|--|-------------------------|--------------------|--------------------|
|  | le 31 octobre 2015      | le 31 octobre 2014 | le 31 octobre 2013 |
| Services financiers aux particuliers                                   | 7 634 \$                | 7 285 \$           | 6 948 \$           |
| Services financiers aux entreprises                                    | 3 091                   | 3 135              | 2 990              |
| Solutions cartes et paiements  | 2 654                   | 2 449              | 2 282              |
| Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis                 | 934                     | 861                | 799                |
| Gestion de patrimoine – Canada   | 2 226                   | 2 186              | 1 889              |
| Gestion de patrimoine – États-Unis et International                    | 2 729                   | 2 430              | 2 225              |
| Gestion mondiale d'actifs  | 1 820                   | 1 697              | 1 373              |
| Assurances   | 4 436                   | 4 964              | 3 928              |
| Services aux investisseurs et trésorerie                               | 2 038                   | 1 884              | 1 804              |
| Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement | 3 697                   | 3 437              | 3 014              |
| Marchés Mondiaux (1)   | 4 477                   | 3 896              | 3 314              |
| Autres Marchés des Capitaux (1)  | (111)                   | 33                 | 252                |
| Services de soutien généraux   | (304)                   | (149)              | (136)              |
|  | <b>35 321 \$</b>        | <b>34 108 \$</b>   | <b>30 682 \$</b>   |

(1) Certains montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

## Note 31 Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers

En raison des instruments financiers que nous détenons, nous sommes exposés au risque de crédit, au risque de marché et au risque de liquidité et de financement. Notre évaluation du risque ainsi que nos objectifs, nos politiques et nos méthodes en matière de gestion des risques sont présentés dans le texte grisé ainsi que dans les tableaux qui sont marqués d'un astérisque (\*), aux pages 64 à 93 de notre rapport de gestion. Ce texte et ces tableaux grisés font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Les concentrations du risque de crédit surviennent lorsqu'un certain nombre de nos clients exerçant des activités similaires sont situés dans le même secteur géographique ou ont des caractéristiques économiques à ce point comparables qu'un changement des conditions économiques, politiques ou autres pourrait influencer de la même façon sur leur capacité de remplir leurs engagements contractuels.



## Note 31 Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers (suite)

Les concentrations du risque de crédit montrent la sensibilité relative de notre rendement à l'égard de faits nouveaux touchant un type d'industrie ou un secteur géographique en particulier. Le tableau suivant donne un sommaire des montants au titre de certains instruments financiers figurant au bilan et hors bilan qui présentent un risque de crédit.

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)                 | Au 31 octobre 2015 |             |                   |             |                   |             |                  |            |                   |
|---|--------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|------------------|------------|-------------------|
|   | Canada             | %           | États-Unis        | %           | Europe            | %           | Autres pays      | %          | Total             |
| <b>Actifs au bilan autres que les dérivés (1)</b>                         | <b>453 650 \$</b>  | <b>68 %</b> | <b>110 341 \$</b> | <b>17 %</b> | <b>56 984 \$</b>  | <b>9 %</b>  | <b>41 453 \$</b> | <b>6 %</b> | <b>662 428 \$</b> |
| Dérivés avant l'incidence des conventions-cadres de compensation (2), (3) | 20 911             | 11          | 22 877            | 12          | 143 414           | 74          | 7 254            | 3          | 194 456           |
|   | <b>474 561 \$</b>  | <b>55 %</b> | <b>133 218 \$</b> | <b>16 %</b> | <b>200 398 \$</b> | <b>23 %</b> | <b>48 707 \$</b> | <b>6 %</b> | <b>856 884 \$</b> |
| <b>Instruments de crédit hors bilan (4)</b>                               |                    |             |                   |             |                   |             |                  |            |                   |
| Montants engagés et non engagés (5)                                       | 239 351 \$         | 57 %        | 137 204 \$        | 33 %        | 32 638 \$         | 8 %         | 10 312 \$        | 2 %        | 419 505 \$        |
| Autres  | 49 740             | 51          | 17 520            | 18          | 29 213            | 30          | 1 523            | 1          | 97 996            |
|   | <b>289 091 \$</b>  | <b>56 %</b> | <b>154 724 \$</b> | <b>30 %</b> | <b>61 851 \$</b>  | <b>12 %</b> | <b>11 835 \$</b> | <b>2 %</b> | <b>517 501 \$</b> |

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)                 | Au 31 octobre 2014 |             |                   |             |                   |             |                  |            |                   |
|---|--------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|------------------|------------|-------------------|
|   | Canada             | %           | États-Unis        | %           | Europe            | %           | Autres pays      | %          | Total             |
| <b>Actifs au bilan autres que les dérivés (1)</b>                         | <b>422 498 \$</b>  | <b>72 %</b> | <b>79 140 \$</b>  | <b>14 %</b> | <b>46 596 \$</b>  | <b>8 %</b>  | <b>36 031 \$</b> | <b>6 %</b> | <b>584 265 \$</b> |
| Dérivés avant l'incidence des conventions-cadres de compensation (2), (3) | 12 825             | 9           | 23 039            | 16          | 102 368           | 70          | 7 009            | 5          | 145 241           |
|   | <b>435 323 \$</b>  | <b>60 %</b> | <b>102 179 \$</b> | <b>14 %</b> | <b>148 964 \$</b> | <b>20 %</b> | <b>43 040 \$</b> | <b>6 %</b> | <b>729 506 \$</b> |
| <b>Instruments de crédit hors bilan (4)</b>                               |                    |             |                   |             |                   |             |                  |            |                   |
| Montants engagés et non engagés (5)                                       | 224 849 \$         | 62 %        | 102 253 \$        | 28 %        | 28 312 \$         | 8 %         | 7 876 \$         | 2 %        | 363 290 \$        |
| Autres  | 45 600             | 53          | 14 579            | 17          | 25 023            | 29          | 550              | 1          | 85 752            |
|   | <b>270 449 \$</b>  | <b>60 %</b> | <b>116 832 \$</b> | <b>26 %</b> | <b>53 335 \$</b>  | <b>12 %</b> | <b>8 426 \$</b>  | <b>2 %</b> | <b>449 042 \$</b> |

(1) Comprend les biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés, les prêts et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations. Les concentrations provinciales les plus importantes au Canada se trouvent en Ontario, 47 % (46 % au 31 octobre 2014), dans les provinces des Prairies, 21 % (21 % au 31 octobre 2014), en Colombie-Britannique et dans les territoires, 16 % (16 % au 31 octobre 2014), et au Québec, 11 % (12 % au 31 octobre 2014). Aucun type d'industrie ne représente plus de 35 % du total des instruments de crédit au bilan (33 % au 31 octobre 2014).

(2) La plus forte concentration du risque de crédit par type de contrepartie se trouve dans les banques, soit 29 % (36 % au 31 octobre 2014).

(3) Compte non tenu des dérivés de crédit classés comme détenus à des fins autres que de transaction.

(4) Représente les instruments financiers dont les montants contractuels représentent le risque de crédit.

(5) Les engagements de détail et les engagements de gros représentent respectivement 36 % et 64 % (38 % et 62 %, respectivement, au 31 octobre 2014) du total de nos engagements. Les concentrations les plus importantes de notre portefeuille du secteur de gros sont liées aux produits de financement, 15 % (14 % au 31 octobre 2014), aux services financiers non bancaires, 10 % (9 % au 31 octobre 2014), au pétrole et au gaz, 10 % (9 % au 31 octobre 2014), aux services publics, 9 % (9 % au 31 octobre 2014) et au secteur immobilier et aux secteurs connexes, 8 % (9 % au 31 octobre 2014).

## Note 32 Gestion du capital

### Capital réglementaire et ratios de capital

Le BSIF établit des objectifs précis pour le capital fondé sur les risques et le levier visant les institutions de dépôt au Canada. Nous sommes tenus de calculer nos ratios de capital en nous fondant sur le cadre de l'accord de Bâle III. En vertu de l'accord de Bâle III, le capital réglementaire inclut les capitaux propres ordinaires de première catégorie, le capital de première catégorie et le capital de deuxième catégorie. Les capitaux propres ordinaires de première catégorie se composent essentiellement d'actions ordinaires, de bénéfices non distribués et d'autres composantes des capitaux propres. La portée des ajustements réglementaires en vertu de l'accord de Bâle III comprend la déduction du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, de certains actifs d'impôt différé, des actifs au titre des régimes de retraite à prestations définies, des participations dans des entités de services bancaires, financiers et d'assurance et de l'insuffisance des dotations à la provision pour pertes prévues. Le capital de première catégorie comprend essentiellement les capitaux propres ordinaires de première catégorie et d'autres éléments composés d'instruments de capital comme certaines actions privilégiées, ainsi que certaines participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales. Le capital de deuxième catégorie inclut les débiteures subordonnées qui répondent à certains critères et certaines provisions pour pertes sur prêts. Le capital total représente la somme des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie supplémentaire et du capital de deuxième catégorie. Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total par l'actif pondéré en fonction des risques.

À compter de l'exercice considéré, le coefficient actif-capital est remplacé par le ratio de levier. Le ratio de levier est calculé en divisant le capital de première catégorie par la mesure de l'exposition. La mesure de l'exposition se compose du total de l'actif (compte non tenu des éléments déduits du capital de première catégorie) et de certains éléments hors-bilan convertis en équivalents-risque de crédit. Des dérivés et des transactions de financement garanti font également l'objet d'ajustements afin de refléter le risque de crédit et d'autres risques. En 2015 et en 2014, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier imposées par le BSIF.

| (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)                  | Au                 |                    |
|--|--------------------|--------------------|
|  | 31 octobre<br>2015 | 31 octobre<br>2014 |
| <b>Capital (1)</b>   |                    |                    |
| Capitaux propres ordinaires de première catégorie  | 43 715 \$          | 36 406 \$          |
| Capital de première catégorie  | 50 541             | 42 202             |
| Capital total  | 58 004             | 50 020             |
| <b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de capital (1), (2)</b> |                    |                    |
| Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie                                    | 411 756            | 368 594            |
| Ratio du capital de première catégorie   | 412 941            | 369 976            |
| Ratio du capital total   | 413 957            | 372 050            |
| <b>Actif pondéré en fonction des risques pour le total des fonds propres (1)</b>               |                    |                    |
| Risque de crédit   | 323 870            | 286 327            |
| Risque de marché   | 39 786             | 38 460             |
| Risque opérationnel  | 50 301             | 47 263             |
|  | <b>413 957 \$</b>  | <b>372 050 \$</b>  |
| <b>Ratios de capital, ratios de levier et coefficients (1)</b>                                 |                    |                    |
| Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie                                    | 10,6 %             | 9,9 %              |
| Ratio du capital de première catégorie   | 12,2 %             | 11,4 %             |
| Ratio du capital total   | 14,0 %             | 13,4 %             |
| Ratio de levier (3)  | 4,3 %              | s.o.               |
| Coefficient actif-capital (4)  | s.o.               | 17,0X              |

(1) Le capital, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de capital et coefficients sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF.

(2) Depuis le troisième trimestre de 2014, l'ajustement de l'évaluation lié au crédit relatif au calcul de l'actif pondéré en fonction des risques mis en place au premier trimestre de 2014 doit tenir compte de pourcentages différents pour chaque catégorie de capital. Cette modification reflète l'application progressive des ajustements de l'évaluation liés au crédit qui se terminera au quatrième trimestre de 2018. Au cours de la période d'application progressive, l'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du ratio du capital de première catégorie et du ratio du capital total sera assujéti chaque année à différents pourcentages au titre des ajustements de l'évaluation liés au crédit.

(3) La mesure de l'exposition au 31 octobre 2015 s'établissait à 1 170 milliards de dollars.

(4) À compter de l'exercice considéré, le coefficient actif-capital est remplacé par le ratio de levier. Au 31 octobre 2014, le montant brut de l'actif ajusté s'élevait à 885 milliards de dollars.  
s.o. : sans objet

### Note 33 Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

La compensation dans notre bilan est possible lorsque des actifs et des passifs financiers font l'objet de conventions-cadres de compensation qui donnent un droit de compensation actuellement exécutoire, et lorsqu'il y a une intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Dans le cas des contrats dérivés et des conventions de rachat et de revente, la compensation a généralement lieu lorsqu'il existe un mécanisme de règlement sur le marché (p. ex., une contrepartie centrale ou une chambre de compensation) qui prévoit un règlement quotidien sur la base du solde net des flux de trésorerie découlant de ces contrats. En général, les montants à recevoir et à payer au titre des dépôts de garantie obligatoires sont compensés au moment de leur règlement simultané par l'intermédiaire d'un mécanisme de règlement sur le marché. Ces derniers sont habituellement classés en tant qu'autres actifs ou autres passifs.

Les montants qui ne sont pas admissibles à la compensation comprennent les conventions-cadres de compensation qui ne permettent la compensation des transactions en cours avec la même contrepartie qu'en cas de manquement ou si un autre événement prédéfini se produit. Ces conventions-cadres de compensation comprennent l'accord-cadre de l'ISDA ou les accords conclus avec une contrepartie de compensation ou une bourse de dérivés pour des contrats dérivés, les conventions-cadres de rachat mondiales et les conventions-cadres de prêt de titres mondiales pour le rachat, la revente et d'autres accords semblables de prêt ou d'emprunt de titres.

Le montant des garanties financières reçues ou données assujétiées à une convention-cadre de compensation ou à des accords semblables qui ne sont pas admissibles à la compensation correspond aux garanties reçues ou données en vue de couvrir le risque net entre des contreparties en permettant la réalisation de la garantie en cas de manquement ou si un autre événement prédéfini se produit. Certains montants au titre des garanties ne peuvent être vendus ou donnés de nouveau en garantie sauf en cas de défaut ou si un événement prédéfini se produit.

Les tableaux ci-après présentent le montant des instruments financiers qui ont été compensés dans les bilans consolidés ainsi que les montants qui ne sont pas admissibles à la compensation, mais qui sont assujétiés à des conventions-cadres de compensation exécutoires ou à des accords semblables. Les montants présentés ne sont pas censés être représentatifs de notre exposition réelle au risque de crédit.

Actifs financiers assujettis à des accords de compensation, à des conventions-cadres de compensation exécutoires et à des accords semblables

| Au 31 octobre 2015   |   |  |  |  |                                  |                  |   |                                     |
|--|---|--|--|--|----------------------------------|------------------|---|-------------------------------------|
| Montants assujettis à des accords de compensation et à des conventions de compensation exécutoires   |   |  |  |  |                                  |                  |   |                                     |
| Montants assujettis à des conventions-cadres de compensation ou à des accords similaires mais non admissibles à la compensation au bilan (1) |   |  |  |  |                                  |                  |   |                                     |
| (en millions de dollars canadiens)   | Montants bruts des actifs financiers avant la compensation au bilan | Montants des passifs financiers compensés au bilan | Montant net des actifs financiers présentés au bilan | Incidence des conventions-cadres de compensation | Garanties financières reçues (2) | Montant net      | Montants non assujettis à des conventions de compensation exécutoires | Montant total comptabilisé au bilan |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés   | 183 493 \$  | 9 846 \$   | 173 647 \$   | 30 \$  | 172 910 \$                       | 707 \$           | 1 076 \$  | 174 723 \$                          |
| Actifs dérivés (3)   | 185 654   | 87 527   | 98 127   | 71 833   | 14 956                           | 11 338           | 7 499   | 105 626                             |
| Autres actifs financiers   | 1 560   | 1 283  | 277  | –  | 52                               | 225              | 78  | 355                                 |
|  | <b>370 707 \$</b>   | <b>98 656 \$</b>                                   | <b>272 051 \$</b>                                    | <b>71 863 \$</b>                                 | <b>187 918 \$</b>                | <b>12 270 \$</b> | <b>8 653 \$</b>   | <b>280 704 \$</b>                   |

| Au 31 octobre 2014   |   |  |  |  |                                  |                 |   |                                     |
|--|---|--|--|--|----------------------------------|-----------------|---|-------------------------------------|
| Montants assujettis à des accords de compensation et à des conventions de compensation exécutoires   |   |  |  |  |                                  |                 |   |                                     |
| Montants assujettis à des conventions-cadres de compensation ou à des accords similaires mais non admissibles à la compensation au bilan (1) |   |  |  |  |                                  |                 |   |                                     |
| (en millions de dollars canadiens)   | Montants bruts des actifs financiers avant la compensation au bilan | Montants des passifs financiers compensés au bilan | Montant net des actifs financiers présentés au bilan | Incidence des conventions-cadres de compensation | Garanties financières reçues (2) | Montant net     | Montants non assujettis à des conventions de compensation exécutoires | Montant total comptabilisé au bilan |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés   | 149 348 \$  | 14 038 \$  | 135 310 \$   | 56 \$  | 134 985 \$                       | 269 \$          | 270 \$  | 135 580 \$                          |
| Actifs dérivés (3)   | 136 230   | 57 068   | 79 162   | 60 546   | 8 993                            | 9 623           | 8 240   | 87 402                              |
| Autres actifs financiers   | 1 345   | 1 247  | 98   | –  | 70                               | 28              | 60  | 158                                 |
|  | <b>286 923 \$</b>   | <b>72 353 \$</b>                                   | <b>214 570 \$</b>                                    | <b>60 602 \$</b>                                 | <b>144 048 \$</b>                | <b>9 920 \$</b> | <b>8 570 \$</b>   | <b>223 140 \$</b>                   |

- (1) Les garanties financières sont présentées à la juste valeur. Le montant présenté des instruments financiers et des garanties financières se limite au risque net figurant au bilan et tout surdimensionnement est exclu du tableau.
- (2) Comprend une garantie en espèces de 11 345 millions de dollars (8 719 millions au 31 octobre 2014) et des garanties autres qu'en espèces de 177 milliards (135 milliards au 31 octobre 2014).
- (3) Comprend des dépôts de garantie obligatoires en espèces de 1 512 millions de dollars (1 326 millions au 31 octobre 2014) portés en diminution du solde des dérivés au bilan.

**Passifs financiers assujettis à des accords de compensation, à des conventions-cadres de compensation exécutoires et à des accords semblables**

| (en millions de dollars canadiens)  | Au 31 octobre 2015   |   |   |  |                                   |                  |  |                                     |
|---|--|---|---|--|-----------------------------------|------------------|--|-------------------------------------|
|   | Montants assujettis à des accords de compensation et à des conventions de compensation exécutoires |   |   |  |                                   |                  |  |                                     |
|   | Montants bruts des passifs financiers avant la compensation au bilan                               | Montants des actifs financiers compensés au bilan | Montant net des passifs financiers présentés au bilan | Montants assujettis à des conventions-cadres de compensation ou à des accords similaires mais non admissibles à la compensation au bilan (1) |                                   |                  | Montants non assujettis à des conventions-cadres de compensation exécutoires | Montant total comptabilisé au bilan |
|   |  |   |   | Incidence des conventions-cadres de compensation   | Garanties financières données (2) | Montant net      |  |                                     |
| Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | 92 564 \$  | 9 846 \$  | 82 718 \$   | 30 \$  | 82 476 \$                         | 212 \$           | 570 \$   | 83 288 \$                           |
| Passifs dérivés (3)   | 186 400  | 87 960  | 98 440  | 71 833   | 15 060                            | 11 547           | 9 420  | 107 860                             |
| Autres passifs financiers   | 2 348  | 1 517   | 831   | –  | 551                               | 280              | 3  | 834                                 |
|   | <b>281 312 \$</b>  | <b>99 323 \$</b>                                  | <b>181 989 \$</b>                                     | <b>71 863 \$</b>   | <b>98 087 \$</b>                  | <b>12 039 \$</b> | <b>9 993 \$</b>  | <b>191 982 \$</b>                   |

| (en millions de dollars canadiens)  | Au 31 octobre 2014   |   |   |  |                                   |                 |  |                                     |
|---|--|---|---|--|-----------------------------------|-----------------|--|-------------------------------------|
|   | Montants assujettis à des accords de compensation et à des conventions de compensation exécutoires |   |   |  |                                   |                 |  |                                     |
|   | Montants bruts des passifs financiers avant la compensation au bilan                               | Montants des actifs financiers compensés au bilan | Montant net des passifs financiers présentés au bilan | Montants assujettis à des conventions-cadres de compensation ou à des accords similaires mais non admissibles à la compensation au bilan (1) |                                   |                 | Montants non assujettis à des conventions-cadres de compensation exécutoires | Montant total comptabilisé au bilan |
|   |  |   |   | Incidence des conventions-cadres de compensation   | Garanties financières données (2) | Montant net     |  |                                     |
| Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | 78 029 \$  | 14 038 \$   | 63 991 \$   | 56 \$  | 63 790 \$                         | 145 \$          | 340 \$   | 64 331 \$                           |
| Passifs dérivés (3)   | 135 662  | 56 982  | 78 680  | 60 546   | 9 184                             | 8 950           | 10 302   | 88 982                              |
| Autres passifs financiers   | 1 921  | 1 333   | 588   | –  | 478                               | 110             | 8  | 596                                 |
|   | <b>215 612 \$</b>  | <b>72 353 \$</b>                                  | <b>143 259 \$</b>                                     | <b>60 602 \$</b>   | <b>73 452 \$</b>                  | <b>9 205 \$</b> | <b>10 650 \$</b>   | <b>153 909 \$</b>                   |

(1) Les garanties financières sont présentées à la juste valeur. Le montant présenté des instruments financiers et des garanties financières se limite au risque net figurant au bilan et tout surdimensionnement est exclu du tableau.

(2) Comprend une garantie en espèces de 13 233 millions de dollars (7 187 millions au 31 octobre 2014) et des garanties autres qu'en espèces de 85 milliards (66 milliards au 31 octobre 2014).

(3) Comprend des dépôts de garantie obligatoires en espèces de 1 277 millions de dollars (1 240 millions au 31 octobre 2014) portés en diminution du solde des dérivés au bilan.

## Note 34 Recouvrement et règlement des actifs et des passifs présentés au bilan

Le tableau suivant présente une analyse des actifs et des passifs comptabilisés dans nos bilans consolidés, en fonction des montants qui seront recouverts ou réglés dans moins de un an et après un an, à la date de clôture selon les échéances contractuelles et certaines autres hypothèses décrites dans les notes de bas de page ci-dessous. S'il y a lieu, nous gérons le risque d'illiquidité de divers produits en fonction de modèles de comportement historiques qui, souvent, ne sont pas alignés avec les échéances contractuelles. Les montants à recouvrer ou à régler dans une période de un an, qui sont présentés ci-dessous, pourraient ne pas traduire la vision à long terme de la direction à l'égard du profil de liquidité de certaines catégories au bilan.

| (en millions de dollars canadiens)  | Au                |                   |                     |                     |                   |                   |
|---|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
|   | 31 octobre 2015   |                   |                     | 31 octobre 2014 (1) |                   |                   |
|   | Un an ou moins    | Après un an       | Total               | Un an ou moins      | Après un an       | Total             |
| <b>Actif</b>  |                   |                   |                     |                     |                   |                   |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques (2)  | 10 466 \$         | 1 986 \$          | 12 452 \$           | 16 649 \$           | 772 \$            | 17 421 \$         |
| Dépôts productifs d'intérêts à des banques  | 22 690            | –                 | 22 690              | 7 494               | 905               | 8 399             |
| Valeurs mobilières  |                   |                   |                     |                     |                   |                   |
| Titres détenus à des fins de transaction (3)  | 149 150           | 9 553             | 158 703             | 141 399             | 9 981             | 151 380           |
| Titres disponibles à la vente   | 12 338            | 44 467            | 56 805              | 12 318              | 35 450            | 47 768            |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés                            | 172 122           | 2 601             | 174 723             | 133 438             | 2 142             | 135 580           |
| Prêts   |                   |                   |                     |                     |                   |                   |
| Prêts de détail   | 92 012            | 256 171           | 348 183             | 78 435              | 255 834           | 334 269           |
| Prêts de gros   | 25 842            | 100 227           | 126 069             | 22 491              | 80 463            | 102 954           |
| Provision pour pertes sur prêts   | –                 | –                 | (2 029)             | –                   | –                 | (1 994)           |
| Actif net des fonds distincts   | –                 | 830               | 830                 | –                   | 675               | 675               |
| Autres  |                   |                   |                     |                     |                   |                   |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations   | 13 446            | 7                 | 13 453              | 11 456              | 6                 | 11 462            |
| Dérivés (3)   | 103 618           | 2 008             | 105 626             | 85 688              | 1 714             | 87 402            |
| Locaux et matériel, montant net   | –                 | 2 728             | 2 728               | –                   | 2 684             | 2 684             |
| Goodwill  | –                 | 9 289             | 9 289               | –                   | 8 647             | 8 647             |
| Autres immobilisations incorporelles  | –                 | 2 814             | 2 814               | –                   | 2 775             | 2 775             |
| Participations dans des coentreprises et des entreprises associées                              | –                 | 360               | 360                 | –                   | 295               | 295               |
| Actifs au titre des avantages du personnel  | –                 | 245               | 245                 | –                   | 138               | 138               |
| Autres actifs   | 35 350            | 5 917             | 41 267              | 24 414              | 6 281             | 30 695            |
|   | <b>637 034 \$</b> | <b>439 203 \$</b> | <b>1 074 208 \$</b> | <b>533 782 \$</b>   | <b>408 762 \$</b> | <b>940 550 \$</b> |
| <b>Passif</b>   |                   |                   |                     |                     |                   |                   |
| Dépôts (4)  | 528 109 \$        | 169 118 \$        | 697 227 \$          | 451 065 \$          | 163 035 \$        | 614 100 \$        |
| Passif net au titre des fonds distincts   | –                 | 830               | 830                 | –                   | 675               | 675               |
| Autres  |                   |                   |                     |                     |                   |                   |
| Acceptations  | 13 446            | 7                 | 13 453              | 11 456              | 6                 | 11 462            |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert   | 41 156            | 6 502             | 47 658              | 46 125              | 4 220             | 50 345            |
| Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | 82 498            | 790               | 83 288              | 64 331              | –                 | 64 331            |
| Dérivés (3)   | 105 271           | 2 589             | 107 860             | 87 830              | 1 152             | 88 982            |
| Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance                                       | 97                | 9 013             | 9 110               | 135                 | 8 429             | 8 564             |
| Passifs au titre des avantages du personnel   | –                 | 1 969             | 1 969               | –                   | 2 420             | 2 420             |
| Autres passifs  | 28 563            | 12 944            | 41 507              | 25 228              | 12 081            | 37 309            |
| Débiteures subordonnées   | 1 500             | 5 862             | 7 362               | 200                 | 7 659             | 7 859             |
|   | <b>800 640 \$</b> | <b>209 624 \$</b> | <b>1 010 264 \$</b> | <b>686 370 \$</b>   | <b>199 677 \$</b> | <b>886 047 \$</b> |

(1) Certains montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(2) La trésorerie et les montants à recevoir de banques sont présumés être recouverts dans un délai de un an, à l'exception des soldes de trésorerie qui ne peuvent être utilisés par la Banque.

(3) Les titres détenus à des fins de transaction classés à la juste valeur par le biais du résultat net et les dérivés détenus à des fins de transaction qui ne sont pas désignés comme des relations de couverture sont présentés dans la colonne « Un an ou moins » puisque cela représente le mieux, dans la plupart des cas, la nature à court terme de nos activités de négociation. Les dérivés qui ne sont pas détenus à des fins de transaction et qui sont désignés comme des relations de couverture sont présentés selon le recouvrement ou le règlement de l'élément couvert connexe.

(4) Des dépôts à vue de 312 milliards de dollars (289 milliards au 31 octobre 2014) sont présentés dans la colonne « Un an ou moins » en raison du fait qu'ils sont remboursables à vue ou dans un court délai sur une base contractuelle. En pratique, ces dépôts se rapportent à un large éventail de personnes et de types de clients qui constituent une base stable pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités.

Le tableau suivant présente de l'information sur l'entité juridique que constitue la Banque Royale du Canada, ses filiales étant présentées selon la méthode de la mise en équivalence.

**Bilans résumés**

| (en millions de dollars canadiens)                                   | Au                 |                    |
|--|--------------------|--------------------|
|  | 31 octobre<br>2015 | 31 octobre<br>2014 |
| <b>Actif</b>   |                    |                    |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques                         | 3 123 \$           | 7 333 \$           |
| Dépôts productifs d'intérêts à des banques                           | 15 838             | 5 788              |
| Valeurs mobilières   | 130 326            | 111 159            |
| Placements dans des filiales bancaires et leurs sociétés liées       | 22 907             | 20 240             |
| Placements dans d'autres filiales et leurs sociétés liées            | 60 378             | 53 131             |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés | 23 418             | 17 075             |
| Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts         | 444 169            | 407 440            |
| Soldes nets à recevoir de filiales bancaires                         | 19 118             | 10 466             |
| Autres actifs  | 147 330            | 120 052            |
|  | <b>866 607 \$</b>  | <b>752 684 \$</b>  |
| <b>Passif et capitaux propres</b>                                    |                    |                    |
| Dépôts   | 566 903 \$         | 497 053 \$         |
| Soldes nets à payer à d'autres filiales                              | 66 879             | 56 146             |
| Autres passifs   | 163 379            | 138 989            |
|  | <b>797 161</b>     | <b>692 188</b>     |
| Débitures subordonnées   | 7 300              | 7 806              |
| Capitaux propres   | 62 146             | 52 690             |
|  | <b>866 607 \$</b>  | <b>752 684 \$</b>  |

**Comptes résumés de résultat et de résultat global**

| (en millions de dollars canadiens)   | Pour les exercices clos |                       |                       |
|--|-------------------------|-----------------------|-----------------------|
|  | le 31 octobre<br>2015   | le 31 octobre<br>2014 | le 31 octobre<br>2013 |
| Revenu d'intérêt (1)   | 18 287 \$               | 18 415 \$             | 18 573 \$             |
| Frais d'intérêt  | 5 785                   | 5 882                 | 5 795                 |
| <b>Revenu net d'intérêt</b>  | <b>12 502</b>           | <b>12 533</b>         | <b>12 778</b>         |
| Revenus autres que d'intérêt (2)   | 5 474                   | 6 007                 | 4 626                 |
| <b>Total des revenus</b>   | <b>17 976</b>           | <b>18 540</b>         | <b>17 404</b>         |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances                               | 1 027                   | 1 010                 | 1 147                 |
| Frais autres que d'intérêt   | 8 051                   | 7 801                 | 7 304                 |
| <b>Bénéfice avant impôt</b>  | <b>8 898</b>            | <b>9 729</b>          | <b>8 953</b>          |
| Impôt sur le résultat  | 1 939                   | 2 283                 | 1 537                 |
| <b>Bénéfice net avant quote-part des bénéfices non distribués des filiales</b> | <b>6 959</b>            | <b>7 446</b>          | <b>7 416</b>          |
| Quote-part des bénéfices non distribués des filiales                           | 3 067                   | 1 558                 | 926                   |
| <b>Bénéfice net</b>  | <b>10 026</b>           | <b>9 004</b>          | <b>8 342</b>          |
| Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt                 | 3 153                   | 915                   | 696                   |
| <b>Total du bénéfice global</b>  | <b>13 179 \$</b>        | <b>9 919 \$</b>       | <b>9 038 \$</b>       |

(1) Comprend le revenu de dividendes tiré des placements dans des filiales et des sociétés liées de 120 millions de dollars (10 millions en 2014; 1 313 millions en 2013).

(2) Comprend la quote-part des bénéfices des sociétés liées de 15 millions de dollars (bénéfice de 7 millions en 2014; perte de 9 millions en 2013).



Tableaux résumés des flux de trésorerie

| (en millions de dollars canadiens)  | Pour les exercices clos |                       |                       |
|---|-------------------------|-----------------------|-----------------------|
|   | le 31 octobre<br>2015   | le 31 octobre<br>2014 | le 31 octobre<br>2013 |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>   |                         |                       |                       |
| Bénéfice net  | 10 026 \$               | 9 004 \$              | 8 342 \$              |
| Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :               |                         |                       |                       |
| Variation des bénéfices non distribués des filiales   | (3 067)                 | (1 558)               | (926)                 |
| Variation des dépôts, déduction faite de la titrisation   | 70 802                  | 41 428                | 31 183                |
| Variation des prêts, déduction faite de la titrisation  | (33 904)                | (22 865)              | (18 927)              |
| Variation des titres détenus à des fins de transaction  | (10 663)                | (4 193)               | (19 048)              |
| Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés | 2 687                   | (2 712)               | 1 730                 |
| Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés                        | (6 343)                 | (2 497)               | (3 668)               |
| Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert   | (1 244)                 | (1 305)               | 388                   |
| Autres activités d'exploitation, montant net  | (7 845)                 | 182                   | (8 210)               |
| <b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>                          | <b>20 449</b>           | <b>15 484</b>         | <b>(9 136)</b>        |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>   |                         |                       |                       |
| Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques  | (10 050)                | (3 081)               | (1 548)               |
| Produit de la vente de titres disponibles à la vente  | 620                     | 1 225                 | 1 641                 |
| Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente  | 25 207                  | 28 875                | 28 056                |
| Acquisitions de titres disponibles à la vente   | (36 408)                | (36 165)              | (26 392)              |
| Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles                          | (937)                   | (803)                 | (754)                 |
| Variation de la trésorerie investie dans des filiales   | (978)                   | (2 409)               | (7 323)               |
| Variation du financement net fourni à des filiales  | 2 081                   | 4 889                 | 20 164                |
| Produit de la vente d'entreprises associées   | 4                       | 70                    | -                     |
| <b>Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement</b>                        | <b>(20 461)</b>         | <b>(7 399)</b>        | <b>13 844</b>         |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>   |                         |                       |                       |
| Émission de débentures subordonnées   | 1 000                   | 2 000                 | 2 046                 |
| Remboursement de débentures subordonnées  | (1 700)                 | (1 600)               | (2 000)               |
| Émission d'actions privilégiées   | 1 350                   | 1 000                 | -                     |
| Frais d'émission  | (21)                    | (14)                  | -                     |
| Rachat d'actions privilégiées   | (325)                   | (1 525)               | (222)                 |
| Émission d'actions ordinaires   | 62                      | 150                   | 121                   |
| Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation  | -                       | (113)                 | (408)                 |
| Dividendes versés   | (4 564)                 | (4 211)               | (3 810)               |
| <b>Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement</b>  | <b>(4 198)</b>          | <b>(4 313)</b>        | <b>(4 273)</b>        |
| <b>Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques</b>                                 | <b>(4 210)</b>          | <b>3 772</b>          | <b>435</b>            |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de l'exercice   | 7 333                   | 3 561                 | 3 126                 |
| <b>Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de l'exercice</b>                                    | <b>3 123 \$</b>         | <b>7 333 \$</b>       | <b>3 561 \$</b>       |
| <b>Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie</b>                         |                         |                       |                       |
| Intérêts versés au cours de l'exercice  | 5 786 \$                | 5 814 \$              | 5 943 \$              |
| Intérêts reçus au cours de l'exercice   | 18 001                  | 18 582                | 17 281                |
| Dividendes reçus au cours de l'exercice   | 106                     | 10                    | 1 313                 |
| Impôt sur le résultat payé au cours de l'exercice   | 1 323                   | 1 286                 | 265                   |

Note 36 Événements postérieurs à la date du bilan

Acquisitions et cessions

Le 2 novembre 2015, nous avons conclu l'acquisition de City National. Les activités de City National permettront notre expansion en vue de la réalisation d'une croissance à long terme aux États-Unis. L'acquisition de 100 % des participations avec droit de vote nous donne l'occasion d'améliorer et de compléter nos activités existantes aux États-Unis conformément à nos objectifs stratégiques. La contrepartie totale de 7,1 milliards de dollars (5,5 milliards de dollars US) à la date de la clôture comprend un montant de 2,6 milliards de dollars US en espèces, l'émission de 41,6 millions d'actions ordinaires de RBC au prix de 57,16 \$ US par action, des actions privilégiées de premier rang de série C-1 et de série C-2 d'une juste valeur de 290 millions de dollars US (valeur nominale de 275 millions de dollars US) émises à la suite de l'annulation des actions privilégiées de City National en circulation de même que des montants liés à la rémunération fondée sur des actions. En raison de la proximité de la date de clôture et de la date de publication de nos états financiers consolidés, nous n'avons pas finalisé la comptabilisation initiale de l'acquisition, l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris, y compris les prêts, les immobilisations incorporelles, le goodwill, la rémunération fondée sur des actions et les passifs éventuels, n'étant pas terminée.

Le 4 novembre 2015, nous avons conclu un accord d'achat et de vente visant la vente de nos activités de fiducie, de garde et d'administration de fonds dans les Antilles à SMP Group Limited. La transaction est assujettie aux conditions de clôture habituelles, ce qui comprend les approbations réglementaires.

Transactions portant sur les capitaux propres et le financement

Le 2 novembre 2015, nous avons racheté toutes les débentures subordonnées à 3,18 % échéant le 2 novembre 2015 en circulation, d'un montant de 1,5 milliard de dollars, pour un prix équivalant à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Le 16 novembre 2015, nous avons annoncé notre intention de racheter tous les titres RBC TruCS de série 2015 émis et en circulation, d'un montant en capital de 1,2 milliard de dollars, contre un montant en espèces équivalant à un prix de rachat de 1 000 \$ par titre. Le rachat devrait être conclu le 31 décembre 2015.

## Bilan résumé

| (en millions de dollars canadiens)                                   | IFRS                |                   |                   |                   |                   | PCGR du Canada    |                   |                   |                   |                   |                   |
|--|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|  | 2015                | 2014              | 2013              | 2012              | 2011              | 2011              | 2010              | 2009              | 2008              | 2007              | 2006              |
| <b>Actif</b>   |                     |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |
| Trésorerie et montants à recevoir de banques                         | 12 452 \$           | 17 421 \$         | 15 550 \$         | 12 428 \$         | 12 428 \$         | 13 247 \$         | 8 440 \$          | 7 584 \$          | 11 086 \$         | 4 226 \$          | 4 401 \$          |
| Dépôts productifs d'intérêts à des banques                           | 22 690              | 8 399             | 9 039             | 10 246            | 6 460             | 12 181            | 13 254            | 8 919             | 20 041            | 11 881            | 10 502            |
| Valeurs mobilières   | 215 508             | 199 148           | 182 710           | 161 602           | 167 022           | 179 558           | 183 519           | 177 298           | 171 134           | 178 255           | 184 869           |
| Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés | 174 723             | 135 580           | 117 517           | 112 257           | 84 947            | 84 947            | 72 698            | 41 580            | 44 818            | 64 313            | 59 378            |
| Prêts, déduction faite de la provision                               | 472 223             | 435 229           | 408 850           | 378 241           | 347 530           | 296 284           | 273 006           | 258 395           | 289 540           | 237 936           | 208 530           |
| Autres   | 176 612             | 144 773           | 126 079           | 149 180           | 175 446           | 165 485           | 175 289           | 161 213           | 187 240           | 103 735           | 69 100            |
| <b>Total de l'actif</b>  | <b>1 074 208 \$</b> | <b>940 550 \$</b> | <b>859 745 \$</b> | <b>823 954 \$</b> | <b>793 833 \$</b> | <b>751 702 \$</b> | <b>726 206 \$</b> | <b>654 989 \$</b> | <b>723 859 \$</b> | <b>600 346 \$</b> | <b>536 780 \$</b> |
| <b>Passif</b>  |                     |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |
| Dépôts   | 697 227 \$          | 614 100 \$        | 563 079 \$        | 512 244 \$        | 479 102 \$        | 444 181 \$        | 414 561 \$        | 378 457 \$        | 438 575 \$        | 365 205 \$        | 343 523 \$        |
| Autres   | 305 675             | 264 088           | 239 763           | 259 174           | 263 625           | 256 124           | 263 030           | 229 699           | 242 744           | 201 404           | 160 575           |
| Débitures subordonnées   | 7 362               | 7 859             | 7 443             | 7 615             | 8 749             | 7 749             | 6 681             | 6 461             | 8 131             | 6 235             | 7 103             |
| Titres de fiducie de capital   | –                   | –                 | –                 | –                 | 894               | –                 | 727               | 1 395             | 1 400             | 1 400             | 1 383             |
| Passif au titre des actions privilégiées                             | –                   | –                 | –                 | –                 | –                 | –                 | –                 | –                 | –                 | 300               | 298               |
| Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales          | –                   | s.o.              | s.o.              | s.o.              | s.o.              | 1 941             | 2 256             | 2 071             | 2 371             | 1 483             | 1 775             |
| <b>Total du passif</b>   | <b>1 010 264</b>    | <b>886 047</b>    | <b>810 285</b>    | <b>779 033</b>    | <b>752 370</b>    | <b>709 995</b>    | <b>687 255</b>    | <b>618 083</b>    | <b>693 221</b>    | <b>576 027</b>    | <b>514 657</b>    |
| <b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>                | <b>62 146</b>       | <b>52 690</b>     | <b>47 665</b>     | <b>43 160</b>     | <b>39 702</b>     | <b>41 707</b>     | <b>38 951</b>     | <b>36 906</b>     | <b>30 638</b>     | <b>24 319</b>     | <b>22 123</b>     |
| <b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>                     | <b>1 798</b>        | <b>1 813</b>      | <b>1 795</b>      | <b>1 761</b>      | <b>1 761</b>      | <b>s.o.</b>       | <b>s.o.</b>       | <b>s.o.</b>       | <b>s.o.</b>       | <b>s.o.</b>       | <b>s.o.</b>       |
| <b>Total des capitaux propres</b>                                    | <b>63 944</b>       | <b>54 503</b>     | <b>49 460</b>     | <b>44 921</b>     | <b>41 463</b>     | <b>41 707</b>     | <b>38 951</b>     | <b>36 906</b>     | <b>30 638</b>     | <b>24 319</b>     | <b>22 123</b>     |
| <b>Total du passif et des capitaux propres</b>                       | <b>1 074 208 \$</b> | <b>940 550 \$</b> | <b>859 745 \$</b> | <b>823 954 \$</b> | <b>793 833 \$</b> | <b>751 702 \$</b> | <b>726 206 \$</b> | <b>654 989 \$</b> | <b>723 859 \$</b> | <b>600 346 \$</b> | <b>536 780 \$</b> |

## Compte résumé de résultat

| (en millions de dollars canadiens)  | IFRS          |              |              |              |              | PCGR du Canada |              |              |              |              |              |
|---|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|   | 2015          | 2014         | 2013         | 2012         | 2011         | 2011           | 2010         | 2009         | 2008         | 2007         | 2006         |
| Revenu net d'intérêt  | 14 771 \$     | 14 116 \$    | 13 249 \$    | 12 439 \$    | 11 357 \$    | 10 600 \$      | 10 338 \$    | 10 705 \$    | 9 054 \$     | 7 700 \$     | 6 796 \$     |
| Revenus autres que d'intérêt  | 20 550        | 19 992       | 17 433       | 16 708       | 16 281       | 16 830         | 15 744       | 15 736       | 12 528       | 14 762       | 13 481       |
| Total des revenus   | 35 321        | 34 108       | 30 682       | 29 147       | 27 638       | 27 430         | 26 082       | 26 441       | 21 582       | 22 462       | 20 637       |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances                          | 1 097         | 1 164        | 1 237        | 1 299        | 1 133        | 975            | 1 240        | 2 167        | 1 595        | 791          | 429          |
| Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance | 2 963         | 3 573        | 2 784        | 3 621        | 3 358        | 3 360          | 3 546        | 3 042        | 1 631        | 2 173        | 2 509        |
| Frais autres que d'intérêt  | 18 638        | 17 661       | 16 214       | 14 641       | 14 167       | 14 453         | 13 469       | 13 436       | 12 351       | 12 473       | 11 495       |
| Participations ne donnant pas le contrôle                                 | s.o.          | s.o.         | s.o.         | s.o.         | s.o.         | 104            | 99           | 100          | 81           | 141          | 44           |
| Bénéfice net lié aux activités poursuivies                                | 10 026        | 9 004        | 8 342        | 7 558        | 6 970        | 6 650          | 5 732        | 5 681        | 4 555        | 5 492        | 4 757        |
| Perte nette liée aux activités abandonnées                                | –             | –            | –            | (51)         | (526)        | (1 798)        | (509)        | (1 823)      | –            | –            | (29)         |
| <b>Bénéfice net</b>   | <b>10 026</b> | <b>9 004</b> | <b>8 342</b> | <b>7 507</b> | <b>6 444</b> | <b>4 852</b>   | <b>5 223</b> | <b>3 858</b> | <b>4 555</b> | <b>5 492</b> | <b>4 728</b> |

## Autres statistiques – présentées

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les montants par action)

|   | IFRS      |           |           |           |           | PCGR du Canada |           |           |           |           |           |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|   | 2015      | 2014      | 2013      | 2012      | 2011      | 2011           | 2010      | 2009      | 2008      | 2007      | 2006      |
| <b>MESURES DE LA RENTABILITÉ (1)</b>  |           |           |           |           |           |                |           |           |           |           |           |
| Bénéfice par action   |           |           |           |           |           |                |           |           |           |           |           |
| – de base   | 6,75 \$   | 6,03 \$   | 5,53 \$   | 4,96 \$   | 4,25 \$   | 3,21 \$        | 3,49 \$   | 2,59 \$   | 3,41 \$   | 4,24 \$   | 3,65 \$   |
| – dilué   | 6,73 \$   | 6,00 \$   | 5,49 \$   | 4,91 \$   | 4,19 \$   | 3,19 \$        | 3,46 \$   | 2,57 \$   | 3,38 \$   | 4,19 \$   | 3,59 \$   |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires   | 18,6 %    | 19,0 %    | 19,7 %    | 19,6 %    | 18,7 %    | 12,9 %         | 14,9 %    | 11,9 %    | 18,1 %    | 24,7 %    | 23,5 %    |
| Rendement de l'actif pondéré en fonction des risques (2)  | 2,45 %    | 2,52 %    | 2,67 %    | 2,70 %    | 2,44 %    | 1,87 %         | 2,03 %    | 1,50 %    | 1,78 %    | 2,23 %    | 2,21 %    |
| Ratio d'efficience (3)  | 52,8 %    | 51,8 %    | 52,8 %    | 50,2 %    | 51,3 %    | 52,7 %         | 51,6 %    | 50,8 %    | 57,2 %    | 55,5 %    | 55,7 %    |
| <b>PRINCIPAUX RATIOS</b>  |           |           |           |           |           |                |           |           |           |           |           |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations | 0,24 %    | 0,27 %    | 0,31 %    | 0,35 %    | 0,33 %    | 0,34 %         | 0,45 %    | 0,72 %    | 0,53 %    | 0,33 %    | 0,23 %    |
| Marge nette d'intérêt (total de l'actif moyen)  | 1,40 %    | 1,56 %    | 1,56 %    | 1,55 %    | 1,52 %    | 1,49 %         | 1,59 %    | 1,64 %    | 1,39 %    | 1,33 %    | 1,35 %    |
| Revenus autres que d'intérêt en pourcentage du total des revenus  | 58,2 %    | 58,6 %    | 56,8 %    | 57,3 %    | 58,9 %    | 61,4 %         | 60,4 %    | 59,5 %    | 58,0 %    | 65,7 %    | 67,1 %    |
| <b>INFORMATION SUR LES ACTIONS (1)</b>  |           |           |           |           |           |                |           |           |           |           |           |
| Actions ordinaires en circulation (en milliers) – à la fin de la période  | 1 443 423 | 1 442 233 | 1 441 056 | 1 445 303 | 1 438 376 | 1 438 376      | 1 424 922 | 1 417 610 | 1 341 260 | 1 276 260 | 1 280 890 |
| Dividendes déclarés par action ordinaire  | 3,08 \$   | 2,84 \$   | 2,53 \$   | 2,28 \$   | 2,08 \$   | 2,08 \$        | 2,00 \$   | 2,00 \$   | 2,00 \$   | 1,82 \$   | 1,44 \$   |
| Rendement de l'action   | 4,1 %     | 3,8 %     | 4,0 %     | 4,5 %     | 3,9 %     | 3,9 %          | 3,6 %     | 4,8 %     | 4,2 %     | 3,3 %     | 3,1 %     |
| Ratio de distribution (2)   | 46 %      | 47 %      | 46 %      | 46 %      | 45 %      | 47 %           | 52 %      | 52 %      | 59 %      | 43 %      | 40 %      |
| Valeur comptable par action   | 39,51 \$  | 33,69 \$  | 29,87 \$  | 26,52 \$  | 24,25 \$  | 25,65 \$       | 23,99 \$  | 22,67 \$  | 20,90 \$  | 17,49 \$  | 16,52 \$  |
| Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX), à la fin de la période   | 74,77 \$  | 80,01 \$  | 70,02 \$  | 56,94 \$  | 48,62 \$  | 48,62 \$       | 54,39 \$  | 54,80 \$  | 46,84 \$  | 56,04 \$  | 49,80 \$  |
| Capitalisation boursière (TSX)  | 107 925   | 115 393   | 100 903   | 82 296    | 69 934    | 69 934         | 77 502    | 77 685    | 62 825    | 71 522    | 63 788    |
| Cours du marché par rapport à la valeur comptable   | 1,89      | 2,38      | 2,34      | 2,15      | 2,00      | 1,90           | 2,27      | 2,42      | 2,24      | 3,20      | 3,01      |
| <b>MESURES DU CAPITAL – CONSOLIDÉES (4)</b>   |           |           |           |           |           |                |           |           |           |           |           |
| Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie   | 10,6 %    | 9,9 %     | 9,6 %     | s.o.      | s.o.      | s.o.           | s.o.      | s.o.      | s.o.      | s.o.      | s.o.      |
| Ratio du capital de première catégorie  | 12,2 %    | 11,4 %    | 11,7 %    | 13,1 %    | s.o.      | 13,3 %         | 13,0 %    | 13,0 %    | 9,0 %     | 9,4 %     | 9,6 %     |
| Ratio du capital total  | 14,0 %    | 13,4 %    | 14,0 %    | 15,1 %    | s.o.      | 15,3 %         | 14,4 %    | 14,2 %    | 11,0 %    | 11,5 %    | 11,9 %    |
| Coefficient actif-capital   | s.o.      | 17,0X     | 16,6X     | 16,7X     | s.o.      | 16,1X          | 16,5X     | 16,3X     | 20,1X     | 20,0X     | 19,7X     |
| Ratio de levier   | 4,3 %     | s.o.      | s.o.      | s.o.      | s.o.      | s.o.           | s.o.      | s.o.      | s.o.      | s.o.      | s.o.      |

(1) Le 6 avril 2006, nous avons versé un dividende en actions de une action ordinaire pour chacune de nos actions ordinaires émises et en circulation, qui a eu le même effet qu'un fractionnement de nos actions ordinaires à raison de deux pour une. Toutes les données liées aux actions ordinaires et les montants par action ont été ajustés rétroactivement afin de tenir compte du dividende en actions.

(2) Le rendement de l'actif pondéré en fonction des risques pour l'exercice 2011 est fondé sur l'actif pondéré en fonction des risques présenté en vertu des PCGR du Canada et sur le bénéfice présenté en vertu des IFRS.

(3) Les ratios de 2009 à 2012 se rapportent aux activités poursuivies.

(4) Avec prise d'effet pour l'exercice 2013, nous calculons les ratios de capital et les coefficients en nous fondant sur le cadre de l'accord de Bâle III (méthode « tout compris »), sauf indication contraire. Pour 2008 à 2012, les ratios de capital et les coefficients ont été calculés selon le cadre de l'accord de Bâle II. Les ratios de capital de 2004 à 2007 et les coefficients actif-capital de 2005 à 2007 ont été calculés selon le cadre de l'accord de Bâle I. Pour 2011, les ratios de capital et les coefficients ont été calculés selon les PCGR du Canada.